



2007|2008

Rapport annuel



Commission des revendications des Indiens

Commission des revendications des Indiens
Rapport annuel 2007-2008

© Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada
www.indianclaims.ca

N° de cat. CP RC21-2008

ISBN 978-0-662-05872-4

Conception : Accurate Design

GRAPHISME DE COUVERTURE

"Untitled" Jerry Whitehead, 2000

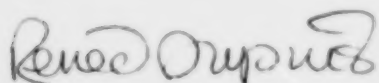
© Jerry Whitehead

À SON EXCELLENCE LA GOUVERNEURE GÉNÉRALE EN CONSEIL

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE

En 2007-2008, la Commission des revendications des Indiens a terminé cinq enquêtes, publié huit rapports d'enquête et terminé six médiations. Le présent rapport résume nos principales réalisations et activités de l'année dernière dans le domaine des revendications particulières.

Respectueusement soumis,



Renée Dupuis, C.M., *Ad.E.*
Présidente

Juillet 2008



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Message de la présidente	3
Que trouve-t-on dans le rapport?	5
RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION AU GOUVERNEMENT, 2007-2008	7
LA CRI : QUI NOUS SOMMES	11
Pouvoirs, mandat et activités	12
Historique de la CRI et des revendications particulières au Canada, 2007-2008	13
Les commissaires	19
Structure hiérarchique	22
LA CRI : CE QUE NOUS FAISONS	25
Aperçu des activités de la CRI de 1991 à 2008	27
Réalisations de la CRI en 2007-2008	33
ENQUÊTES	33
Qu'est-ce qu'une enquête?	34
Processus d'enquête	35
Enquêtes terminées en 2007-2008	36
Résumé des revendications particulières en cours d'enquête du 1 ^{er} avril 2007 au 31 mars 2008	41
MÉDIATION ET FACILITATION	53
Qu'est-ce que la médiation et la facilitation?	54
Processus de médiation	55
Résumé des revendications particulières en cours de médiation et de facilitation du 1 ^{er} avril 2007 au 31 mars 2008	55

Revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports	69
Revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations l'objet de rapports au 31 mars 2008.....	70
Liste des revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports : par province.....	79
Liste des revendications examinées dans le cadre d'enquêtes : par sujet.....	83
Renseignements financiers.....	94
Quelques faits	95
Comment nous joindre	96





INTRODUCTION

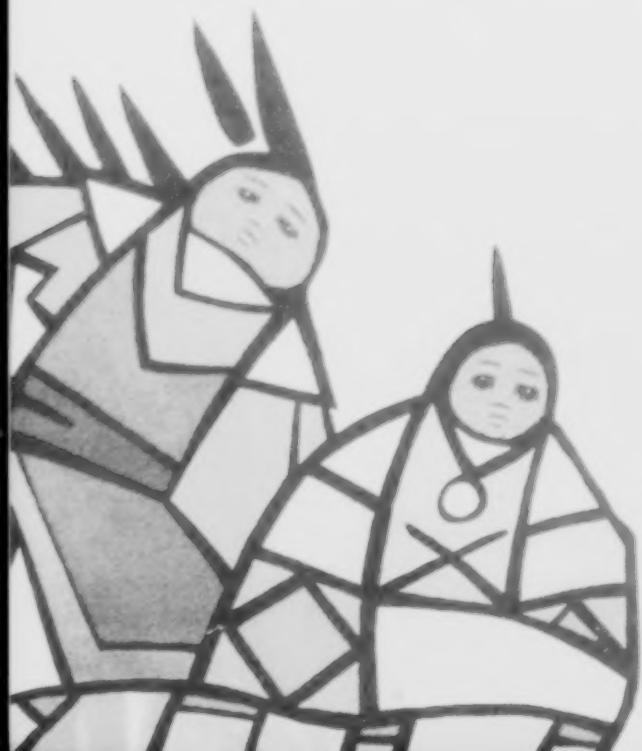
Ce que vous trouverez dans cette section :

3 Message de la présidente

Mot de bienvenue de la présidente

5 Que trouve-t-on dans le rapport?

Description de ce que vous trouverez dans le présent rapport



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Depuis sa création en 1991, la Commission des revendications des Indiens a établi sa crédibilité en tant qu'organisme indépendant et impartial chargé de mener des enquêtes publiques sur les différends découlant de revendications particulières qui opposent les Premières Nations et le gouvernement du Canada, et d'offrir des services de médiation favorisant le règlement de ces différends, à toutes les étapes du processus. Depuis sa création en 1991, la Commission a traité 92 revendications et a publié 70 rapports d'enquête couvrant 80 revendications. Elle a également fourni des services de médiation ou de facilitation à 53 tables de négociation de revendications particulières et publié 12 rapports de médiation.

Le mandat de la Commission - qui est de mener des enquêtes et d'offrir des services de médiation et de facilitation - est exécuté par une présidente à temps partiel et quatre commissaires à temps partiel, avec l'appui du personnel de la CRI. Nos activités se déroulent soit dans les bureaux de la Commission, soit ailleurs au Canada, lors des visites du personnel et des audiences publiques dans les communautés, des séances de plaidoiries et des séances de médiation. Les processus d'enquête et de médiation de la CRI permettent au Canada et aux Premières Nations de jeter un regard neuf sur les revendications et offrent aux parties des solutions novatrices pour résoudre des questions complexes et litigieuses de politique et de droit.

Dans l'exercice de son mandat, la CRI a acquis une solide réputation de neutralité et d'impartialité pour la manière dont elle mène ses enquêtes et dispense ses services de médiation, sans favoriser l'une ou l'autre des parties. La CRI a joué un rôle unique en travaillant avec des parties dont les positions étaient opposées. En tant que présidente de la Commission, je préconise des approches qui favorisent le plus haut degré d'impartialité et d'indépendance, face aux questions et problèmes soulevés par les parties, de telle sorte que la crédibilité et l'acceptation de nos travaux et de nos conclusions soient au-dessus de tout soupçon.

Selon nous, le rôle de la Commission est de favoriser un rapprochement de perspectives différentes. Toutefois, malgré tous nos efforts, les différences de perspectives continueront de caractériser le processus de règlement des revendications au Canada pendant un certain temps encore. Ce concept de rapprochement demeurera essentiel pour réaliser collectivement des progrès dans le domaine des revendications particulières.

Depuis 1994, la Commission a demandé au gouvernement fédéral de créer un organisme permanent indépendant afin d'accélérer le règlement des revendications particulières des Premières Nations. Le projet de loi C-30, la « Loi sur le Tribunal des revendications particulières », annonce des changements : un tribunal investi de pouvoirs décisionnels - une recommandation clé faite par la CRI pendant de nombreuses années. En outre, le gouvernement a indiqué qu'il avait l'intention de mettre sur pied un organisme de médiation, une autre décision que la CRI approuve, compte tenu de sa propre expérience positive de la médiation. Nous sommes prêts à collaborer sans réserve à la création d'une solution durable aux retards et à l'arriéré de travail dans le processus de règlement des revendications particulières.

Parallèlement au dépôt du projet de loi C-30 en novembre 2007, le mandat de la CRI a été modifié, au cours de la dernière année, par le décret C.P. 2007-1789. En plus de fixer au 31 mars 2009 la date de fermeture de la CRI, le décret précise que la Commission doit cesser toutes ses activités dans les enquêtes qui n'en sont pas encore à l'étape de l'audience publique dans la communauté et ne doit plus accepter de faire enquête sur de nouvelles revendications. De plus, si une Première Nation demande à la Commission de mettre un terme à son

enquête, elle doit le faire immédiatement, sans publier de rapport final. La Commission doit terminer toutes ses enquêtes et publier un rapport sur ces enquêtes au plus tard le 31 décembre 2008 et mettre fin à toutes ses activités, y compris celles qui ont trait à la médiation au plus tard le 31 mars 2009.

Le travail de la Commission tirant à sa fin, nous entendons terminer les enquêtes et les médiations amorcées et veillerons à préserver l'expertise et l'expérience acquise au cours de nos 17 années d'existence.

Une des priorités de la Commission au cours de la prochaine année sera de tenter d'obtenir de nouveaux emplois pour les employés de la CRI, qui ont travaillé avec diligence avec les commissaires.

La Commission tient à rassurer les Premières Nations et le gouvernement, et à leur dire que la qualité de notre travail sera maintenue pendant toute cette période exigeante.

Les commissaires et le personnel continueront de tout mettre en œuvre pour terminer les travaux dans les délais prescrits et s'acquitter de façon efficace du mandat de la Commission. Comme toujours, nous mettons notre expertise à la disposition des Premières Nations et du gouvernement. Nous proposerons au nouveau tribunal et à la nouvelle organisation chargée des services de médiation, une fois qu'ils auront été officiellement établis, de partager avec eux l'expérience que nous avons acquise au fil des ans.

Renée Dupuis, C.M., *Ad.E.*
Présidente
Commission des revendications des Indiens

LE MANDAT DE LA
COMMISSION - QUI EST DE
MENER DES ENQUÊTES ET
D'OFFRIER DES SERVICES DE
MÉDIATION ET DE FACILITATION -
EST EXÉCUTÉ PAR UNE
PRÉSIDENTE À TEMPS PARTIEL
ET QUATRE COMMISSAIRES À
TEMPS PARTIEL, AVEC L'APPUI
DU PERSONNEL DE LA CRI.



QUE TROUVE-T-ON DANS LE RAPPORT?

Le présent rapport de la Commission des revendications des Indiens décrit le travail de la Commission du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008. Il est axé sur les réalisations de la Commission et sur sa contribution au règlement des revendications particulières rejetées par le Canada et présentées ensuite par les Premières Nations à la Commission aux fins d'enquête. Il contient aussi des recommandations au gouvernement sur la façon d'améliorer le processus.

Le rapport se divise en quatre sections. L'**Introduction** comprend un message de la présidente M^{me} Renée Dupuis, suivi des **Recommandations** de la Commission. La section intitulée **Qui nous sommes** traite du mandat et de la structure hiérarchique de la Commission; on y trouve un court historique de la Commission et des revendications particulières, ainsi que les notices biographiques des commissaires. Vient ensuite la section **Ce que nous faisons**, qui constitue l'essentiel du rapport et décrit l'état de toutes les revendications auxquelles la Commission a travaillé depuis sa création.

Le rapport demeure centré sur le résumé des revendications, qui renseigne le lecteur sur les revendications dont est actuellement saisie la Commission, que ce soit dans le cadre d'une enquête ou d'une médiation ou facilitation. Ce résumé est suivi du tableau des revendications examinées par la CRI.

Les enquêtes ou médiations terminées en 2007-2008 figurent en premier, de façon que le lecteur puisse trouver rapidement les résultats du travail accompli par la Commission dans la dernière année. Suivent les résumés des enquêtes et des médiations en cours. Le tableau des revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports montre l'avancement de chaque revendication dans le processus des revendications particulières à la suite de l'enquête de la Commission ou de ses efforts de médiation ou de facilitation.

Le rapport comporte deux listes après ce tableau. La première liste fait état de toutes les revendications examinées par la CRI, présentées par province. La deuxième fait état des revendications examinées dans le cadre d'enquêtes, par sujet.







RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION AU GOUVERNEMENT, 2007-2008

Ce que vous trouverez dans cette section :

- 8 **Recommandations de la Commission au gouvernement, 2007-2008**
Recommandations au gouvernement concernant les revendications particulières

Recommandations de la commission au gouvernement, 2007-2008

La longue histoire du processus de règlement des revendications au Canada a été façonnée par de nombreux événements, dont certains ont mené directement à la création de la Commission des revendications des Indiens. Notamment, la crise d'Oka de 1990 a poussé le gouvernement fédéral à promettre des mesures visant à accélérer le règlement des revendications particulières. En 1991, la Commission des revendications des Indiens a été créée par décret à titre de commission d'enquête sous le régime de la *Loi sur les enquêtes*. Le décret précise que la Commission serait établie en tant que processus provisoire d'examen de l'application par le gouvernement de la Politique des revendications particulières. La création d'un organisme permanent a fait l'objet de groupes de travail mixtes du gouvernement et des Premières Nations, et une loi portant création d'un organisme semblable a reçu la sanction royale en 2003, mais elle n'a pas été proclamée, laissant ainsi la CRI comme seule solution de rechange aux procédures judiciaires pour les Premières Nations qui souhaitent obtenir un examen indépendant du rejet par le gouvernement de leurs revendications particulières. Le dépôt du projet de loi C-30 en novembre 2007 visait la création d'un tribunal, et les discussions au Parlement étaient encore en cours à la fin de mars 2008.

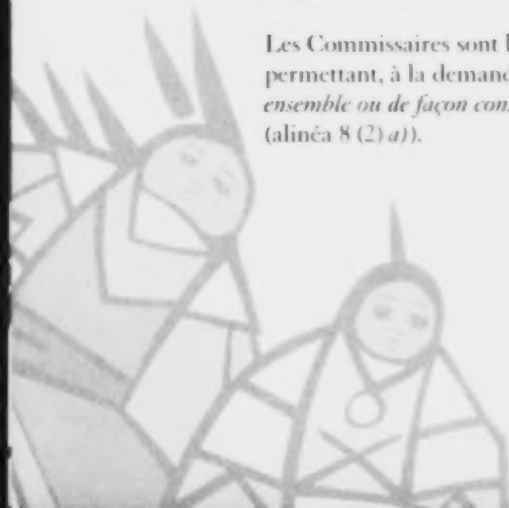
Dans le cadre de son mandat, en plus de mener les enquêtes, la Commission offre une gamme de services de médiation et de facilitation, non seulement lorsqu'une revendication a été acceptée aux fins de négociation, mais à toutes les étapes du processus de revendication. La Commission fournit ces services au Canada et aux Premières Nations depuis 1991. Notre expérience a montré que l'utilisation des services de médiation et de facilitation par les parties – que ce soit avant ou après l'acceptation d'une revendication par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – augmente considérablement les chances d'une issue favorable, relativement à toute question liée à une revendication particulière. Une discussion ouverte entre les parties, en présence d'un tiers neutre (le médiateur), favorise la compréhension et de meilleures relations. Dans ce climat, il est plus facile de parvenir à un règlement.

La Commission a recommandé, dans le passé, une plus grande utilisation de ses services de médiation, non seulement pour les revendications acceptées en cours de négociation, mais aussi pour les autres revendications, quelle que soit l'étape du processus.

La Commission se réjouit de voir que le projet de loi C-30 prévoit, à l'alinéa 12 (1) h), des services de médiation et que le plan d'action « La justice, enfin » met l'accent sur le *recours amélioré à la médiation... le Canada reconnaît que cet outil devrait servir plus souvent à débloquer des négociations, et il s'engage à en augmenter l'usage.*

La Commission a recommandé, dans le passé, le regroupement de revendications similaires pour négociation ou examen.

Les Commissaires sont heureux de voir que le projet de loi C-30 prévoit cette possibilité en permettant, à la demande de toute partie, que : *certaines revendications particulières soient entendues ensemble ou de façon consécutive parce qu'elles ont en commun certains points de droit ou de fait (alinéa 8 (2) a)).*



La Commission réitère sa recommandation d'affecter un financement approprié pour la recherche. Elle recommande en outre que les niveaux de financement liés aux résultats soient révisés chaque année.

La négociation des revendications particulières sous le régime de la common law nécessite de vastes recherches. Contrairement à beaucoup d'autres cas, où des principes peuvent établir la validité des arguments, les revendications particulières constituent un domaine où la preuve historique est essentielle et doit, par conséquent, être soigneusement établie.

La Commission recommande l'accès aux dossiers pertinents très tôt dans le processus d'établissement d'une revendication ou de préparation des arguments qui seront soumis au nouveau tribunal.

Les efforts visant à donner des chances égales à toutes les parties devraient faire en sorte que les Premières Nations aient accès aux dossiers dès le début, c'est-à-dire dès que le contexte ou des renseignements relatifs à la revendication sont connus.

La Commission recommande que le nouveau tribunal adopte des procédures en matière d'enquête préalable et de divulgation.

La divulgation de la preuve de la Couronne dès le début ou un processus officiel d'enquête préalable permettraient de préciser, à toutes les parties, l'historique et le contexte de la revendication particulière en question.

Un déséquilibre dans le rapport des forces persiste et doit être corrigé; le processus des litiges n'est pas profondément enraciné dans les traditions des Premières Nations : il leur faut du soutien. Le fait d'interdire* aux Premières Nations de retenir les services d'avocats, de 1927 à 1951, n'a certainement pas aidé à remédier à ce déséquilibre, bien au contraire.

La Commission recommande que des efforts particuliers soient déployés pour recueillir et utiliser la preuve orale des Premières Nations dont la tradition favorise la narration et la transmission orale de l'histoire.

L'alinéa 12 (1) g) du projet de loi C-30, qui prévoit les règles de pratique et de procédure, laisse place à cette possibilité. Les procédures doivent être claires dès le début. Dans de nombreux cas, il sera avantageux pour le juge qui préside de se rendre dans la communauté en question le plus tôt possible au cours du processus et d'entendre en personne les témoignages des aînés. Selon l'expérience de la Commission des revendications des Indiens, cette façon de faire peut être un facteur déterminant.

** Une modification de la Loi sur les Indiens en vigueur à cette période obligeait les Premières Nations à obtenir la permission du surintendant général pour embaucher un avocat et pour pouvoir recueillir des sommes à cette fin.*





LA CRI : QUI NOUS SOMMES

Ce que vous trouverez dans cette section :

12 Pouvoirs, mandat et activités

Information sur le mandat de la CRI

13 Historique de la CRI et des revendications particulières au Canada

Chronologie des revendications particulières au Canada du début du XVIII^e siècle à 2008

Événements ayant mené à la création de la CRI

19 Les commissaires

Notices biographiques des commissaires

22 Structure hiérarchique

Organigramme de la CRI

Pouvoirs, mandat et activités

La Commission des revendications des Indiens est une commission d'enquête établie par décret en 1991 en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. Le mandat de la Commission est double : faire enquête sur les revendications particulières des Premières Nations, à leur demande, et offrir des services de médiation, avec le consentement des parties, à toutes les étapes du processus. Une Première Nation peut demander la tenue d'une enquête en cas de rejet de sa revendication par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ou de différends au sujet des critères d'indemnisation utilisés pour le règlement de sa revendication.

Constamment à la recherche de nouveaux moyens d'améliorer le traitement des revendications particulières, la Commission a créé un processus qui lui permet d'examiner les décisions prises par le gouvernement au sujet du bien-fondé des revendications et des principes d'indemnisation applicables lorsque les négociations aboutissent à une impasse. La Commission n'est pas un tribunal et elle n'est donc pas tenue d'appliquer strictement les règles de la preuve, les délais de prescription et les autres moyens de défense procéduraux susceptibles de faire obstacle au règlement équitable des griefs présentés contre la Couronne. Grâce à ces règles plus souples, la Commission a donc la latitude nécessaire pour mener ses enquêtes de façon objective, neutre et rapide. Au terme de l'enquête, elle peut proposer aux parties des solutions novatrices permettant de résoudre toute une série de questions litigieuses et complexes de politiques et de droit. En outre, ce mécanisme repose sur les principes d'équité et de justice et vise à favoriser la réconciliation des Canadiens et des Canadiens membres des Premières Nations et la réparation des erreurs passées.

La Commission offre toute une gamme de services de médiation et de facilitation à la demande conjointe de la Première Nation et du gouvernement du Canada. De concert avec le médiateur, les parties décident de la manière dont la médiation se déroulera. Cette méthode permet de s'assurer que le processus répond à la situation unique de chaque négociation.

La Commission traite les revendications particulières de manière à en assurer le règlement le plus efficace possible. Le processus d'enquête, qui comporte cinq étapes (voir à la page 35), et le processus de médiation, qui en compte quatre (voir à la page 55), débutent avec la réception d'une demande de la part d'une Première Nation.

En novembre 2007, le mandat de la Commission des revendications des Indiens a été modifié par décret pour mettre un terme aux travaux de la Commission. En vertu du mandat modifié :

- la Commission ne peut plus accepter de nouvelles revendications aux fins d'enquête;
- la Commission est tenue de cesser toutes ses activités liées à une enquête dont elle est saisie si l'enquête n'en est pas à l'étape de l'audience publique, ou si la Première Nation en fait la demande;
- elle doit avoir terminé toutes les enquêtes, y compris les rapports d'enquête, rendues à l'étape de l'audience publique au plus tard le 31 décembre 2008;
- et elle doit cesser toutes ses activités, y compris celles qui sont liées à la médiation, au plus tard le 31 mars 2009.



Historique de la CRI et des revendications particulières au Canada

Pendant l'époque coloniale et les cinquante premières années de la Confédération, le gouvernement fédéral et les Premières Nations ont signé des traités qui créaient des obligations réciproques. Une bonne partie des revendications découlent du fait que les Premières Nations estiment que certaines dispositions des traités n'ont pas été respectées par le gouvernement. Les revendications peuvent aussi prendre naissance à la suite d'un manquement à une obligation découlant de la *Loi sur les Indiens* et d'autres lois, des obligations légales de la Couronne, de la mauvaise administration par le gouvernement des fonds ou d'autres biens appartenant aux Indiens, ou de la cession illégale de terres indiennes.

Selon la politique du gouvernement fédéral, il existe deux types de revendications : les revendications particulières et les revendications globales. Les **revendications particulières** découlent de la violation ou de l'inexécution des obligations imposées au gouvernement par des traités, des accords ou des lois. Les **revendications globales** reposent plutôt sur un titre aborigène non éteint.

À l'automne 1990, à la suite de la crise d'Oka-Kanesatake, le gouvernement fédéral a demandé aux chefs des Premières Nations de lui faire des recommandations visant à améliorer le processus de règlement des revendications. Après consultation des collectivités, le Comité des chefs sur les revendications a produit un document de travail qui a reçu l'approbation de l'Assemblée des Premières Nations lors d'une réunion spéciale tenue en décembre de la même année. L'une des 27 recommandations contenues dans ce document porte sur la création d'un « organisme indépendant et impartial ayant pour mandat de régler sans tarder les revendications ». Cet organisme devait faciliter le processus en réunissant les parties et en recommandant des solutions aux questions litigieuses.

En juillet 1991, le gouvernement fédéral a répondu à la proposition du Comité des chefs en créant une commission d'enquête appelée la Commission des revendications particulières des Indiens. Harry S. LaForme en était le premier président et est demeuré en poste jusqu'en février 1994, date de sa nomination à la Cour de l'Ontario (Division générale). Il a été remplacé en avril 1994 par les commissaires Daniel J. Bellegarde et P.E. James Prentice qui ont agi à titre de coprésidents jusqu'à la nomination de Phil Fontaine à la présidence en août 2001. En juin 2003, Renée Dupuis a été nommée présidente à la suite de la démission de M. Fontaine.

Le mandat de la Commission des revendications des Indiens porte sur les différends que soulève le processus de règlement des revendications particulières, comme le prévoit la Politique des revendications particulières (1973) énoncée dans un document intitulé *Dossier en souffrance*, publié par le Canada en 1982.

Selon la politique actuelle, les Premières Nations doivent soumettre au gouvernement leurs revendications particulières accompagnées de la documentation pertinente. Le gouvernement décide ensuite si ces revendications peuvent donner lieu à une indemnisation après négociations.

Les négociations portant sur les revendications jugées valides peuvent déboucher sur l'offre d'une indemnité aux Premières Nations. Celles-ci estiment toutefois que les critères utilisés par le gouvernement sont souvent inéquitables ou appliqués de façon inéquitable et qu'ils limitent indûment l'octroi des indemnités.

Depuis des années, les négociateurs des Premières Nations et du gouvernement tentent, sans grand résultat, de relancer la négociation des revendications territoriales, qui demeure lente et difficile et, encore récemment, le nombre de règlements demeurait faible.

Avant la création de la Commission des revendications des Indiens, les Premières Nations ne pouvaient contester les décisions du gouvernement qu'en les soumettant aux tribunaux. La CRI offre aux Premières Nations qui souhaitent obtenir un examen indépendant des décisions gouvernementales une solution de rechange à la voie judiciaire et une approche novatrice et positive.

Depuis de nombreuses années, la Commission demandait au gouvernement fédéral de créer un organisme permanent et indépendant d'examen des revendications particulières. Le 4 novembre 2003, le Parlement a adopté la *Loi sur le règlement des revendications particulières*, laquelle porte création du Centre canadien du règlement indépendant des revendications particulières des Premières Nations. Cette loi n'a pas été proclamée.

Le 12 juin 2007, le premier ministre Stephen Harper, accompagné de Phil Fontaine, chef national de l'APN et de Jim Prentice, alors ministre d'AINC, a tenu une conférence de presse pour annoncer un plan d'action relatif aux revendications particulières. Ce plan propose principalement quatre grandes initiatives :

1. Créer un tribunal indépendant des revendications au sein duquel des juges impartiaux régleront les revendications lorsque les négociations sont dans une impasse;
2. Mettre de côté 250 millions de dollars par an pour la prochaine décennie afin de financer le règlement des revendications et d'assurer la responsabilité financière;
3. Accélérer le traitement des revendications de portée modeste et assouplir le mécanisme de règlement de celles qui sont plus importantes; et
4. Transformer la Commission des revendications particulières des Indiens de sorte qu'elle concentre ses efforts sur la résolution de différends.

(Affaires indiennes et du Nord Canada, « *Revendications particulières : La justice, enfin* », 2007, en ligne : http://www.ainc.inac.gc.ca/ps/clm/jal_fra.asp (consulté en mai 2008.))



CHRONOLOGIE DES REVENDICATIONS TERRITORIALES

Début du XVIII^e siècle

Les premiers traités officiels sont conclus entre les Premières Nations de l'est du continent à la faveur de la concurrence que se livrent Anglais et Français pour contrôler le commerce des fourrures.

1763

À la suite de la guerre menée par le chef Pontiac – insurrection de Premières Nations autour des forts des Grands Lacs –, le roi George III signe la *Proclamation royale de 1763*, qui confirme les droits autochtones et affirme que la conclusion de traités doit précéder la colonisation européenne. Au cours des décennies suivantes, 41 traités seront signés pour le sud de l'Ontario et certaines parties de la Colombie-Britannique.

1812

Après la guerre de 1812, des traités entre les Premières Nations et les Britanniques ouvrent une grande partie de l'Ontario à la colonisation.

1850-1854

Le gouverneur de l'île de Vancouver, James Douglas, fait quatorze acquisitions de terres auprès des populations autochtones, pour l'établissement de colons et d'industries. Les traités de Douglas couvrent environ 358 milles carrés de terres à proximité de Victoria, Saanich, Sooke, Nanaimo et Port Hardy, toutes situées sur l'île de Vancouver.

1850-1854

Les trois principaux traités de la Province du Canada sont les deux Traités Robinson et le Traité de l'île Manitoulin. Les Traités Robinson sont négociés par William Benjamin Robinson (1797-1873), qui avait été commerçant de fourrures. Le chef Peau-de-Chat et d'autres chefs de la région du lac Supérieur signent le Traité Robinson-Supérieur le 7 septembre 1850, tandis que le chef Shinguacouse et d'autres chefs de la région du lac Huron signent le Traité Robinson-Huron le 9 septembre 1850.

1867

Avec la Confédération, les responsabilités de la Couronne britannique sont dévolues au gouvernement du Canada.

1871-77

La première série de traités conclus entre le gouvernement du Canada et les Premières Nations couvrent le nord-ouest de l'Ontario et le sud-est des Prairies. Les traités signés à cette époque, soit les Traités 1 à 7, sont appelés les traités numérotés.

1899-1921

La seconde série de traités numérotés, couvrant en partie le nord de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan et les régions sud des Territoires du Nord-Ouest, va du Traité 8 au Traité 11.

1927

Une modification est apportée à la *Loi sur les Indiens* pour faire obstacle aux revendications territoriales : des amendes sont imposées aux avocats qui recueillent des fonds en vue d'une revendication ou qui représentent une Première Nation dans une revendication contre le Canada.

ÉVÉNEMENTS AYANT MENÉ À LA CRÉATION DE LA COMMISSION

1948

Un comité parlementaire mixte recommande la création d'une commission pour évaluer et régler toutes les revendications.

1951

La *Loi sur les Indiens* est modifiée pour abolir l'article qui interdisait de recueillir des fonds ou de retenir les services d'un avocat pour faire valoir une revendication territoriale sans la permission du gouvernement.

1961-65

Un comité parlementaire mixte recommande de nouveau la création d'un organisme d'examen des revendications; cependant, le projet de loi meurt au Feuilleton.

1969

Le Livre blanc préconise la reconnaissance des « obligations légales » et la nomination d'un commissaire chargé de recommander des procédures pour le règlement des revendications. M. Lloyd Barber, dont le rôle est purement consultatif, a le mandat de faire enquête sur les revendications liées à l'exécution des conditions des traités, des ententes officielles et de la loi.

1973

L'arrêt *Calder* de la Cour suprême du Canada donne lieu à la reconnaissance de l'existence d'un titre indien.

Le gouvernement fédéral annonce sa politique sur les revendications, définissant les revendications particulières et les revendications globales.

1981

M. Gérard La Forest, dans un rapport rédigé à la demande du gouvernement, recommande la création d'un « tribunal administratif indépendant » pour régler les revendications.

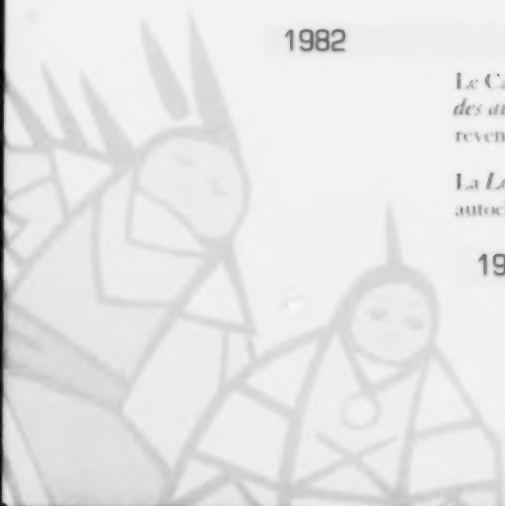
1982

Le Canada publie le document *Dossier en souffrance : une politique des revendications des autochtones*, qui porte sur les processus et les lignes directrices de présentation des revendications particulières.

La *Loi constitutionnelle de 1982* est proclamée. L'article 35 traite des peuples autochtones; il reconnaît et confirme les droits existants – ancestraux et issus de traités.

1984

Dans l'arrêt *Guerin*, la Cour suprême constate que le Parlement avait, aux termes de la *Loi sur les Indiens*, investi la Couronne d'une obligation de fiduciaire pour protéger les intérêts des Premières Nations dans les transactions avec des tiers.



1987

L'Association du Barreau canadien recommande la création d'un « tribunal des revendications particulières ».

1990

La Cour suprême, dans l'affaire *Sparrow*, reconnaît dans les faits en l'espèce un droit de pêche ancestral et donne pour la première fois son interprétation de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

M. Elijah Harper contribue à bloquer l'Accord du lac Meech invoquant le manque de participation autochtone.

Des troubles éclatent à Oka, au Québec, au sujet d'une revendication territoriale rejetée.

Le gouvernement fédéral annonce son « programme autochtone », s'engageant à accélérer le processus de règlement des revendications particulières.

La Commission sur les Indiens de l'Ontario, dans un document de travail commandé par le gouvernement fédéral et l'Assemblée des Premières Nations, recommande la création d'un organisme indépendant d'examen des revendications.

Le Comité des chefs sur les revendications (Assemblée des Premières Nations) recommande également la création d'un organisme indépendant d'examen des revendications, ainsi que d'un groupe de travail mixte sur les revendications afin de continuer à étudier la réforme de la politique des revendications avec le gouvernement fédéral.

1991

La Commission des revendications particulières des Indiens, mieux connue sous l'appellation de la Commission des revendications des Indiens, est créée en vertu du décret C.P. 1991-1329, et Harry S. LaForme en est nommé le président.

1992

Le mandat de la Commission est modifié par le décret C.P. 1992-1730 à la suite d'objections de l'Assemblée des Premières Nations et les révisions recommandées par un groupe de travail mixte des Premières Nations et du gouvernement sont intégrées. Six autres commissaires sont nommés : Roger Augustine, Daniel J. Bellegarde, Carole Corcoran, Carol Dutchshen, Charles Hamelin et P.E. James Prentice.

ÉVOLUTION RÉCENTE

1995

La Cour suprême rend l'arrêt *Apsassin*, dans lequel elle envisage diverses situations où l'obligation de fiduciaire prend effet préalablement à une cession : une bande n'a pas bien compris les modalités de la cession; la conduite de la Couronne a vicié les négociations de manière telle qu'elle soulève des doutes quant à l'intention de la bande ou à sa compréhension de la transaction; la bande a renoncé à son pouvoir de décision en faveur de la Couronne relativement à une cession; la cession est à ce point déraisonnable ou irréflective qu'on peut la considérer comme abusive.

1997

Dans l'arrêt *Delgamuukw*, la Cour suprême constate que déclarer irrecevables en preuve l'histoire et la tradition orales des Premières Nations imposerait aux peuples autochtones un fardeau presque impossible, puisque c'est par ces moyens que les Premières Nations gardent en mémoire les événements. La Cour se penche également sur la définition du titre aborigène et conclut qu'une Première Nation peut faire valoir un « titre aborigène » sur les terres qu'elle a utilisées pour préserver son mode de vie traditionnel et que ce titre procède de l'utilisation et de l'occupation de ces terres par la Première Nation depuis des générations. Il s'agit d'un droit collectif qui ne peut être détenu par un particulier.

1999

Dans l'arrêt *Marshall*, la Cour suprême, se reportant au libellé du traité entre la Couronne et les collectivités micmaques et malécites au Nouveau-Brunswick, statue que M. Donald Marshall, fils, a le droit de tirer une « subsistance raisonnable » de la vente de ses prises d'anguilles.

2001

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien lance l'Initiative pour le gouvernement des Premières Nations au profit de la Première Nation de Siksika, en Alberta. Un train de mesures législatives comprenant la *Loi sur le règlement des revendications particulières*, qui crée le Centre canadien de règlement indépendant des revendications particulières des Premières Nations, est déposé pour remplacer la Commission des revendications des Indiens.

En août, M. Phil Fontaine est nommé président de la CRI.

2003

En juin, M. Fontaine démissionne de la présidence de la CRI et est remplacé par M^{me} Renée Dupuis.

En novembre, la *Loi sur le règlement des revendications particulières* est adoptée et reçoit la sanction royale, mais elle n'est pas proclamée.

2004

En juillet, le décret modificatif C.P. 2004-858 désigne le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien comme ministre responsable de la CRI aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

2007

Le 27 novembre, le projet de loi C-30, *Loi sur le Tribunal des revendications particulières*, est déposé à la Chambre des communes. Parallèlement, le décret C.P. 2007-1789 demande à la Commission de terminer toutes les enquêtes et de publier les rapports au plus tard le 31 décembre 2008, et de mettre fin à toutes ses activités, au plus tard le 31 mars 2009.



LES COMMISSAIRES



▼
La présidente de la Commission. Renée Dupuis, est membre du Barreau du Québec. Elle exerce le droit en pratique privée à Québec depuis 1973 et se spécialise dans les domaines des droits des Autochtones, des droits de la personne et du droit administratif. Depuis 1972, elle a été conseillère juridique auprès de plusieurs Premières Nations et groupes autochtones dans sa province d'origine, notamment l'Association des Indiens du Québec, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et les Premières Nations atikameks et innues-montagnaises, qu'elle a représentés dans les négociations touchant leurs revendications territoriales avec les gouvernements du Canada, du Québec et de Terre-Neuve, et dans des négociations constitutionnelles. De 1989 à 1995, M^{me} Dupuis a rempli deux mandats comme commissaire de

la Commission canadienne des droits de la personne. Elle préside le comité du Barreau du Québec sur le droit des peuples autochtones. Elle a été consultante auprès de divers organismes fédéraux et provinciaux, a écrit un grand nombre d'ouvrages et d'articles et a donné de nombreuses conférences sur le droit administratif, les droits de la personne et les droits des Autochtones. Lauréate du prix de la Fondation du Barreau du Québec en 2001 pour son livre intitulé *Le statut juridique des peuples autochtones en droit canadien* (Carswell), elle a également obtenu le Prix littéraire du Gouverneur général de 2001, catégorie Études et essais, pour son ouvrage *Quel Canada pour les Autochtones?* (paru en anglais sous le titre *Justice for Canada's Aboriginal Peoples*, chez James Lorimer & Company Publishers) ainsi que le prix Femme de mérite 2002 du YWCA pour sa contribution à l'avancement de la cause des femmes. Le Barreau du Québec lui a remis le prix du Mérite Christine-Tourigny en juin 2004 pour sa contribution au rayonnement des connaissances juridiques, notamment en ce qui a trait aux droits des Autochtones. Elle a été nommée Membre de l'Ordre du Canada en 2005 et est parmi les premiers récipiendaires de la distinction *Advocatus emeritus*, créée par le Barreau du Québec en 2007. Elle a obtenu l'accréditation du Barreau du Québec en médiation civile et commerciale en 2003. M^{me} Dupuis est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université Laval et d'une maîtrise en administration publique de l'École nationale d'administration publique. Elle a été nommée commissaire de la Commission des revendications des Indiens le 28 mars 2001 et présidente le 10 juin 2003.



Daniel J. Bellegarde est un Assiniboine-Cri de la Première Nation de Little Black Bear située sur le territoire du Traité 4, dans le sud de la Saskatchewan. Ancien élève du pensionnat indien de Qu'Appelle, il a étudié à la Faculté d'administration de l'Université de Regina et il a également reçu une formation spécialisée dans diverses universités et institutions vouées au perfectionnement professionnel. Il a occupé des postes de cadre supérieur au sein de différentes organisations des Premières Nations et a notamment agi en qualité de planificateur socio-économique pour le Conseil tribal de Meadow Lake, de président du Saskatchewan Indian Institute of Technologies et de premier vice-chef de la Federation of Saskatchewan Indian Nations. À titre de vice-chef, il était responsable du dossier des droits fonciers issus de traité et des revendications particulières, et également des dossiers du jeu, de la justice, des affaires internationales et de l'autonomie gouvernementale. Il est actuellement coordonnateur principal en matière de gouvernance du Treaty 4 Governance Institute, à Fort Qu'Appelle. Il a été membre de multiples comités et conseils d'administration communautaires, et au Service d'assistance canadienne aux organismes. M. Bellegarde a été nommé commissaire de la Commission des revendications des Indiens le 27 juillet 1992 et a été coprésident de la Commission de 1994 à 2000. Il est président de Dan Bellegarde and Associates, société d'experts-conseils spécialisée en formation, en développement organisationnel et en autonomie gouvernementale.



Jane Dickson-Gilmore occupe le poste de professeure agrégée à la Faculté de droit de l'Université Carleton, où elle enseigne des matières comme la justice communautaire et réparatrice et la résolution de conflits chez les peuples autochtones. Active dans les collectivités des Premières Nations, M^{me} Dickson-Gilmore a été conseillère dans le cadre du projet de justice communautaire de la Première Nation crie d'Oujé-Bougoumou et fait des exposés dans les écoles sur la culture, l'histoire et la politique autochtones. Dans le passé, elle a fourni des conseils éclairés au National Museum of the American Indian du Smithsonian Institution sur les Mohawks de Kahnawake. Elle a aussi été appelée à donner des exposés devant le Comité permanent de la Justice et des droits de la personne, ainsi qu'à témoigner à titre de témoin-expert devant la Cour fédérale et la Commission canadienne des droits de la personne. M^{me} Dickson-Gilmore est titulaire d'un doctorat en droit de la London School of Economics. Elle possède également un baccalauréat ès arts et une maîtrise ès arts en criminologie de l'Université Simon Fraser. M^{me} Dickson-Gilmore a été nommée commissaire de la Commission des revendications des Indiens le 31 octobre 2002.

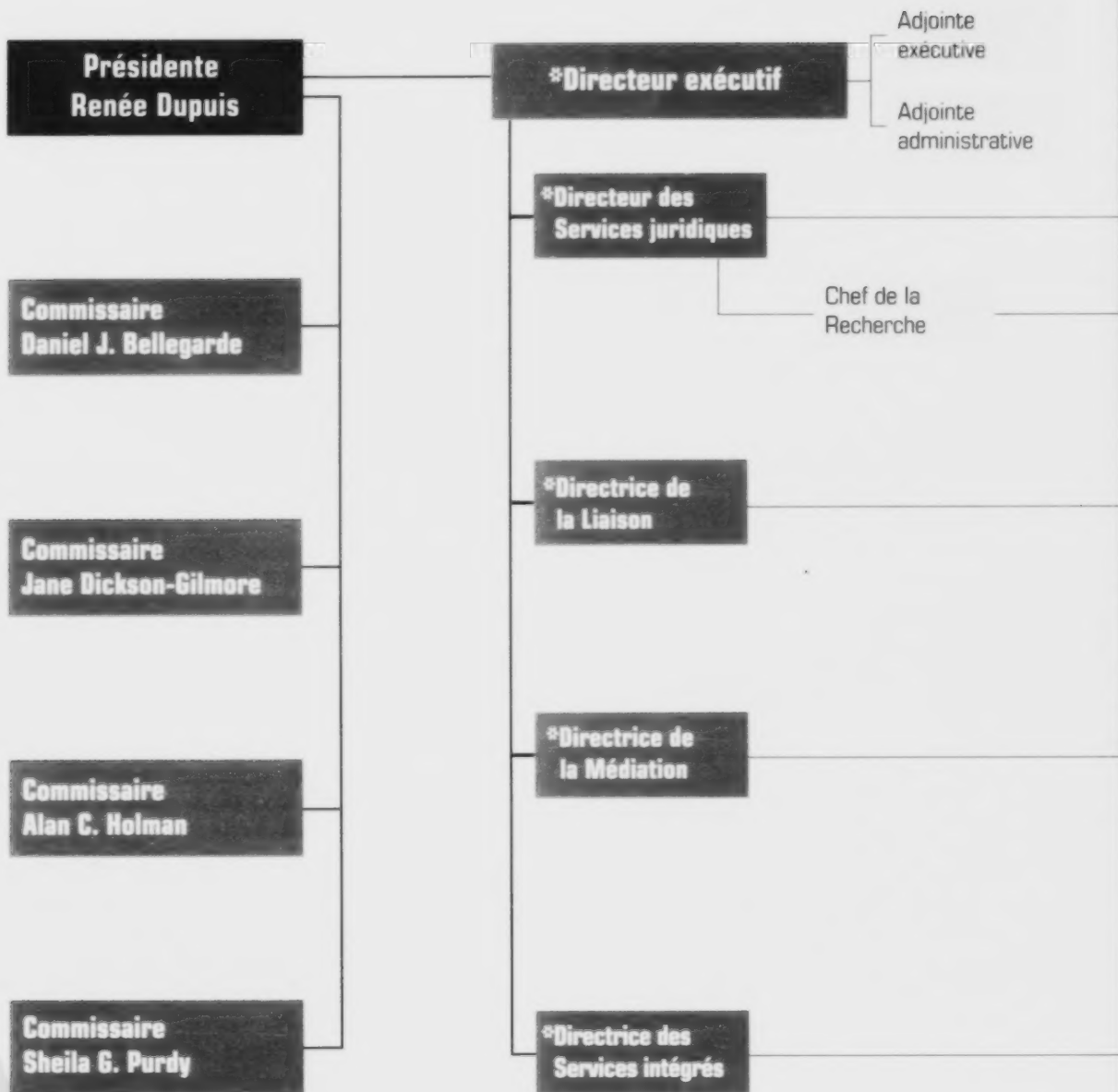


Alan C. Holman est écrivain et communicateur, et il a grandi à l'Île-du-Prince-Édouard. Au cours de sa longue carrière journalistique, il a été chargé de cours au collège Holland de Charlottetown (Î.-P.-É.), rédacteur et éditeur d'un hebdomadaire d'une région rurale de l'Î.-P.-É., reporter radio à la CBC d'Inuvik, aux Territoires du Nord-Ouest et reporter pour les journaux *Charlottetown Guardian*, *Windsor Star* et *Ottawa Citizen*. De 1980 à 1986, il a assumé les fonctions de correspondant parlementaire dans la région de l'Atlantique pour le service des nouvelles de CBC-TV à Ottawa. En 1987, il a été nommé chef du bureau des affaires parlementaires au service de nouvelles du réseau radiophonique de CBC, poste qu'il a occupé jusqu'en 1994. La même année, il a délaissé le milieu du reportage pour devenir secrétaire principal de la première ministre de l'Î.-P.-É. de l'époque, Catherine Callbeck. Il a quitté ce poste en 1995 pour prendre la tête du développement du secteur public au ministère du Développement de l'Î.-P.-É. Depuis l'automne 2000, M. Holman est rédacteur et communicateur à la pige. Il a fait ses études à la King's College School de Windsor en Nouvelle-Écosse et au Prince of Wales College de Charlottetown, où il réside. Il a été nommé commissaire de la Commission des revendications des Indiens le 28 mars 2001.



Sheila G. Purdy est née et a grandi à Ottawa. Entre 1996 et 1999, elle a été conseillère auprès du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les questions relatives à la création du Nunavut. De 1993 à 1996, elle a occupé le poste de conseillère supérieure en politiques auprès du ministre de la Justice et procureur général du Canada dans les dossiers relatifs au Code criminel et aux affaires autochtones. Au début des années 1990, M^{me} Purdy a en outre été conseillère spéciale pour les affaires autochtones auprès du chef de l'Opposition. Auparavant, elle a offert des services juridiques sur des questions d'ordre environnemental et a assumé les fonctions d'avocate de l'aide juridique, représentant à ce titre des personnes âgées victimes de violence. Diplômée en droit de l'Université d'Ottawa en 1980, M^{me} Purdy a travaillé comme avocate plaidante dans un cabinet privé jusqu'en 1985. Elle a fait ses études de premier cycle à l'Université Carleton, à Ottawa. M^{me} Purdy a siégé au conseil de diverses organisations communautaires et nationales, notamment l'Institut canadien sur la biodiversité. Elle a été nommée commissaire de la Commission des revendications des Indiens le 4 mai 1999.

Structure hiérarchique



Conseillères
juridiques
associées (5)Stagiaire
en droit

Coordonnatrice

Adjointe
exécutiveAdjointe
administrativeAgents de
recherche (5)Techniciens en
recherche (4)Agentes de
liaison (2)Commis à
la liaisonAgent de
médiationCoordonnatrice de la
médiation et des étudesAdjointe
administrativeAnalyste en
médiationAdjointe en
médiationDirectrice adjointe
des Services intégrésAgent principal
des financesGestionnaire
des documents

Bibliothécaire

Adjointe
administrativeAgente des
financesCommis aux
documentsTechnicienne de
bibliothèqueCommis à
l'administrationAdjoint aux
finances

Réceptionniste

Gestionnaire des
systèmes d'informationAgent de
réseauAgente des
communicationsRévisseur-traductrice
(français)Étudiante
(temps partiel)





LA CRI : CE QUE NOUS FAISONS

Ce que vous trouverez dans cette section :

27 Aperçu des activités de la CRI de 1991 à 2008

Quelques faits sur les enquêtes de la CRI, 1991-2008

Quelques faits sur les revendications en cours de médiation ou de facilitation

33 Réalisations de la CRI en 2007-2008

ENQUÊTES :

Qu'est-ce qu'une enquête?

Introduction et définitions

Processus d'enquête

Tableau du processus d'enquête de la CRI

Enquêtes terminées en 2007-2008

Résumé de chaque enquête terminée par la CRI en 2007-2008

Résumé des revendications particulières en cours d'enquête du
1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008

*Description de chaque revendication en cours d'enquête à la CRI et des activités de la
CRI dans chaque dossier pendant l'année*

53 Réalisations de la CRI en 2007-2008

Médiation et facilitation : Qu'est ce que la médiation et la facilitation?

Introduction et définitions

Processus de médiation

Tableau du processus de médiation de La CRI

Résumé des revendications particulières en cours de médiation et de facilitation
du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008

*Description de chaque revendication en médiation ou en facilitation à la CRI et des activités de la
CRI dans chaque dossier pendant l'année*

69 Revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports

Revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet
de rapports au 31 mars 2008

*Tableau donnant de l'information sur l'état de chaque revendication examinée dans le cadre d'une
enquête ou d'une médiation terminée par la CRI*

Liste des revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant
fait l'objet de rapports : par province

*Liste de toutes les revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet
de rapports, regroupées par province*

Liste des revendications examinées dans le cadre d'enquêtes : par sujet

Liste de toutes les revendications examinées dans le cadre d'enquêtes, regroupées par sujet

94 Renseignements financiers

Budget, dépenses de la CRI

95 Quelques faits...

Les faits sur les revendications particulières à la CRI

96 Comment nous joindre

Coordonnées de la Commission des revendications des Indiens



APERÇU DES ACTIVITÉS DE LA CRI DE 1991 À 2008

Ce que vous trouverez dans cette section :

- 28 Aperçu des activités de la CRI de 1991 à 2008**
- 28 Quelques faits sur les enquêtes de la CRI, 1991-2008
- 31 Quelques faits sur les revendications en médiation ou en facilitation

Aperçu des activités de la CRI de 1991 à 2008

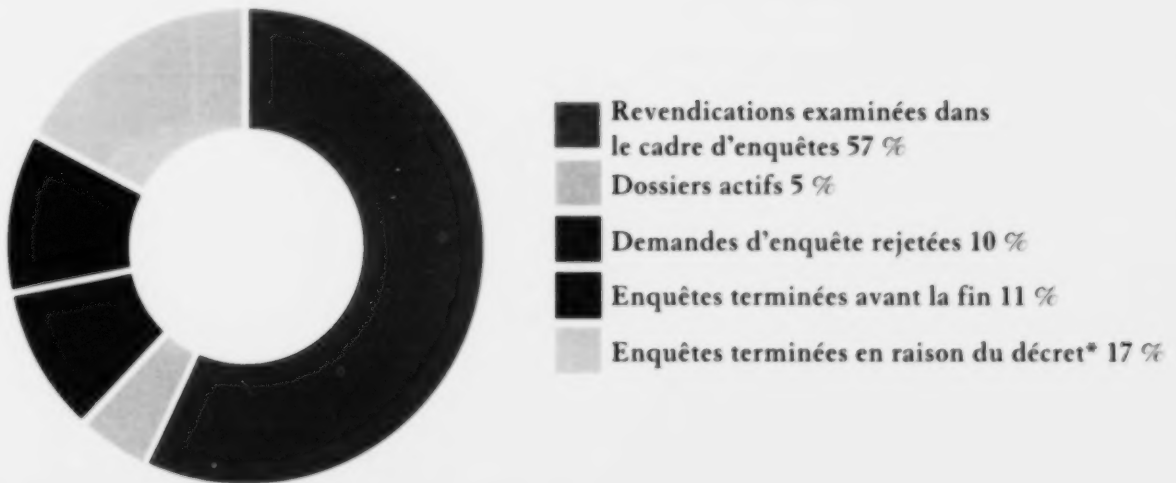
La section suivante donne un aperçu des diverses revendications particulières soumises à la CRI. Depuis sa création en 1991, la Commission a traité 92 revendications et a publié 70 rapports d'enquête couvrant 80 revendications. Elle a également fourni des services de médiation ou de facilitation à 53 tables de négociation de revendications particulières et publié 12 rapports de médiation.

QUELQUES FAITS SUR LES ENQUÊTES DE LA CRI

Nombre de demandes d'enquête	143
Demandes acceptées	129
Demandes refusées	14
Demandes acceptées	129
Dossiers actifs (voir les résumés de chaque dossier dans la section suivante)	7
Rapports en cours de rédaction	3
Enquêtes en cours	4
Enquêtes en suspens à la demande de la Première Nation	0
Enquêtes terminées avant la fin	41
Terminées à la demande de la Première Nation	6
Terminées par la CRI pour cause d'inactivité	11
Terminées en raison du décret C.P. 2007-1789	24
Enquêtes terminées et dont le rapport a été produit (pour plus de détails, voir la page 69)	81



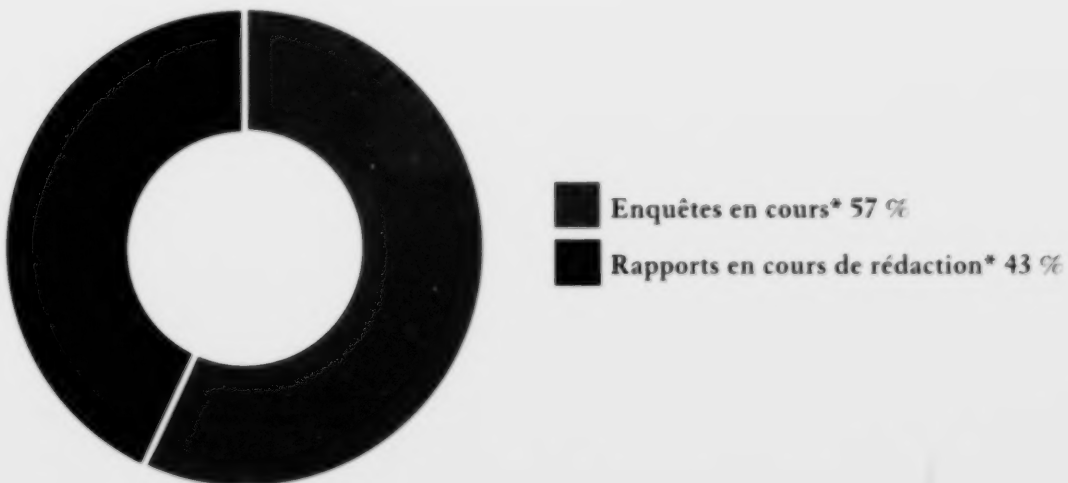
TOTAL DES DEMANDES D'ENQUÊTE À LA CRI, 1991-2008



* En novembre 2007, le mandat de la Commission des revendications des Indiens a été modifié par le décret C.P. 2007-1789. La Commission doit cesser ses activités dans les enquêtes qui n'en sont pas encore à l'étape de l'audience publique dans la communauté.

Le graphique ci-dessus donne la ventilation, en pourcentage, des 143 demandes d'enquête reçues par la CRI depuis sa création en 1991.

DOSSIERS ACTIFS AU 31 MARS 2008



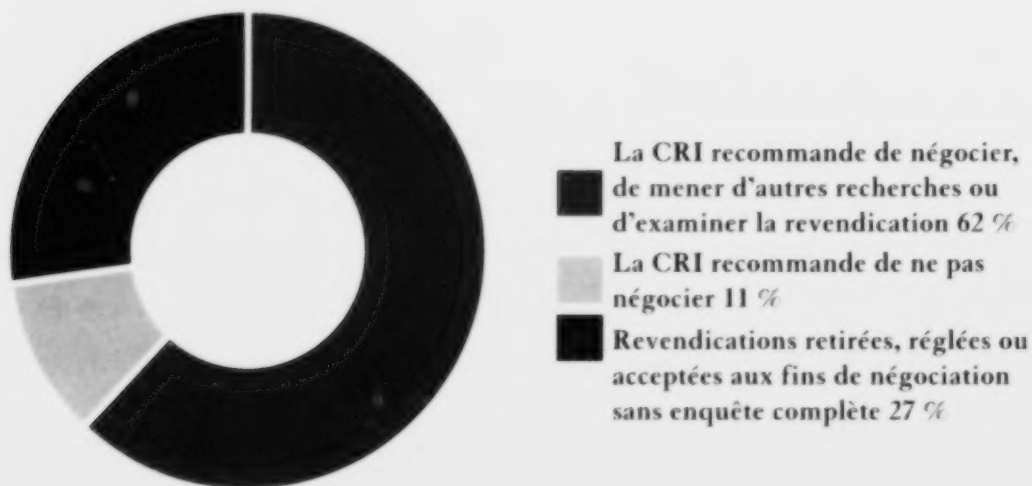
* La rubrique « Enquêtes en cours » renvoie aux étapes 1 à 4 et la rubrique « Rapports en cours de rédaction » à l'étape 5 du processus d'enquête de la CRI. Pour plus de détails au sujet de ces étapes, voir le tableau de la page 35.

Le graphique ci-dessus donne la ventilation, en pourcentage, de l'état des 7 revendications qui ont été examinées par la CRI entre le 1^{er} avril 2007 et le 31 mars 2008.

RÉSULTATS DES REVENDICATIONS SUR LESQUELLES LA CRI A ENQUÊTÉ

La CRI recommande de négocier, de mener d'autres recherches ou d'examiner la revendication	50
La CRI recommande de ne pas négocier	9
Revendications retirées, réglées ou acceptées aux fins de négociation sans enquête complète	22

RÉSULTATS DES REVENDICATIONS SUR LESQUELLES LA CRI A ENQUÊTÉ, 1991-2008



Le graphique ci-dessus contient des renseignements au sujet des résultats des revendications sur lesquelles la CRI a enquêté, de 1991 au 31 mars 2008. Pour plus de détails sur l'état de ces revendications, voir à la page 69.

SUITES DONNÉES PAR LE GOUVERNEMENT

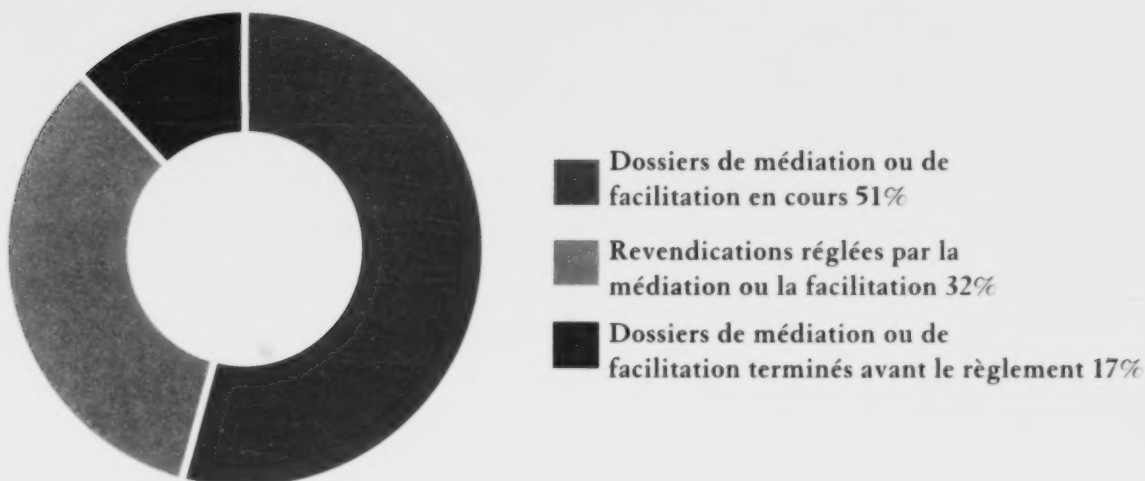


Le graphique ci-dessus contient des renseignements sur les suites données par le gouvernement aux 59 revendications pour lesquelles la CRI a recommandé qu'elles soient acceptées aux fins de négociation, qu'elles fassent l'objet de nouvelles recherches ou qu'elles soient examinées ou refusées aux fins de négociation. Pour plus de détails sur l'état de ces revendications, voir à la page 69.

QUELQUES FAITS SUR LA MÉDIATION ET LA FACILITATION PAR LA CRI

Nombre de demandes de médiation ou de facilitation	53
Dossiers en cours	27
Revendications réglées par la médiation ou la facilitation	17
Dossiers de médiation ou de facilitation terminés avant le règlement	9

TOTAL DES DEMANDES DE MÉDIATION OU DE FACILITATION, 1991-2008



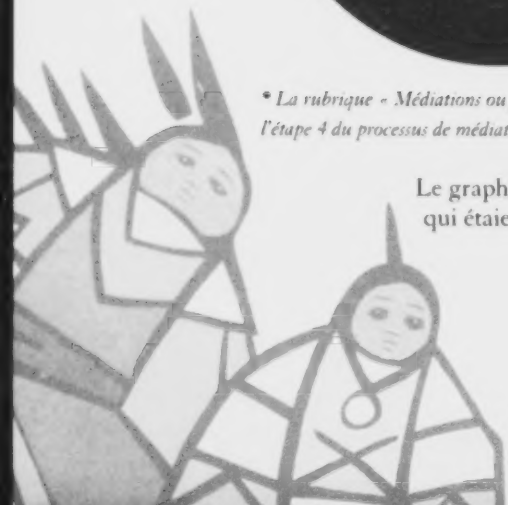
Le graphique ci-dessus donne la ventilation, en pourcentage, des 53 demandes de médiation ou de facilitation reçues par la CRI depuis 1991.

DOSSIERS DE MÉDIATION OU DE FACILITATION EN COURS



* La rubrique « Médiations ou facilitations en cours » renvoie aux étapes 1 à 3 et la rubrique « Rapports en cours de rédaction » à l'étape 4 du processus de médiation de la CRI. Pour plus de détails au sujet de ces étapes, voir le tableau de la page 55.

Le graphique ci-dessus donne la ventilation, en pourcentage, des 27 revendications qui étaient en médiation à la CRI du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008.



RÉALISATIONS DE LA CRI EN 2007-2008

ENQUÊTES

Ce que vous trouverez dans cette section :

34 Enquêtes : Qu'est-ce qu'une enquête?

Introduction et définitions

35 Processus d'enquête

Tableau du processus d'enquête de la CRI

36 Enquêtes terminées en 2007-2008

Résumé de chaque enquête terminée par la CRI en 2007-2008

**41 Résumé des revendications particulières en cours d'enquête
du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008**

Description de chaque revendication en cours d'enquête à la CRI et des activités de la CRI dans chaque dossier pendant l'année

Qu'est-ce qu'une enquête?

En vertu du décret C.P. 2007-1789, la Commission n'accepte plus de nouvelles demandes d'enquête et a cessé toutes ses activités dans les enquêtes qui n'en étaient pas encore à l'étape de l'audience publique dans la communauté, au 27 novembre 2007, lorsque le projet de loi C-30, la Loi sur le Tribunal des revendications particulières, a été déposé. La CRI en a avisé les Premières Nations touchées.

Une enquête pouvait être ouverte à la demande d'une Première Nation dans les cas suivants :

- 1) le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (AINC) avait rejeté la revendication de la Première Nation;
- 2) le ministre avait accepté de régler la revendication par voie de négociation, mais il existait un différend au sujet des critères d'indemnisation utilisés pour le règlement de la revendication.

Des enquêtes pouvaient être entreprises à la demande seule de la Première Nation, à condition que la demande concerne une revendication non réglée ou un différend au sujet des critères d'indemnisation. Lorsque la Commission recevait une demande d'enquête de la part d'une Première Nation, elle tenait une séance de planification avec les parties dans le but de planifier le déroulement du processus. Cette première séance était suivie d'une série d'autres étapes. L'une d'elles, l'audience publique dans la communauté, constituait une partie importante du processus d'enquête. À cette étape, la Commission se rendait dans la communauté de la Première Nation, à sa demande, dans le but d'entendre les témoignages des anciens et d'autres membres de la communauté au sujet de la revendication. L'audience publique est suivie des plaidoiries, au cours desquelles la Première Nation et le Canada présentent leurs arguments juridiques. Après les plaidoiries, le dossier est fermé et les commissaires délibèrent. Leurs délibérations débouchent sur un rapport officiel exposant leurs constatations et recommandations sur les questions en litige. Le rapport a pour but de faire connaître au ministre la position de la Commission sur la validité du rejet de la revendication aux fins de négociation.

Le processus d'enquête de la Commission comporte cinq étapes. Chacune de ces étapes est expliquée ci-après.



Processus d'enquête

Jusqu'au 27 novembre 2007, le processus d'enquête se déroulait selon les étapes décrites ci-dessous.

Stage 1	Demande d'enquête initiale La Commission étudie la demande d'enquête indépendante présentée par la Première Nation et, si elle la juge recevable, un comité de trois commissaires est constitué pour mener l'enquête. (Activité abandonnée)
Étape 2	Préparation de l'enquête Les documents d'information sont préparés et envoyés à l'avance aux parties afin de faciliter les discussions. Les conseillers juridiques des deux parties sont appelés à définir les questions devant être examinées durant l'enquête, après quoi le personnel de la Commission tente, en consultation avec les conseillers juridiques des parties, d'établir une liste unique des questions en litige. Les parties et leurs conseillers juridiques sont conviés à une séance de planification. Dans bien des cas, on constate la nécessité de mener des recherches plus poussées. Si la liste unique des questions en litige ne fait pas l'objet d'un consensus des parties, elle est soumise au comité aux fins de décision. (Activité abandonnée)
Étape 3	Visite du personnel et audience(s) publique(s) dans la communauté Les commissaires et le personnel tiennent une ou plusieurs audiences dans la communauté de la Première Nation dans le but d'entendre directement les témoignages des aînés et d'autres membres informés de la Première Nation. Dans certains cas, des experts peuvent être appelés à témoigner et ils peuvent être soumis à un contre-interrogatoire. (Activité abandonnée)
Étape 4	Mémoires et plaidoiries Les deux parties présentent leurs mémoires et plaidoiries au comité.
Étape 5	Rapport final des commissaires Le comité des commissaires examine la preuve, les témoignages et les mémoires qui lui ont été présentés et rédige un rapport final contenant ses conclusions et recommande au ministre d'AINC de maintenir sa décision de rejeter la revendication particulière ou d'accepter la revendication particulière aux fins de négociation.

Enquêtes terminées en 2007-2008

En vertu de son mandat original, la Commission des revendications des Indiens enquêtait, sur demande, sur les revendications particulières des Premières Nations. Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008, la Commission a mené à terme les enquêtes suivantes : Bande indienne de Lower Similkameen [Emprise de la Vancouver, Victoria and Eastern Railway], Nation crie de Lucky Man [Droits fonciers issus de traité, phase II], Première Nation anishinabée de Roseau River [Cession de 1903], Première Nation ojibway de Sandy Bay [Droits fonciers issus de traité] et Première Nation de Saulteau [Droits fonciers issus de traité et terres individuelles]. Vous trouverez ci-après les résumés de ces cinq enquêtes terminées au cours de l'année 2007-2008.

Les rapports sur la Première Nation anishinabée de Roseau River [Cession de 1903], la Première Nation ojibway de Sandy Bay [Droits fonciers issus de traité] et la Première Nation de Saulteau [Droits fonciers issus de traité et terres individuelles] ont été publiés pendant la période de référence. Les rapports concernant la bande indienne de Lower Similkameen [Emprise de la Vancouver, Victoria and Eastern Railway] et la Nation crie de Lucky Man [Droits fonciers issus de traité, phase II], sont terminés et seront publiés au début de l'exercice 2008-2009.

De plus, la Commission a publié des rapports concernant cinq enquêtes terminées au cours des années précédentes. Il s'agit des rapports concernant la Tribu des Blood/Kainaiwa [Revendications regroupées], la Première Nation de Kluane [Création du refuge faunique de Kluane et de la réserve du parc national de Kluane], la Nation crie d'Opaskwayak [Rues et ruelles], la Première Nation de Paul [Lotissement urbain de Kapasiwin] et la Première Nation de Sakimay [Droits fonciers issus de traité]. Tous les rapports de la Commission peuvent être consultés sur le site www.indianclaims.ca.

Bande indienne de Lower Similkameen

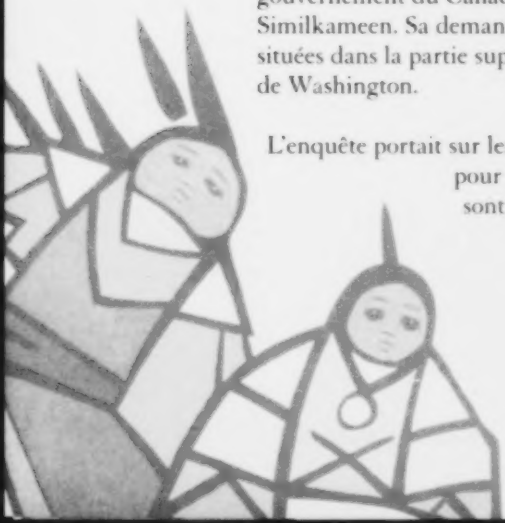
Emprise de la Vancouver, Victoria and Eastern Railway, Colombie-Britannique

En avril 2003, la Commission a accepté la demande de la bande de tenir une enquête sur le rejet de sa revendication concernant l'appropriation, en 1905, d'une emprise ferroviaire, à même ses terres de réserve, par la Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company, filiale de la Great Northern Railway (aujourd'hui la Burlington Northern and Santa Fe). Une séance de planification a eu lieu en septembre 2003 et une audience publique dans la communauté, en avril 2004. Les parties ont présenté leurs mémoires à la fin de 2004, et les plaidoiries ont eu lieu en janvier 2005.

Cette revendication porte sur les terres situées dans la vallée de la rivière Similkameen, entre la chaîne des Cascades et la rivière Okanagan, dans le centre-sud de la Colombie-Britannique.

En 1905, la Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company demande au gouvernement du Canada un droit de passage à travers les terres de la bande de Lower Similkameen. Sa demande est acceptée et une voie ferrée est construite de manière à relier les mines situées dans la partie supérieure de la vallée à la ligne de chemin de fer Great Northern dans l'État de Washington.

L'enquête portait sur les questions relatives à l'indemnité versée pour les terres de réserve prises pour le droit de passage et l'intérêt dans les terres maintenant que celles-ci ne sont plus nécessaires pour les besoins du chemin de fer.



Le comité conclut que l'indemnisation versée à la bande indienne de Lower Similkameen aurait dû être fondée sur la juste valeur marchande et que tout montant inférieur était insuffisant. Le comité conclut que l'indemnisation était inférieure aux niveaux acceptables et ne tenait pas compte du préjudice causé à l'ensemble des terres de la bande. Une indemnisation était exigible, notamment pour la grave perturbation de la vie et de la culture de la bande, le dommage au cheptel et les répercussions sur les membres de la bande découlant des changements dans le comportement de la faune, le tout attribuable à la construction et à l'exploitation de la voie ferrée.

La voie ferrée a été abandonnée officiellement en 1985. Le comité d'enquête conclut que le Canada détient maintenant les terres en fiducie pour la bande de Lower Similkameen et que le Canada devrait tout mettre en œuvre pour préserver les terres à l'usage et au profit de la bande.

Le comité a recommandé que la demande d'indemnisation de la bande indienne de Lower Similkameen soit acceptée aux fins de négociation et que le Canada prenne les mesures nécessaires, en s'adressant aux tribunaux ou autrement, pour s'assurer que le statut légal de l'ancienne emprise est à tous égards celui d'une réserve indienne mise de côté à l'usage et au profit de la bande indienne de Lower Similkameen.

Nation crie de Lucky Man...

Droits fonciers issus de traité, phase II, Saskatchewan

Une entente de règlement de droits fonciers issus de traité a été conclue en 1989 entre la Première Nation et le Canada aux termes de laquelle la Première Nation recevait des terres de réserve suffisantes pour 60 personnes, en vertu du Traité 6, qui prévoit l'attribution de 128 acres de terres par membre de la bande. La Nation crie de Lucky Man alléguait qu'elle n'avait pas reçu, même après l'entente de règlement, toutes les terres auxquelles elle avait droit.

En mars 1997, la Commission a publié son rapport sur la phase I de l'enquête, dans lequel elle recommande que l'année 1887 soit considérée comme la date du premier arpentage de la RI 116 et elle recommande aux parties de procéder à de nouvelles recherches et à une analyse des listes de bénéficiaires pour déterminer la population de la Première Nation à la date du premier arpentage. Le Canada a accepté les recommandations de la Commission et a présenté le fruit de ses nouvelles recherches en février 1998. La Première Nation a, quant à elle, présenté les résultats de ses recherches en juin 2002, lesquels ont été rejetés par le Canada en novembre 2003.

En décembre 2003, à la demande de la Première Nation, la Commission a accepté d'ouvrir une seconde phase de l'enquête sur la question de la population à la date du premier arpentage et sur la confirmation de la superficie des terres visées. Une séance de planification a eu lieu en avril 2004 et une autre en janvier 2005. Les plaidoiries ont été présentées en août 2005. L'audition de la preuve a eu lieu en octobre 2006.

Le comité a déterminé que le Canada a l'obligation de fournir d'autres terres à la Nation crie de Lucky Man aux termes du Traité 6. Le comité conclut aussi que le Canada a déjà fourni 7 680 acres de terres à la Première Nation aux termes du Traité 6. Il recommande que la revendication soit acceptée aux fins de négociation.

Première Nation anishinabée de Roseau River

Cession de 1903, Manitoba

Cette revendication, présentée au Canada en 1982 et rejetée en 1986, porte sur la validité de la cession en 1903 d'une partie de la réserve de Roseau River. En novembre 1993, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de tenir une enquête. Lors d'une séance de planification qui a eu lieu en décembre 1993, les parties ont convenu que des recherches additionnelles étaient nécessaires et ont conjointement retenu les services d'un consultant indépendant, sous la direction de la Commission. À partir de cette recherche, le conseiller juridique de la Première Nation a présenté des arguments juridiques supplémentaires au Canada. En juillet 2001, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a rejeté la revendication. En septembre 2001, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de tenir une enquête sur ce deuxième rejet.

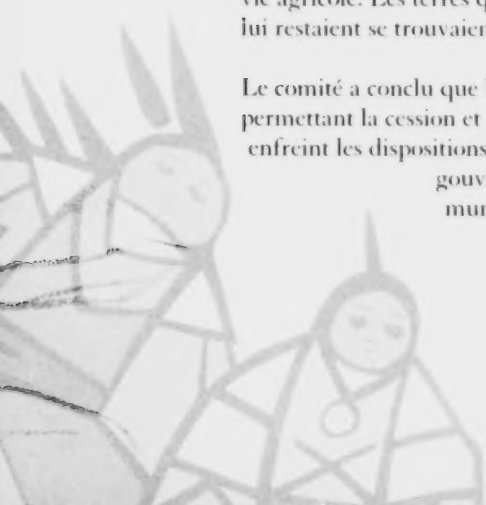
Une séance de planification a eu lieu en avril 2002. En mai 2002, les parties se sont entendues sur les questions de droit. En juillet et septembre 2002, la Commission a tenu des audiences publiques dans la réserve de Roseau River. En janvier 2003, les parties ont rédigé les paramètres d'un projet de recherche conjoint sur la qualité des terres de réserve. Le rapport de recherche a été livré au début de 2005. Le projet conjoint a été présenté par l'expert au comité en juin 2005, et les plaidoiries ont été entendues à Winnipeg en mars 2006.

Le comité a examiné le contexte historique de la cession. De 1889 à 1903, l'année de la cession, la bande de Roseau River subit des pressions de plus en plus fortes de la part des colons, des municipalités et des politiciens de la région pour qu'elle cède toute la RI 2. Considérée comme l'une des meilleures au Manitoba, la réserve renferme des terres agricoles de première qualité, ainsi que de l'eau et du bois d'œuvre. En décembre 1902, les conseillers de la bande refusent de céder la partie est de la RI 2, aux motifs qu'il s'agit des seules terres sèches de la réserve et qu'ils en auront besoin à des fins agricoles et pour faire paître le bétail lors des inondations printanières.

En janvier 1903, le ministre de l'Intérieur, Clifford Sifton, charge l'inspecteur S.R. Marlatt de tenter d'obtenir une cession de la RI 2. Le 20 janvier, Marlatt tient une réunion dans la réserve, au cours de laquelle la bande refuse de céder ses terres. Dix jours plus tard, le 30 janvier 1903, la bande cède la partie est de la réserve, qui comprend 7 698,6 acres, soit 60 pour cent de la réserve. L'une des conditions de la cession est d'acheter, avec le produit de la vente, deux sections de terres aux rapides Roseau pour la bande.

De 1895 à 1903 – jusqu'à dix jours avant de consentir à la cession – la Première Nation de Roseau River avait fermement refusé de renoncer à une quelconque partie de ses terres à l'embouchure de la rivière Roseau. Les documents du Canada montrent clairement que les fonctionnaires n'ont tenu aucun compte de l'intérêt supérieur de la Première Nation en encourageant la cession de 60 pour cent de sa réserve principale. À l'époque, la Première Nation s'efforçait de s'adapter à un mode de vie agricole. Les terres qu'elle a été forcée de céder étaient les plus propices à l'agriculture. Celles qui lui restaient se trouvaient dans une zone inondable.

Le comité a conclu que le gouvernement n'a manqué à aucune obligation prévue au Traité 1 en permettant la cession et qu'il n'existe pas suffisamment d'éléments de preuve démontrant qu'il a enfreint les dispositions de l'*Acte des Sauvages* en matière de cession. Toutefois, la décision du gouvernement de demander la cession était motivée par le désir des colons et des municipalités environnantes d'obtenir des terres, et non par les besoins actuels et



futurs de la Première Nation. Le comité chargé de l'enquête a conclu que le Canada a manqué à son obligation de fiduciaire de protéger les droits de la Première Nation à l'égard des terres conférées à cette dernière par le Traité 1 et que les fonctionnaires auraient dû résister aux pressions intenses visant à ouvrir les terres à la colonisation. Dans son rapport de novembre 2007, le comité a recommandé que la revendication soit acceptée aux fins de négociation.

Première Nation ojibway de Sandy Bay

Droits fonciers issus de traité, Manitoba

En avril 1998, la Première Nation a demandé une enquête sur le rejet de cette revendication dans laquelle elle fait valoir que des terres non arables ont été incluses dans ses droits fonciers issus de traité (DFIT) et que les terres additionnelles qui lui ont été octroyées en 1930 et en 1970 ne doivent pas être prises en compte dans le calcul de ses DFIT. Peu après avoir présenté sa revendication rejetée à la Commission, la Première Nation a reformulé ses arguments juridiques parce que la revendication originale qu'elle avait présentée en novembre 1982 avait été préparée sans l'aide d'un conseiller juridique. En novembre 1998, le gouvernement a contesté la compétence de la Commission à tenir une enquête sur cette revendication, au motif que la reformulation représentait essentiellement une nouvelle revendication. En juin 1999, le comité de la Commission a statué que l'enquête pouvait se tenir.

Des séances de planification ont eu lieu en août et en novembre 2002. Au cours de l'hiver 2002-2003, un groupe de travail conjoint, composé de représentants de la Première Nation, du Canada et de la Commission, a été formé pour discuter de l'analyse de la liste des bénéficiaires de la Première Nation. Au printemps 2003, l'enquête a été suspendue temporairement, puis a repris son cours en octobre de la même année. Des séances de planification ont eu lieu en février, en juin et en septembre 2004.

À l'automne 2004, le Canada a proposé de diviser l'enquête en deux phases et d'inviter la Première Nation de Long Plain à participer à titre de partie intéressée. Le comité de la Commission a rejeté la première proposition. En décembre 2004, la Première Nation de Long Plain a présenté une requête afin d'obtenir le statut d'intervenant, puis au mois de janvier suivant, la Première Nation de Sandy Bay a présenté son mémoire sur le sujet. Une audience, de même qu'une visite des lieux, se sont déroulées en juin 2005. Le comité a accordé le statut d'intervenant dans l'enquête à la Première Nation de Long Plain, et les plaidoiries ont été entendues en juin 2006.

Le comité a établi que la Première Nation de Sandy Bay comptait 207 personnes, et que les 17 personnes revendiquées à la fois par la Première Nation de Sandy Bay et par la Première Nation de Long Plain devaient être comptées au sein de la Première Nation de Long Plain. Les commissaires ont cependant noté que des recherches supplémentaires s'imposaient afin de déterminer si 38 femmes non visées par le traité devaient être ajoutées à la population de Sandy Bay.

De plus, en raison du manque de preuve, le comité ne peut établir si 38 femmes non visées par le traité ainsi que sept autres personnes devaient être ajoutées à la population de la Première Nation de Sandy Bay. La Première Nation a choisi de ne pas tenir une audience publique dans la communauté, ce qui aurait permis au comité de consigner l'histoire orale des anciens et, par le fait même, de donner un autre éclairage aux éléments de preuve dont disposait le comité. Dans l'état actuel des choses, la Première Nation s'est vu attribuer suffisamment de terres pour 213 membres, même si sa population s'élève à 207 personnes. Dans son rapport publié en septembre 2007, le comité recommandait de ne pas accepter la revendication à des fins de négociation.

Première Nation de Sauteau

Droits fonciers issus de traité et terres individuelles, Colombie-Britannique

Établie sur le territoire visé par le Traité 8, dans le nord-est de la Colombie-Britannique, la Première Nation de Sauteau allègue que le Canada a manqué à ses obligations légales et de fiduciaire découlant du Traité 8 en faisant défaut de lui fournir suffisamment de terres. Elle revendique une superficie de 4 898 acres pour certains membres de la bande qui ont signé tardivement le traité, qui étaient absents ou qui étaient sans terre à la date du premier arpentage. La Première Nation présente aussi une revendication selon laquelle les terres dites de Deadman Creek devraient être reconnues en vertu des dispositions du Traité 8 relatives aux terres individuelles. Ces dispositions prévoyaient que les membres d'une Première Nation qui préféraient vivre hors de la réserve principale recevraient 160 acres de terres à titre individuel.

En août 1997, l'Association tribale du Traité 8 présente ces deux revendications particulières au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au nom de la Première Nation de Sauteau, alléguant que le Canada a manqué à ses obligations légales et de fiduciaire. En août 2003, les revendications n'ayant toujours pas été acceptées ni rejetées par le ministre des Affaires indiennes, la Première Nation demande à la CRI de mener une enquête. En raison du long délai de six ans écoulé depuis la présentation des revendications, la Commission considère que celles-ci ont été implicitement rejetées et accepte de mener une enquête.

En 2004, la Première Nation et le Canada s'entendent pour faire appel aux services de médiation de la Commission et, en 2006, en prévision de l'acceptation par le ministre des Affaires indiennes de sa revendication de droits fonciers issus de traité, la Première Nation demande à la CRI de clore son enquête. En conséquence, la Commission déclare l'enquête close en juin 2006, et publie son rapport en avril 2007.



Résumé des revendications particulières en cours d'enquête du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008

La présente section résume les activités de la Commission dans chacun des 37 dossiers de revendication en cours d'enquête pendant l'exercice 2007-2008. Le nom de la Première Nation, le titre de la revendication et la province où se trouve la requérante sont suivis d'une description des questions en litige et des progrès réalisés par la Commission dans chacun des dossiers au cours de l'année.

Le 27 novembre 2007, le projet de loi C-30, la *Loi sur le Tribunal des revendications particulières*, a été déposé à la Chambre des communes. Le décret C.P. 2007-1789 demande à la Commission de cesser toutes ses activités dans les enquêtes qui n'en étaient pas encore à l'étape de l'audience publique ou pour lesquelles les arguments juridiques finals n'ont pas été présentés, d'en aviser par écrit la Première Nation concernée et de lui renvoyer tous les documents qu'elle a déposés relativement à cette enquête. Chacune de ces enquêtes est décrite ci-après et porte la mention « Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés. » Le décret demande aussi à la Commission de terminer, au plus tard le 31 décembre 2008, toutes les autres enquêtes en cours et de produire les rapports à cet égard.

Première Nation des Chipewyans d'Athabasca

Critères d'indemnisation pour les avantages agricoles, Alberta

La Première Nation a demandé la tenue d'une enquête sur les critères d'indemnisation applicables à sa revendication, demande qui a été acceptée par la Commission en septembre 2003. La Première Nation avait présenté sa revendication en février 1994 et le Canada l'avait acceptée aux fins de négociation en mai 1998, mais il a par la suite suspendu les négociations. Une séance de planification a eu lieu en mars 2004; toutefois, le Canada décidera plus tard de ne pas participer au processus d'enquête. En avril 2004, la Première Nation a intenté une action en justice pour obliger le Canada à négocier. Ce recours a été abandonné lorsque le Canada a accepté de reprendre les négociations. L'enquête a été suspendue, à la demande de la Première Nation, en attendant les résultats des négociations. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation de Blueberry River et Première Nation de Doig River

Critères d'indemnisation – droit de passage – RI 172, Colombie-Britannique

Le Canada a accepté de négocier la revendication des Premières Nations en septembre 2004, mais les parties ne se sont pas entendues sur les critères d'indemnisation applicables à la revendication. En mars 2005, la Commission a accepté la requête des Premières Nations de tenir une enquête sur les critères d'indemnisation. À la demande des Premières Nations, le processus d'enquête a été suspendu dans l'attente des négociations avec le Canada au sujet des critères applicables. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Cette revendication a fait l'objet d'une précédente enquête : **Première Nation de Blueberry River et Première Nation de Doig River, Droit de passage sur la RI 172.** Voir Revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports, à la page 69.

Première Nation de Carry the Kettle

Cession de 1905, Saskatchewan

La Première Nation prétend que la cession de 5 760 acres de la réserve Assiniboine, qui a eu lieu en 1905, n'est pas valide.

Sa revendication a été rejetée et, en 1994, la Commission a commencé à enquêter sur le dossier. Une audience publique a été tenue en octobre 1995. En août 1998, la Première Nation a demandé que le dossier soit mis en suspens en attendant que la Commission termine son enquête sur la revendication relative aux collines du Cyprès. Le rapport de cette enquête a été rendu public en juillet 2000. En octobre 2004, la Première Nation a demandé à la Commission de reprendre l'enquête sur la cession.

Une visite du personnel a eu lieu en octobre 2005 et une audience publique, en juillet 2006. Les plaidoiries ont été entendues le 20 novembre 2007. Le comité rédige actuellement son rapport, qui devrait être publié d'ici le 31 décembre 2008.

Première Nation des Chippewas de la Thames

Droit de passage accordé à Ontario Hydro, Ontario

La Première Nation des Chippewas de la Thames prétend que la Couronne a manqué à une obligation légale relativement à un droit de passage qu'elle a accordé à l'Ontario Hydro-Electric Power Commission en 1926 et renouvelé en 1959.

En septembre 2006, la Commission a accepté de mener une enquête. Une séance de planification devait être convoquée pour convenir des questions en litige et des prochaines étapes. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean

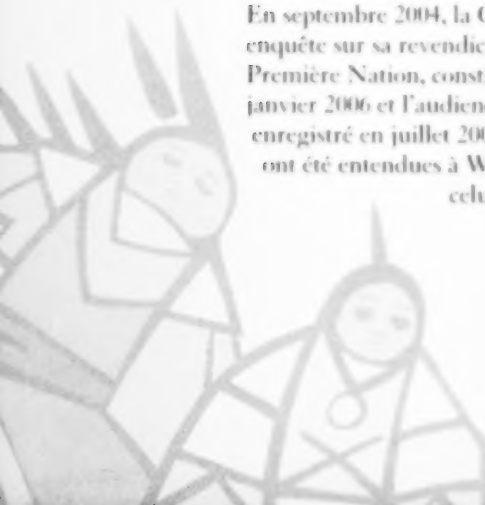
Inondation d'une partie des terres de la réserve de Mashtetuiatsh depuis 1928, Québec

Une partie de la revendication du Conseil concernant l'inondation de leurs terres de réserve à la suite de la construction d'un barrage hydroélectrique a été acceptée aux fins de négociation par le Canada, alors qu'une autre partie a été rejetée. En avril 2007, la Commission a accepté la demande du Conseil de tenir une enquête sur la partie de la revendication rejetée. Une séance de planification était prévue lorsque les activités ont cessé le 27 novembre 2007; la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation d'Esketemc

Revendication relative à la préemption du pré de Wright, Colombie-Britannique

En septembre 2004, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de tenir une enquête sur sa revendication relative à la préemption par un colon, en 1893, de terres qui, selon la Première Nation, constituaient un « établissement indien ». La visite du personnel s'est déroulée en janvier 2006 et l'audience publique, en avril 2006. Le témoignage additionnel d'un ancien a été enregistré en juillet 2006 et une visite des lieux a été effectuée par la même occasion. Les plaidoiries ont été entendues à Williams Lake, le 9 mai 2007. Le comité rédige actuellement son rapport et celui-ci devrait être publié d'ici le 31 décembre 2008.



Nation crie de Fisher River

Aliénation de 1896, Manitoba

En octobre 2007, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de mener une enquête sur la revendication concernant des ajouts convenus à la réserve qui ont été par la suite indûment réduits. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation de Kitselas

Revendication relative au chemin de fer, Colombie-Britannique

La Première Nation de Kitselas allègue que la Couronne a manqué à ses obligations de fiduciaire en expropriant illégalement des terres pour la construction d'un chemin de fer et d'un tramway dans les RI 1, 2 et 4 de Kitselas.

La revendication de la Première Nation a été acceptée aux fins d'enquête en septembre 2006, et une séance de planification a eu lieu en mars 2007. Une audience publique était prévue pour l'automne. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Bande de Lheidli T'enneh

Cession de la RI 1 de Fort George, Colombie-Britannique

En décembre 2003, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de tenir une enquête sur le rejet de sa revendication concernant la cession, en 1911, de sa réserve située dans le secteur qui constitue aujourd'hui le cœur de la ville de Prince George, aux fins de vente à la Grand Trunk Pacific Railway Company. Une séance de planification a eu lieu en juin 2004, et les documents du Canada ont été reçus en février 2005.

À la suite de la séance de planification, l'enquête a été mise en veilleuse puisque la Première Nation a concentré ses efforts sur les négociations relatives aux traités. Cette enquête est redevenue active lorsque les négociations relatives aux traités se sont terminées. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation de Little Black Bear

Cession de 1928, Saskatchewan

En septembre 2007, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de mener une enquête sur les éléments de sa revendication particulière qui n'ont pas été réglés par l'entente finale de 1996. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Bande indienne de Lower Similkameen

Emprise de la Vancouver, Victoria and Eastern Railway, Colombie-Britannique

En avril 2003, la Commission a accepté la demande de la bande de tenir une enquête sur le rejet de sa revendication concernant l'appropriation d'une emprise ferroviaire, à même ses terres de réserve, par la Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company en 1905. Une séance de planification a eu lieu en septembre 2003 et une audience publique, en avril 2004. Les parties ont présenté leurs mémoires à la fin de 2004, et une audience a eu lieu en janvier 2005. Le comité a terminé la rédaction de son rapport, qui devrait être publié au début de l'exercice 2008-2009.

Nation crie de Lucky Man

Droits fonciers issus de traité – Phase II, Saskatchewan

En mars 1997, la Commission a publié son rapport sur la phase I de l'enquête, dans lequel elle recommande que l'année 1887 soit considérée comme la date du premier arpentage (DPA) de la RI 116 et utilisée pour calculer la population de la bande de Lucky Man aux fins des DFIT. Le comité a recommandé aux parties de procéder à de nouvelles recherches et à une analyse des listes de bénéficiaires pour déterminer la population de Lucky Man à la DPA. Le Canada a accepté les recommandations de la Commission et a présenté le fruit de ses nouvelles recherches en février 1998. Quant à la Première Nation, elle a présenté les résultats de ses recherches en juin 2002, lesquels ont été rejetés par le Canada en novembre 2003. En décembre 2003, à la demande de la Première Nation, la Commission a accepté d'ouvrir une seconde phase de l'enquête sur la question de la population à la DPA. Une séance de planification a eu lieu en avril 2004 et une autre en janvier 2005. Les plaidoiries de cette enquête ont été tenues en août 2005. Une nouvelle audition de la preuve a eu lieu en octobre 2006. Le comité a terminé la rédaction de son rapport, qui devrait être publié au début de l'exercice 2008-2009.

Première Nation malécite de Madawaska

Aliénation des terres de réserve, Nouveau-Brunswick

En octobre 2007, la Commission a examiné la demande de la Première Nation de mener une enquête sur l'aliénation irrégulière, avant la Confédération, de terres revendiquées par la Première Nation en vertu du traité de 1725. Cette demande a été provisoirement acceptée au motif que la revendication devait être considérée comme ayant été rejetée en raison du long délai écoulé depuis sa présentation. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation des Mississaugas de la New Credit

Achat de Crauford, Ontario

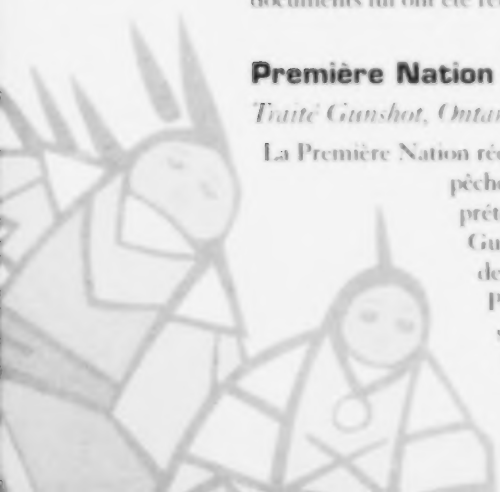
La Première Nation affirme qu'on ne lui a jamais versé d'indemnisation pour les terres prises indûment par le gouvernement en 1783. Elle allègue de plus que le gouvernement a manqué à son obligation de fiduciaire et qu'elle a subi des dommages en raison des fausses représentations et de la fraude en équité parce que le gouvernement ne l'a pas indemnisée pour les droits qu'elle détenait dans ces terres.

Une séance de planification a eu lieu en juillet 1998. En septembre 1998, la Première Nation a demandé que le dossier soit mis en suspens pendant que la revendication relative à l'achat de Toronto est à l'étude. La revendication relative à l'achat de Toronto fait toujours l'objet de négociations. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation des Mississaugas de la New Credit

Traité Gunshot, Ontario

La Première Nation réclame des dommages-intérêts pour la perte de certaines terres et de droits de pêche, de chasse et de piégeage dans la région située à l'est de Toronto. Elle prétend que ces dommages découlent de la nature non exécutoire du Traité Gunshot de 1788, en vertu duquel les terres ont été cédées, et du manquement de la part du gouvernement à son obligation de fiduciaire de protéger la Première Nation dans la possession de ces terres. La Commission a tenu une séance de planification en juillet 1998. En septembre 1998, la Première Nation a demandé que le dossier soit mis en suspens pendant que la



revendication relative à l'achat de Toronto est à l'étude. La revendication relative à l'achat de Toronto fait toujours l'objet de négociations. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation de Muskowekwan

Revendication relative aux cessions de 1910 et 1920, Saskatchewan

Cette revendication a été présentée en 1992 et rejetée en 1997, après quoi la Première Nation a présenté un mémoire supplémentaire au ministre des Affaires indiennes. En décembre 2003, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de tenir une enquête. L'enquête porte sur la revendication de la Première Nation concernant des terres cédées aux fins d'un lotissement urbain le long de la voie ferrée de la Grand Trunk Pacific Railway Company. Une séance de planification a eu lieu en février 2005 et une audience publique, en septembre 2005. D'autres recherches ont été menées et les plaidoiries sont prévues pour mai 2008. La rédaction du rapport sur cette enquête sera terminée d'ici le 31 décembre 2008.

Bande indienne de Nadleh Whut'en

École Lejac, Colombie-Britannique

En décembre 2002, la Commission a accepté la demande de la bande indienne de Nadleh Whut'en de tenir une enquête sur une revendication concernant la construction et la gestion du pensionnat Lejac. Cette revendication a été présentée à l'origine au Canada en mai 1992 et elle a été rejetée en septembre 1995. La Première Nation a déposé en février 1997 un mémoire supplémentaire, mais, n'ayant reçu aucune réponse à cet égard en juin 2002, elle a demandé à la Commission de faire enquête.

Lors d'une séance de planification en mars 2003, il a été convenu que les parties entreprendraient des recherches supplémentaires. Ces recherches se sont terminées en décembre 2003, et la Première Nation a présenté un mémoire révisé en mars 2004. Des documents additionnels ont été fournis, et la Première Nation a présenté un mémoire de revendication révisé en septembre 2004. En décembre, le Canada mettait la touche finale à ses recherches de confirmation. La Première Nation a formulé des commentaires en mai 2005.

En 2006, par manque de ressources, l'examen du Canada a été retardé. Les parties ont convenu de réaliser un projet conjoint afin de faciliter l'examen juridique du mémoire de la Première Nation par le Canada. L'audience publique dans la communauté a eu lieu le 22 novembre 2007. Les plaidoiries sont prévues pour avril 2008, et la rédaction du rapport devrait être terminée d'ici le 31 décembre 2008.

Bandes de Neskonlith, d'Adams Lake et de Little Shuswap Lake

Réserve de Neskonlith, Colombie-Britannique

En septembre 2003, la Commission a accepté la demande de ces Premières Nations de tenir une enquête sur le rejet de leur revendication particulière concernant une réserve qui, selon elles, aurait été établie valablement en 1862 sous le régime du gouverneur James Douglas de la colonie de la Colombie-Britannique et réduite illégalement par la suite.

La Commission a reçu les documents de la Première Nation en juillet 2004 et ceux du Canada en septembre. Une séance de planification a eu lieu en novembre 2004, une audience publique s'est tenue en juillet 2005 et un témoignage d'expert a été entendu en juillet 2006. Les plaidoiries ont été entendues le 19 juin 2007. Le comité rédige actuellement son rapport, qui devrait être terminé d'ici le 31 décembre 2008.

Première Nation d'Ocean Man

Droits fonciers issus de traité, Saskatchewan

En juillet 1994, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de tenir une enquête sur le rejet de sa revendication, dans laquelle la Première Nation allègue que le gouvernement fédéral lui doit encore des terres en vertu du Traité 4 (1874). En 1999, à la lumière des changements apportés à la Politique fédérale sur les droits fonciers issus de traité (DFIT) découlant des conclusions de la Commission dans les enquêtes de Fort McKay et de Kawacatoose, de nouvelles recherches ont été effectuées pour déterminer s'il y avait une obligation non respectée en matière de DFIT. En octobre 1999, le gouvernement a fourni une analyse des listes de bénéficiaires montrant qu'il manque des terres conférées par traité selon la politique actuelle sur les DFIT. En mai 2000, avant que le Canada ait pu conclure son processus d'examen, la Première Nation a intenté une poursuite devant les tribunaux contre le gouvernement fédéral concernant des questions qui ne sont pas du ressort de la Commission et qui pourraient avoir une incidence sur l'actuelle revendication de DFIT. L'enquête a été suspendue le temps que le litige se règle. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation de Pasqua

Cession de 1906, Saskatchewan

En 1987, la Première Nation a présenté au Canada une revendication dans laquelle elle prétend que la cession en 1906 de la RI 79 n'était pas valide et que le gouvernement fédéral a manqué à ses obligations de fiduciaire envers elle en consignait la cession. Après le rejet de la revendication en juillet 1997, la Première Nation a mené d'autres recherches et elle a présenté un mémoire supplémentaire en mars 2000.

En décembre 2002, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de tenir une enquête sur le rejet de cette revendication. Le Canada a ensuite accepté de poursuivre son examen du mémoire présenté par la Première Nation en 2000, d'exécuter des recherches supplémentaires et de mener des entrevues, le tout ayant été terminé à l'automne 2003. La Première Nation a reçu une lettre l'informant du rejet de sa revendication en avril 2006.

La Première Nation a choisi de mener sa propre enquête. Toutefois, les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Nations cries de Red Earth et Shoal Lake

Qualité des terres de réserve (agriculture), Saskatchewan

Les Nations cries de Red Earth et Shoal Lake ont demandé à la Commission de tenir une enquête concernant des revendications dans lesquelles elles allèguent que les droits que leur confère leur traité en matière de terres agricoles n'ont pas été respectés. Ces revendications n'avaient pas encore été formellement rejetées par le Canada; c'est donc sur la base d'un rejet implicite que la Commission a accepté la demande d'enquête en juin 2004. Le Canada a par la suite signifié son intention de présenter une contestation de mandat, ce qu'il a fait en avril 2005. Le comité a refusé une demande présentée au titre du statut d'intervenant par les Premières Nations visées par le Traité 8 en Colombie-Britannique. L'audience de contestation a eu lieu à Saskatoon en février 2006.

En décembre 2006, le Canada a rejeté officiellement la revendication des Premières Nations. La contestation de mandat n'avait donc plus sa raison d'être.

La Première Nation a demandé à la Commission de reprendre l'enquête. L'audience publique a eu lieu les 16 et 17 octobre 2007. Les plaidoiries sont prévues pour mai 2008 et le rapport devrait être terminé d'ici le 31 décembre 2008.

Première Nation anishinabée de Roseau River

Cession de 1903, Manitoba

Cette revendication, présentée au Canada en 1982 et rejetée en 1986, touche la validité de la cession en 1903 d'une partie de la réserve de Roseau River. En novembre 1993, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de tenir une enquête. Lors d'une séance de planification qui a eu lieu en décembre 1993, les parties ont convenu que des recherches additionnelles étaient nécessaires et ont conjointement retenu les services d'un consultant indépendant, sous la direction de la Commission. À partir de ces recherches, le conseiller juridique de la Première Nation a présenté son analyse juridique au Canada. En juillet 2001, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a rejeté la revendication. En septembre 2001, la Commission a accepté la demande de la Première Nation de tenir une enquête sur ce deuxième rejet.

Une séance de planification a eu lieu en avril 2002. En mai 2002, les parties se sont entendues sur les questions de droit. En juillet et septembre 2002, la Commission a tenu des audiences publiques dans la réserve de Roseau River. En janvier 2003, les parties ont rédigé les paramètres d'un projet de recherche conjoint. Le rapport de recherche a été publié au début de 2005. Le projet conjoint a été présenté par l'expert au comité en juin 2005, et les plaidoiries ont été entendues à Winnipeg en mars 2006. Le rapport sur cette enquête a été publié le 6 décembre 2007. La Commission a recommandé d'accepter la revendication aux fins de négociation.

Première Nation ojibway de Sandy Bay

Droits fonciers issus de traité, Manitoba

En avril 1998, la Première Nation a demandé une enquête sur le rejet de cette revendication, dans laquelle elle fait valoir que des terres non arables ont été incluses dans ses droits fonciers issus de traité (DFIT) et que les terres additionnelles qui lui ont été octroyées en 1930 et en 1970 ne doivent pas être prises en compte dans le calcul de ses DFIT. Peu après, la Première Nation a reformulé ses arguments juridiques parce que la revendication originale qu'elle avait présentée en novembre 1982 avait été préparée sans l'aide d'un conseiller juridique. En novembre 1998, le gouvernement a contesté la compétence de la Commission à tenir une enquête sur cette revendication, au motif que la reformulation représentait essentiellement une nouvelle revendication. En juin 1999, le comité de la Commission a statué que l'enquête pouvait se tenir.

Des séances de planification ont eu lieu en août et en novembre 2002. Au cours de l'hiver 2002-2003, un groupe de travail conjoint, composé de représentants de la Première Nation, du Canada et de la Commission, a été formé pour discuter de l'analyse de la liste des bénéficiaires faite par la Première Nation. Au printemps 2003, l'enquête a été suspendue momentanément, puis a repris son cours en octobre de la même année. Des séances de planification ont eu lieu en février, en juin et en septembre 2004.

À l'automne 2004, le Canada a proposé de diviser l'enquête en deux phases et d'inviter la Première Nation de Long Plain à participer à titre de partie intéressée. Le comité de la Commission a rejeté la première proposition. En décembre 2004, la Première Nation de Long Plain a présenté une requête afin d'obtenir le statut d'intervenant, puis au mois de janvier suivant, la Première Nation de Sandy Bay a présenté un mémoire sur le sujet. Une audience s'est déroulée en juin 2005, de même qu'une visite des lieux.

Les plaidoiries ont été entendues en juin 2006. Le rapport concernant cette enquête a été publié le 27 septembre 2007. La Commission a recommandé que la revendication ne soit pas acceptée aux fins de négociation.

Bande indienne de Shuswap

1 940 acres, Colombie-Britannique

En septembre 2007, la Commission a accepté la demande de la bande de tenir une enquête concernant 1 940 acres de terres auxquelles elle estime avoir droit en vertu de l'attribution des terres de réserve en 1880. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Bande indienne de Shuswap

Emprise ferroviaire de 1914, Colombie-Britannique

En septembre 2007, la Commission a accepté la demande de la bande de mener une enquête sur sa revendication selon laquelle le Canada aurait manqué à ses obligations fiduciaires et légales en ce qui concerne la concession d'une emprise ferroviaire en 1914. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation de Siksika

Cession de 1910, Alberta

Cette revendication porte sur les irrégularités qui auraient entaché le vote de cession; la mise en réserve de droits sur le charbon, le pétrole et le gaz lors de la cession de terres de 1910; et la réduction et l'abandon subséquent des rations perpétuelles devant provenir du produit de la vente des terres cédées. La revendication a été initialement présentée au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien en 1985. La Première Nation et le gouvernement ont mené une série d'études de recherche en collaboration et, en 1995, la revendication a été soumise à l'examen du ministère de la Justice.

La Commission a accepté en janvier 2002 de tenir une enquête sur cette revendication. En mars 2002, au cours d'une séance de planification, les parties ont convenu d'entamer les étapes initiales du processus d'enquête (compilation de documents), pendant que le Canada achèverait son examen juridique. Les parties ont par la suite accepté de suspendre l'enquête en mai 2002, le temps que la Commission facilite l'examen de la revendication par le Canada. Un autre mémoire a été présenté par la Première Nation en 2003. Une conférence téléphonique a eu lieu en juin 2004, et le Canada a présenté un nouveau rapport de recherche en février 2005. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation de Stanjikoming

Droits fonciers issus de traité, Ontario

En juillet 1999, la Première Nation a demandé à la Commission de tenir une enquête, faisant valoir que l'absence de réponse de la part du gouvernement fédéral à la revendication de DFIT qu'elle avait présentée en 1990 constituait un rejet implicite. Dans sa revendication, la Première Nation allègue un déficit de 1 408 acres de terres conférées par traité et l'inondation de terres de réserve à des fins de développement hydroélectrique. En avril 2000, la Première Nation a demandé à la Commission de mettre l'enquête en suspens, mais de continuer à faciliter les discussions. En février 2005, la Première Nation a demandé que la partie de l'enquête portant sur l'inondation de terres soit mise en suspens une fois de plus, étant donné que le Canada, l'Ontario et la Première Nation elle-même ont convenu de se rencontrer pour discuter de ce dossier. En juin 2007, le Canada a accepté de négocier la question des droits fonciers issus de traité. À la demande de la Première Nation, la CRI a maintenu le dossier en suspens en attendant que la question de la qualité des terres soit réglée. Toutefois, les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Nation Stó:lō

Réserves Douglas, Colombie-Britannique

Cette revendication a été présentée conjointement par quatorze bandes de la Nation Stó:lō, soit les bandes d'Aitchelitz, de Kwantlen, de Kwaw-Kwaw-Apilt, de Lakahahmen, de Matsqui, de Scowlitz, de Skowkale, de Skwah, de Skway, de Soowahlie, de Squiala, de Sumas, de Tzeachten et de Yakweakwioose. Dans leur revendication, les bandes allèguent qu'en 1864, James Douglas, alors gouverneur de la colonie de la Colombie-Britannique, avait établi des réserves pour les différentes bandes composant la Nation Stó:lō, que ces réserves ont subséquemment fait l'objet d'une réduction illégale et que, lorsque la Colombie-Britannique est entrée dans la Confédération en 1871, le Canada a hérité de l'obligation de remédier à cette situation. La revendication a été présentée au départ au Canada en 1988; elle a été rejetée en 1997, puis à nouveau en 1999 après le dépôt d'un mémoire supplémentaire.

En juillet 2000, la Nation Stó:lō a présenté une demande d'enquête initiale, qui a été confirmée un an plus tard. La date de la première séance de planification a été reportée et celle-ci sera fixée une fois que les conditions et la nature de la participation des parties à l'enquête auront été établies. Des conférences téléphoniques tenues ultérieurement n'ont pas permis de régler ces questions et, en septembre 2003, la Nation Stó:lō a demandé que l'enquête soit mise en suspens. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation de Sturgeon Lake

Cession de 1913, Saskatchewan

En août 1996, la Première Nation a demandé que la Commission enquête sur cette revendication, alléguant qu'il y avait eu des irrégularités dans le vote sur la cession de 1913. L'enquête a été mise en suspens en décembre 1996, le temps que les deux parties effectuent des recherches supplémentaires. En mai 1998, le gouvernement a informé la Première Nation que l'examen de la revendication ne lui avait révélé aucun manquement à ses obligations légales. Un mois plus tard, la Première Nation demandait à la Commission de réactiver l'enquête. La Première Nation a par la suite demandé à la Commission de suspendre l'enquête en avril 1999, puis de la relancer de nouveau en novembre 2002.

Au cours de l'audience publique tenue en décembre 2006, la Première Nation a fourni un enregistrement d'une entrevue réalisée avec un ancien, aujourd'hui décédé. L'entrevue en cri a été traduite.

Les plaidoiries sont prévues pour mai 2008 et le rapport devrait être terminé d'ici le 31 décembre 2008.

Conseil tribal de l'agence de Touchwood

Revendication pour mauvaise gestion – critères d'indemnisation, Alberta

Au début de 1998, les Premières Nations de Day Star, de Fishing Lake, de George Gordon, de Kawacatoose et de Muskowekwan, membres du Conseil tribal de l'agence de Touchwood, ont présenté collectivement au Canada une revendication dans laquelle elles allèguent que leurs biens ont été mal gérés par les mandataires du gouvernement de 1920 à 1924. Le Canada a accepté cette revendication aux fins de négociation en mars 1998 et les négociations ont commencé; cependant, elles ont abouti à une impasse et ont été interrompues en mars 2002.

En août 2003, les Premières Nations ont demandé une enquête sur l'application des critères d'indemnisation, demande qui a été acceptée en septembre 2003. La Commission a alors tenté d'obtenir des deux parties la documentation nécessaire et une liste des questions en litige, mais le désaccord concernant la divulgation de la documentation, la portée de l'enquête et le mandat de la Commission a mené à une autre impasse. Les Premières Nations ne reçoivent pas de financement et l'enquête demeure au point mort. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Association tribale du Traité 8

Revendication regroupée sur les annuités, Colombie-Britannique

Les sept Premières Nations requérantes de l'Association tribale du Traité 8 – Doig River, Blueberry River, Fort Nelson, Halfway River, West Moberly, Saulteau, Dene Tsaa Tse K'Nai (Prophet River) – ont présenté une revendication au Canada en février 1995, faisant valoir qu'en vertu du Traité 8, le Canada leur devait des annuités pour la période allant de 1899, soit l'année durant laquelle le traité en question a été signé, à la date à laquelle chacune des Premières Nations y a adhéré. En août 2003, les requérantes ont demandé à la Commission de tenir une enquête et celle-ci, jugeant la revendication rejetée, a accepté la demande en novembre de la même année. En mars 2006, le Canada a rejeté officiellement cette revendication aux fins de négociation. Les Premières Nations ont demandé à la Commission de commencer son enquête, à laquelle le Canada a accepté de participer. Une séance de planification était prévue, toutefois les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Association tribale du Traité 8

Revendications relatives aux DFIT et aux terres individuelles, Colombie-Britannique

En août 2003, l'Association tribale du Traité 8, au nom de la Première Nation de Saulteau, a demandé à la Commission de tenir une enquête sur sa revendication présentée en février 1995 et à laquelle le Canada n'avait pas répondu. La Première Nation allègue que le Canada a manqué à ses obligations légales et de fiduciaire en ne s'acquittant pas de ses obligations découlant des dispositions relatives aux droits fonciers figurant au Traité 8. La Première Nation revendique un manque de 4 898 acres. Elle affirme aussi qu'une revendication touchant des terres connues sous le nom de Deadman Creek devrait être reconnue comme un droit en vertu des dispositions du Traité 8 relatives aux terres individuelles.

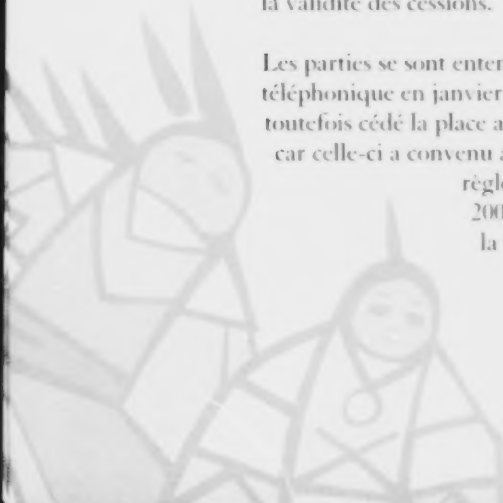
La Première Nation de Saulteau s'attend à ce que ses revendications soient acceptées aux fins de négociation. Par conséquent, elle a demandé la clôture de l'enquête relative aux revendications en question. Un bref rapport a été publié le 31 mai 2007.

Première Nation de Tsawwassen

Revendication relative à la cession d'English Bluffs, Colombie-Britannique

En mai 2005, la Première Nation de Tsawwassen a demandé à la Commission de mener une enquête sur sa revendication. La Commission a accepté cette demande en juin 2005. La revendication porte sur les cessions et les ventes, en 1957, de deux parcelles de terres de la réserve n° 0 de Tsawwassen. La Première Nation allègue une influence indue ou inappropriée de la part de la Couronne, un conflit d'intérêts et des manquements aux obligations de fiduciaire du Canada du fait que les avantages de la Première Nation n'ont pas été optimisés. La revendication ne remet pas en cause la validité des cessions.

Les parties se sont entendues sur un énoncé des questions en litige au cours d'une conférence téléphonique en janvier 2006. Une séance de planification a eu lieu en mars 2006. L'enquête a toutefois cédé la place au processus de négociation de traités auquel la Première Nation participe, car celle-ci a convenu avec le Canada que ses revendications particulières seraient visées par le règlement des revendications globales. L'enquête a été suspendue en octobre 2006, jusqu'à la fin de ce processus. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.



Centre culturel U'mista

Interdiction du potlatch, Colombie-Britannique

En avril 2002, la Première Nation de 'Namgis, en son nom personnel et au nom du Centre culturel U'mista, du Centre culturel des Nuyumbalees et de 13 autres Premières Nations des Kwakwaka'wakw, a demandé à la CRI de faire enquête. La Commission a accepté cette demande en mai 2002. Les requérants allèguent un manquement de la part du Canada à son obligation de fiduciaire à leur endroit du fait des modifications apportées à la *Loi sur les Indiens* en 1884, en 1895 et en 1918 interdisant le potlatch, ainsi qu'en raison des mesures prises par le gouvernement et ses représentants dans l'application de ces dispositions législatives, particulièrement dans le cas d'un potlatch tenu à Village Island en décembre 1921. Après une séance de planification en octobre 2002 et plusieurs conférences téléphoniques ultérieures, les parties se sont entendues en février 2003 sur les questions dont la Commission devait être saisie. À la fin du même mois, une audience publique a eu lieu au sein de la Première Nation de 'Namgis. En mars, la Commission a amorcé des discussions avec le Canada concernant la possibilité de traiter la revendication comme une revendication spéciale (les revendications spéciales autrefois appelées « revendications de troisième catégorie » sont les revendications des Premières Nations qui ne satisfont ni aux critères de la Politique des revendications particulières, ni à ceux de la Politique des revendications globales). En juillet 2003, les parties se sont entendues sur cette manière de procéder. En février 2005, la Première Nation a révisé sa revendication et l'a présentée comme une revendication spéciale. L'enquête a été mise en suspens à la demande de la Première Nation, dans l'attente d'une décision sur la revendication spéciale. Le décret C.P. 2007-1789 a donné la possibilité à la Première Nation de faire cesser l'enquête et de demander que le rapport ne soit pas rédigé. La Première Nation a exercé cette option. L'enquête a cessé, les documents de la Première Nation lui ont été retournés et aucun rapport ne sera rédigé.

Première Nation de Whitefish Lake

Avantages agricoles découlant du Traité 8 : critères d'indemnisation, Alberta

La Première Nation de Whitefish Lake a présenté une revendication particulière en vue d'obtenir des avantages agricoles en vertu du Traité 8, laquelle a été acceptée par le Canada à titre de revendication d'avantages contemporains. La Première Nation a demandé à la Commission de tenir une enquête sur les critères d'indemnisation. La Commission a accepté cette demande en septembre 2003.

Les négociations ont par la suite été suspendues par le Canada en février 2004, le temps que des recherches additionnelles soient effectuées au sujet des avantages agricoles. En mars 2004, la Commission a accepté de tenir une enquête sur la revendication de la Première Nation, qui allègue que des avantages lui seraient dus depuis son adhésion au Traité 8. L'enquête sur les critères d'indemnisation applicables à la revendication contemporaine a été mise en suspens.

En mars 2005, le Canada a repris les négociations avec la Première Nation au sujet de la revendication contemporaine. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation de Whitefish Lake

Avantages agricoles découlant du Traité 8 : revendication historique, Alberta

En mars 2004, la Commission a accepté de tenir une enquête sur la revendication de la Première Nation de Whitefish Lake, qui allègue que des avantages agricoles lui seraient dus depuis son adhésion au Traité 8. En mars 2005, le Canada a repris les négociations avec la Première Nation au sujet de la revendication contemporaine. L'enquête sur la revendication d'avantages contemporains a été mise en suspens. Les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.

Première Nation de Wolf Lake

Terres de réserve, Québec

La Première Nation de Wolf Lake, l'une des rares Premières Nations au Canada ne possédant pas d'assise foncière, allègue que le gouvernement fédéral ne s'est pas acquitté de son obligation de fiduciaire ou de son engagement à lui fournir des terres de réserve. En janvier 2002, la Première Nation a demandé à la CRI de tenir une enquête. La Commission a accepté cette demande. En mars 2002, l'enquête a été mise en suspens après que les parties se sont entendues pour que la Commission facilite l'examen par le Canada d'un nouveau mémoire de revendication.

Une série de rencontres de recherche, de séances de planification et de conférences téléphoniques ont été tenues en 2002, en 2003 et en 2004, sous la direction de la Commission, ce qui a permis aux parties de préciser les éléments de preuve nécessaires et les questions en litige. Elles ont en outre rédigé un énoncé conjoint des faits. Compte tenu de ces progrès, la Première Nation a rédigé un nouveau mémoire de revendication, qu'elle a présenté au Canada en mai 2004.

En juillet 2006, le ministre des Affaires indiennes a informé la Première Nation de Wolf Lake que sa revendication ne révélait pas d'obligation légale non respectée de la part de la Couronne. Après avoir rencontré les représentants du Canada en octobre 2006, la Première Nation a décidé de faire réactiver l'enquête sur sa revendication rejetée.

En mars 2007, les parties ont présenté les questions à examiner dans le cadre de l'enquête. Toutefois, les activités ont cessé le 27 novembre 2007, la Première Nation a été avisée et ses documents lui ont été retournés.



RÉALISATIONS DE LA CRI EN 2007-2008

MÉDIATION ET FACILITATION

Ce que vous trouverez dans cette section :

54 Médiation et facilitation : Qu'est-ce que la médiation et la facilitation?

Introduction et définitions

55 Processus de médiation

Processus de médiation de la CRI

**55 Résumé des revendications particulières en cours de médiation
et de facilitation du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008**

Description de chaque revendication en médiation ou en facilitation à la CRI
et des activités de la CRI dans chaque dossier pendant l'année

Qu'est-ce que la médiation et la facilitation?

La médiation est une manière consensuelle de régler les différends. Dans ce processus, une tierce partie neutre, le médiateur, aide les parties à parvenir à un règlement qui leur soit acceptable.

La médiation peut faire avancer le processus de négociation :

- en délimitant les questions en litige;
- en aidant les parties à s'entendre sur un règlement;
- en offrant un avis indépendant sur une question particulière.

Le médiateur facilite les discussions en réunissant les deux parties pour examiner les questions en litige ainsi que les intérêts, besoins et préoccupations propres à chacune. Les discussions ouvrent des possibilités de règlement exécutoire.

Dans le cadre de son mandat, la Commission des revendications des Indiens (CRI) offre une gamme de services de médiation et de facilitation, non seulement lorsqu'une revendication a été acceptée aux fins de négociation, mais à toutes les étapes du processus. Dix-sept années d'existence et d'expérience ont montré que l'utilisation des services de médiation, de facilitation ainsi que des services de coordination d'études et de recherches par les parties – que ce soit avant ou après l'acceptation d'une revendication par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – augmente considérablement les chances d'une issue favorable. Une discussion ouverte entre les parties, en présence d'un tiers neutre favorise la compréhension et de meilleures relations. Dans ce climat, il est plus facile de parvenir à un règlement.

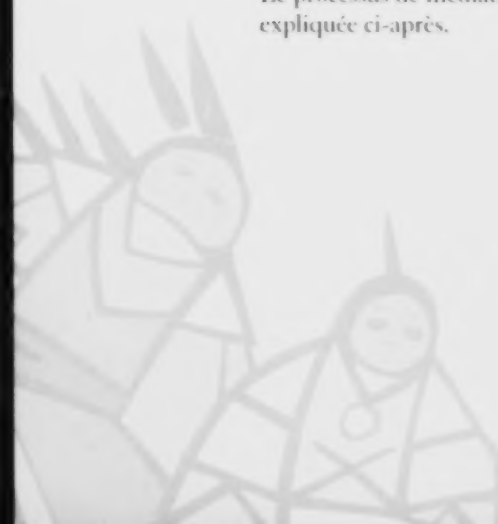
Les services de médiation de la Commission comprennent notamment les fonctions suivantes :

- organiser et présider des rencontres de négociation;
- coordonner des études conjointes (comme des études de perte d'usage);
- suivre les décisions des parties et faire le suivi de leurs engagements;
- assurer ou organiser une médiation sur des questions particulières en cas d'impasse entre les parties.

Depuis sa création en 1991, la Commission a offert des services de médiation et de facilitation dans le cadre de 53 dossiers.

Les rapports de médiation de la Commission peuvent être consultés sur son site Web à l'adresse www.indianclaims.ca.

Le processus de médiation de la Commission comporte quatre étapes. Chacune de ces étapes est expliquée ci-après.



Processus de médiation

Étape 1	Préparation de la médiation
	La Commission examine la revendication devant être négociée et organise une rencontre des représentants des parties pour discuter des points en litige et des conditions des protocoles de négociation et de médiation.
Étape 2	Négociation
	La Commission facilite les discussions sur l'indemnisation, aide les parties à coordonner leur recherche d'informations, y compris les évaluations foncières et les études conjointes de perte d'usage, et fait le suivi des décisions et des engagements des parties.
Étape 3	Règlement
	Une fois que les parties à la négociation sont parvenues à un accord de principe, les conseillers juridiques de la Première Nation et du Canada travaillent ensemble à la rédaction d'une entente de règlement, qui sera paraphée par les négociateurs et ratifiée par les deux parties.
Étape 4	Rapport de médiation
	La Commission rédige un rapport sur l'issue de la négociation à l'intention du gouvernement fédéral, de la Première Nation et du public.

Médiations achevées en 2007-2008

Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008, la Commission a achevé les médiations dans les dossiers concernant l'Agence de Fort Pelly [Terres à foin de Pelly], la Première Nation de George Gordon [Droits fonciers issus de traité], la Nation micmaque de Metepenagiag [Lot Hosford et réserve indienne 7 de Red Bank], la Première Nation de Michipicoten [Projet pilote], la Première Nation de Muskoday [Droits fonciers issus de traité] et la Première Nation de Sturgeon Lake [Droits fonciers issus de traité].

Les rapports concernant les médiations terminées seront publiés au cours de l'exercice 2008-2009.

Résumé des revendications particulières en cours de médiation et de facilitation du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008

La présente section fait état des activités de médiation de la Commission en 2007-2008. Le nom de la Première Nation, le titre de la revendication et la province sont suivis d'un bref historique de la revendication ainsi que d'une description des questions en litige et de l'avancement des travaux de la Commission dans chacun des 27 dossiers au cours de l'année.

Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008, la Commission a terminé six médiations. Tous les rapports de la Commission peuvent être consultés sur le site : www.indianclaims.ca.

Tribu des Blood/Kainaiwa

Revendication relative au bétail, Alberta

La tribu des Blood/Kainaiwa est établie à 195 kilomètres au sud de Calgary. Sa réserve est constituée de deux parcelles de terres d'une superficie de 136 264 hectares. La tribu des Blood compte actuellement 10 311 membres, dont 7 454 vivent dans la réserve.

En novembre 2002, la tribu des Blood a demandé à la Commission des revendications des Indiens de faciliter des recherches supplémentaires sur sa revendication relative au bétail. Après avoir examiné les recherches et les rapports existants, en 2003, la CRI a recommandé une étude historique indépendante fondée sur un mandat renégocié. Pendant les mois qui ont suivi, la tribu des Blood a entrepris une nouvelle étude des recherches existantes. Au début de 2004, la tribu des Blood a demandé à la CRI de mettre ce dossier en suspens afin de pouvoir consacrer ses efforts et ses ressources à d'autres revendications. Au 31 mars 2008, la revendication était toujours en suspens.

Conseil tripartite des Chippewas

Réserve de Coldwater-Narrows, Ontario

La revendication concernant la prétendue cession de 1836 de la réserve de Coldwater-Narrows porte sur une bande de terre de 14 milles de longueur, et d'une largeur moyenne d'un mille à un mille et demi, s'étendant des détroits des lacs Couchiching et Simcoe jusqu'à la baie Matchedash à l'ouest, soit une superficie d'environ 10 000 acres. Le Conseil tripartite des Chippewas, composé de trois Premières Nations (Premières Nations de Beausoleil, des Chippewas de Mnjikaning (Rama) et des Chippewas de Georgina Island), affirmait que la cession de 1836 n'était pas conforme aux instructions énoncées dans la *Proclamation royale de 1763*.

Présentée à l'origine au Canada en novembre 1991, la revendication a été acceptée aux fins de négociation en juillet 2002, après une enquête menée par la Commission sur le rejet de la revendication par le Canada en 1996. La CRI assure des services de facilitation et de coordination d'études à la table depuis septembre 2002.

À la fin de l'exercice 2007-2008, les négociations se poursuivaient avec les parties afin de trouver un règlement approprié.

Première Nation de Cote

Projet pilote, Saskatchewan

Gabriel Cote, un chef saulteau, a signé le Traité 4 au nom de ses partisans en 1874. La Première Nation de Cote compte actuellement 3 043 membres, dont 750 vivent dans la réserve indienne 64 (8 088 hectares de terres attenantes à Kamsack, en Saskatchewan, à 16 kilomètres à l'ouest de la frontière Saskatchewan-Manitoba).

Ce projet pilote concerne un certain nombre de transactions visant des terres de la Première Nation, à commencer par des terres qui ont été prises en 1903 pour une emprise ferroviaire jusqu'à la reconstitution des terres de réserve en 1963. Le projet a été présenté à la Commission aux fins d'enquête au milieu des années 1990, et les parties ont plus tard convenu de collaborer, avec l'aide des services de facilitation de la Commission, afin de discuter des nombreuses transactions et questions connexes et d'effectuer les recherches nécessaires.

Depuis 1997, une importante recherche conjointe a été menée et a permis de cerner 12 revendications éventuelles. La complexité des revendications et les liens entre elles ont poussé la Première Nation de Cote et le Canada à les grouper en lots. Le premier lot de quatre revendications relatives à des cessions a été présenté et accepté et est actuellement en négociation (voir les détails ci-dessous).

La Première Nation doit soumettre le reste de ses revendications.

Première Nation de Cote

Revendications relatives aux cessions de 1905, 1907, 1913 et 1914, Saskatchewan

Gabriel Cote, un chef saulteau, a signé le Traité 4 au nom de ses partisans en 1874. La Première Nation de Cote compte actuellement 3 043 membres, dont 750 vivent dans la réserve indienne 64 (8 088 hectares de terres attenantes à Kamsack, en Saskatchewan, à 16 kilomètres à l'ouest de la frontière Saskatchewan-Manitoba).

Les transactions relatives aux cessions de 1905, 1907, 1913 et 1914 constituent le premier groupe de revendications émanant du projet pilote de la Première Nation de Cote. Les quatre revendications ont conjointement fait l'objet de discussions et de recherches, puis ont été présentées au Canada par la Première Nation. En avril 2006, le Canada a accepté ces revendications particulières aux fins de négociation.

En mai 2006, la Première Nation de Cote et le Canada ont demandé à la Commission des revendications des Indiens de faciliter les négociations. Au cours de l'exercice, le mandat de la CRI à la table a été élargi pour inclure la coordination des études de perte d'usage. Dans ce rôle, la Commission a assuré la liaison entre les parties aux négociations et les consultants indépendants retenus pour effectuer des recherches et des études de perte d'usage, notamment les pertes d'usage forestier, d'usage agricole et d'usage minier, ainsi qu'une évaluation de la juste valeur marchande actuelle des terres non améliorées.

Au 31 mars 2008, les négociations se poursuivaient et des études de perte d'usage étaient en cours.

Première Nation de Cowessess

Revendication concernant les inondations, Saskatchewan

La RI 73 de Cowessess couvre une superficie de 30 781,7 hectares et est située à 13 kilomètres au nord-ouest de Broadview, en Saskatchewan. La Première Nation compte 3 508 membres, dont 740 vivent dans la réserve.

Membre à l'origine de la Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (QVIDA), la Première Nation de Cowessess est l'une des nombreuses Premières Nations ayant perdu des terres à cause de l'inondation récurrente et, dans certaines régions, permanente liée aux ouvrages de régularisation des eaux construits en vertu de la *Loi sur le rétablissement agricole des Prairies* dans les années 1940. Lorsque les négociations entre le Canada et la QVIDA ont été rompues en août 2003, la Première Nation de Cowessess a choisi de poursuivre les négociations directement avec le Canada, avec l'aide des services de facilitation de la Commission. La Saskatchewan (Régie des bassins hydrographiques de la Saskatchewan) est également présente à la table de négociation. En janvier 2007, la Première Nation de Cowessess a présenté une proposition de règlement au Canada.

À la fin de mars 2008, les parties poursuivaient les négociations.

Agence de Fort Pelly (Premières Nations de Cote, de Keeseekoose et de Key)

Terres à foin de Pelly, Saskatchewan

Cette revendication porte sur des terres d'une superficie de 12 800 acres situées au nord-est de Regina et connues sous le nom de terres à foin de Pelly. Les Premières Nations de Cote, de Keeseekoose et de Key, signataires du Traité 4, possèdent trois réserves en bordure de la rivière Assiniboine dans la région de Kamsack, au centre de la Saskatchewan. En novembre 2007, elles comptaient au total 6 251 membres inscrits, dont 1 693 vivaient dans les réserves.

En 1997, les trois Premières Nations se sont regroupées sous le nom d'« Agence de Fort Pelly » afin de présenter collectivement leurs revendications individuelles.

concernant un bloc de terres qui aurait, selon elles, été mis de côté comme réserve pour leurs membres au début des années 1890. La revendication, qui a été présentée au Canada en 1997, a été acceptée aux fins de négociation en juillet 2000. Le Canada a alors reconnu qu'il avait manqué à une obligation légale en aliénant des parties des terres à foins de Pelly en 1898 et en 1905 sans avoir obtenu de cession.

Depuis que la Commission a commencé à faciliter les négociations et à coordonner les études en octobre 2000, les Premières Nations et le Canada ont effectué des évaluations des terres et plusieurs études de perte d'usage. Les parties ont commencé à négocier des indemnités à la fin de l'été 2004 et, en novembre de la même année, une entente concernant le montant des indemnités est intervenue à la table. Les modalités de l'entente de règlement ont été ratifiées par deux des trois Premières Nations en 2005-2006, et la troisième a signifié son accord lors d'un deuxième vote au début de 2006-2007. La CRI a terminé son rapport final en mars 2008, et il devrait être publié au début de 2008. Une révision judiciaire du vote de ratification de la Première Nation a été demandée.

Première Nation de Fort William

Projet pilote, Ontario

La réserve indienne n° 52 de Fort William couvre 5 815 hectares de terres le long de la rive nord du lac Supérieur, à l'extrémité sud de la ville de Thunder Bay, dans le nord-ouest de l'Ontario. La bande compte 1 803 membres inscrits, dont 835 vivent dans la réserve.

Depuis 1998, la Commission participe à un projet pilote visant à faciliter le règlement d'un certain nombre de revendications particulières mises en lumière par les recherches menées par des agents indépendants. Ces revendications portent sur la cession et l'expropriation de certaines terres de réserve pour la colonisation, pour la construction d'une voie ferrée et pour l'exploitation minière, ainsi qu'à des fins militaires.

La revendication relative au champ de tir, qui concerne une parcelle de terre cédée en 1907, a été la première des huit revendications de la Première Nation de Fort William à être présentée conjointement au gouvernement du Canada. Elle a été acceptée par le Canada aux fins de négociation au milieu de l'année 2000, et une entente d'indemnisation a été conclue en janvier 2002, puis ratifiée en 2006.

À la fin de l'exercice 2007-2008, l'état des autres revendications était le suivant : la revendication relative aux limites est en négociation (voir ci-dessous); la revendication relative à Neebing a été acceptée aux fins de négociation, en août 2007. Le Canada était à formuler des opinions sur les revendications relatives à Loch Lomond (eau), au parc Chippewa et aux droits miniers; le processus d'ajouts aux réserves découlant de la revendication relative aux lignes de transport d'électricité était en cours; il est peu probable que les droits forestiers fassent l'objet d'une revendication; et la Première Nation a saisi les tribunaux de la revendication concernant le chemin de fer de la Grand Trunk Pacific Railway Company.

Première Nation de Fort William

Revendication relative aux limites, Ontario

La réserve indienne n° 52 de Fort William couvre 5 815 hectares de terres le long de la rive nord du lac Supérieur, à l'extrémité sud de la ville de Thunder Bay, dans le nord-ouest de l'Ontario. La bande compte 1 803 membres dont 835 vivent dans la réserve.

La Première Nation de Fort William est signataire du Traité Robinson-Supérieur conclu en 1850 par la Couronne et les Ojibways de la rive nord

du lac Supérieur. En 1852, la Première Nation a présenté une requête à la Couronne, affirmant que la réserve décrite dans le traité ne correspondait pas à celle qui avait été négociée, et a de nouveau manifesté son désaccord en 1853, lorsque la réserve fut arpentée.

En 1985, la Première Nation a soumis une revendication au Canada et à l'Ontario, alléguant que les limites de la réserve ne reflètent pas les dimensions et l'emplacement de la réserve que la Première Nation avait estimés. Le Canada a accepté de négocier en 1994, mais les négociations ont été suspendues en 1996 en attendant la décision de l'Ontario de se joindre ou non à la table. En 2001, l'Ontario a offert de participer aux négociations, mais seulement en ce qui concerne certains aspects particuliers. En 2002, le Canada et la Première Nation de Fort William ont entamé des négociations bilatérales ainsi que des études de perte d'usage, et en 2005 le Canada a accepté l'offre de participation limitée de l'Ontario. Les parties ont alors organisé des rencontres tripartites afin d'établir une approche de négociations.

La CRI participe aux négociations bilatérales entre le Canada et la Première Nation de Fort William de deux façons : en facilitant les négociations et en dirigeant les études de perte d'usage. Dans ce dernier rôle, elle fait la liaison entre les parties à la table de négociation et les consultants indépendants retenus pour effectuer des recherches et des études de perte d'usage, notamment une évaluation des terres et des études sur les pertes d'usage forestier, d'usage agricole et d'usage minier, ainsi qu'une étude historique concernant d'autres aménagements des terres. À la fin du dernier exercice, toutes les études de perte d'usage sauf une étaient terminées et les parties collaboraient avec l'Ontario pour achever une deuxième évaluation des terres.

Première Nation de George Gordon (autrefois la Première Nation de Gordon)

Droits fonciers issus de traité, Saskatchewan

La RI 86 de George Gordon représente 14 438,3 hectares de terres et est située à 61 kilomètres au nord-ouest de Fort Qu'Appelle, en Saskatchewan. La bande compte 3 044 personnes, dont 991 vivent dans la réserve. Cette Première Nation de Cris et de Saulteaux a adhéré au Traité 4 en 1874.

Selon les recherches, la Première Nation de George Gordon n'a pas reçu la superficie de terres de réserve à laquelle elle avait droit en vertu de la formule établie dans le traité. Cette revendication fait état de terres manquantes selon les modalités du Traité 4. En mars 2004, aux fins de négociation – et en vertu de la Politique relative aux attributions insuffisantes de droits fonciers issus de traité (1998) – le Canada a reconnu que la Première Nation de George Gordon avait établi de manière satisfaisante qu'il y avait eu manquement à une obligation et qu'elle était à court de 5 376 acres.

La CRI a agi comme facilitateur dans les négociations sur les DFIT de la Première Nation de George Gordon dès le début, au milieu de l'année 2004, ainsi qu'à une table commune sur les droits fonciers issus de traité, à laquelle participaient également les Premières Nations de Sturgeon Lake, de George Gordon, de Muskoday et de Pasqua. Les membres de la table commune se sont efforcés de parvenir à une approche commune relativement aux questions liées à la détermination de la population à la date rajustée du premier arpentage (DRPA). Après un échange de documents pertinents et deux réunions, tenues en octobre et en décembre 2004, les parties ont réussi à s'entendre sur les critères d'admissibilité applicables à la DRPA, de sorte que chaque Première Nation a pu poursuivre ses négociations. La table commune a terminé ses travaux en décembre 2004.

À la fin de mars 2007, les parties aux négociations sur les DFIT de la Première Nation de George Gordon, dont la province de la Saskatchewan, étaient parvenues à une entente sur la plupart des questions en litige. Le Canada a présenté son offre de règlement officielle le 14 juin 2007, offre que la Première Nation a acceptée par résolution du conseil de bande en date du 18 juin 2007. L'entente a été ratifiée le 15 février 2008. La rédaction du rapport concernant la Première Nation de George Gordon est en cours et sa publication est prévue pour le début de 2008.

Première Nation du lac Seul

Inondation des terres, Ontario

La réserve de la Première Nation du lac Seul est située à environ 40 kilomètres au nord-ouest de Sioux Lookout, dans le nord-ouest de l'Ontario. La réserve est composée de trois collectivités – Kejick Bay, Whitefish Bay et Frenchman's Head – et est bornée au nord et à l'est par le lac Seul. Elle compte une population d'environ 2 829 personnes, dont 772 vivent dans la réserve.

En 1922, le Canada, de concert avec le Manitoba et l'Ontario, a construit un barrage à Ear Falls, à l'embouchure du lac Seul, pour mettre en réserve les eaux du lac dans le but de produire de l'électricité. En conséquence, vers le milieu des années 1930, le niveau moyen du lac Seul avait augmenté d'environ trois mètres, ce qui a entraîné d'importantes inondations des terres avoisinantes.

Par suite des négociations menées en 1943, la Première Nation du lac Seul a reçu une compensation financière de l'Ontario et du Manitoba. Des recherches ultérieures ont toutefois démontré que la superficie de terres de réserve inondées a été sous-estimée d'environ 3 000 acres. La Première Nation a soumis sa revendication au Canada en 1985, laquelle a été acceptée aux fins de négociation en 1995. Après six ans de pourparlers, les négociations ont été suspendues en 2001 pour permettre au Canada d'effectuer une révision en profondeur de sa position juridique concernant la revendication.

Au printemps 2005, les parties ont demandé à la CRI de faciliter leurs pourparlers. Les négociations continuent de progresser et portent sur l'estimation de la superficie touchée par les inondations et sur un modèle d'évaluation des terres.

Un nouveau négociateur en chef fédéral a été nommé au cours de l'été 2007 et des séances officielles de négociation ont repris.

Nation micmaque de Metepenagiag

Revendication concernant le lot Hosford et la réserve indienne 7, Nouveau-Brunswick

La Première Nation de Red Bank est aussi connue sous le nom de Nation micmaque de Metepenagiag. Elle possède quatre parcelles de terres totalisant 3 907 hectares, à environ 22 kilomètres à l'ouest de Newcastle et à 160 kilomètres au nord-ouest de Moncton, au Nouveau-Brunswick. La Première Nation compte 553 membres dont 387 habitent la réserve.

Ces négociations visent deux revendications : la réserve indienne (RI) 7, constituée de 64 acres présumées avoir été cédées en 1904; et le lot Hosford, constitué de 100 acres de terres prises en 1906. La revendication sur la RI 7 a été négociée et un accord d'indemnisation est intervenu en août 2000. Trois votes de ratification ont été tenus par la suite, mais sans succès. La revendication relative au lot Hosford a été acceptée en 2001 et les parties ont pris la décision de négocier les deux revendications ensemble. Les négociations se sont poursuivies sporadiquement de 2002 à 2005.

En avril 2005, les parties ont demandé conjointement à la CRI de faciliter les négociations concernant le lot Hosford. La participation de la CRI, qui a débuté à cette époque, a pris fin en janvier 2006, lorsque le Canada a fait une offre officieuse à la Première Nation et que cette dernière l'a acceptée. En avril 2007, l'entente de règlement était conclue. Cette entente a été ratifiée par un référendum tenu le 14 juin 2007.

Le rapport concernant la Nation micmaque de Metepenagiag est en cours de rédaction et sa parution est prévue pour le début de 2008.

Première Nation de Michipicoten

Projet pilote, Ontario

La réserve principale de la Première Nation de Michipicoten est la RI 49 de Gros Cap, qui couvre une superficie de 3 492 hectares sur la rive nord de la baie Michipicoten, lac Supérieur, à quatre kilomètres à l'ouest de Wawa, en Ontario. La bande compte 752 membres inscrits, dont 56 vivent dans la réserve. Les membres sont des descendants des chefs ojibways qui ont négocié le Traité Robinson-Supérieur avec la Couronne en 1850.

Sur le lot original de revendications éventuelles ayant fait l'objet de recherches et d'un examen dans le processus du projet pilote, six ont été négociées et réglées, trois ont été résolues par renvoi administratif et quatre n'ont donné lieu à aucune revendication.

La dernière revendication à régler porte sur les limites des terres de Michipicoten et a été acceptée aux fins de négociation par le Canada en 2003. Avec l'aide continue de la CRI en tant que facilitateur et coordonnateur des études, les parties aux négociations ont effectué conjointement des évaluations des terres et des études de perte d'usage et ont conclu un accord informel sur le montant de l'indemnisation. Le Canada a présenté une offre officielle de règlement le 14 juin 2007, et la Première Nation a accepté cette offre par une résolution du conseil de bande adoptée le 28 juin 2007. L'entente de règlement a été ratifiée le 12 janvier 2008.

Le rapport concernant la Première Nation de Michipicoten est en cours de rédaction et sa parution est prévue pour 2008.

Première Nation crie de Missanabie

Droits fonciers issus de traité, Ontario

La Première Nation crie de Missanabie est un groupe distinct issu de la Nation crie de Mushkegowuk dont le territoire traditionnel est situé autour des lacs Missanabie, Dog et Wabatongushi, à environ 120 kilomètres au nord de Wawa, en Ontario, et dans la réserve faunique de la Couronne à Chapleau. Au cours du dernier exercice, par suite des négociations relatives à une autre revendication, la Première Nation a obtenu une assise foncière de 87 hectares. À l'heure actuelle, 187 des quelque 345 membres vivent sur ces terres.

En 1993, la Première Nation crie de Missanabie a présenté au Canada une revendication dans laquelle elle faisait valoir que, selon les modalités du Traité 9, une réserve aurait dû être mise de côté pour ses membres. Après l'examen initial fait par le Canada, la Première Nation et ce dernier ont entrepris conjointement une recherche à l'appui de la revendication et, en 1999, le Canada a accepté la revendication aux fins de négociation.

À la fin de 2003, les parties ont demandé à la CRI de coordonner les études de perte d'usage ainsi qu'une étude sur les ressources naturelles (minéraux, foresterie et eau), une étude sur les activités traditionnelles, un projet de cartographie et des études de perte d'usage touristique, récréatif et agricole. Ces études tirant à leur fin au milieu de l'année 2006, la CRI a également été appelée à faciliter le processus de négociation.

À la fin de l'exercice 2007-2008, les études étaient terminées. Les parties continuaient de collaborer afin d'en arriver à un règlement juste et approprié.

Première Nation des Mississaugas de la New Credit

Revendication relative à l'achat de Toronto, Ontario

La Première Nation des Mississaugas de la New Credit compte environ 1 785 membres, dont environ 846 vivent dans la réserve, d'une superficie de 2 392 hectares. La réserve de la Première Nation est située à côté de Hagersville, en Ontario, à quelque 32 kilomètres au sud-est de Brantford.

Cette revendication porte sur l'achat par la Couronne en 1805 de 250 880 acres des terres des Mississaugas de la rivière Credit. Lors de cette vente, les Mississaugas ont cédé la majeure partie de ce qui constitue aujourd'hui le Grand Toronto, y compris les îles de Toronto.

Présentée à l'origine en 1986, la revendication a été rejetée par le Canada en 1993. En février 1998, la Première Nation a demandé à la CRI de tenir une enquête sur ce rejet. Au cours des travaux, la Première Nation a révisé ses allégations et présenté des résultats de recherche additionnels. Le Canada a procédé à un examen juridique du mémoire révisé et de la preuve nouvelle, et a établi que la revendication révélait une obligation légale non respectée. Il a donc accepté la revendication aux fins de négociation au milieu de l'année 2002.

La Commission facilite ces négociations depuis mai 2003, à la demande des parties. En mars 2008, les parties continuaient de chercher une façon d'évaluer la valeur des terres relatives à l'achat de Toronto et la perte d'usage de ces terres et s'efforçaient de conclure un règlement juste et approprié.

Conseil des Mohawks d'Akwesasne

Revendication de Dundee, Ontario

Le territoire mohawk appelé « Akwesasne » est situé à côté de la ville de Cornwall, en Ontario, et chevauche la frontière internationale entre le Canada et les États-Unis, les frontières provinciales de l'Ontario et du Québec et celle de New York. Du côté canadien, le gouvernement élu est le Conseil des Mohawks d'Akwesasne, composé de 12 chefs de district et d'un grand chef. La population inscrite de la collectivité est de 10 446 personnes, dont environ 8 433 occupent les 4 739 hectares de terres de réserve sur l'île Cornwall et d'autres îles du Saint-Laurent.

La revendication concerne un territoire, connu sous le nom de Tsikaristisere, ou « terres de Dundee », qui s'étend sur la rive sud du Saint-Laurent, plus ou moins en face de Cornwall. Il couvre environ 20 000 acres dans la partie la plus à l'ouest du Québec, au cœur de l'actuel canton de Dundee. Il faisait autrefois partie du territoire réservé aux Mohawks d'Akwesasne. À partir du début des années 1800, les terres de Dundee ont été louées à bail à des colons non mohawks. Aucun bail n'a exigé des Mohawks une cession des terres.

La revendication du Conseil des Mohawks d'Akwesasne concernant les terres de Dundee a été acceptée aux fins de négociation en décembre 2002, au motif que la Couronne a manqué à son devoir de fiduciaire avant la cession de 1888 et qu'elle a une obligation légale envers les Mohawks d'Akwesasne relativement à certains baux qui n'ont pas été validés par la *Loi Dundee* de 1864.

À la demande conjointe des parties, la Commission des revendications des Indiens a commencé à faciliter les négociations à la fin de 2005. Un protocole de négociation a alors été signé, et les parties ont commencé à déterminer et à examiner les questions devant faire l'objet des négociations. Au 31 mars 2008, les négociations se poursuivent et la CRI facilite le processus de coordination d'études aux fins de l'évaluation des terres.

Conseil des Mohawks d'Akwesasne

Revendication de Kawehno:ke, Ontario

Le territoire mohawk appelé « Akwesasne » est voisin de la ville de Cornwall, en Ontario, et chevauche la frontière internationale entre le Canada et les États-Unis, les frontières provinciales de l'Ontario et du Québec et la frontière de l'État de New York. Du côté canadien, le gouvernement élu est le Conseil des Mohawks d'Akwesasne, composé de 12 chefs de district et d'un grand chef. La collectivité compte 10 446 personnes inscrites, dont environ 8 433 occupent les 4 739 hectares de terres de réserve sur l'île Cornwall et d'autres îles du Saint-Laurent.

La revendication de Kawehnoke remonte au début des années 1800 à l'époque où Solomon Chesley est devenu agent des Indiens, après la guerre de 1812. À titre d'agent, Chesley a conclu un bail de 999 ans en sa faveur portant sur une superficie de 196 acres sur l'île Cornwall. Les chefs mohawks se sont opposés au bail parce que, selon eux, il contrevenait à la Proclamation royale de 1763. Chesley est par la suite devenu surintendant général adjoint des Affaires indiennes et a sous-loué ces terres à un Néo-Angleterrien nommé Easterbrook. Au terme du bail, soit un siècle plus tard, le gouvernement du Canada s'est adressé aux tribunaux pour demander de mettre un terme au bail d'Easterbrook. La Cour suprême du Canada a conclu que le bail était nul depuis le début et qu'Easterbrook n'avait pas de droit à l'égard de ces terres ni le droit de recevoir de compensation pour les améliorations apportées sur ces terres. Le Conseil des Mohawks d'Akwesasne a présenté une revendication officielle au Canada en 1995 et le Canada a accepté en 2006 de négocier. Ces terres ont été retournées au Conseil des Mohawks d'Akwesasne et les négociations porteront principalement sur la compensation.

En mai 2007, le grand chef des Mohawks d'Akwesasne a écrit à la Commission des revendications des Indiens (CRI) pour lui demander des services de médiation et de facilitation. En juin 2007, le négociateur du Canada a consenti à ce que la CRI fournisse des services de facilitation au cours des négociations. Un protocole de négociation a été signé et les parties ont commencé à déterminer les questions à négocier.

Mohawks de la baie de Quinte

Parcelle de Culbertson, Ontario

Les Mohawks de la baie de Quinte comptent approximativement 7 724 membres au total, dont environ 2 093 habitent la réserve Tyendinaga, située à côté de la ville de Deseronto et à environ 10 kilomètres à l'est de Belleville, en Ontario. Les Mohawks sont établis à cet endroit depuis mai 1784.

Cette revendication porte sur l'aliénation, en 1836 et en 1837, de quelque 827 acres de terres, connues sous le nom de parcelle de Culbertson. Ces terres font partie de la parcelle originale des Mohawks qui a été accordée aux Six Nations et constituée en réserve à cette fin en 1793 en vertu de l'acte de Simcoe, également connu sous le nom de Traité 3 ½. La revendication suppose qu'aucune cession de la parcelle de Culbertson n'a été obtenue par la Couronne ni accordée par les Six Nations, comme l'exigent les dispositions impératives de l'acte de Simcoe. La revendication a été présentée au Canada en 1995 et acceptée aux fins de négociation en 2003.

En septembre 2004, la CRI a commencé à fournir des services de facilitation aux parties, à leur demande conjointe. Depuis, les parties s'efforcent de déterminer les limites des terres visées par la revendication et discutent de diverses méthodes d'indemnisation. Les négociations ont été difficiles en raison des troubles et des contestations soulevées dans la collectivité et de l'urgence d'en arriver à un règlement. Les négociations se poursuivent.

Première Nation de Muscowpetung

Inondation des terres, Saskatchewan

La RI 80 de Muscowpetung couvre une superficie de 8 849 hectares et est située à 31 kilomètres à l'ouest de Fort Qu'Appelle, en Saskatchewan. La bande compte au total 1 168 membres, dont 280 vivent dans la réserve.

Membre à l'origine de la Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (QVIDA), la Première Nation de Muscowpetung est l'une des Premières Nations ayant perdu des terres à cause de l'inondation récurrente et, dans certaines régions, permanente liée aux ouvrages de régularisation des eaux construits en vertu de la *Loi sur le rétablissement agricole des Prairies* dans les années 1940. Lorsque les

négociations entre le Canada et la QVIDA ont été rompues en août 2003, la Première Nation de Muscowpetung a choisi de reprendre les négociations directement avec le Canada. La Commission est à la table de négociation pour offrir des services de médiation et de facilitation. La Saskatchewan (Régie des bassins hydrographiques de la Saskatchewan) est également présente à la table.

La Première Nation de Muscowpetung a procédé à des études de perte d'usage et à d'autres recherches visant à évaluer les pertes passées. En mars 2007, la Première Nation a présenté au Canada une proposition de règlement. Au cours du dernier exercice, les parties ont continué à discuter les conditions d'une entente finale de règlement.

Première Nation de Muskoday

Droits fonciers issus de traité, Saskatchewan

La RI 99 de Muskoday couvre une superficie de 9 686 hectares et est située à 19 kilomètres au sud-est de Prince Albert, en Saskatchewan. La bande compte au total 1 564 membres, dont 561 vivent dans la réserve.

Cette Première Nation de Cris et de Saulteaux a adhéré au Traité 6 en 1876, sous la direction du chef John Smith. Selon les recherches, elle n'a pas reçu les terres de réserve auxquelles elle avait droit d'après la formule énoncée dans le traité. La Première Nation a présenté sa revendication au Canada, alléguant que la superficie des terres de réserve qu'elle a reçue était insuffisante aux termes du Traité 6. En mars 2003, aux fins de négociation – et en vertu de la Politique relative aux attributions insuffisantes de droits fonciers issus de traité (1998) – le Canada a reconnu que la Première Nation de Muskoday avait établi de manière satisfaisante qu'il y avait eu manquement à une obligation et qu'elle était à court de 5 376 acres.

Les négociations ont débuté en février 2004, avec la participation de la Saskatchewan. Depuis, la Commission des revendications des Indiens facilite les négociations sur les DFIT de la Première Nation de Muskoday. Elle a également agi comme facilitateur à une table commune sur les droits fonciers issus de traité à laquelle participaient les Premières Nations de Sturgeon Lake, de George Gordon, de Muskoday et de Pasqua et dont les négociations se sont terminées à la fin de 2004.

Des progrès considérables ont été accomplis à la table de négociation sur les DFIT de la Première Nation de Muskoday en 2006-2007; une entente de règlement préliminaire a été conclue et les négociateurs des deux parties ont recommandé à leurs mandants respectifs de la ratifier. La Première Nation de Muskoday n'a pas réussi à faire ratifier l'entente en mars 2007. L'entente est finalement ratifiée lors du second vote tenu le 23 mai 2007.

Le 10 janvier 2008, une cérémonie de signature a eu lieu et les membres de la Première Nation de Muskoday, le ministre fédéral des Affaires indiennes et le ministre responsable des relations avec les Premières Nations et les Métis de la Saskatchewan y ont assisté.

Le rapport est presque terminé et doit être publié au début de 2008.

Première Nation de Nekaneet

Revendication relative aux avantages du traité, Saskatchewan

La Première Nation de Nekaneet est établie dans les collines du Cyprés, dans le sud-ouest de la Saskatchewan, à 40 kilomètres au sud-est de Maple Creek.

Cette Première Nation crie, qui a signé le Traité 4, compte 419 membres, dont 173 vivent dans la réserve. Le territoire couvre une superficie de 11 669 hectares dispersés dans la région de Maple Creek et autour de celle-ci.

En 1913, la Première Nation s'est vu attribuer des terres de réserve, et ses membres ont commencé à pratiquer l'agriculture. Les fermiers de la Première Nation de Nekaneet n'ont jamais reçu une partie de l'aide agricole – bétail, semences, outils – promise dans le Traité 4. En outre, la Première Nation n'a pas reçu les munitions et la ficelle auxquelles elle avait droit en vertu du Traité 4.

En février 1987, la Première Nation de Nekaneet a présenté une revendication particulière au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien dans laquelle elle demandait à être indemnisée pour des articles promis dans le Traité 4 mais qui ne lui avaient jamais été fournis, y compris des avantages, des programmes et des services agricoles et des paiements annuels aux membres de la bande. La Première Nation cherchait aussi à obtenir des dommages-intérêts parce qu'on ne lui avait pas fourni de réserve au moment de la signature du traité en 1874. La revendication a été acceptée par le Canada en octobre 1998.

La Commission des revendications des Indiens facilite les pourparlers entre les parties depuis juillet 2002. Les négociations ont été interrompues pendant environ deux ans, le temps que le Canada examine la politique touchant la mise en application moderne des avantages prévus au traité concernant la fourniture de matériel agricole. Depuis la reprise des négociations et avec l'aide d'économistes agricoles, la Première Nation de Nekaneet et le Canada ont réussi à convenir d'une méthode pour estimer la perte des avantages agricoles.

Au cours de la dernière année, les parties ont continué de collaborer à l'établissement des modalités d'un règlement juste et approprié de cette revendication et ont conclu une entente le 5 juillet 2007. En mars 2008, on avait prévu un vote de ratification pour le milieu de l'été.

Première Nation de Pasqua

Inondation des terres, Saskatchewan

La RI 79 de Pasqua couvre une superficie de 8 960 hectares et est située à 16 kilomètres à l'ouest de Fort Qu'Appelle, en Saskatchewan. La bande compte au total 1 770 membres, dont 557 vivent dans la réserve.

Membre à l'origine de la Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (QVIDA), la Première Nation de Pasqua est l'une des Premières Nations ayant perdu des terres à cause de l'inondation récurrente et, dans certaines régions, permanente liée aux ouvrages de régularisation des eaux construits en vertu de la *Loi sur le rétablissement agricole des Prairies* dans les années 1940. Lorsque les négociations entre le Canada et la QVIDA ont été rompues en août 2003, la Première Nation de Pasqua a choisi de reprendre les négociations directement avec le Canada. La Commission est à la table de négociation pour offrir des services de médiation et de facilitation. La Saskatchewan (Régie des bassins hydrographiques de la Saskatchewan) est également présente à la table.

Au cours de la dernière année, la Commission a facilité plusieurs rencontres de négociation entre les parties. Tout récemment, en s'appuyant sur les travaux qu'elle a effectués pour évaluer les pertes passées, la Première Nation de Pasqua a présenté une proposition de règlement au Canada. Depuis, les parties ont continué de discuter les conditions d'une entente finale de règlement.

Première Nation de Pasqua

Droits fonciers issus de traité, Saskatchewan

La RI 79 de Pasqua couvre une superficie de 8 960 hectares et est située à 16 kilomètres à l'ouest de Fort Qu'Appelle, en Saskatchewan. La bande compte au total 1 770 membres, dont 557 vivent dans la réserve.

La Première Nation de Pasqua a adhéré au Traité 4 en 1874. Selon les recherches, elle n'a pas reçu les terres de réserve auxquelles elle avait droit d'après la formule énoncée dans le traité. La Première Nation a présenté sa revendication au Canada en 2001 et, pendant que le Canada procédait à l'examen de la revendication, elle a participé en tant qu'observatrice aux négociations de la table commune sur les droits fonciers issus de traité. Par suite de ces discussions, qui ont également été facilitées par la Commission, le Canada et les Premières Nations de Sturgeon Lake, de George Gordon, de Muskoday et de Pasqua ont convenu d'une approche commune relativement à diverses questions concernant la détermination de la population à la date rajustée du premier arpentage.

La revendication relative aux DFIT de la Première Nation de Pasqua a été acceptée aux fins de négociation en mai 2005, et la CRI a accepté de faciliter ces négociations à la demande des parties. La Saskatchewan (Régie des bassins hydrographiques de la Saskatchewan) est également présente à la table.

À la fin de l'exercice 2006-2007, la Première Nation de Pasqua et le Canada s'étaient entendus sur la plupart des modalités de règlement. Le Canada a proposé une offre officielle de règlement et la Première Nation a accepté l'offre en juin 2007. Le vote de ratification est prévu pour le 25 avril 2008.

Première Nation de Sakimay

Revendication concernant les inondations, Saskatchewan

La réserve principale de la Première Nation de Sakimay, la RI 74, couvre une superficie de 8 751 hectares et est située à 16 kilomètres au nord-ouest de Broadview, en Saskatchewan. La bande compte au total 1 393 membres, dont 225 vivent dans la réserve.

Membre à l'origine de la Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (QVIDA), la Première Nation de Sakimay est l'une des nombreuses Premières Nations ayant perdu des terres à cause de l'inondation récurrente et, dans certaines régions, permanente liée aux ouvrages de régularisation des eaux construits en vertu de la *Loi sur le rétablissement agricole des Prairies* dans les années 1940. Lorsque les négociations entre le Canada et le groupe des Premières Nations membres de la QVIDA ont été rompues en août 2003, la Première Nation de Sakimay a choisi de poursuivre les négociations sur sa revendication relative aux inondations en présence des Premières Nations d'Ochapowace et de Piapot (la Première Nation de Piapot était à la table en tant qu'observatrice, ayant présenté une revendication relative à des inondations qui était encore à l'étude par le Canada).

À la fin du printemps 2006, les Premières Nations de Sakimay, d'Ochapowace et de Piapot ont participé à un programme visant à aider les parties à s'organiser et à gérer leurs questions en litige et leurs échéances de négociation à l'aide d'une méthode axée sur les résultats. Malgré le succès de cette méthode, les Premières Nations d'Ochapowace et de Piapot ont par la suite choisi d'abandonner les négociations afin d'intenter des poursuites contre le Canada au sujet de leur revendication sur les inondations. La Première Nation de Sakimay a décidé de poursuivre les négociations directement avec le Canada, avec l'aide des services de facilitation de la Commission. La Saskatchewan (Régie des bassins hydrographiques de la Saskatchewan) est également présente à la table.

Au début de 2007, la Première Nation de Sakimay a présenté une proposition de règlement au Canada. À la fin de mars 2008, les parties poursuivaient les négociations.

Première Nation de Sakimay

Droits fonciers issus de traité, Saskatchewan

La réserve principale de la Première Nation de Sakimay, la RI 74, couvre une superficie de 8 751 hectares et est située à 16 kilomètres au nord-ouest de Broadview, en Saskatchewan. La bande compte au total 1 393 membres, dont 225 vivent dans la réserve.

La Première Nation de Sakimay a présenté sa revendication de DFIT au Canada en 1997, faisant valoir que ses droits fonciers issus de traité n'avaient pas été respectés. En mai 2000, n'ayant pas obtenu de réponse à sa revendication, la Première Nation a demandé à la Commission de tenir une enquête, invoquant que le retard devait être interprété comme un rejet. Lorsque le Canada a informé la Première Nation que ses recherches de confirmation seraient probablement terminées d'ici décembre 2000, la Première Nation a abandonné sa demande d'enquête.

Les résultats des recherches de confirmation du Canada ont été communiqués à la Première Nation de Sakimay en janvier 2002, et la revendication de DFIT de cette dernière a été rejetée. En juillet 2003, la Première Nation a renouvelé sa demande d'enquête, qui a été acceptée en septembre 2003. Les parties ont accepté la proposition de projet conjoint de recherche qui a été présentée par la Commission, et un rapport a été déposé en août 2004. Sur la base de ces recherches additionnelles, la Première Nation a présenté un mémoire modifié au Canada en octobre 2004. Le Canada a accepté la revendication en 2006, et les parties ont demandé à la CRI de faciliter les négociations. La Saskatchewan (Régie des bassins hydrographiques de la Saskatchewan) est également présente à la table.

On discute actuellement de l'approche à adopter pour régler la revendication. Les négociations devraient se poursuivre.

Nation de Siksika

Revendication relative au mont Castle, Alberta

La Nation de Siksika (autrefois connue sous le nom de bande des Pieds-Noirs) possède une réserve de 70 985 hectares, à 80 kilomètres à l'est de Calgary, en Alberta. Elle compte au total 6 327 membres inscrits, dont environ 3 514 vivent dans la réserve.

Cette revendication porte sur un territoire d'environ 68 kilomètres carrés au mont Castle (situé entre Banff et le lac Louise) qui a été arpenté à titre de concession forestière pour les Pieds-Noirs en 1892. Le ministère des Affaires indiennes a par la suite conclu qu'il serait préférable d'établir une concession forestière à un autre endroit et, en novembre 1908, il a rendu les terres au ministère de l'Intérieur. Aucune autre concession forestière n'a été délimitée pour la Nation de Siksika.

En 1982, la Nation de Siksika a présenté au Canada la revendication particulière concernant le mont Castle, et celle-ci a été partiellement acceptée aux fins de négociation en 1985. En 1993, le Canada a annulé son acceptation de 1985 et a accepté la revendication au motif qu'il avait « l'obligation légale, au sens de la Politique des revendications particulières, de mettre de côté une concession forestière à titre de réserve à l'usage et au profit de la Nation de Siksika ».

La CRI s'est jointe à la table de négociation au milieu de 2005 pour coordonner les études, assurant la liaison entre les parties et les consultants indépendants retenus pour réaliser des recherches et des études de perte d'usage, notamment une étude consolidée sur l'utilisation des terres, des évaluations des terres et des études sur la récolte des ressources, les mines et les minéraux, les forêts et autres aménagements des terres (y compris le tourisme et les loisirs). À la fin de mars 2008, les consultants étaient encore à rédiger leurs rapports.

Shxwha:y Village

Revendication relative au chemin Schveyey, Colombie-Britannique

La RI 5 de Shxwha:y Village (anciennement connue sous le nom de la Première Nation de Skway), est située à 2 kilomètres à l'ouest de Chilliwack, en Colombie-Britannique, entre la rivière Chilliwack et le fleuve Fraser. Shxwha:y Village compte 319 membres dont 59 vivent dans la réserve et font partie de la Nation Stó:lō.

Cette revendication, acceptée aux fins de négociation par le Canada en avril 2003, porte sur la digue et le chemin se trouvant dans la réserve indienne (RI) 5 de Shxwhay. Dans son mémoire de revendication, la Première Nation de Shxwhay a réussi à établir que le Canada avait manqué à son obligation légale envers elle, parce qu'il ne s'était pas conformé à la loi au moment de prendre des terres et de les affecter à la digue et au chemin traversant la RI 5 (4,52 acres) et que la Première Nation n'avait pas été indemnisée comme il se doit à ce titre.

Les négociations ont commencé à l'automne 2003, en présence de la Commission à la table dans un rôle de facilitation. Les parties aux négociations sont la Première Nation de Shxwhay, le Canada, la province de la Colombie-Britannique et la ville de Chilliwack.

Malgré le fait que les parties se sont entendues sur un projet de règlement il y a quelque temps, plusieurs questions non résolues les ont empêchées de conclure l'entente. Au cours du dernier exercice, la CRI a fourni des services de facilitation aux parties afin de les aider à résoudre ces questions et à parvenir à un règlement juste de la revendication.

Première Nation de Sturgeon Lake

Droits fonciers issus de traité, Saskatchewan

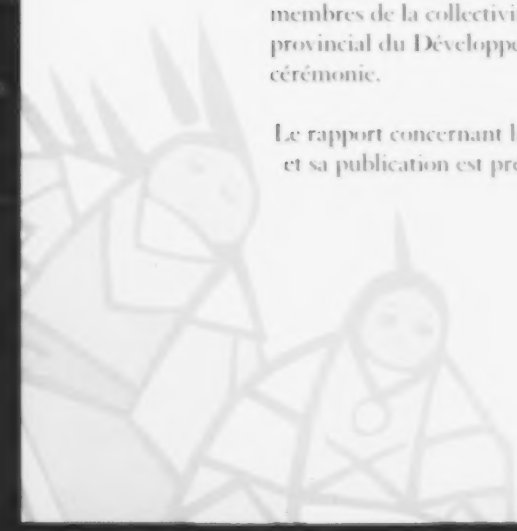
La Première Nation de Sturgeon Lake est établie près de Shellbrook, en Saskatchewan, à environ 50 kilomètres au nord-ouest de Prince Albert. Elle compte environ 2 419 membres inscrits, dont 1 656 vivent dans la réserve de 9 209 hectares.

Cette Première Nation de Cris et de Saulteaux a adhéré au Traité 6 le 23 août 1876. Des recherches ultérieures ont démontré qu'elle n'a pas reçu les terres de réserve auxquelles elle avait droit d'après la formule énoncée dans le traité. En mars 2004, le Canada a accepté la revendication de la Première Nation de Sturgeon Lake, qui allègue qu'il a manqué à son obligation légale du fait que la Première Nation est à court de 2 032 acres au titre des droits fonciers issus de traité.

La négociation de la revendication a débuté en septembre 2004, avec la participation de la Saskatchewan. La Commission des revendications des Indiens a agi comme facilitateur dans ces négociations ainsi qu'à une table commune sur les droits fonciers issus de traité des Premières Nations de Sturgeon Lake, de George Gordon, de Muskoday et de Pasqua, qui visait à parvenir à une approche commune avec le Canada relativement aux questions concernant la détermination de la population à la date rajustée du premier arpentage (DRPA).

La Première Nation de Sturgeon Lake et le Canada ont conclu une entente de règlement et, le 25 janvier 2007, la Première Nation a ratifié le projet de règlement. Le 19 juin 2007, au cours d'une cérémonie organisée dans la communauté de la Première Nation de Sturgeon Lake, on a signé un document reconnaissant l'entente de règlement sur les DFIT. Le chef, le conseil, les aînés, les membres de la collectivité, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, le ministre provincial du Développement économique régional et de la Coopération étaient présents à cette cérémonie.

Le rapport concernant la Première Nation de Sturgeon Lake First Nation est en cours de rédaction et sa publication est prévue pour le début de l'année 2008.



REVENDEICATIONS EXAMINÉES DANS LE CADRE D'ENQUÊTES ET DE MÉDIATIONS AYANT FAIT L'OBJET DE RAPPORTS

Ce que vous trouverez dans cette section :

70 Revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports au 31 mars 2008

Tableau donnant de l'information sur l'état de chaque revendication examinée dans le cadre d'une enquête ou d'une médiation terminée par la CRI

81 Liste des revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports : par province

Liste de toutes les revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports, regroupées par province

85 Liste des revendications examinées dans le cadre d'enquêtes : par sujet

Liste de toutes les revendications examinées dans le cadre d'enquêtes, regroupées par sujet

Revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports

Le tableau qui suit fait le point sur l'état des revendications pour lesquelles la Commission a terminé son enquête ou ses activités de médiation. Dans tous les cas ci-après, un rapport d'enquête ou de médiation a été publié et est disponible sur notre site Internet, à l'adresse www.indianclaims.ca.

On peut y suivre l'avancement de chaque revendication dans le processus d'examen des revendications particulières une fois que la CRI a terminé son enquête ou ses services de médiation ou de facilitation.

Dans la première colonne, on trouve le nom de la Première Nation et la nature ou le titre de la revendication présentée à la CRI pour enquête ou pour médiation ou facilitation. Cette information est suivie du résultat de l'enquête de la CRI ou de ses activités de médiation. La colonne suivante contient la date du rapport de la CRI, avec à sa droite une colonne donnant la date de la réponse du Canada aux recommandations de la CRI. La nature de la réponse et des renseignements sur le règlement se trouvent également dans la dernière colonne.

Revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports au 31 mars 2008

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication Résultat	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
1 Alexis, AB Emprises à la TransAlta Utilities <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations; rejetée par HNC</i>	Enquête Mars 2003	En juillet 2005, le gouvernement a rejeté les recommandations, estimant qu'un paiement forfaitaire constituait une indemnisation adéquate, qu'il n'avait pas l'obligation d'informer la Première Nation de ses pouvoirs de taxation ni celle d'obtenir son consentement éclairé à l'expropriation.
2 Chipewyan d'Athabasca, AB Barrage W.A.C. Bennett et dommages causés à la RI 201 <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations; rejetée par HNC</i>	Enquête Mars 1998	En avril 2001, le gouvernement a rejeté la recommandation, étant d'avis qu'il n'avait ni l'obligation fiduciaire ni le devoir, en vertu du Traité 8, de protéger la réserve contre les dommages découlant de l'exploitation du barrage Bennett par BC Hydro, une tierce partie, ni d'invoquer les dispositions de la Loi sur la protection des eaux navigables à cet égard.
3 Denesuline d'Athabasca, SK Droits de récolte issus de traité <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations à l'extinction du processus de règlement des revendications particulières; rejetée par HNC. Le rapport complémentaire de 1995 fait état de l'échec des négociations; recommande que le gouvernement reconnaisse les droits conférés par traité ou fournisse la procédure judiciaire.</i>	Enquête Décembre 1993 Rapport complémentaire Novembre 1995	En août 1994, le gouvernement a rejeté les recommandations contenues dans le rapport de décembre 1993. Il a accusé réception du rapport complémentaire de novembre 1995. Aucune autre réponse n'a été reçue.

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication Résultat	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
4 Bande de Betsiamites, QC Route 138 <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 2005	En janvier 2004, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
5 Bande de Betsiamites, QC Pont de la rivière Betsiamites <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 2005	En janvier 2004, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
6 Nation crie de Bigstone, AB Droits fonciers issus de traité <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 2000	En octobre 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
7 Tribu des Blood/Kainaiwa, AB Cession consentie à Akers en 1889 <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Juin 1999	En avril 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
8 Tribu des Blood/Kainaiwa, AB Cession consentie à Akers <i>Réglée avec l'aide de la Commission</i>	Médiation Août 2005	En septembre 2003, la revendication a été réglée pour 3 550 000 \$ en compensation.
9 Tribu des Blood/Kainaiwa, AB Revendications regroupées <i>Recommande d'accepter la revendication relative à la limite sud aux fins de négociation et de réévaluer la position sur la revendication de DFT</i>	Enquête Mars 2007	Résultat encore inconnu.
10 Blueberry River et Doig River, CB Droit de passage sur la RI 172 <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 2006	En septembre 2004, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
11 Buffalo River, SK Polygone de tir aérien de Primrose Lake II – perte de droits de récolte commerciale conférés par traité <i>Recommandation de la CRI d'accepter une partie de la revendication aux fins de négociation, rejetée par l'INAC</i>	Enquête Septembre 1995	En mars 2002, le gouvernement a rejeté la recommandation, dans ces termes : « [L]a compensation pour la perte de droits de récolte commerciale n'était fondée ni sur le titre d'Indien ni sur l'appartenance à une bande indienne; la compensation devait plutôt être versée à quiconque détenait un permis sur les terres qui sont devenues par la suite le Polygone de tir aérien de Primrose Lake. »
12 Canoe Lake, SK Polygone de tir aérien de Primrose Lake – manquement aux obligations de fiduciaire et aux dispositions du traité <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations; acceptée par l'INAC</i>	Enquête Août 1993	En juin 1997, la revendication a été réglée pour 13 412 333 \$ en compensation fédérale et l'obligation pour la Première Nation d'acheter entre 2 786 et 20 224 hectares de terres.
13 Première Nation dakota de Canupawakpa, MB Cession des collines Turtle <i>Recommande de ne pas accepter la revendication, mais recommande que le Canada et la Première Nation collaborent à l'enquête sur des structures et les documents examine; il se doit; recommandation rejetée</i>	Enquête Juillet 2003	La recommandation a été rejetée en juin 2007 au motif que la revendication ne relevait pas de la Politique des revendications particulières.

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication Résultat	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
14 Carry the Kettle, SK Collines du Cyprès <i>Recommande de ne pas accepter la revendication, mais en vertu du mandat supplémentaire, recommande au gouvernement de reconnaître le lien historique de la Première Nation de Carry the Kettle avec les collines du Cyprès et de rendre aux Assiniboines leur lien avec ce territoire</i>	Enquête Juillet 2000	Rejetée en janvier 2001. Le gouvernement a souscrit à la conclusion de la Commission voulant que la revendication ne révèle pas d'obligation légale de la part du gouvernement en vertu de la Politique des revendications particulières. Cependant, le gouvernement a rejeté la recommandation de la Commission de rendre aux Assiniboines leur lien avec ce territoire.
15 Conseil tripartite des Chippewas, ON Cession de la réserve de Coldwater-Narrows <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 2003	En juillet 2002, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
16 Conseil tripartite des Chippewas, ON Traité Collins <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 1998	En décembre 1998, la revendication a été réglée pour 565 000 \$ en compensation fédérale.
17 Chippewas de Kettle et de Stony Point, ON Cession de 1927 <i>Recommande d'accepter la revendication aux fins de négociation et conclut qu'il y a eu manquement à l'obligation de fiduciaire</i>	Enquête Mars 1997	Aucune réponse n'a encore été reçue du gouvernement. En 1998, la Cour suprême du Canada a confirmé le jugement de la Cour d'appel de l'Ontario statuant que la cession était valide. Les tribunaux n'ont pas abordé expressément la question de l'obligation de fiduciaire.
18 Chippewas de la Thames, ON Défalcation de Clench <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 2002	En juin 2001, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
19 Chippewas de la Thames, ON Défalcation de Clench <i>Réglée avec l'aide de la Commission</i>	Médiation Août 2005	En novembre 2004, la revendication a été réglée pour 15 millions \$ en compensation fédérale.
20 Chippewas de la Thames, ON Revendication territoriale de Muncey <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Décembre 1994	En janvier 1995, la revendication a été réglée pour 5 406 905 \$ en compensation fédérale.
21 Cold Lake, AB Polygone de tir aérien de Primrose Lake – manquement aux obligations de fiduciaire et aux dispositions du traité <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations; acceptée par AINC</i>	Enquête Août 1993	En mars 2002, la revendication a été réglée pour 25,5 millions \$ en compensation fédérale.
22 Cowessess, SK Revendication de la QVIDA concernant les inondations <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations; acceptée par AINC</i>	Enquête Février 1998	En décembre 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication Résultat	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
23 Cowessess, SK Cession de 1907 – phase I <i>Recommandation de la CRI d'accepter aux fins de négociation la revendication concernant la partie de la RI 73 cédée en 1907, rejetée par AINC.</i>	Enquête Mars 2001	En mars 2002, le gouvernement a rejeté les recommandations, étant en désaccord avec le nombre de voteurs présents et l'interprétation de « majorité », mais il s'est engagé dans la phase II de cette enquête, comme convenu antérieurement par les parties.
24 Cowessess, SK Cession de 1907 – phase II <i>La majorité recommande de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation; la minorité conclut à un manquement à l'obligation de fiducie et recommande d'accepter la revendication; la recommandation de la majorité est acceptée.</i>	Enquête Juillet 2006	En décembre 2007, le gouvernement a accepté la recommandation de la majorité de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation.
25 Cumberland House, SK RI 100A <i>Recommande d'accepter la revendication relative à la RI 100A aux fins de négociation.</i>	Enquête Mars 2005	Résultat encore inconnu.
26 Duncan, AB Cession de 1928 <i>Recommande d'accepter uniquement la partie de la revendication concernant la cession de la RI 151E aux fins de négociation.</i>	Enquête Septembre 1999	En juin 2001, le gouvernement a rejeté la recommandation formulée au sujet de la RI 151E dans le rapport de septembre 1999, dans ces termes : « [L]a Commission n'a pas examiné les modalités du bail proposé et, par conséquent, ne s'est pas prononcée sur la question de savoir si le bail proposé en 1923 était plus ou moins avantageux pour la Première Nation que ne pouvait l'être une cession. »
27 Eel River Bar, NB Barrage de la rivière Eel <i>Recommande de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation.</i>	Enquête Décembre 1997	Résultat encore inconnu.
28 Esketemic, CB RI 15, 17 et 18 <i>Recommandation de la CRI d'accepter aux fins de négociation la revendication concernant le retranchement ou la réduction des RI 15, 17 et 18, rejetée par AINC.</i>	Enquête Novembre 2001	En juin 2005, le gouvernement a rejeté la recommandation, indiquant que le Canada n'avait ni l'obligation ni le pouvoir de créer des réserves pour la Première Nation, et que les conclusions de la Commission « découlent en grande partie de la constatation par la Commission de l'existence de droits ancestraux et d'un titre autochtone de la Première Nation relativement aux terres visées ».
29 Fishing Lake, SK Cession de 1907 <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète.</i>	Enquête Mars 1997	En août 1996, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
30 Fishing Lake, SK Cession de 1907 <i>Réglée avec l'aide de la Commission.</i>	Médiation Mars 2002	En août 2001, la revendication a été réglée pour 34,5 millions \$ en compensation fédérale.

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication Résultat	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
31 Flying Dust, SK Polygone de tir aérien de Primrose Lake II – perte de droits de récolte commerciale conférés par traité <i>Recommandation de la CRI d'accepter une partie de la revendication aux fins de négociation, rejetée par AINC.</i>	Enquête Septembre 1995	En mars 2002, le gouvernement a rejeté la recommandation, dans ces termes : « [L]a compensation pour la perte de droits de récolte commerciale n'était fondée ni sur le titre d'Indien ni sur l'appartenance à une bande indienne; la compensation devait plutôt être versée à quiconque détenait un permis sur les terres qui sont devenues par la suite le Polygone de tir aérien de Primrose Lake. »
32 Fort McKay, AB Droits fonciers issus de traité <i>Recommandation de la CRI selon laquelle le gouvernement doit remettre 1 815 acres à la Première Nation, acceptée par AINC.</i>	Enquête Décembre 1995	En avril 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.
33 Agence Fort Pelly, SK (Terres à foin de Pelly) <i>Réglée avec l'aide de la Commission</i>	Médiation Mars 2008	Résultat encore inconnu.
34 Friends of the Michel Society, AB Émancipation de 1958 <i>Aucune obligation légale, mais recommandation visant la reconnaissance par le gouvernement d'un droit spécial permettant aux requérants de faire valoir leurs revendications particulières.</i>	Enquête Mars 1998	En octobre 2002, le gouvernement « refuse d'accepter la recommandation de la CRI d'accorder à la Friends of the Michel Society un statut spécial pour faire valoir leurs revendications particulières. »
35 Gambler, MB Droits fonciers issus de traité <i>Recommandation de la CRI de valider les DFTI, le cas échéant, selon la date du premier arpentage (1877) et de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation, acceptée par AINC.</i>	Enquête Octobre 1998	En novembre 1998, le gouvernement a accepté la recommandation.
36 Homalco, CB RI 6 et 6A d'Aupe – obligation de fiduciaire ou obligation légale d'obtenir 80 acres de la province de la C.-B. <i>Recommandation de la CRI de négocier une partie de la revendication (10 acres); rejetée par AINC.</i>	Enquête Décembre 1995	En décembre 1997, le gouvernement a rejeté la recommandation, indiquant que la politique ne s'appliquait pas étant donné que les terres visées n'étaient pas des terres de réserve et que le Canada « ne se reconnaît aucun devoir en ce qui concerne la protection des terres ancestrales des Indiens (par opposition aux terres de réserve) contre des tiers. »
37 James Smith, SK RI 98 de Chakastaypasin <i>Recommande d'accepter la revendication aux fins de négociation.</i>	Enquête Mars 2005	Résultat encore inconnu.
38 James Smith, SK RI 100A <i>Recommande d'accepter les obligations légales découlant de l'aliénation par le Canada de la RI 100A aux fins de négociation.</i>	Enquête Mars 2005	Résultat encore inconnu.
39 James Smith, SK Droits fonciers issus de traité <i>Recommande de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation.</i>	Enquête Février 2007	Résultat encore inconnu.

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication <i>Résultat</i>	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
40 Joseph Bighead, SK Polygone de tir aérien de Primrose Lake II – perte de droits de récolte commerciale conférés par traité <i>Recommande de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation</i>	Enquête Septembre 1995	Résultat encore inconnu.
41 Kahkewistahaw, SK Droits fonciers issus de traité <i>Recommande de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation</i>	Enquête Novembre 1996	Résultat encore inconnu.
42 Kahkewistahaw, SK Cession de terres de réserve en 1907 <i>Recommande d'accepter la revendication aux fins de négociation</i>	Enquête Février 1997	En décembre 1997, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.
43 Kahkewistahaw, SK Cession de 1907 <i>Réglée avec l'aide de la Commission</i>	Médiation Février 2003	En novembre 2002, la revendication a été réglée pour 94,65 millions \$ en compensation fédérale.
44 Kawacatoose, SK Droits fonciers issus de traité <i>Récommencement de l'ÉRI selon laquelle le gouvernement doit remettre 857 millions de fonds, sous réserve de arbitrage, de confirmation, acceptés par l'HC</i>	Enquête Mars 1996	En octobre 2000, la revendication a été réglée pour 23 millions \$ en compensation fédérale.
45 Keewekoowem, MB Terres de 1906 <i>Réglée avec l'aide de la Commission</i>	Médiation Août 2005	En mars 2005, la revendication a été réglée pour 6 999 900 \$ en compensation.
46 Key, SK Cession de 1909 <i>Recommande de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation</i>	Enquête Mars 2000	Résultat encore inconnu.
47 Kluane, YK Création du refuge faunique de Kluane et de la réserve de parc national de Kluane <i>Réglée en vertu d'un accord portant sur les revendications globales</i>	Enquête Février 2007	Aucune réponse sur le fond n'est requise de la part du gouvernement.
48 Lac La Ronge, SK Droits fonciers issus de traité <i>Recommencement portant sur l'obligation de droits fonciers. Un de quatre ont été acceptés, chaque revendication soumise par l'une de la cédation ou de l'obligation de fiduciaire peut faire l'objet d'une enquête distincte.</i>	Enquête Mars 1996	Conclut que l'obligation relative aux droits fonciers issus de traité a été respectée et recommande que toute revendication soumise au titre de la restitution ou de l'obligation de fiduciaire fasse l'objet d'une enquête distincte.

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication Résultat	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
49 Lax Kw'alaams, CB Règlement conditionnel à une cession absolue <i>Recommandation de la CRI d'exclure les droits ancestraux du champ d'application de la clause de la cession, rejetée par l'ANC</i>	Enquête Juin 1994	En décembre 2001, le gouvernement a rejeté les recommandations, étant d'avis que, puisque les droits ancestraux étaient inclus dans les évaluations prises en compte lors des négociations, ils ne peuvent être exclus des discussions sur le règlement; leur inclusion est également nécessaire pour assurer le règlement définitif de la revendication. Toutefois, le Canada espère « arriver à un règlement » en se fondant sur un « mandat révisé ».
50 Long Plain, MB Perte d'usage de terres conférées par traité <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations, acceptée par l'ANC</i>	Enquête Février 2000	En novembre 2005, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.
51 Lower Similkameen, CB Emprise de chemin de fer <i>Recommandation d'accepter la demande d'indemnisation aux fins de négociation et de prendre les mesures pour assurer que le statut légal de l'ancien chemin est celui d'une route indienne</i>	Enquête Février 2008	Résultat encore inconnu.
52 Lucky Man, SK Droits fonciers issus de traité <i>Recommandation de la CRI selon laquelle les parties devraient mener des recherches plus poussées afin d'établir la pertinence ayant égard aux terres promises par traité, acceptées par l'ANC</i>	Enquête Mars 1997	En mai 1997, le gouvernement a accepté la recommandation. Les recherches menées par le gouvernement n'ont pas révélé qu'il manquait des terres aux fins des DFT. La Première Nation examine les résultats de ces travaux et poursuit ses propres recherches.
53 Lucky Man, SK Droits fonciers issus de traité <i>Recommandation d'accepter la revendication aux fins de négociation</i>	Enquête Février 2008	Résultat encore inconnu.
54 Mamaleqalas Qwe'Qwa'Sot'Enox, CB Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations, rejetée par l'ANC</i>	Enquête Mars 1997	En décembre 1999, le gouvernement a rejeté les recommandations, étant en désaccord avec l'interprétation donnée d'« obligation légale » dans <i>Dossier en souffrance</i> et affirmant qu'il n'existe pas d'obligation fiduciaire « concernant les droits autochtones sur des terres non réservées ».
55 Micmas de Gesgapegiag, QC Revendication reposant sur des faits antérieurs à la Confédération (île de 500 acres) <i>Aucune recommandation de la CRI n'a été faite parce que le gouvernement a accepté de réexaminer le bien-fondé de la revendication</i>	Enquête Décembre 1994	En mars 1995, le gouvernement a accusé réception du rapport et a indiqué que le dossier demeurait en suspens en attendant l'issue de l'affaire connexe portée devant les tribunaux.
56 Nation crie de Mikisew, AB Avantages économiques prévus dans le Traité 8 <i>Accepté aux fins de négociation sans enquête complétée</i>	Enquête Mars 1997	En décembre 1996, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication <i>Résultat</i>	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
57 Mississaugas de la New Credit, ON Achat de Toronto <i>Accepté aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Juin 2003	En juillet 2002, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
58 Mistawasis, SK Cessions de 1911, 1917 et 1919 <i>Accepté aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 2002	En septembre 2001, la revendication a été réglée pour 16,3 millions \$ en compensation fédérale.
59 Moose Deer Point, ON Droits des Pottawatomis <i>Recommandation de la CRI d'effectuer des recherches supplémentaires, rejetée par l'ANC</i>	Enquête Mars 1999	En mars 2001, le gouvernement a rejeté les recommandations, faisant état d'un mémoire de revendication déjà « très fouillé ».
60 Moosomin, SK Cession de terres de réserve en 1909 <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations acceptée par l'ANC</i>	Enquête Mars 1997	En décembre 1997, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.
61 Moosomin, SK Cession de terres de réserve en 1909 <i>Réglée avec l'aide de la Commission</i>	Médiation Mars 2004	En septembre 2003, la revendication a été réglée pour 41 millions \$ en compensation fédérale.
62 Muscowpetung, SK Revendication de la QVIDA concernant les inondations <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations acceptée par l'ANC</i>	Enquête Février 1998	En décembre 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.
63 Nak'azdli, CB RI 5 d'Aht-Len-Jees <i>Accepté aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 1996	En janvier 1996, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
64 Namgis, CB Île Cormorant <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations acceptée par l'ANC</i>	Enquête Mars 1996	En mai 2001, le gouvernement a rejeté les recommandations, étant d'avis que les faits de la revendication ne révélaient aucune obligation de fiduciaire.
65 Namgis, CB Demandes à la Commission McKenna-McBride <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations acceptée par l'ANC</i>	Enquête Février 1997	En décembre 1999, le gouvernement a rejeté les recommandations, ne souscrivant pas à l'interprétation donnée d'« obligation de fiduciaire » dans <i>Dossier en souffrance</i> et étant d'avis que les faits de la revendication ne révélaient aucune obligation de fiduciaire.
66 Nekanet, SK Avantages agricoles et autres conférés en vertu du Traité 4 <i>Accepté aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 1999	En octobre 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
67 Ochapowace, SK Revendication de la QVIDA concernant les inondations <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations acceptée par l'ANC</i>	Enquête Février 1998	En décembre 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.
68 Opaskwiyak, MB Revendication relative aux rues et aux ruelles <i>Meurtre de la revendication par la Première Nation durant l'enquête</i>	Enquête Février 2007	Aucune réponse sur le fond n'est requise de la part du gouvernement.

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication <i>Résultat</i>	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
69 Pasqua, SK Revendication de la QVIDA concernant les inondations <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations, acceptée par AINC</i>	Enquête Février 1998	En décembre 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.
70 Paul, AB Lotissement urbain de Kapasiwin <i>Recommande de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation</i>	Enquête Février 2007	Résultat encore inconnu.
71 Peepeekisis, SK Colonie de File Hills <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations, rejetée par AINC</i>	Enquête Mars 2004	En juin 2006, le gouvernement a rejeté la recommandation.
72 Peguis, MB Droits fonciers issus de traité <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 2001	En juin 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
73 Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (Premières Nations de Cowessess, Kahkewistahaw, Muscowpetung, Ochapowace, Pasqua, Piapot, Sakimay), SK Revendication concernant les inondations <i>Les parties n'ont pas réussi à s'entendre; des négociations distinctes sont en cours avec les Premières Nations de Cowessess, Muscowpetung, Pasqua et Sakimay</i>	Médiation Décembre 2005	Résultat encore inconnu.
74 Première Nation anishinabée de Roseau River, MB Droits fonciers issus de traité <i>Réglée avec l'aide de la Commission</i>	Médiation Mars 1996	En mars 1996, la revendication a été réglée pour 14 millions \$ en compensation fédérale.
75 Première Nation anishinabée de Roseau River, MB Aide médicale <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations, rejetée par AINC</i>	Enquête Février 2001	En septembre 2003, le gouvernement a rejeté les recommandations, indiquant que les déductions de frais médicaux faites dans le compte en fiducie étaient permises, qu'aucune promesse d'aide médicale n'a été faite au cours des négociations du traité ou n'a subsisté et qu'il n'y a pas eu manquement à des obligations légales.
76 Première Nation anishinabée de Roseau River, MB Cession de 1903 <i>Recommandation d'accepter la revendication aux fins de négociation</i>	Enquête Septembre 2007	Résultat encore inconnu.
77 Sakimay, SK Revendication de la QVIDA concernant les inondations <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations, acceptée par AINC</i>	Enquête Février 1998	En décembre 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication Résultat	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
78 Sakimay, SK Droits fonciers issus de traité <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Avril 2007	En septembre 2006, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation pendant que l'enquête était en cours.
79 Première Nation ojibway de Sandy Bay, MB Droits fonciers issus de traité <i>Recommandation de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation</i>	Enquête Juin 2007	Résultat encore inconnu.
80 Saulteau, CB Droits fonciers issus de traité <i>La Première Nation a demandé la conclusion de l'enquête, en prévision de l'acceptation de la revendication aux fins de négociation</i>		
81 Standing Buffalo, SK Revendication de la QVIDA concernant les inondations <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations, acceptée par AINC</i>	Enquête Février 1998	En décembre 1998, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.
82 Standing Buffalo, SK Négociations relatives aux inondations <i>Réglée avec l'aide de la Commission</i>	Médiation Mars 2004	En mars 2003, la revendication a été réglée pour 3,6 millions \$ en compensation et la possibilité d'acquérir jusqu'à 640 acres de terres agricoles pouvant être constituées en réserve sous le régime de la Politique sur les ajouts aux réserves du Canada.
83 Sturgeon Lake, SK Bail agricole au holding Red Deer <i>Acceptée aux fins de négociation sans enquête complète</i>	Enquête Mars 1998	En octobre 1998, la revendication a été réglée pour 190 000 \$ en compensation fédérale.
84 Sumas, CB Emprise ferroviaire sur la RI 6 <i>Recommandation de la CRI de tenir des négociations, acceptée par AINC</i>	Enquête Février 1995	En juin 2005, le gouvernement a accepté la revendication aux fins de négociation.
85 Sumas, CB Cession de la RI 7 en 1919 <i>Recommandation de mener des recherches conjointes afin de déterminer la juste valeur marchande des terres cédées</i>	Enquête Août 1997	En janvier 1998, le gouvernement a déclaré être disposé à examiner la possibilité de procéder à des recherches conjointes devant servir à justifier la poursuite de la revendication.
86 Tlingits de Taku River, CB Revendication particulière de Wenah <i>Recommande d'accepter la revendication aux fins de négociation</i>	Enquête Mars 2006	Résultat encore inconnu.
87 Thunderchild, SK Cession de 1908 <i>Réglée avec l'aide de la Commission</i>	Médiation Mars 2004	En septembre 2003, la revendication a été réglée pour 53 millions \$ en compensation et la possibilité d'acquérir jusqu'à 5 000 acres de terres dans les 15 ans suivant le règlement, en vue de les constituer en réserve.

Nom de la Première Nation et province Nature ou titre de la revendication Résultat	Date et nature du rapport de la CRI	Réponse du Canada
88 Agence de Touchwood, SK Revendication pour mauvaise gestion (1920-1924) <i>Les parties n'ont pas réussi à s'entendre; l'agence a demandé à la CRI de faire enquête</i>	Médiation Août 2005	Résultat encore inconnu.
89 Walpole Island, ON Île Boblo <i>Recommandation selon laquelle la Première Nation devrait présenter de nouveau sa revendication sous le régime de la Politique des revendications globales et recommandation de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation, acceptée par AINC</i>	Enquête Mai 2000	Résultat encore inconnu.
90 Waterhen Lake, SK Polygone de tir aérien de Primrose Lake II – perte de droits de récolte commerciale conférés par traité <i>Recommandation de la CRI de négocier une partie de la revendication, rejetée par AINC</i>	Enquête Septembre 1995	En mars 2002, le gouvernement a rejeté la recommandation, dans ces termes : « [L]a compensation pour la perte de droits de récolte commerciale n'était fondée ni sur le titre d'Indien ni sur l'appartenance à une bande indienne; la compensation devait plutôt être versée à quiconque détenait un permis sur les terres qui sont devenues par la suite le Polygone de tir aérien de Primrose- Lake. »
91 Williams Lake, CB Villages de la bande <i>Recommandation d'accepter la revendication aux fins de négociation, rejetée</i>	Enquête Mars 2006	En août 2007, le gouvernement a rejeté la recommandation au motif que la bande n'avait pas contesté les préemptions à l'époque, et que le gouvernement n'a manqué à aucune obligation fiduciaire.
92 Young Chipewyan, SK RI 107 de Stoney Knoll <i>Recommande de ne pas accepter la revendication aux fins de négociation, mais de poursuivre les recherches</i>	Enquête Décembre 1994	Résultat encore inconnu.



Liste des revendications examinées dans le cadre d'enquêtes et de médiations ayant fait l'objet de rapports : par province

Les dossiers d'enquête et de médiation classés, dont il a été question dans la section précédente, sont présentés ci-dessous par province, puis par ordre alphabétique. Pour chaque revendication sont indiqués le nom de la Première Nation requérante, le titre de la revendication et la date du rapport de la Commission.

ALBERTA

Première Nation d'Alexis, Emprises à la TransAlta Utilities, mars 2003

Première Nation des Chipewyans d'Athabasca, Barrage W.A.C. Bennett et dommages causés à la réserve indienne 201, mars 1998

Nation crie de Bigstone, Droits fonciers issus de traité, mars 2000

Tribu des Blood/Kainaiwa, Cession consentie à Akers en 1889, juin 1999

Tribu des Blood/Kainaiwa, Cession consentie à Akers [Médiation], août 2005

Tribu des Blood/Kainaiwa, Revendications regroupées, mars 2007

Première Nation de Cold Lake, Polygone de tir aérien de Primrose Lake, août 1993

Première Nation de Duncan, Cession de 1928, septembre 1999

Première Nation de Fort McKay, Droits fonciers issus de traité, décembre 1995

Friends of the Michel Society, Émancipation de 1958, mars 1998

Première Nation crie de Mikisew, Avantages économiques conférés en vertu du Traité 8, mars 1997

Bande indienne de Paul, Lotissement urbain de Kapasiwin, février 2007

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Première Nation de Blueberry River et Première Nation de Doig River, Droit de passage sur la RI 172, mars 2006

Première Nation d'Esketmc, Réserves indiennes 15, 17 et 18, novembre 2001

Bande indienne de Homalco, Réserves indiennes 6 et 6A d'Aupe, décembre 1995

Bande indienne de Lax Kw'alaams, Réserve indienne tsimshiane 2, juin 1994

Bande indienne de Lower Similkameen, Emprise de la Vancouver, Victoria and Eastern Railway, février 2008

Bande des Mamaleleqalas Qwe'Qwa'Sot'Enox, Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride, mars 1997

Première Nation de Nak'azdli, Réserve indienne 5 d'Aht-Len-Jees, mars 1996

Première Nation de 'Namgis, Île Cormorant, mars 1996

Première Nation de 'Namgis, Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride, février 1997

Première Nation de Sauteau, Droits fonciers issus de traité et terres individuelles, avril 2007

Bande indienne de Sumas, Emprise ferroviaire sur la réserve indienne 6, février 1995

Bande indienne de Sumas, Cession de la réserve indienne 7 en 1919, août 1997

Première Nation des Tlingits de Taku River, Revendication particulière de Wenah, mars 2006

Bande indienne de Williams Lake, Villages de la bande, mars 2006

MANITOBA

Première Nation dakota de Canupawakpa, Cession des collines Turtle, juillet 2003

Première Nation de Gambler, Droits fonciers issus de traité, octobre 1998

Première Nation de Keesekoowenin, Terres de 1906 [Médiation], août 2005

Première Nation de Long Plain, Perte d'usage, février 2000

Nation crie d'Opaskwayak, Revendication relative aux rues et aux ruelles, février 2007

Première Nation de Peguis, Droits fonciers issus de traité, mars 2001

Première Nation anishinabée de Roseau River, Cession de 1903, septembre 2007

Première Nation anishinabée de Roseau River, Aide médicale, février 2001

Première Nation anishinabée de Roseau River, Droits fonciers issus de traité [Médiation], mars 1996

Première Nation de Sandy Bay, Droits fonciers issus de traité, juin 2007

NOUVEAU-BRUNSWICK

Première Nation d'Eel River Bar, Barrage de la rivière Eel, décembre 1997

ONTARIO

Conseil tripartite des Chippewas, Cession de la réserve de Coldwater-Narrows, mars 2003

Conseil tripartite des Chippewas, Traité Collins, mars 1998

Première Nation des Chippewas de Kettle et de Stony Point, Cession de 1927, mars 1997

Première Nation des Chippewas de la Thames, Défalcation de Clench, mars 2002

Première Nation des Chippewas de la Thames, Défalcation de Clench [Médiation], août 2005

Première Nation des Chippewas de la Thames, Revendication territoriale de Muncey, décembre 1994

Première Nation des Mississaugas de la New Credit, Achat de Toronto, juin 2003

Première Nation de Moose Deer Point, Droits des Pottawatomis, mars 1999

Première Nation de Walpole Island, Île Boblo, mai 2000



QUÉBEC

Bande de Betsiamites, Pont de la rivière Betsiamites, mars 2005

Bande de Betsiamites, Route 138, mars 2005

Première Nation micmaque de Gesgapegiag, Île du Cheval, décembre 1994

SASKATCHEWAN

Denesulinés d'Athabasca, Droits de récolte issus de traité, décembre 1993

Première Nation de Buffalo River, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995

Nation crie de Canoe Lake, Polygone de tir aérien de Primrose Lake, août 1993

Première Nation de Carry the Kettle, Collines du Cyprès, juillet 2000

Première Nation de Cowessess, Cession de 1907, mars 2001

Première Nation de Cowessess, Cession de 1907 – Phase II, juillet 2006

Première Nation de Cowessess, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Nation crie de Cumberland House, Réserve indienne 100A, mars 2005

Première Nation de Fishing Lake, Cession de 1907, mars 1997

Première Nation de Fishing Lake, Cession de 1907 [Médiation], mars 2002

Première Nation de Flying Dust, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995

Agence de Fort Pelly, Terres à foin de Pelly [Médiation], mars 2008

Nation crie de James Smith, Réserve indienne 98 de Chakastaypasin, mars 2005

Nation crie de James Smith, Réserve indienne 100A, mars 2005

Nation crie de James Smith, Droits fonciers issus de traité, février 2007

Première Nation de Joseph Bighead, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995

Première Nation de Kahkewistahaw, Cession de terres de réserve en 1907, février 1997

Première Nation de Kahkewistahaw, Cession de 1907 [Médiation], janvier 2003

Première Nation de Kahkewistahaw, Droits fonciers issus de traité, novembre 1996

Première Nation de Kawacatoose, Droits fonciers issus de traité, mars 1996

Première Nation de Key, Cession de 1909, mars 2000

Bande indienne de Lac La Ronge, Droits fonciers issus de traité, mars 1996

Nation crie de Lucky Man, phase II, Droits fonciers issus de traité, février 2008

Nation crie de Lucky Man, Droits fonciers issus de traité, mars 1997

Première Nation de Mistawasis, Cessions de 1911, 1917 et 1919, mars 2002

Première Nation de Moosomin, Cession de terres de réserve en 1909, mars 1997

Première Nation de Moosomin, Cession de terres de réserve en 1909 [Médiation], mars 2004

Première Nation de Muscowpetung, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation de Nekanect, Avantages agricoles et autres conférés en vertu du Traité 4, mars 1999

Première Nation d'Ochapowace, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation de Pasqua, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation de Peepeekisis, Colonie de File Hills, mars 2004

Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (Première Nation de Cowessess, Première Nation de Kahkewistahaw, Première Nation de Muscowpetung, Première Nation d'Ochapowace, Première Nation de Pasqua, Première Nation de Piapot, Première Nation de Sakimay), Inondation des terres [Médiation], décembre 2005

Première Nation de Sakimay, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation de Sakimay, Droits fonciers issus de traité, février 2007

Nation dakota de Standing Buffalo, Inondation des terres [Médiation], mars 2004

Première Nation de Standing Buffalo, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation de Sturgeon Lake, Bail agricole au holding Red Deer, mars 1998

Première Nation de Thunderchild, Cession de 1908 [Médiation], mars 2004

Agence de Touchwood (Première Nation de Day Star, Première Nation de Fishing Lake, Première Nation de George Gordon, Première Nation de Kawacatoose, Première Nation de Muskowekwan), Mauvaise gestion (1920-1924) [Médiation], août 2005

Première Nation de Waterhen Lake, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995

Première Nation de Young Chippewyan, Réserve indienne 107 de Stoney Knoll, décembre 1994

YUKON

Première Nation de Kluane, Création du refuge faunique de Kluane et de la réserve de parc national de Kluane, février 2007



Liste des revendications examinées dans le cadre d'enquêtes : par sujet

Les dossiers d'enquête classés, dont il a été question dans la section précédente, sont présentés ci-dessous par sujet, puis par ordre alphabétique. Pour chaque revendication sont indiqués le nom de la Première Nation requérante, la province, le titre de la revendication et la date du rapport de la Commission.

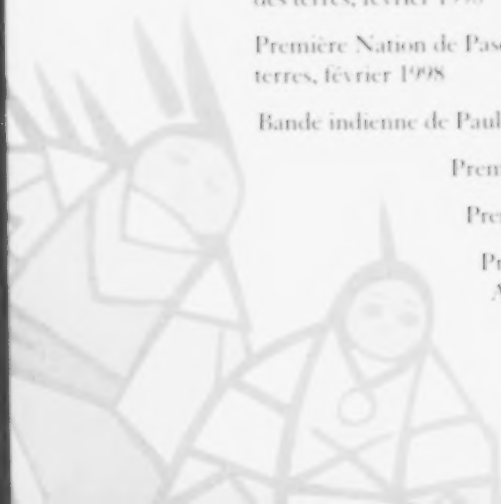
DROITS ISSUS DE TRAITÉ

- Première Nation des Chipewyans d'Athabasca, AB, Barrage W.A.C. Bennett et dommages causés à la réserve indienne 201, mars 1998
- Denesulinés d'Athabasca, SK, Droits de récolte issus de traité, décembre 1993
- Première Nation de Buffalo River, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995
- Nation crie de Canoe Lake, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake, août 1993
- Première Nation de Cold Lake, AB, Polygone de tir aérien de Primrose Lake, août 1993
- Première Nation d'El River Bar, NB, Barrage de la rivière El, décembre 1997
- Première Nation de Flying Dust, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995
- Première Nation de Joseph Bighead, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995
- Première Nation crie de Mikisew, AB, Avantages économiques conférés en vertu du Traité 8, mars 1997
- Première Nation de Moose Deer Point, ON, Droits des Pottawatomis, mars 1999
- Première Nation de Nekaneet, SK, Avantages agricoles et autres conférés en vertu du Traité 4, mars 1999
- Première Nation anishinabée de Roseau River, MB, Aide médicale, février 2001
- Première Nation de Waterhen Lake, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995

OBLIGATION DE FIDUCIAIRE

- Première Nation d'Alexis, AB, Emprises à la TransAlta Utilities, mars 2003
- Première Nation des Chipewyans d'Athabasca, AB, Barrage W.A.C. Bennett et dommages causés à la réserve indienne 201, mars 1998
- Première Nation de Buffalo River, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995
- Nation crie de Canoe Lake, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake, août 1993
- Première Nation dakota de Canupawakpa, MB, Cession des collines Turtle, juillet 2003
- Conseil tripartite des Chippewas, ON, Cession de la réserve de Coldwater-Narrows, mars 2003
- Première Nation des Chippewas de Kettle et de Stony Point, ON, Cession de 1927, mars 1997

- Première Nation de Cold Lake, AB, Polygone de tir aérien de Primrose Lake, août 1993
- Première Nation de Cowessess, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de Duncan, AB, Cession de 1928, septembre 1999
- Première Nation d'Eel River Bar, NB, Barrage de la rivière Eel, décembre 1997
- Première Nation d'Esketeme, CB, Réserves indiennes 15, 17 et 18, novembre 2001
- Première Nation de Fishing Lake, SK, Cession de 1907, mars 1997
- Première Nation de Flying Dust, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995
- Bande indienne de Homalco, CB, Réserves indiennes 6 et 6A d'Aupe, décembre 1995
- Première Nation de Joseph Bighead, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995
- Première Nation de Kahkewistahaw, SK, Cession de terres de réserve en 1907, février 1997
- Première Nation de Key, SK, Cession de 1909, mars 2000
- Première Nation de Kluane, YK, Création du refuge faunique de Kluane et de la réserve de parc national de Kluane, février 2007
- Bande indienne de Lac La Ronge, SK, Droits fonciers issus de traité, mars 1996
- Première Nation de Long Plain, MB, Perte d'usage, février 2000
- Bande indienne de Lower Similkameen, CB, Emprise de la Vancouver, Victoria and Eastern Railway, février 2008
- Bande des Mamaleleqalas Qwe'Qwa'Sot'Enox, CB, Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride, mars 1997
- Première Nation des Mississaugas de la New Credit, ON, Achat de Toronto, juin 2003
- Première Nation de Mistawasis, SK, Cessions de 1911, 1917 et 1919, mars 2002
- Première Nation de Moosomin, SK, Cession de terres de réserve en 1909, mars 1997
- Première Nation de Muscowpetung, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de 'Namgis, CB, Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride, février 1997
- Première Nation d'Ochapowace, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de Pasqua, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Bande indienne de Paul, AB, Lotissement urbain de Kapasiwin, février 2007
- Première Nation de Peepeekisis, SK, Colonie de File Hills, mars 2004
- Première Nation anishinabée de Roseau River, MB, Cession de 1903, septembre 2007
- Première Nation de Sakimay, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998



Première Nation de Standing Buffalo, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation de Saulteau, CB, Droits fonciers issus de traité et terres individuelles, avril 2007

Bande indienne de Sumas, CB, Emprise ferroviaire sur la réserve indienne 6, février 1995

Bande indienne de Sumas, CB, Cession de la réserve indienne 7 en 1919, août 1997

Première Nation des Tlingits de Taku River, CB, Revendication particulière de Wenah, mars 2006

Première Nation de Waterhen Lake, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995

Bande indienne de Williams Lake, CB, Villages de la bande, mars 2006

INONDATIONS

Première Nation des Chipewyans d'Athabasca, AB, Barrage W.A.C. Bennett et dommages causés à la réserve indienne 201, mars 1998

Première Nation de Cowessess, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation d'Eel River Bar, NB, Barrage de la rivière Eel, décembre 1997

Première Nation de Muscowpetung, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation d'Ochapowace, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation de Pasqua, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation de Sakimay, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation de Standing Buffalo, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

MANDAT DE LA CRI

Première Nation d'Alexis, AB, Emprises à la TransAlta Utilities, mars 2003

Denesulinés d'Athabasca, SK, Droits de récolte issus de traité, décembre 1993

Première Nation de Buffalo River, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995

Première Nation dakota de Canupawakpa, MB, Cession des collines Turtle, juillet 2003

Première Nation de Carry the Kettle, SK, Collines du Cyprès, juillet 2000

Première Nation des Chippewas de la Thames, ON, Revendication territoriale de Muncey, décembre 1994

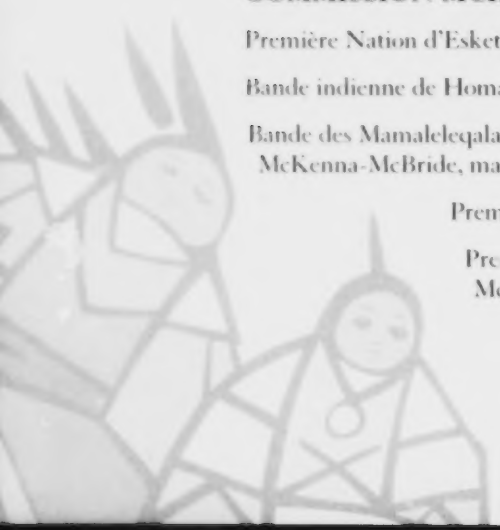
Première Nation de Cowessess, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998

Première Nation d'Esketeme, CB, Réserves indiennes 15, 17 et 18, novembre 2001

- Première Nation de Flying Dust, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995
- Friends of the Michel Society, AB, Émancipation de 1958, mars 1998
- Première Nation micmaque de Gesgapegiag, QC, Île du Cheval, décembre 1994
- Première Nation de Joseph Bighead, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995
- Première Nation de Kluane, YK, Création du refuge faunique de Kluane et de la réserve de parc national de Kluane, février 2007
- Bande indienne de Lac La Ronge, SK, Droits fonciers issus de traité, mars 1996
- Bande indienne de Lax Kw'alaams, CB, Réserve indienne tsimshiane 2, juin 1994
- Bande des Mamaleleqalas Qwe'Qwa'Sot'Enox, CB, Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride, mars 1997
- Première Nation crie de Mikisew, AB, Avantages économiques conférés en vertu du Traité 8, mars 1997
- Première Nation de Muscowpetung, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de 'Namgis, CB, Île Cormorant, mars 1996
- Première Nation de 'Namgis, CB, Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride, février 1997
- Première Nation de Nekaneet, SK, Avantages agricoles et autres conférés en vertu du Traité 4, mars 1999
- Première Nation d'Ochapowace, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de Pasqua, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de Peepeekisis, SK, Colonie de File Hills, mars 2004
- Première Nation de Sakimay, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de Standing Buffalo, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de Waterhen Lake, SK, Polygone de tir aérien de Primrose Lake II, septembre 1995

COMMISSION MCKENNA-MCBRIDE (COLOMBIE-BRITANNIQUE)

- Première Nation d'Esketeme, CB, Réserves indiennes 15, 17 et 18, novembre 2001
- Bande indienne de Homalco, CB, Réserves indiennes 6 et 6A d'Aupe, décembre 1995
- Bande des Mamaleleqalas Qwe'Qwa'Sot'Enox, CB, Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride, mars 1997
- Première Nation de Nak'azdli, CB, Réserve indienne 5 d'Aht-Len-Jees, mars 1996
- Première Nation de 'Namgis, CB, Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride, février 1997



DROITS DE PASSAGE/EMPRISES

- Première Nation d'Alexis, AB, Emprises à la TransAlta Utilities, mars 2003
- Bande de Betsiamites, QC, Pont de la rivière Betsiamites, mars 2005
- Bande de Betsiamites, QC, Route 138, mars 2005
- Première Nation de Blueberry River et Première Nation de Doig River, CB, Droit de passage sur la RI 172, mars 2006
- Première Nation de Cowessess, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation d'Eel River Bar, NB, Barrage de la rivière Eel, décembre 1997
- Bande indienne de Lower Similkameen, CB, Emprise de la Vancouver, Victoria and Eastern Railway, février 2008
- Première Nation de Mistawasis, SK, Cessions de 1911, 1917 et 1919, mars 2002
- Première Nation de Muscowpetung, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation d'Ochapowace, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de Pasqua, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de Sakimay, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Première Nation de Standing Buffalo, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority, Inondation des terres, février 1998
- Bande indienne de Sumas, CB, Emprise ferroviaire sur la réserve indienne 6, février 1995

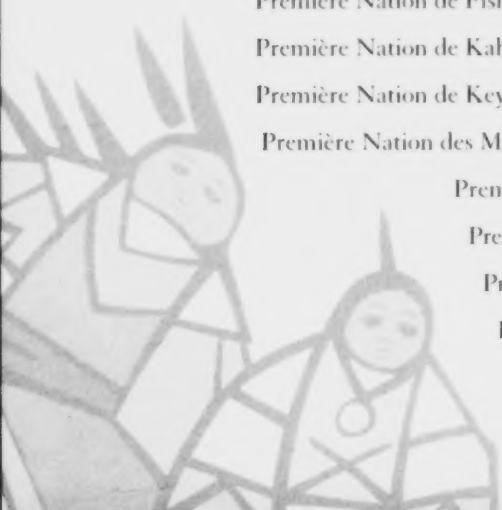
POLITIQUE DES REVENDICATIONS PARTICULIÈRES

- Première Nation d'Alexis, AB, Emprises à la TransAlta Utilities, mars 2003
- Denesulinés d'Athabasca, SK, Droits de récolte issus de traité, décembre 1993
- Première Nation dakota de Canupawakpa, MB, Cession des collines Turtle, juillet 2003
- Première Nation des Chippewas de la Thames, ON, Revendication territoriale de Muncey, décembre 1994
- Première Nation de Duncan, AB, Cession de 1928, septembre 1999
- Première Nation d'Esketeme, CB, Réserves indiennes 15, 17 et 18, novembre 2001
- Première Nation de Fishing Lake, SK, Cession de 1907, mars 1997
- Friends of the Michel Society, AB, Émancipation de 1958, mars 1998
- Première Nation micmaque de Gesgapegiag, QC, Île du Cheval, décembre 1994
- Bande indienne de Homalco, CB, Réserves indiennes 6 et 6A d'Aupe, décembre 1995

- Première Nation de Kahkewistahaw, SK, Cession de terres de réserve en 1907, février 1997
- Première Nation de Key, SK, Cession de 1909, mars 2000
- Bande indienne de Lax Kw'alaams, CB, Réserve indienne tsimshiane 2, juin 1994
- Bande des Mamaleleqalas Qwe'Qwa'Sot'Enox, CB, Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride, mars 1997
- Première Nation crie de Mikişew, AB, Avantages économiques conférés en vertu du Traité 8, mars 1997
- Première Nation de Moose Deer Point, ON, Droits des Pottawatomis, mars 1999
- Première Nation de Moosomin, SK, Cession de terres de réserve en 1909, mars 1997
- Première Nation de 'Namgis, CB, Île Cormorant, mars 1996
- Première Nation de 'Namgis, CB, Demandes présentées à la Commission McKenna-McBride, février 1997
- Première Nation de Nekaneet, SK, Avantages agricoles et autres conférés en vertu du Traité 4, mars 1999
- Première Nation de Peepeekisis, SK, Colonie de File Hills, mars 2004
- Première Nation anishinabée de Roseau River, MB, Aide médicale, février 2001
- Première Nation de Sturgeon Lake, SK, Bail agricole au holding Red Deer, mars 1998
- Première Nation de Young Chipeewayan, SK, Réserve indienne 107 de Stoney Knoll, décembre 1994

CESSIONS

- Tribu des Blood/Kainaiwa, AB, Cession consentie à Akers en 1889, juin 1999
- Tribu des Blood/Kainaiwa, AB, Revendications regroupées, mars 2007
- Première Nation dakota de Canupawakpa, MB, Cession des collines Turtle, juillet 2003
- Conseil tripartite des Chippewas, ON, Cession de la réserve de Coldwater-Narrows, mars 2003
- Première Nation des Chippewas de Kettle et de Stony Point, ON, Cession de 1927, mars 1997
- Première Nation de Cowessess, SK, Cession de 1907, mars 2001
- Première Nation de Cowessess, SK, Cession de 1907 – Phase II, juillet 2006
- Première Nation de Duncan, AB, Cession de 1928, septembre 1999
- Première Nation de Fishing Lake, SK, Cession de 1907, mars 1997
- Première Nation de Kahkewistahaw, SK, Cession de terres de réserve en 1907, février 1997
- Première Nation de Key, SK, Cession de 1909, mars 2000
- Première Nation des Mississaugas de la New Credit, ON, Achat de Toronto, juin 2003
- Première Nation de Mistawasis, SK, Cessions de 1911, 1917 et 1919, mars 2002
- Première Nation de Moosomin, SK, Cession de terres de réserve en 1909, mars 1997
- Première Nation de Nak'azdli, CB, Réserve indienne 5 d'Aht-Len-Jees, mars 1996
- Bande indienne de Paul, AB, Lotissement urbain de Kapasiwin, février 2007



Bande indienne de Sumas, CB, Cession de la réserve indienne 7 en 1919, août 1997

Première Nation de Walpole Island, ON, Île Boblo, mai 2000

DROITS FONCIERS ISSUS DE TRAITÉ

Nation crie de Bigstone, AB, Droits fonciers issus de traité, mars 2000

Tribu des Blood/Kainaiwa, AB, Revendications regroupées, mars 2007

Première Nation de Fort McKay, AB, Droits fonciers issus de traité, décembre 1995

Première Nation de Gambler, MB, Droits fonciers issus de traité, octobre 1998

Nation crie de James Smith, SK, Droits fonciers issus de traité, février 2007

Première Nation de Kahkewistahaw, SK, Droits fonciers issus de traité, novembre 1996

Première Nation de Kawacatoose, SK, Droits fonciers issus de traité, mars 1996

Bande indienne de Lac La Ronge, SK, Droits fonciers issus de traité, mars 1996

Première Nation de Long Plain, MB, Perte d'usage, février 2000

Nation crie de Lucky Man, phase II, SK, Droits fonciers issus de traité, février 2008

Nation crie de Lucky Man, SK, Droits fonciers issus de traité, mars 1997

Première Nation de Peguis, MB, Droits fonciers issus de traité, mars 2001

Première Nation de Sakimay, SK, Droits fonciers issus de traité, février 2007

Première Nation de Sandy Bay, MB, Droits fonciers issus de traité, juin 2007

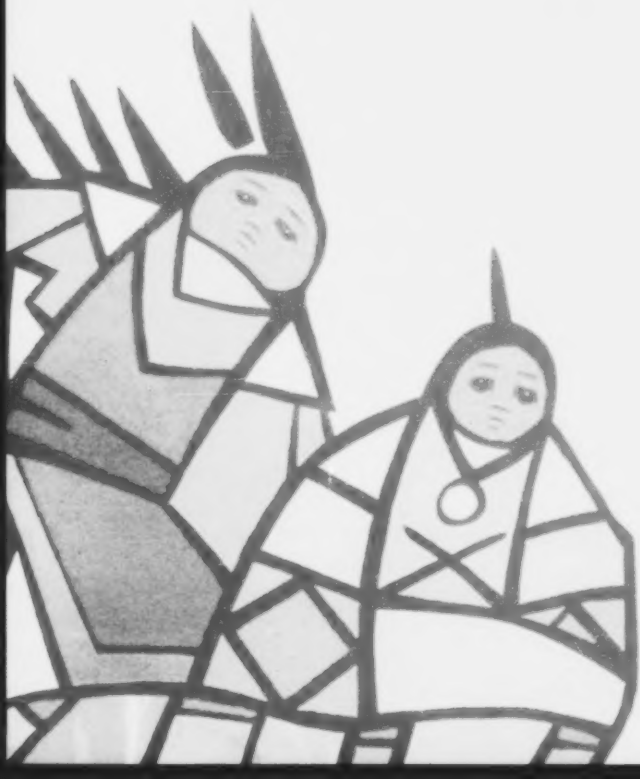
Première Nation de Saulteau, CB, Droits fonciers issus de traité et terres individuelles, avril 2007

AUTRE

Conseil tripartite des Chippewas, ON, Traité Collins, mars 1998

Première Nation des Chippewas de la Thames, ON, Défalcation de Clench, mars 2002

Nation crie d'Opaskwayak, MB, Revendication relative aux rues et aux ruelles, février 2007



LA CRI : CE QUE NOUS FAISONS (suite)

Ce que vous trouverez dans cette section :

94 Renseignements financiers

Budget, dépenses de la CRI

95 Quelques faits...

Les faits sur les revendications particulières à la CRI

96 Comment nous joindre

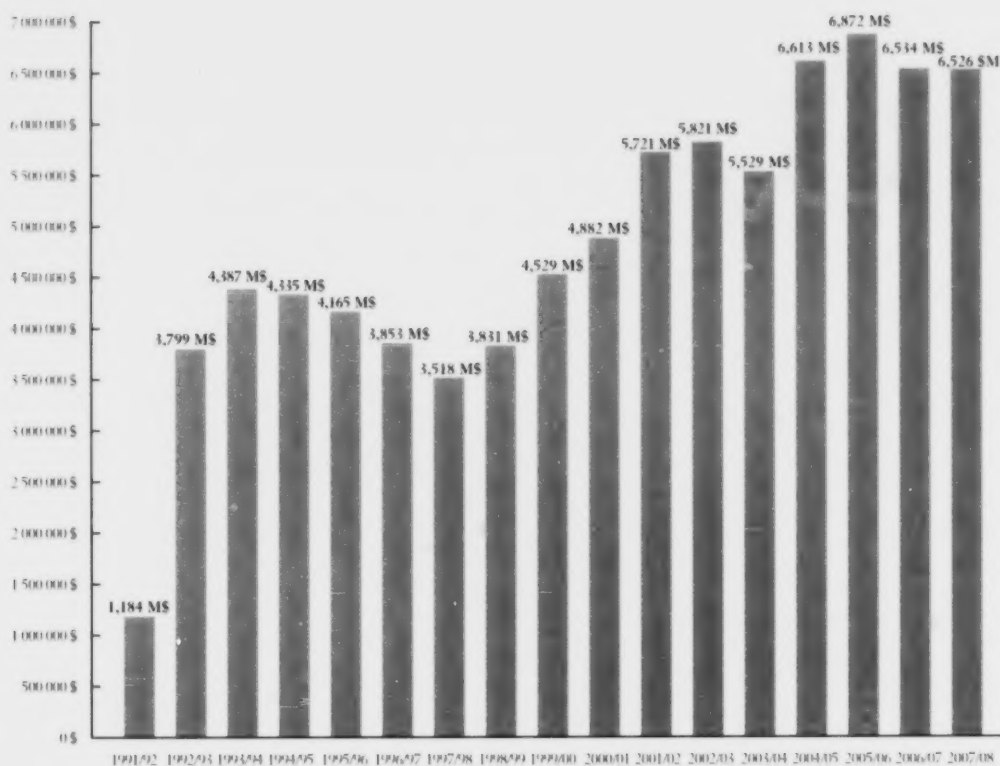
Coordonnées de la Commission des revendications des Indiens

Renseignements financiers

La Commission veille à ce que des mécanismes et des procédés adéquats soient en place pour permettre de maintenir la grande qualité et l'impartialité de ses services.

En 2007-2008, les activités de la Commission au chapitre des enquêtes autant que de la médiation ont entraîné des dépenses de 6 678 000 \$. De cette somme, les salaires et avantages sociaux comptent pour 4 168 000 \$ et les autres frais de fonctionnement, pour 2 510 000 \$.

RÉSUMÉ DES DÉPENSES ANNUELLES – 1991-2008



Quelques faits...

Quelques faits sur la Commission des revendications des Indiens pour l'exercice 2007-2008 :

...**9** collectivités de Premières Nations, comptant 12 061 membres au total, ont été visitées dans trois provinces (enquêtes seulement)

...**5 305** kilomètres, c'est le plus long déplacement fait par la CRI pour se rendre dans une collectivité d'une Première Nation

...**88** journées ont été consacrées à des séances de médiation, de facilitation ou de négociation

... La CRI a offert des services de médiation au cours de **67** conférences téléphoniques

...**6** nouvelles demandes d'enquête ont été reçues

...**1** nouvelle demande de médiation a été reçue

...**78** demandes de renseignements ont été reçues

...**726** demandes de publications ont été reçues

...**5** enquêtes ont été achevées et 8 rapports ont été publiés en 2007-2008, touchant au total 26 275 membres de Premières Nations.

...**165 069** visites ont été dénombrées sur le site Web

...**350** cahiers d'information ont été distribués



Comment nous joindre

POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS :

Commission des revendications des Indiens
c. P. 1750, succursale B
Ottawa (Ontario)
K1P 1A2

Site Web : www.indianclaims.ca

Nous acceptons les frais d'appel pour toute demande de renseignements ou de publications :

Tél. : 613-943-2737

Télec. : 613-943-0157





2007|2008

Annual Report



Indian Claims Commission

Indian Claims Commission
Annual Report 2007–2008

© Minister of Public Works and Government Services Canada
www.indianclaims.ca

Cat. No. CP RC21-2008

ISBN 978-0-662-05872-4

Design: Accurate Design

COVER PAGE ARTWORK

"Untitled" Jerry Whitehead, 2000

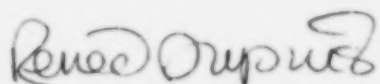
© Jerry Whitehead

**TO HER EXCELLENCY
THE GOVERNOR GENERAL IN COUNCIL**

MAY IT PLEASE YOUR EXCELLENCY

In 2007-2008, the Indian Claims Commission completed five inquiry reports, released eight inquiry reports, and completed six mediations. This report summarizes our major achievements and activities in relation to specific claims last year.

Yours truly,



Renée Dupuis, C.M., *Ad.E.*
Chief Commissioner

JULY 2008



CONTENTS

INTRODUCTION	1
Message from the Chief Commissioner	3
What's in the Report	5
 COMMISSION'S RECOMMENDATIONS TO GOVERNMENT, 2007-2008	7
 THE ICC - WHO WE ARE	11
Authority, Mandate and Operations	12
History of the ICC and of Specific Claims in Canada	13
The Commissioners	19
Organizational Structure	22
 THE ICC - WHAT WE DO	25
Overview of the ICC's Activities From 1991 to 2008	27
The ICC's Achievements in 2007-2008	33
INQUIRIES	33
What Are Inquiries?	34
The Inquiry Process	35
Inquiries Completed in 2007-2008	36
Summary of Specific Claims in Inquiry between April 1, 2007, and March 31, 2008	41
MEDIATION AND FACILITATION	53
What Is Mediation and Facilitation?	54
The Mediation Process	55
Summary of Specific Claims in Mediation and Facilitation between April 1, 2007, and March 31, 2008	55

Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with Reports	69
Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with Reports as of March 31, 2008	70
Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with Reports Index: Provincial	81
Claims Addressed in Inquiries Index: Thematic	85
Financial Information	94
In Fact...	95
How to Contact Us	96





INTRODUCTION

What you'll find in this section:

- 3 Message from the Chief Commissioner**
Opening remarks from the Chief Commissioner
- 5 What's in the Report**
Describes what you'll find in this report



Message from the Chief Commissioner

Since its inception in 1991, the Commission has gained credibility as an independent, neutral body that conducts inquiries into specific claims disputes between First Nations and the Government of Canada, as well as providing mediation services at any stage of the claims process to foster achievement of positive outcomes. Since that time, the ICC has addressed 92 claims, and issued 70 inquiry reports covering 80 claims. It has also provided mediation/facilitation services to 53 specific claims negotiation tables and issued 12 mediation reports.

The Commission's mandate to conduct inquiries and to provide mediation/facilitation services is fulfilled by a part time Chief Commissioner and four part time Commissioners, with the support of staff. Our work has been carried out in the ICC's offices and in the field during staff visits, community sessions, oral hearings and mediation sessions in various regions of Canada. The ICC's inquiry and mediation processes have enabled Canada and First Nations to take a fresh look at certain claims, and have helped provide an opportunity to resolve complex and contentious issues of policy and law.

In fulfilment of its mandate, the ICC has developed a sound reputation for conducting its inquiries and providing mediation services in a balanced and neutral manner that favours neither party in the process. The Commission has played a unique role, working between parties with opposing viewpoints. As Chief Commissioner, I actively support approaches that foster the greatest degree of impartiality and independence so that the credibility and acceptance of our work and findings are beyond reproach.

We at the Commission see our role as bridging different points of view. However, despite all our best efforts, different perspectives will continue to characterize the specific claims process in Canada for some time. This concept of bridging will remain critical if we are to make collective progress in the specific claims area.

Since 1994, the Commission has called upon the Government to create an independent, permanent body with binding authority to expedite the resolution of First Nation specific claims. With Bill-C-30, "the *Specific Claims Tribunal Act*," there are changes underway. This Tribunal would have decision-making powers a key ICC recommendation for many years. As well, the Government has indicated its intent to set up a mediation body, another decision that the ICC supports given its own positive experience with mediation. We stand ready to assist in any way we can with the creation of a lasting solution to the delays and backlog in the specific claims process.

In parallel to the tabling of Bill C-30 in November 2007, the ICC's own mandate was amended this last year by Order in Council P.C. 2007 1789. As well as fixing a March 31, 2009 closing date for the ICC, the Order in Council directed the Commission to cease work on inquiries that had not yet reached the community session phase and stop accepting new claims for inquiry. If a First Nation requests that the Commission cease its inquiry, it must do so immediately without issuing a final report. The Commission must complete and report on all remaining inquiries by December 31, 2008, and cease all its activities, including those related to mediation, by March 31, 2009.

As the Commission's work wraps up, our focus is on completing the inquiries and mediation files still underway, and ensuring that the knowledge and experience acquired during our 17 years of operation are not lost.

One of the Commission's priorities over the next year will be to help secure new employment for ICC personnel, who have worked diligently with Commissioners.

The Commission would like to reassure First Nations and Government that the quality of our work will be maintained throughout this challenging period.

Commissioners and staff will continue to work diligently to complete our work within the time allotted, effectively fulfilling the Commission's mandate. As always, our experience is available to First Nations and Government. We will offer the benefit of our experience over the years to the new tribunal and to the new mediation services organization, once both are formally created.

Renée Dupuis, *C.M., Ad.E.*
Chief Commissioner
Indian Claims Commission

"THE COMMISSION'S
MANDATE-TO CONDUCT
INQUIRIES AND TO PROVIDE
MEDIATION/FACILITATION
SERVICES IS FULFILLED
BY A PART TIME CHIEF
COMMISSIONER AND
FOUR PART TIME
COMMISSIONERS, WITH
THE SUPPORT OF STAFF."



What's in the Report

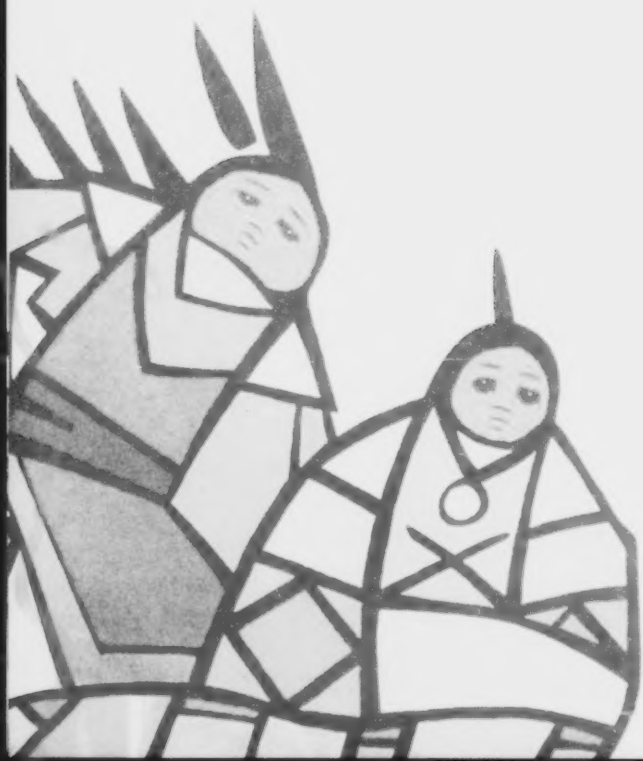
This report of the Indian Claims Commission describes the work of the Commission from April 1, 2007, to March 31, 2008. It focuses on the Commission's achievements and its contribution to the settlement of specific claims that have been rejected by Canada and then submitted by First Nations to the Commission for inquiry. It also makes recommendations to government on how to improve the process.

The report is divided into four sections. The **Introduction** includes a message from Chief Commissioner Renée Dupuis. This is followed by the Commission's **Recommendations**. The section entitled **Who We Are** outlines the mandate and organizational structure of the Commission; provides a brief history of the Commission and specific claims; and includes biographical sketches of the Commissioners. It is followed by **What We Do**, the section that constitutes the core of the report, setting out the status of all claims on which the Commission has worked since its inception.

The focus of the report is the summary of claims, which provides information on claims currently before the Commission either in inquiry or in mediation/facilitation. It is followed by a table of claims addressed by the ICC.

The inquiries or mediations completed in 2007-2008 are listed first so that the reader can quickly find the results of work conducted by the Commission over the reporting year. They are followed by summaries of current inquiries and mediations. The Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with Reports table tracks the progress of each claim through the specific claims process, once the Commission has completed its inquiry or provided mediation/facilitation services.

Two indexes follow this table. The first is an index of all the claims the ICC has addressed, presented by province. The second index lists claims addressed in inquiries, by theme.





COMMISSION'S RECOMMENDATIONS TO GOVERNMENT, 2007-2008

What you'll find in this section...

8 Commission's Recommendations to Government, 2007-2008

Recommendations to the government regarding specific claims

Commission's Recommendations to Government, 2007-2008

The long history of the claims process in Canada has been shaped by many events, some of which led directly to the creation of the Indian Claims Commission. Notably, the 1990 Oka Crisis prompted the federal government to promise measures aimed at accelerating the settlement of specific claims. In 1991, the Indian Claims Commission was created by Order in Council as a Commission of Inquiry under the *Inquiries Act*. The Order in Council notes that the Commission would be established as an interim process for the review of the government's application of the Specific Claims Policy. The creation of a permanent body has been the subject of joint government/First Nations working groups; legislation creating such a body received Royal Assent in 2003, but was not proclaimed, leaving the ICC as the only alternative to litigation for First Nations who desire an independent review of the government's rejection of their specific claims. Tabling Bill C-30 in November 2007 foresaw a Tribunal. Parliamentary debate continued up until the end of March, 2008.

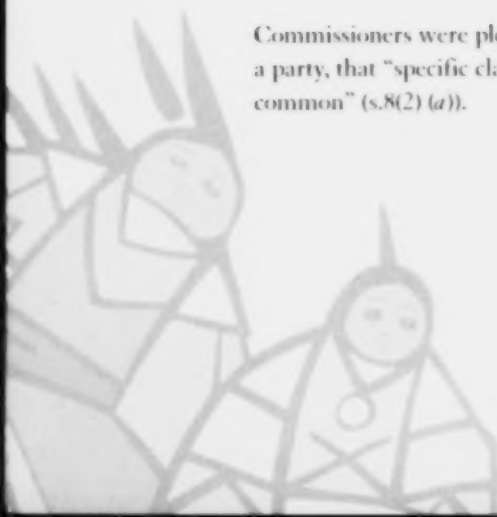
Under its mandate, in addition to conducting inquiries, the Commission provides broad mediation/facilitation services, not just when a claim has been accepted for negotiation, but at any stage of the claims process. Since 1991, the Commission has provided these services to Canada and First Nations. Our experience has been that the use of mediation/facilitation services by the parties – be it before or after the acceptance of a claim by the Minister of Indian Affairs and Northern Development – greatly increases the chance of a positive outcome with respect to any matter relating to a specific claim. Open discussion among the parties in the presence of a neutral third party (the mediator) promotes a better understanding and relationship. In this atmosphere, settlements are easier to reach.

The Commission has recommended in the past an increased use of its mediation services, not only for claims that have been accepted and are in the negotiation process, but also for claims at any stage of the process.

The Commission is pleased to see that Bill C-30 covers the possibility of mediation services (s.12(1) (b)) and that Canada's Specific Claims Action Plan, *Justice At Last*, emphasizes "better access to mediation... Canada recognizes that this tool should be used more often in stalled negotiations and is committed to increasing its use in the future."

The Commission has recommended in the past grouping of like claims for negotiation or review.

Commissioners were pleased to note that Bill C-30 covers this possibility, allowing, on application by a party, that "specific claims be heard together or consecutively if they have issues of law or facts in common" (s.8(2) (a)).



The Commission repeats its recommendation for adequate funding for research. It further recommends that funding levels linked to results be reviewed on an annual basis.

The negotiation of specific claims under Common Law requires a significant amount of research. Unlike many other files, where principles can carry arguments throughout the case, this is an area where historical evidence is crucial and must be carefully supported.

The Commission recommends access to relevant files early in the process of establishing a claim or of preparing arguments for presentation to the new Tribunal.

Efforts to help level the playing field should include access for First Nations at the outset to files where background or claim-related information can be found.

The Commission recommends that the new Tribunal adopt disclosure or discovery procedures.

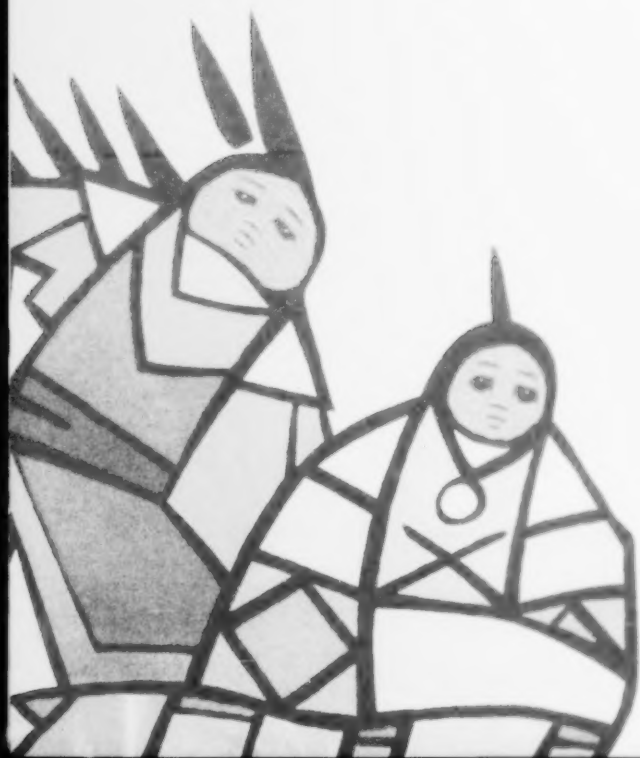
Disclosure of Crown evidence initially or a formal discovery process would clarify for all parties the history and context of the specific claim(s) in question.

The power imbalance that still persists needs to be corrected; the tradition of litigation is not deeply rooted in the First Nations' tradition; support is required. The very fact that there was a prohibition* in place from 1927 to 1951 regarding First Nations' use of lawyers did nothing to begin rectifying the imbalance; to the contrary, it aggravated it.

The Commission recommends that special efforts be made to collect and use oral evidence from First Nations whose tradition is based on story telling and the oral transmission of history.

Section 12 (g) of Bill C-30, which covers rules for practice and procedures, leaves ample room for such. Procedures should be clear from the beginning. In many cases, it will be advantageous for the judge presiding to actually visit the community in question as early as possible in the process and hear firsthand the evidence from Elders. In the experience of the Commission, it can be a deciding factor.

** In an amendment to the Indian Act in place for this period, lawyers and solicitors and monies raised therefore had to have a licence from the Superintendent General.*





THE ICC – WHO WE ARE

What you'll find in this section ...

12 Authority, Mandate & Operations

Information on ICC's mandate

13 History of the ICC and of Specific Claims in Canada

Chronology of specific claims in Canada from the 1700s to 2008

Events leading to the creation of the ICC

19 The Commissioners

Biographical sketches of the Commissioners

22 Organizational Structure

Organization chart of the ICC

Authority, Mandate and Operations

The Indian Claims Commission is a Commission of Inquiry established by Order in Council in 1991 under Part I of the *Inquiries Act*. The Commission has a double mandate: to inquire, at the request of a First Nation, into its specific claim; and to provide mediation services, with the consent of both parties, for specific claims at any stage of the process. An inquiry may take place when the Minister of Indian Affairs and Northern Development has rejected a First Nation's claim, or when the Minister has accepted the claim for negotiation but a dispute has arisen over the compensation criteria being applied to settle the claim.

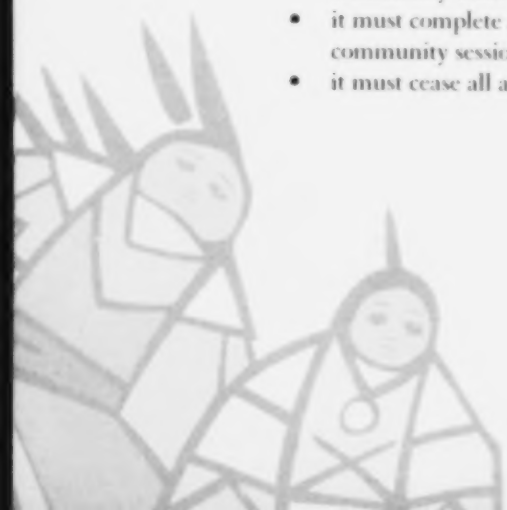
As part of its mandate to find more effective ways to resolve specific claims, the Commission has established a process to inquire into and review government decisions regarding the merits of a claim and the applicable compensation principles when negotiations have reached an impasse. Since the Commission is not a court, it is not bound by strict rules of evidence, limitation periods and other technical defences that might present obstacles in litigation of grievances against the Crown. This flexibility removes those barriers and gives the Commission the freedom to conduct fair and objective inquiries in as expeditious a way as possible. In turn, these inquiries offer the parties innovative solutions in their efforts to resolve a host of complex and contentious issues of policy and law. Moreover, the process emphasizes principles of fairness, equity and justice to promote reconciliation and healing between First Nation and non-First Nation Canadians.

The Commission provides broad mediation and facilitation services at the request of both the First Nation and the Government of Canada. Together with the mediator, the parties decide how the mediation process will be conducted. This method ensures that the process fits the unique circumstances of each particular negotiation.

The process used by the Commission for handling claims is aimed at increasing efficiency and effectiveness in resolving specific claims. There are five stages to the inquiry process (see page 35) and four stages in the mediation process (see page 55), which begin when a request is received from a First Nation.

In November 2007, the Indian Claims Commission's mandate was amended by Order in Council to conclude the Commission's work. The changes are as follows:

- the Commission cannot accept new claims for inquiry;
- it has been directed to cease all its activities on inquiries that have not yet reached the community session phase, or if requested to do so by the First Nation;
- it must complete all the inquiries, including the related reports, that have reached the community session phase by December 31, 2008; and
- it must cease all activities, including those related to mediation, by March 31, 2009.



History of the ICC and of Specific Claims in Canada

From colonial times through the first half century of Confederation, the federal government and First Nations entered into treaties that created mutual obligations. Many claims derive from the assertion by First Nations that certain treaty provisions have not been honoured by the government. Claims can also derive from breaches of obligation arising out of the *Indian Act* and other statutes, legal duties of the Crown, improper administration of Indian funds or other assets, or illegal disposition of Indian land.

Government policy divides claims into two categories: specific and comprehensive. **Specific claims** arise from the breach or non-fulfilment of government obligations found in treaties, agreements, or statutes. **Comprehensive claims** are based on unextinguished Aboriginal title.

In the fall of 1990, in the aftermath of the Oka/Kanesatake crisis, the federal government asked First Nation Chiefs to recommend ways to improve the claims process. Following consultations with their communities, the Chiefs Committee on Claims produced the First Nations Submission on Claims. It received the support of a special assembly of the Assembly of First Nations in December of that year. Among their 27 recommendations, the Chiefs proposed that an "independent and impartial body ... with authority to ensure expeditious resolution of claims" be established. This body would assist the negotiation process by bringing the parties together and recommending solutions to contentious issues.

In July 1991, the federal government responded to the Chiefs' submission by creating the Indian Specific Claims Commission as a Commission of Inquiry. Harry S. LaForme served as the first Chief Commissioner until February 1994, when he was appointed a Justice of the Ontario Court (General Division). He was replaced in April 1994 by Commissioners Daniel J. Bellegarde and P.E. James Prentice, who acted as Co-Chairs until Phil Fontaine's appointment as Chief Commissioner in August 2001. In June 2003, Renée Dupuis was appointed Chief Commissioner following Mr Fontaine's resignation.

The mandate of the Indian Claims Commission is to address disputes arising out of the specific claims process. This process is based on Canada's 1973 Specific Claims Policy, outlined in a booklet called *Outstanding Business*, which was published in 1982.

Under the government's current policy, First Nations must research and submit specific claims to the government. The government then decides whether to accept a claim for compensation negotiations.

Negotiation of validated claims may result in an offer of compensation to First Nations. However, concerns have been raised that restitution is currently restricted by government criteria that First Nations often believe to be unfair or applied in ways that are unfair.

For many years, First Nation and government negotiators have attempted to put an end to deadlocked land claims, but there has been little progress. Negotiations have been slow and difficult, and, until recently, relatively few settlements have been reached.

Before the creation of the Indian Claims Commission, First Nations were unable to challenge government decisions without going to court. As an alternative to court action, the ICC has offered a fresh and positive approach for First Nations that desire an independent review of government decisions.

For many years, the Commission urged the federal government to create a permanent, independent claims body. On November 4, 2003, Parliament passed the *Specific Claims Resolution Act*, legislation to establish the Canadian Centre for the Independent Resolution of First Nations Specific Claims, but it was not proclaimed.

On June 12, 2007, Prime Minister Stephen Harper, accompanied by AFN National Chief Phil Fontaine and Jim Prentice, then Minister of Indian Affairs and Northern Development, held a press conference announcing Canada's Specific Claims Action Plan. The plan essentially involves four main initiatives:

1. create a new tribunal staffed with impartial judges who would make final decisions on claims when negotiations fail;
2. make financial compensation arrangements more transparent through annual funding of \$250 million over 10 years dedicated to settlements;
3. speed up processing of small claims and improve flexibility in the handling of large claims; and
4. refocus the existing Indian Specific Claims Commission to concentrate on dispute resolution.

(Indian and Northern Affairs Canada, *Specific Claims: Justice at Last*, 2007, online: www.ainc-inac.gc.ca/ps/clm/jal-eng.asp (consulted May 20, 2008.))



AN EARLY LAND CLAIMS CHRONOLOGY

Early 1700s

The first formal treaties are made with eastern First Nations as the English and French compete for control of the fur trade.

1763

In response to Chief Pontiac's war, an uprising by First Nations around forts in the Great Lakes region, King George III issues the *Royal Proclamation of 1763*, which confirms Aboriginal rights and affirms that treaty making must precede European settlement. Over the next few decades, 41 treaties will be signed covering southern Ontario and parts of British Columbia.

1812

After the War of 1812, treaties between First Nations and the British open up much of Ontario for settlement.

1850-1854

The Governor of Vancouver Island, James Douglas, makes a series of fourteen land purchases from Aboriginal peoples for colonial settlement and industry. The Douglas Treaties cover approximately 358 square miles of land around Victoria, Saanich, Sooke, Nanaimo and Port Hardy, all on Vancouver Island.

1850-1854

The three major Province of Canada Treaties are the two Robinson Treaties and the Manitoulin Island Treaty. The two Robinson Treaties are negotiated by ex-fur trader William Benjamin Robinson (1797 to 1873). Chief Peau de Chat and other Lake Superior chiefs sign the Robinson Superior Treaty, September 7, 1850. Two days later Chief Shinguaquouse and other leaders from the Lake Huron region, sign the Robinson Huron Treaty, September 9, 1850.

1867

At Canadian Confederation, the responsibilities of the British Crown are transferred to the federal Government of Canada.

1871-77

The first wave of treaty signing between the Government of Canada and First Nations covers northwestern Ontario and the eastern and southern Prairies. The treaties signed at this time, Treaty 1 to Treaty 7, are known as the Numbered Treaties.

1899-1921

The second wave of Numbered Treaties, covering parts of northern Alberta, British Columbia, and Saskatchewan and southern parts of the Northwest Territories, starts with Treaty 8 and ends with Treaty 11.

1927

An amendment is added to the *Indian Act* which discourages land claims. Fines are levied against lawyers who raise funds for a claim or represent a First Nation in a claim against Canada.

EVENTS LEADING TO THE CREATION OF THE COMMISSION

1948

A joint parliamentary committee recommends that a claims commission be set up to assess and settle all claims.

1951

The *Indian Act* is revised to remove the provision that made it an offence to raise funds or hire a lawyer to advance a land claim without the government's permission.

1961–65

A joint parliamentary committee again recommends the creation of a claims body. The bill dies on the order paper.

1969

The White Paper states that “lawful obligations” should be recognized. The paper recommends the appointment of a Commissioner to recommend procedures for claims adjudication. Dr Lloyd Barber is appointed to consult and inquire into claims arising from treaties, formal agreements and legislation.

1973

The Supreme Court of Canada's decision in the *Calder* case leads to recognition of the existence of Aboriginal title.

The federal government announces its claims policy, designating specific and comprehensive claims.

1981

Gérard La Forest, in a report commissioned by the government, recommends the creation of “an independent administrative tribunal” to resolve claims.

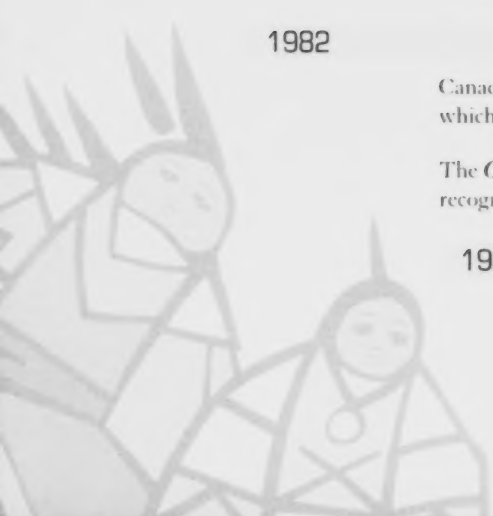
1982

Canada publishes *Outstanding Business: A Native Claims Policy – Specific Claims*, which focuses on the processes and guidelines for submitting specific claims.

The *Constitution Act, 1982*, is proclaimed. Section 35 deals with Aboriginal peoples and recognizes and affirms existing Aboriginal and treaty rights.

1984

In the *Guerin* case, the Supreme Court finds that, under the provisions of the *Indian Act*, Parliament has conferred on the Crown a fiduciary or trust-like obligation to protect First Nations' interests in transactions with third parties.



1987

The Canadian Bar Association recommends the creation of a "specific claims tribunal."

1990

The Supreme Court, in the *Sparrow* case, recognizes an existing Aboriginal right to fish based on the facts of that case, and interprets section 35 of the *Constitution Act, 1982*, for the first time.

Elijah Harper helps to block the Meech Lake accord over lack of Aboriginal participation.

Violence erupts in Oka, Quebec, over a rejected land claim.

The federal government announces its Native Agenda, committing it to the acceleration of specific claims settlement.

The Indian Commission of Ontario, in a discussion paper commissioned by the federal government and the Assembly of First Nations, recommends the creation of an independent claims body.

The Chiefs Committee on Claims (Assembly of First Nations) also recommends the creation of an independent claims body and of a Joint Working Group on Claims to continue exploring reform of the claims policy with the federal government.

1991

The Indian Specific Claims Commission, known as the Indian Claims Commission, is created by Order in Council PC 1991 1329, and Harry S. LaForme is appointed Chief Commissioner.

1992

The Commission's mandate is amended by Order in Council PC 1992 1730 following objections from the Assembly of First Nations, and revisions recommended by a Joint First Nations / Government Working Group are incorporated. Six additional Commissioners are appointed: Roger Augustine, Daniel J. Bellegarde, Carole Corcoran, Carol Dutchshen, Charles Hamelin and P.E. James Prentice.

RECENT DEVELOPMENTS...

1995

The Supreme Court hands down its decision in the *Apsassin* case. In its decision, the Court contemplates a number of scenarios in which a pre-surrender fiduciary duty would come into effect: when a band's understanding of the terms of surrender is inadequate; where the conduct of the Crown has tainted dealings in a manner that makes it unsafe to rely on the band's understanding and intention; where the band has abnegated its decision-making authority in favour of the Crown in relation to the surrender; and where the surrender is so foolish or improvident as to be considered exploitative.

1997

In the *Delgamuukw* case, the Supreme Court finds that to disallow First Nations' oral history and tradition as evidence would put an impossible burden of proof on Aboriginal peoples, since that is the way First Nations kept records. The Court also addresses directly the definition of Aboriginal title; it finds that a First Nation has a right to claim "Aboriginal title" to lands that it has used in order to maintain its traditional way of life. Aboriginal title comes from a nation's use and occupancy of the land for generations; it is therefore a communal right that cannot be held by an individual.

1999

The Supreme Court hands down the *Marshall* decision. Given the language contained in a treaty between the Crown and the Mi'kmaq and Maliseet communities in New Brunswick, the Court finds that Donald Marshall Jr did have a right to earn a "moderate livelihood" from selling his catch of eels.

2001

The First Nations Governance Initiative is introduced by the Minister of Indian Affairs and Northern Development, at the Siksika First Nation in Alberta. The package of legislation contains the *Specific Claims Resolution Act*, which would create the Canadian Centre for the Independent Resolution of First Nations Specific Claims. This Centre would replace the Indian Claims Commission.

In August, Phil Fontaine is appointed Chief Commissioner of the ICC.

2003

In June, Mr Fontaine resigns as Chief Commissioner and is replaced by Renée Dupuis.

In November, the *Specific Claims Resolution Act* is adopted and receives royal assent, but the legislation is not proclaimed.

2004

In July, Order in Council amendment PC 2004-858 designates the Minister of Indian Affairs and Northern Development as the appropriate minister for the ICC for purposes of the *Financial Administration Act*.

2007

On November 27, Bill C-30, the *Specific Claims Tribunal Act*, was tabled in the House of Commons. Concurrently, Order in Council PC 2007-1789 directed Commissioners to complete all inquiries including reports by December 31, 2008, and cease all activities by March 31, 2009.



THE COMMISSIONERS



▼
Chief Commissioner Renée Dupuis is a member of the Barreau du Québec. She has had a private law practice in Quebec City since 1973 where she specializes in the areas of Aboriginal peoples, human rights, and administrative law. Since 1972, she has served as legal advisor to a number of First Nations and Aboriginal groups in her home province, including the Indians of Quebec Association, the Assembly of First Nations for Quebec and Labrador, and the Attikamek and the Innu-Montagnais First Nations, representing them in their land claims negotiations with the federal, Quebec, and Newfoundland governments and in constitutional negotiations. From 1989 to 1995, Madame Dupuis served two terms as commissioner of the Canadian Human Rights Commission and she is chair of the Barreau

du Québec's committee on law relating to Aboriginal peoples. She has served as consultant to various federal and provincial government agencies, authored numerous books and articles, and lectured extensively on administrative law, human rights, and Aboriginal rights. She is the recipient of the 2001 Award of the Fondation du Barreau du Québec for her book *Le statut juridique des peuples autochtones en droit canadien* (Carswell), the 2001 Governor General's Literary Award for Non-fiction for her book *Quel Canada pour les Autochtones?* (published in English by James Lorimer & Company Publishers under the title *Justice for Canada's Aboriginal Peoples*), and the YWCA's Women of Excellence Award 2002 for her contribution to the advancement of women's issues. In June 2004, the Barreau du Québec bestowed on her the Christine Tourigny Merit Award for her contribution to the promotion of legal knowledge, particularly in the field of Aboriginal rights. She was appointed as a Member of the Order of Canada in 2005. She was one of the first recipients of the *Advocatus emeritus* award, created by the Quebec Bar in 2007. Madame Dupuis has received her accreditation in civil and commercial mediation from the Barreau du Québec in 2003. She is a graduate in law from the Université Laval and holds a master's degree in public administration from the École nationale d'administration publique. She was appointed Commissioner of the Indian Claims Commission on March 28, 2001, and Chief Commissioner on June 10, 2003.



▼

Daniel J. Bellegarde is a citizen of Little Black Bear's Band of the Assiniboine Cree in Treaty 4 Territory, southern Saskatchewan. He attended the Qu'Appelle Indian Residential School and the University of Regina in the Faculty of Administration and has received specialized training at various universities and professional development institutions. He has held senior positions with First Nations organizations, including Socio Economic Planner with the Meadow Lake Tribal Council, President of the Saskatchewan Indian Institute of Technologies, and First Vice Chief of the Federation of Saskatchewan Indian Nations. As Vice Chief, he held the portfolios of Treaty Land Entitlement and Specific Claims, Gaming, Justice, International Affairs and Self Government. He is currently the Senior Governance Coordinator at the Treaty 4 Governance Institute in Fort Qu'Appelle. He has served on a number of community boards and committees, as well as the National Board of CESO. He has been a Commissioner of the Indian Specific Claims Commission since 1992 and served as Co Chair of the Commission from 1994 to 2000. He is President of Dan Bellegarde and Associates, specializing in training, organizational development and self government.



▼

Jane Dickson-Gilmore is an associate professor in the Law Department at Carleton University, where she teaches such subjects as Aboriginal community and restorative justice, as well as conflict resolution. Active in First Nations communities, she has served as an advisor for the Oujé-Bougoumou Cree First Nation Community Justice Project and makes presentations to schools on Aboriginal culture, history, and politics. In the past, she provided expert advice to the Smithsonian Institution – National Museum of the American Indian on Kahnawake Mohawks. Ms Dickson-Gilmore has also been called upon to present before the Standing Committee of Justice and Human Rights and has been an expert witness in proceedings before the Federal Court and the Canadian Human Rights Commission. A published author and winner of numerous academic awards, she graduated from the London School of Economics with a PhD in Law and holds a BA and MA in Criminology from Simon Fraser University. Ms Dickson-Gilmore was appointed Commissioner of the Indian Claims Commission on October 31, 2002.

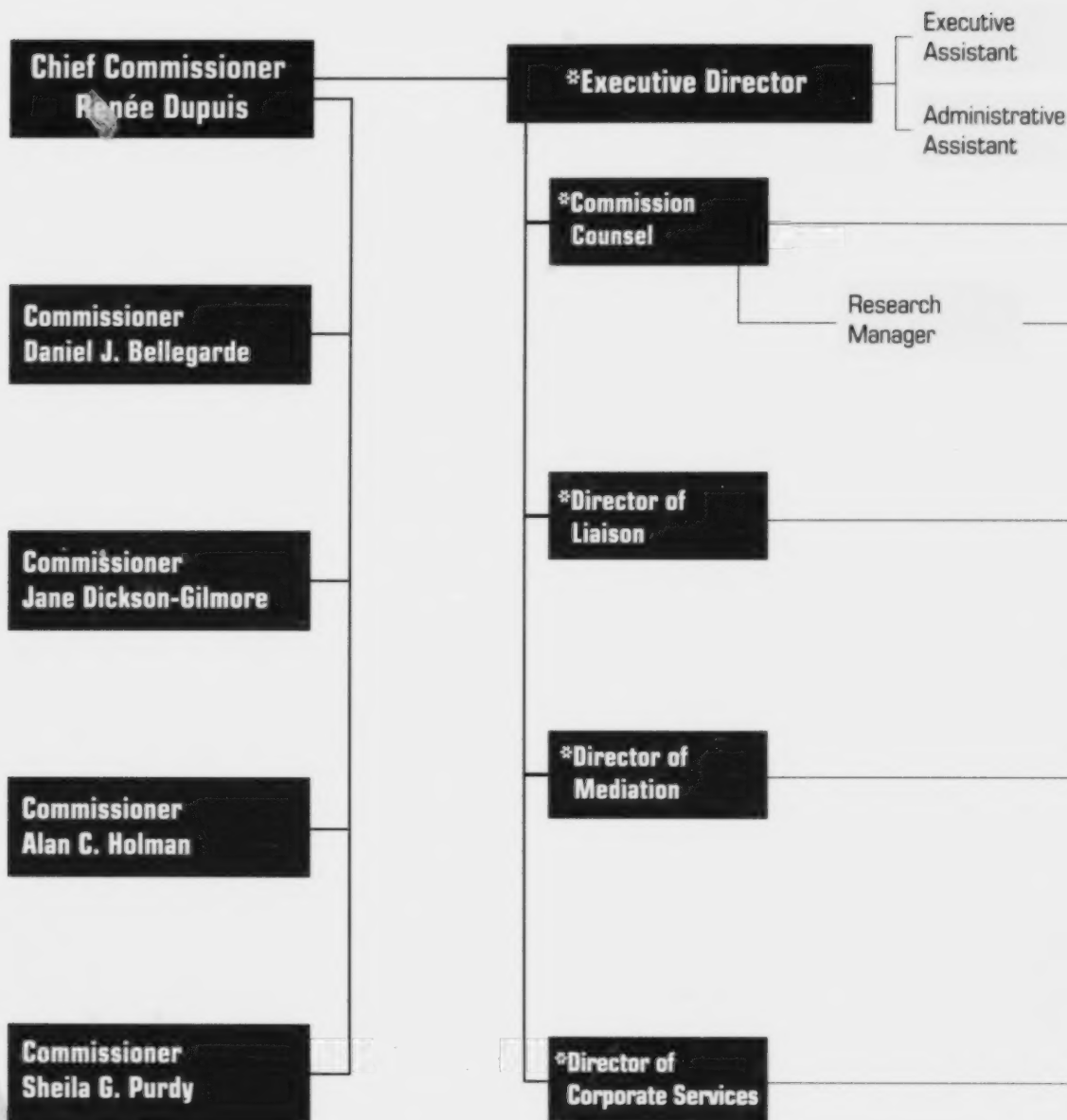


Alan C. Holman is a writer and broadcaster who grew up on Prince Edward Island. In his long journalistic career, he has been an instructor at Holland College in Charlottetown, PEI; editor/publisher of a weekly newspaper in rural PEI; a radio reporter with CBC in Inuvik, NWT; and a reporter for the *Charlottetown Guardian*, *Windsor Star*, and *Ottawa Citizen*. From 1980 to 1986, he was Atlantic parliamentary correspondent for CBC TV news in Ottawa. In 1987, he was appointed parliamentary bureau chief for CBC radio news, a position he held until 1994. That same year, he left national news reporting to become principal secretary to then-PEI Premier Catherine Callbeck. He left the Premier's office in 1995 to head public sector development for the PEI Department of Development. Since the fall of 2000, Mr Holman has worked as a freelance writer and broadcaster. He was educated at King's College School in Windsor, NS, and Prince of Wales College in Charlottetown, where he makes his home. He was appointed Commissioner of the Indian Claims Commission on March 28, 2001.



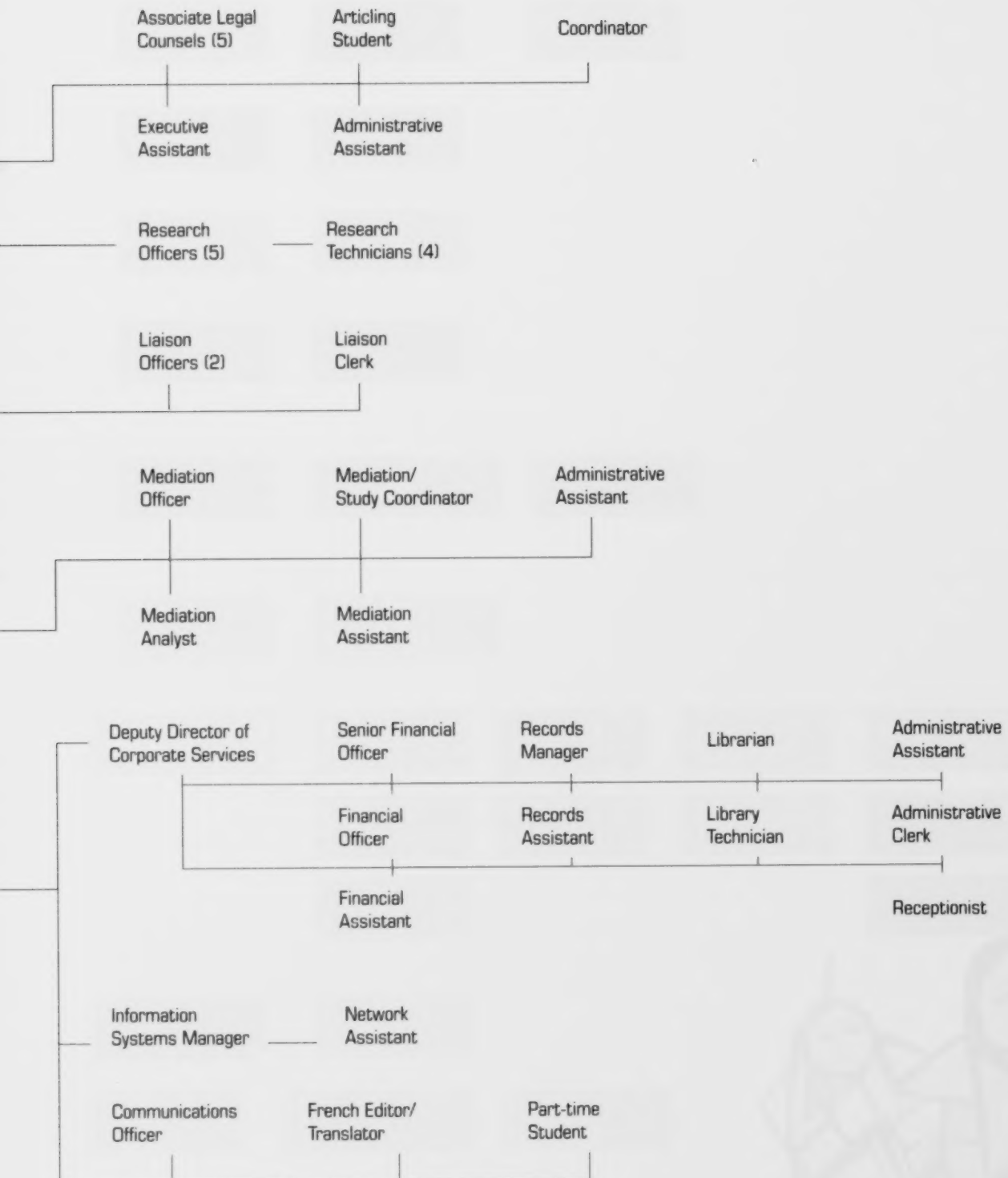
Sheila G. Purdy was born and raised in Ottawa. Between 1996 and 1999, she worked as an advisor to the government of the Northwest Territories on the creation of the Nunavut territory. Between 1993 and 1996, she was senior policy advisor to the Minister of Justice and the Attorney General of Canada on matters related to the Criminal Code and Aboriginal affairs. In the early 1990s, Ms Purdy was also special advisor on Aboriginal affairs to the Leader of the Opposition. Previously, she provided legal services on environmental matters and worked as a legal aid lawyer representing victims of elder abuse. After graduating with a law degree from the University of Ottawa in 1980, Ms Purdy worked as a litigation lawyer in private practice until 1985. Her undergraduate degree is from Carleton University, Ottawa. Ms Purdy has been a board member of various community and national organizations, including the Canadian Biodiversity Institute. She was appointed Commissioner of the Indian Claims Commission on May 4, 1999.

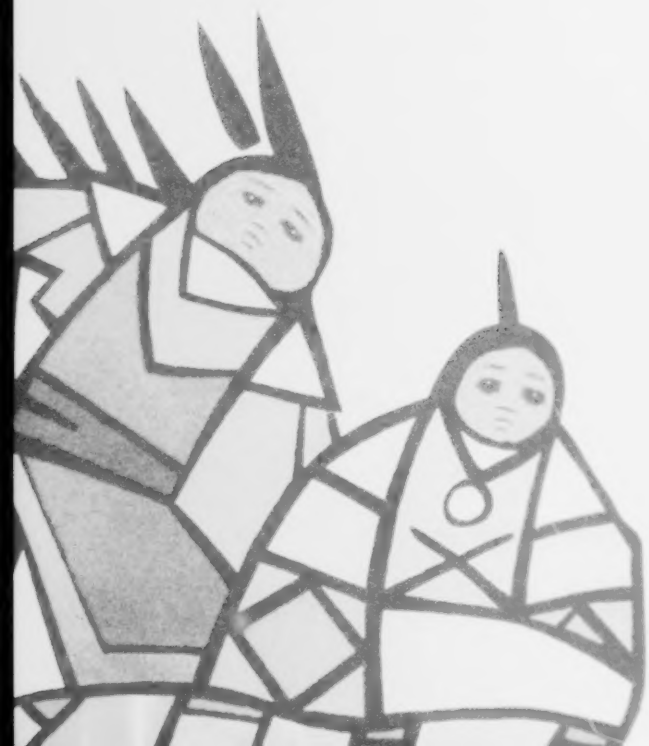
Organizational Structure



* denotes member of Management Committee

March 31, 2008







THE ICC – WHAT WE DO

What you'll find in this section...

27 Overview of the ICC's Activities from 1991 to 2008

Quick facts on ICC's inquiries, 1991–2008

Quick facts on claims in mediation/facilitation

33 The ICC's Achievements in 2007–2008

INQUIRIES:

What Are Inquiries?

Introduction and definitions

The Inquiry Process

Chart of ICC's inquiry process

Inquiries Completed in 2007–2008

Summarizes each inquiry completed by the ICC in 2007–2008

Summary of Specific Claims in Inquiry between April 1, 2007,
and March 31, 2008

*Describes each claim in inquiry at the ICC and lists the ICC's activities over
the past year within each file*

53 The ICC's Achievements in 2007–2008

Mediation and Facilitation: What Is Mediation and Facilitation?

Introduction and definitions

The Mediation Process

Chart of the ICC's mediation process

Summary of Specific Claims in Mediation and Facilitation between April 1, 2007, and March 31, 2008

Describes each claim in mediation/facilitation at the ICC and lists the ICC's activities over the past year within each file

69 Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with Reports

Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with Reports as of March 31, 2008

Table providing information on the status of each claim addressed in inquiries and each mediation the ICC has completed

Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with Reports Index: Provincial

Index of all claims addressed in inquiries and mediations concluded with reports, grouped by province

Claims Addressed in Inquiries Index: Thematic

Index of all claims addressed in inquiries, grouped by theme

94 Financial Information

Budget, expenditures of the ICC

95 In Fact...

Facts on specific claims at the ICC

96 How to Contact Us

Contact information for the Indian Claims Commission



OVERVIEW OF THE ICC'S ACTIVITIES FROM 1991 TO 2008

What you'll find in this section...

28 Overview of the ICC's Activities from 1991 to 2008

28 Quick facts on ICC's inquiries, 1991–2008

31 Quick facts on claims in mediation/facilitation

Overview of the ICC's Activities from 1991 to 2008

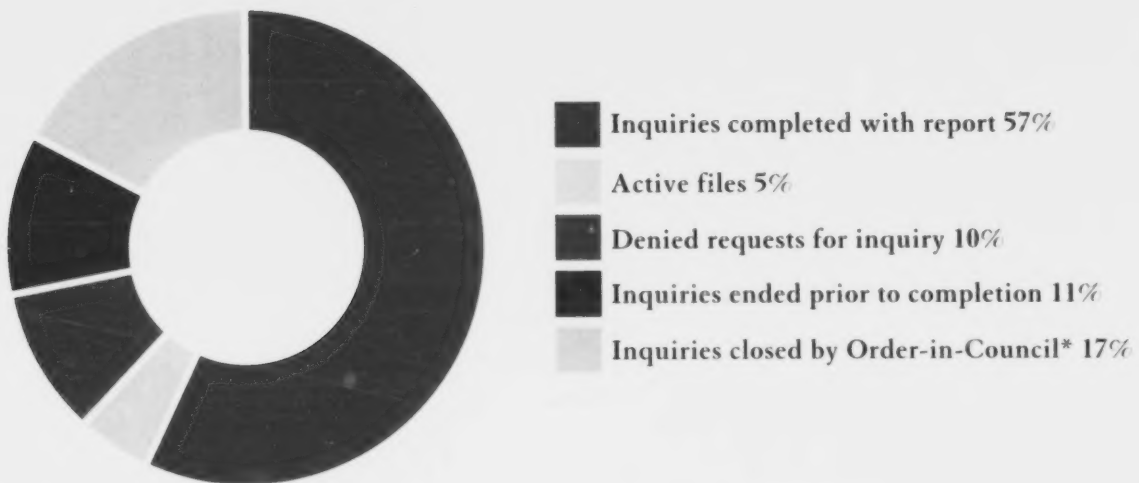
The following section represents an overview of the various specific claims submitted to the ICC. Since that time, the ICC has addressed 92 claims, and issued 70 inquiry reports covering 80 claims. It has also provided mediation/facilitation services to 53 specific claims negotiation tables and issued 12 mediation reports.

QUICK FACTS ON ICC INQUIRIES

Total requests for inquiry	143
Total accepted requests for inquiry	129
Total denied requests for inquiry	14
Total accepted requests for inquiry	129
Active files (see summaries of each file provided in following section)	7
Reports in progress	3
Within inquiry process	4
In abeyance at the request of First Nation	0
Inquiries ended prior to completion	41
Ended at request of the First Nation	6
Ended by the ICC owing to lack of file activity	11
Closed by Order in Council 2007-1789	24
Inquiries completed with report (for more information, see page 69)	81



ICC's TOTAL REQUESTS FOR INQUIRY, 1991-2008



** In November 2007, the Indian Claims Commission's mandate was amended by Order in Council to conclude the Commission's work. It was directed that the ICC cease all its activities on inquiries that had not yet reached the community session phase.*

The pie chart above contains a breakdown of the 143 requests for inquiry received by the ICC since its inception in 1991.

ACTIVE FILES, AS AT MARCH 31, 2008

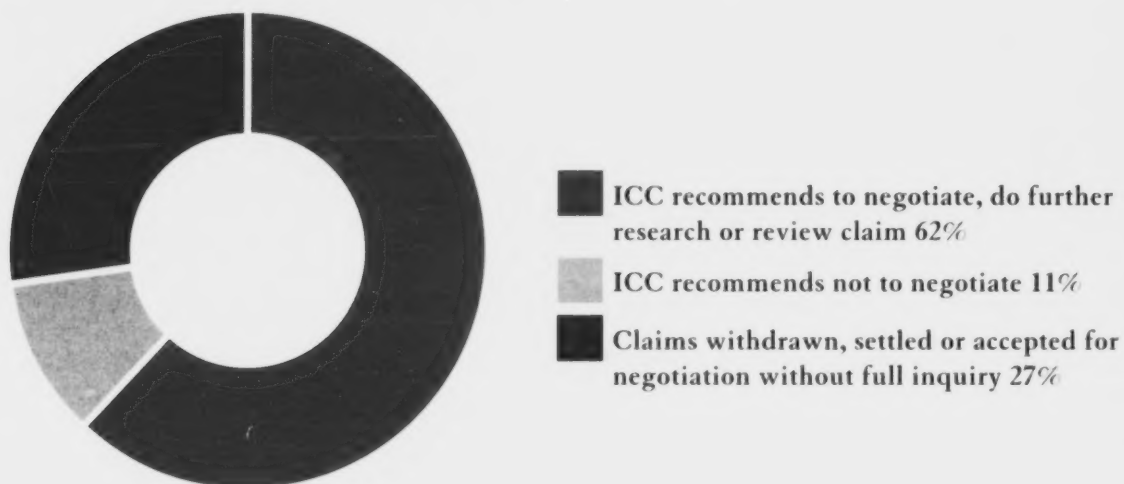


** "Within inquiry process" refers to stages 1 through 4 and "Report in progress" to stage 5 of the ICC's inquiry process. For more information on these stages, please see chart on page 35.*

The pie chart above provides a breakdown of the status of the 7 claims that were under review by the ICC from April 1, 2007, to March 31, 2008.

OUTCOMES OF CLAIMS ADDRESSED BY THE ICC IN INQUIRIES

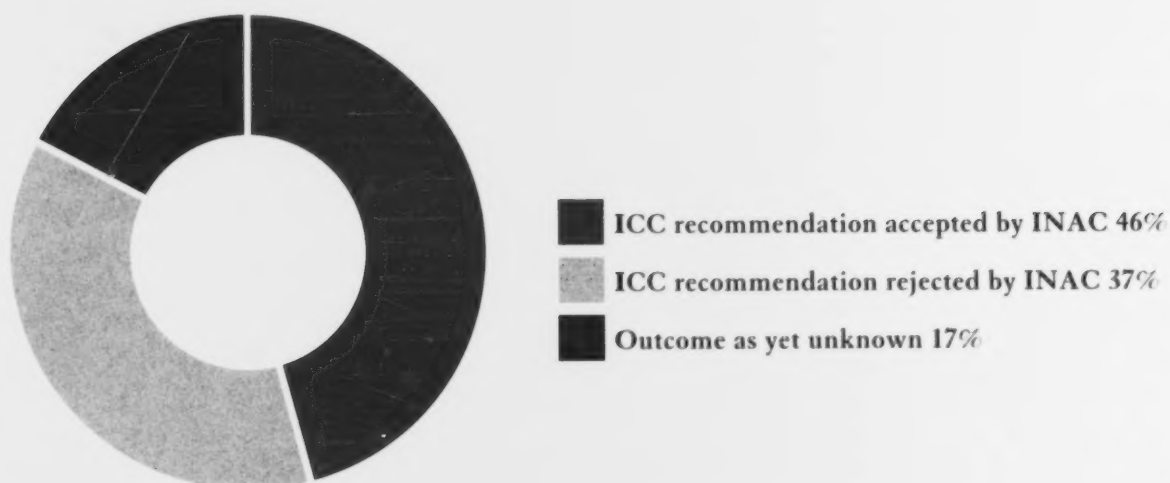
ICC recommends to negotiate, do further research or review claim	50
ICC recommends not to negotiate	9
Claims withdrawn, settled or accepted for negotiation without full inquiry	22

OUTCOMES OF CLAIMS ADDRESSED BY THE ICC IN INQUIRIES, 1991–2008

The pie chart above provides information regarding the outcome of claims addressed by the ICC in inquiries, from 1991 to March 31, 2008. For more information regarding the status of these claims, see page 69.



FOLLOW UP ACTION BY GOVERNMENT



The pie chart above provides information on the follow up by government to the 59 claims ICC has recommended either that they be accepted for negotiation, for further research or review, or for no further action. For more information on the status of claims addressed by the ICC in inquiries, see page 69.

QUICK FACTS ON ICC MEDIATION/FACILITATION

Total requests for mediation/facilitation	53
Current mediation/facilitation files	27
Claims settled through mediation/facilitation	17
Mediation/facilitation files ended prior to settlement	9

TOTAL REQUESTS FOR MEDIATION/FACILITATION, 1991-2008



The pie chart above provides a breakdown of the 53 requests for ICC's mediation/facilitation services received since 1991.

CURRENT MEDIATION/FACILITATION FILES



* "Within mediation/facilitation process" refers to stages 1 through 3 and "Report in progress" to stage 4 of the ICC's mediation process. For more information on these stages, please see chart on page 55.

The pie chart above provides a breakdown of the status of the 27 claims that were in mediation at the ICC from April 1, 2007, to March 31, 2008.

THE ICC'S ACHIEVEMENTS IN 2007-2008 INQUIRIES

What you'll find in this section...

34 Inquiries: What Are Inquiries?

Introduction and definitions

35 The Inquiry Process

Chart of ICC's inquiry process

36 Inquiries Completed in 2007-2008

Summarizes each inquiry completed by the ICC in 2007-2008

**41 Summary of Specific Claims in Inquiry between
April 1, 2007, and March 31, 2008**

Describes each claim in inquiry at the ICC and lists the ICC's activities over the past year within each file

What Are Inquiries?

As directed by Order in Council P.C. 2007-1789, the Commission is no longer accepting new claims for inquiry and ceased all its activities on inquiries that had not reached the community session stage on November 27, 2007, when Bill C-30, the Specific Claims Tribunal Act, was tabled. First Nations have been notified of the cessation of the ICC's inquiries.

Inquiries may take place at the request of a First Nation when:

- 1) the Minister of Indian Affairs and Northern Development has rejected the First Nation's claim; or
- 2) the Minister has accepted the claim for negotiation, but a dispute has arisen over the compensation criteria being applied to settle the claim.

Inquiries can be initiated at the sole request of the First Nation, provided that the request relates to a rejected claim or a dispute over compensation criteria. After receiving a First Nation's request for an inquiry, an initial planning conference is held between the parties to plan the process. This first conference is followed by a series of stages. One such stage, the community session, is an important part of the inquiry process whereby, upon consent of the community, the Commission will visit the First Nation to hear directly from Elders and other community members in regard to the claim. The community session is followed by an oral hearing at which legal arguments surrounding the claim are made by the First Nation and Canada. Following this, the record is closed and the Commissioners will deliberate; their deliberations will lead to a formal report containing the Commissioners' findings and recommendations. The report is intended to provide the Minister with the Commission's views on whether the claim has been correctly rejected for negotiation.

These five stages, which make up the Commission's inquiry process, are illustrated in the chart which follows.



The Inquiry Process

The following is the process that was followed to conduct an inquiry, up to November 27, 2007.

Stage 1	Initial Request for Inquiry
	The Commission reviews the First Nation's request for an independent inquiry and, if it agrees to accept the specific claim for review and assessment, a panel of three Commissioners is formed to hear the inquiry. (Activity now ceased)
Stage 2	Preparation for Inquiry
	Briefing material is prepared and sent to all of the parties in advance to facilitate discussion. Counsel for both parties are asked to state the issues to be addressed by the inquiry, from which the Commission staff will attempt, in consultation with counsel for the parties, to generate a single list of issues. A planning conference is held among the parties and their counsel. In many instances, the need for further research is identified. If there is no consensus by the parties on a single list of issues, this matter is placed before the panel for decision. (Activity now ceased)
Stage 3	Staff Visit and Community Session(s)
	Commissioners and staff attend a session or series of sessions in the First Nation's community to hear directly from Elders and other knowledgeable members of the First Nation. In some instances, expert witnesses may be called upon to present evidence or testimony and are subject to cross examination by the other party. (Activity now ceased)
Stage 4	Written and Oral Submissions
	Both parties present submissions to the panel.
Stage 5	Commissioners' Final Report
	The panel of Commissioners considers the evidence, testimony and submissions presented and issues a final report that contains its findings and recommendation that the Minister of Indian Affairs accept the specific claim for negotiation, or that the Minister of Indian Affairs not reconsider the decision to deny the specific claim.

Inquiries Completed in 2007-2008

Under its original mandate, the Indian Claims Commission inquired, upon request, into First Nations' specific claims. From April 1, 2007, to March 31, 2008, the Commission completed inquiries on the Lower Similkameen Indian Band [Vancouver, Victoria and Eastern Railway Right of Way], Lucky Man Cree Nation [Treaty Land Entitlement Phase II], Roseau River Anishinabe First Nation [1903 Surrender], Sandy Bay Ojibway First Nation [Treaty Land Entitlement] and Saulteau First Nation [Treaty Land Entitlement and Lands in Severalty] inquiries. Summaries of these five inquiries, completed within the 2007-2008 reporting period, can be found in the following pages.

Reports on the Roseau River Anishinabe First Nation [1903 Surrender], Sandy Bay Ojibway First Nation [Treaty Land Entitlement] and Saulteau First Nation [Treaty Land Entitlement and Lands in Severalty] inquiries were released in this reporting period; reports on the Lower Similkameen Indian Band [Vancouver, Victoria and Eastern Railway Right of Way] and Lucky Man Cree Nation [Treaty Land Entitlement Phase II] were completed and will be issued early in the 2008-2009 fiscal year.

In addition, the Commission released reports on five inquiries completed in previous reporting periods. These are the Blood Tribe / Kainaiwa [Big Claim], Kluane First Nation [Kluane National Park and Kluane Games Sanctuary], Opaskwayak Cree Nation [Streets and Lanes Claim], Paul First Nation [Kapasiwin Townsite Inquiry], and Sakimay First Nation [Treaty Land Entitlement] inquiries. All of the Commission's reports can be found on our website at www.indianclaims.ca.

Lower Similkameen Indian Band

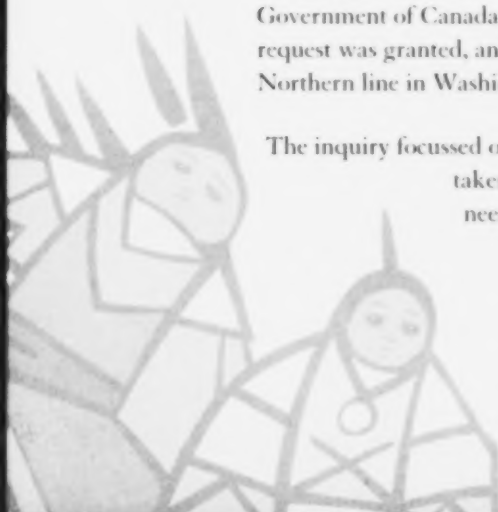
Vancouver, Victoria and Eastern Railway Right of Way, British Columbia

In April 2003, the Commission accepted the Band's request to conduct an inquiry into its rejected claim regarding the taking of a railway right of way through its reserves in 1905 by the Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company, a subsidiary of the Great Northern Railway (now the Burlington Northern and Santa Fe.) A planning conference was held in September 2003 and a community session in April 2004. Written legal submissions were completed by the end of 2004, and an oral session was held in January 2005.

This claim involves the lands in the Similkameen River valley, which lies between the Cascade Mountains and the Okanagan River, in south-central British Columbia.

In 1905, the Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company, asked the Government of Canada for a right of way through the Lower Similkameen Band's lands. Its request was granted, and a railway was built linking mines in the upper valley to the Great Northern line in Washington State.

The inquiry focussed on issues relating to adequacy of compensation awarded for the reserve lands taken for the right of way and interest in the lands now that they are no longer needed for the railway.



The panel concluded that compensation to the Lower Similkameen Indian Band should have been based on fair market value and that anything less was inadequate. The panel found that the compensation was not even in the acceptable range and did not account for injury to the Band's lands as a whole. This included serious disruption to band life and culture, damage to livestock, and the impact on band members of changes in wildlife behaviour, all caused by the construction and operation of the rail line.

The rail line was formally abandoned in 1985, and the panel concluded that Canada now holds the lands in trust for the Lower Similkameen Band, and that Canada should make every effort to secure the land for the Band's use and benefit.

The panel recommended that the Band's claim for compensation be accepted for negotiation, and that Canada take the necessary steps, by litigation or otherwise, to ensure that the legal status of the former Victoria and Eastern Railway and Navigation Company right of way lands is in every respect that of Indian reserve land set apart for the use and benefit of the Lower Similkameen Indian Band.

Lucky Man Cree Nation

Treaty Land Entitlement Phase II Inquiry, Saskatchewan

A Treaty Land Entitlement Settlement Agreement had been signed in 1989 between the First Nation and Canada, by which the First Nation obtained a reserve sufficient for 60 people, based on the Treaty 6 entitlement of 128 acres of land for each band member. The Lucky Man Cree Nation claimed that an outstanding treaty land entitlement continued after the settlement agreement.

In March 1997, the Commission issued a report on Phase I of this inquiry, finding that 1887 was the date of first survey of IR 116 and recommending that the parties undertake further research and payroll analysis to determine the First Nation's proper land entitlement population based on that date of first survey. Canada accepted the Commission's recommendation and concluded its further research in February 1998. The First Nation responded with its own research in June 2002, which Canada rejected in November 2003.

In December 2003, at the First Nation's request, the Commission agreed to open a second phase of the inquiry into the issue of the date of first survey population, and the quantum of land involved. A planning conference was held in April 2004 and a second planning conference in January 2005. The oral hearing in this inquiry was held in August 2005. A further evidentiary hearing was held in October 2006.

The panel determined that Canada has an outstanding obligation to provide land to the Lucky Man Cree Nation under the terms of Treaty 6. It also concluded that Canada is to be credited with having provided 7,680 acres of land under Treaty 6 to the First Nation. It recommended that the claim be accepted for negotiation.

Roseau River Anishinabe First Nation

1903 Surrender, Manitoba

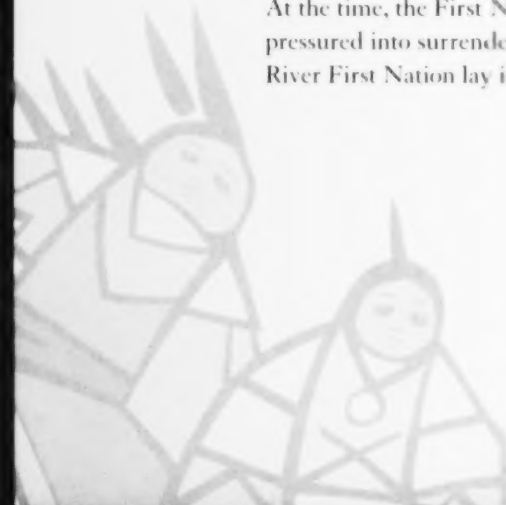
This claim, submitted to Canada in 1982 and rejected in 1986, centres on the validity of the 1903 surrender of a portion of the Roseau River reserve. The Commission accepted the request of the First Nation to conduct an inquiry in November 1993. At a planning conference held in December 1993, the parties agreed that additional research was required, and they jointly engaged an independent contractor under the management of the Commission. On the basis of this research, counsel for the First Nation submitted further legal submissions to Canada. In July 2001, the Minister of Indian Affairs and Northern Development rejected the claim. In September 2001, the Commission accepted a request by the First Nation for an inquiry into this second rejection.

A planning conference was held in April 2002, and in May 2002, the parties agreed on the legal issues. In July and September 2002, community sessions were held on the Roseau River reserve. In January 2003, terms of reference were finalized for an additional joint research project dealing with the quality of the reserve land, and the research report was completed early in 2005. The joint project was presented to the panel by the expert in June 2005, and oral arguments were heard in March 2006 in Winnipeg.

The panel examined the historical background to the surrender. Between 1889 and 1903, the year of the surrender, the Roseau River Band faced increasing pressure from local settlers, municipalities and politicians to surrender all of IR 2. The reserve, considered one of the best in Manitoba, contained prime agricultural land, as well as water and timber. In December 1902, band councillors refused a request to surrender the eastern portion of IR 2, responding that it was the only dry land on the reserve and would be needed for cultivation and for their cattle during the spring floods.

In January 1903, the Minister of the Interior, Clifford Sifton, instructed Inspector S.R. Marlatt to attempt to obtain a surrender of IR 2. Marlatt held a meeting on the reserve on January 20, at which time the Band refused a surrender. Ten days later, on January 30, 1903, the Band surrendered the eastern portion of the reserve, comprising 7,698.6 acres, or 60 per cent of the reserve. Among the terms of the surrender was a condition that two sections of land at the Roseau Rapids be purchased for the Band from the proceeds of sale.

From 1895 to 1903 - up to 10 days before agreeing to the surrender - the Roseau River First Nation had steadfastly refused to give up any of its land at the mouth of the Roseau River. There was considerable evidence, from Canada's own documents, that officials completely disregarded what was best for the First Nation by encouraging the surrender of up to 60 per cent of its main reserve. At the time, the First Nation was struggling to adapt to an agricultural lifestyle. The land it was pressured into surrendering was the part most suited to farming. What land was left to the Roseau River First Nation lay in a flood zone.



The panel found that the government did not breach Treaty 1 by permitting a surrender, nor was there sufficient evidence that it contravened the surrender provisions of the *Indian Act*. But the government's motivation for requesting the surrender reflected the settlers' and the surrounding municipalities' desire for land, not the present and future needs of the First Nation. The panel for this inquiry found that Canada failed in its fiduciary duty to protect the First Nation's legal and stated interests in the land granted to it by Treaty 1, and that officials should have resisted the intense lobbying to open up the land for settlement. In its November 2007 report, the panel recommended that the claim be accepted for negotiation.

Sandy Bay Ojibway First Nation

Treaty Land Entitlement, Manitoba

In April 1998, the First Nation requested an inquiry into its rejected claim that non-arable land was included in its treaty land entitlement (TLE) and that additions of land in 1930 and 1970 should not be counted in the TLE calculation. Shortly thereafter, it restated its legal arguments because the original claim had been filed in November 1982 without the benefit of legal counsel. In November 1998, the government challenged the Commission's mandate to inquire into this claim on the basis that the restatement essentially represented a new claim. In June 1999, the panel ruled that the inquiry would proceed.

Planning conferences were held in August and November 2002. During the winter of 2002-2003, a joint working group, made up of representatives of the First Nation, Canada and the Commission, discussed a payroll analysis of the First Nation. In the spring of 2003, the inquiry was placed in abeyance for a period of time before resuming in October. Planning conferences were held in February, June and September 2004.

In the fall, Canada proposed splitting the inquiry into two phases and inviting Long Plain First Nation's intervention in the inquiry as an affected party. The panel rejected the phased inquiry request. In December 2004, Long Plain First Nation submitted a motion for intervener status, and Sandy Bay First Nation made submissions on the matter in January. An oral hearing in this matter, as well as a site visit, was held in June 2005. The panel granted Long Plain First Nation intervener status in the inquiry, and final oral arguments in the inquiry were heard in June 2006.

The panel found that the population count for Sandy Bay is 207, and that 17 people claimed by both the Sandy Bay First Nation and the Long Plain First Nation should be counted with the Long Plain First Nation. However, the Commissioners noted that additional research should be conducted to determine if 38 non treaty women should be added to Sandy Bay's population count.

In addition, due to limited evidence, the panel could not conclude whether to add 38 non treaty women and an additional seven people to the Sandy Bay First Nation's population count. The First Nation declined to hold a community session, which would have made the oral history of its Elders available to the panel and may have clarified the evidence at the panel's disposal. As it stands, the First Nation received enough land for 213 members, even though its population count is 207. In its report released in September 2007, the panel recommended that the claim not be accepted for negotiation.

Saulteau First Nation

Treaty land entitlement and lands in severalty, British Columbia

Located in the Treaty 8 area of northeastern BC, the Saulteau First Nation claimed that Canada breached its legal and fiduciary duties by failing to provide sufficient lands under the provisions of Treaty 8, and it claimed a shortfall of 4,898 acres, based on a number of band members who were late adherents, absentees, or landless transfers at the date of first survey. The First Nation also submitted a claim that land known as Deadman Creek should be recognized under the severalty provision of Treaty 8. By this provision, 160 acres of land, located apart from the reserve, were to be provided to individual members of a First Nation who did not wish to live on the main reserve.

In August 1997, the Treaty 8 Tribal Association submitted these claims to the Department of Indian Affairs and Northern Development on behalf of the Saulteau First Nation, claiming that the Crown had breached its legal and fiduciary obligations. By August 2003, the claims had not yet been accepted or rejected by the Minister of Indian Affairs, and the First Nation asked the ICC to conduct an inquiry. The six years that had elapsed since the submission of the claims led the Commission to deem them constructively rejected, and it accepted the request to conduct an inquiry.

In 2004, the First Nation and Canada agreed to use the Commission's mediation services, and in 2006, the Saulteau First Nation requested the inquiry into their claims be concluded in anticipation of the acceptance of its treaty land entitlement claim by the Minister of Indian Affairs. In view of the First Nation's request, the Commission panel declared the ICC's inquiry closed in June 2006, and the Commission issued a report in April 2007.



Summary of Specific Claims in Inquiry Between April 1, 2007, and March 31, 2008

This section provides a summary of the Commission's activities in each of the 37 claims in inquiry during the 2007-2008 fiscal year. The First Nation, the title of the claim and the province in which the claim is geographically situated are followed by a description of the issues and the Commission's progress in each of the files during the year.

On November 27, 2007, Bill C-30, the *Specific Claims Tribunal Act*, was tabled in the House of Commons. By Order in Council PC. 2007-1789, the Commission was directed to cease all activities on inquiries that had not by that date reached the Community Session stage or in which final legal submissions had not been completed, to notify the affected First Nations of the cessation of their inquiries and to return all documents filed for the inquiries by the affected First Nations. Each of these inquiries is described below as "Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned." This Order also directed that all remaining inquiries be completed, including related reports, by December 31, 2008.

Athabasca Chipewyan First Nation

Compensation criteria for agricultural benefits, Alberta

The First Nation's request for an inquiry into the compensation criteria applicable to its claim was accepted by the Commission in September 2003. The First Nation had submitted the claim in February 1994 and Canada accepted it for negotiation in May 1998, but later suspended the negotiations. A planning conference was held in March 2004; however, Canada subsequently decided not to participate in the inquiry. In April 2004, the First Nation commenced court action to compel Canada to negotiate. The court action was discontinued when Canada agreed to resume negotiations. The inquiry was placed in abeyance, at the request of the First Nation, pending the outcome of these negotiations. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Blueberry River First Nation and Doig River First Nation

Compensation criteria – Highway right of way – IR 172 claim, British Columbia

Canada accepted the claim of these First Nations for negotiation in September 2004, but the parties disagreed on the compensation criteria applicable to the claim. In March 2005, the Commission accepted the request of the First Nations to conduct an inquiry into which compensation criteria apply. At the request of the First Nations, the claim was placed in abeyance pending negotiation with Canada about the applicable criteria. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

This claim was the subject of a previous inquiry: the **Blueberry River First Nation and Doig River First Nation, Highway right of way IR 172** inquiry. See Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with Reports on page 69.

Carry the Kettle First Nation

1905 surrender, Saskatchewan

The First Nation claims that a surrender of 5,760 acres of the Assiniboine reserve taken in 1905 is invalid.

Its claim was rejected, and in 1994 the Commission began an inquiry into the claim. The community session was held in October 1995. In August 1998, the First Nation requested that the claim be put in abeyance until the Commission completed its inquiry into the Cypress Hills claim. The report on that inquiry was released by the Commission in July 2000. In October 2004, the First Nation requested that the Commission resume the inquiry into the surrender.

A staff visit was held in October 2005 and a community session was conducted in July 2006. An oral hearing was held November 20, 2007. A report, to be completed by December 31, 2008, is in preparation by the panel.

Chippewas of the Thames First Nation

Ontario Hydro right of way, Ontario

The Chippewas of the Thames First Nation alleges that the Crown has an outstanding lawful obligation with respect to an easement it granted to the Ontario Hydro-Electric Power Commission in 1926 and renewed in 1959.

The Commission agreed to conduct an inquiry in September 2006, and a planning conference was to be scheduled to agree on the issues and next steps. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean

Inondation d'une partie des terres de la réserve de Mashteuiaish depuis 1928, Quebec

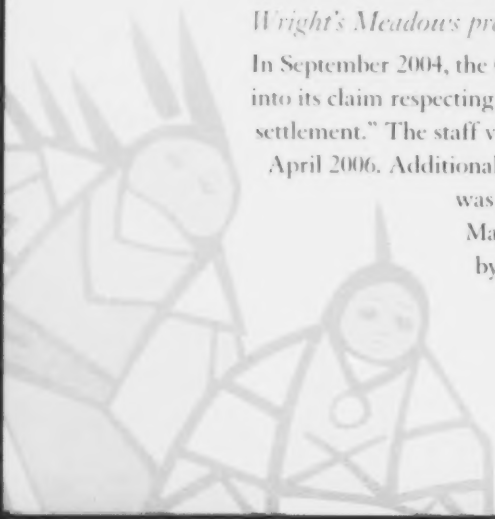
A portion of the Council's claim for flooding of their reserve from hydroelectric dam construction was accepted for negotiation by Canada, while another portion was rejected. In April 2007, the Commission accepted the request of the Council for an inquiry into the rejected portion of the claim. A planning conference had yet to be held when activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Esketemc First Nation

Wright's Meadows pre-emption claim, British Columbia

In September 2004, the Commission accepted the request of the First Nation to conduct an inquiry into its claim respecting the pre-emption by a settler, in 1893, of land it maintains was an "Indian settlement." The staff visit took place in January 2006, followed by the community session in

April 2006. Additional oral evidence given by an Elder was recorded in July 2006, and a site visit was also conducted at that time. An oral hearing was held in Williams Lake, May 9, 2007. A report, to be completed by December 31, 2008, is in preparation by the panel.



Fisher River Cree Nation

1896 Alienation, Manitoba

In October 2007, the Commission accepted the request of the First Nation for an inquiry into its claim that agreed-upon additions to their reserve were subsequently improperly reduced. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Kitselas First Nation

Railway specific claim, British Columbia

The Kitselas First Nation alleges that the Crown breached its fiduciary obligations by unlawfully expropriating lands for the construction of a railway and tramway through Kitselas reserves IR1, IR2, and IR4.

The First Nation's claim was accepted for inquiry in September 2006, and a planning conference was conducted in March 2007. A community session was to be held in the fall. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Lheidli T'enneh Band

Surrender Fort George IR 1, British Columbia

In December 2003, the Commission accepted the request of the First Nation to conduct an inquiry into its rejected claim respecting the surrender in 1911 of its reserve, in what is now downtown Prince George, for sale to the Grand Trunk Pacific Railway. A planning conference was held in June 2004, and Canada's documents were received in February 2005.

Following the planning conference, the inquiry became dormant as the First Nation concentrated on its treaty negotiations. This inquiry became active again once the treaty negotiations concluded. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Little Black Bear First Nation

1928 Surrender, Saskatchewan

In September 2007, the Commission accepted the request of this First Nation for an inquiry into elements of its specific claim that were not addressed in a settlement agreement of 1996. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Lower Similkameen Indian Band

Vancouver, Victoria and Eastern Railway right of way, British Columbia

In April 2003, the Commission accepted the Band's request to conduct an inquiry into its rejected claim regarding the taking of a railway right of way through its reserves by the Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company in 1905. A planning conference was held in September 2003 and a community session in April 2004. Written legal submissions were completed by the end of 2004, and an oral session was held in January 2005. The panel has completed its report, which will be released early in 2008-2009.

Lucky Man Cree Nation

Treaty land entitlement – Phase II, Saskatchewan

In March 1997, the Commission issued a report on Phase I of this inquiry, recommending that 1887 be used as the date of first survey (DOFS) of IR 116, for calculating the Lucky Man Band's treaty land entitlement population. The panel recommended that the parties undertake further research and payroll analysis to establish Lucky Man's correct DOFS population. Canada accepted the Commission's recommendations and submitted its further research in February 1998. The First Nation responded with its own research submission in June 2002, which Canada rejected in November 2003. In December 2003, at the First Nation's request, the Commission agreed to open a second phase of the inquiry into the issue of the DOFS population. A planning conference was held in April 2004 and a second planning conference in January 2005. The oral hearing in this inquiry was held in August 2005. A further evidentiary hearing was held in October 2006. The panel has completed its report, which will be released early in 2008-2009.

Madawaska Maliseet First Nation

Alienation of Reserve Lands, New Brunswick

In October 2007, the Commission considered the First Nation's request for an inquiry into its claim of improper Pre-Confederation alienation of parcels of land to which they claimed rights under 1725 treaties. This request was provisionally accepted on the basis that the claim should be deemed to have been rejected on account of delay. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Mississaugas of the New Credit First Nation

Crawford Purchase, Ontario

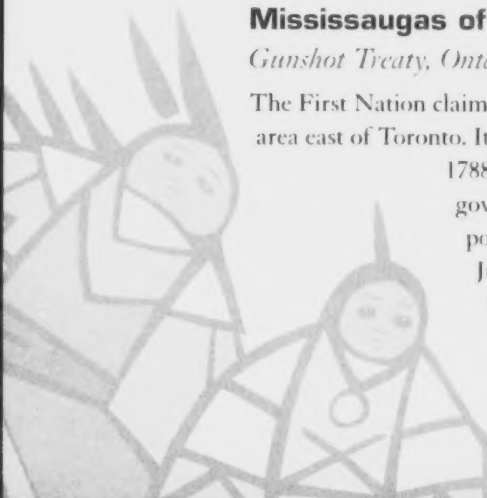
The First Nation claims that compensation was never paid for lands that the government took improperly in 1783. It also alleges that the government breached its fiduciary duty and that the First Nation suffered damages from misrepresentation and equitable fraud in the government's failure to compensate the First Nation for its interest in the land.

A planning conference was held in July 1998. In September 1998, the First Nation requested that the claim be put in abeyance while its Toronto Purchase claim is under consideration. The Toronto Purchase claim remains in negotiation. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Mississaugas of the New Credit First Nation

Gunshot Treaty, Ontario

The First Nation claims damages for loss of certain lands and rights to fish, hunt and trap in the area east of Toronto. It argues that these damages are a result of the non-binding nature of the 1788 Gunshot Treaty, under which the land was surrendered, and that the government breached its fiduciary duty to protect the First Nation in its possession of these lands. The Commission held a planning conference in July 1998. In September 1998, the First Nation requested that the claim be put in abeyance while its Toronto Purchase claim was under consideration. The Toronto Purchase claim remains in negotiation. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.



Muskowekwan First Nation

1910 and 1920 surrenders, Saskatchewan

This claim was submitted in 1992 and rejected in 1997, following which the First Nation made additional submissions to the Minister of Indian Affairs. In December 2003, the Commission accepted the First Nation's request to conduct an inquiry. The inquiry concerns the First Nation's claim respecting lands surrendered for the purpose of a townsite along the Grand Trunk Pacific Railway. A planning conference was held in February 2005, and a community session was held in September 2005. A further research project was conducted, and the oral hearing is planned for May 2008. The report of the inquiry is to be completed by December 31, 2008.

Nadleh Whut'en Indian Band

Lejac School, British Columbia

In December 2002, the Commission accepted the request of the Nadleh Whut'en Indian Band to conduct an inquiry into a claim regarding the construction and operation of Lejac Residential School. This claim was originally submitted to Canada in May 1992, and was rejected in September 1995. The First Nation made a supplementary submission in February 1997, but, with no response received by June 2002, the First Nation asked the Commission to conduct an inquiry.

At a planning conference in March 2003, it was agreed that both parties would undertake additional research. This research was completed by December 2003, and the First Nation made a revised submission in March 2004. Further documentation was provided, and a revised claim submission was made by the First Nation in September 2004. In December, Canada completed its confirming research and the First Nation provided comments in May 2005.

In 2006, owing to limited resources, Canada's review was delayed. The parties agreed to a joint project to facilitate Canada's legal review of the First Nation's submissions. The community session was held November 22, 2007. The oral hearing is planned for April 2008, and the report of the inquiry is to be completed by December 31, 2008.

Neskonlith, Adams Lake and Little Shuswap Bands

Neskonlith Reserve, British Columbia

In September 2003, the Commission accepted the request of these First Nations to conduct an inquiry into their rejected specific claim to a reserve they say was validly established under the authority of James Douglas, Governor of the Colony of British Columbia, in 1862 and later unlawfully reduced.

The First Nations' documents were received by the Commission in July 2004 and Canada's documents were received in September. A planning conference was held in November 2004, a community session was conducted in July 2005, and an expert session was held in July 2006. The oral hearing was held June 19, 2007. A report, to be completed by December 31, 2008, is in preparation by the panel.

Ocean Man First Nation

Treaty land entitlement, Saskatchewan

In July 1994, the Commission accepted the request of the First Nation to conduct an inquiry into its rejected claim that it was entitled to additional land under the terms of Treaty 4 (1874). As a result of changes in the federal treaty land entitlement (TLE) policy, resulting from the ICC's Fort McKay and Kawacatoose findings, new research was conducted in 1999 to determine if there was an outstanding TLE obligation. In October of that year, the government provided a payroll analysis indicating a shortfall of treaty land under the existing TLE policy. However, in May 2000, before Canada could complete its review process, the First Nation filed a claim in the courts against the federal government relating to issues beyond the scope of the inquiry, issues which may or may not have an impact on the current TLE claim. The inquiry was placed in abeyance pending resolution of the litigation. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Pasqua First Nation

1906 surrender, Saskatchewan

This claim, alleging that the 1906 surrender of IR 79 was invalid and that the federal government had breached its fiduciary obligations to the First Nation in the taking of the surrender, was submitted in 1987 and rejected in July 1997. The First Nation conducted additional research, which led to a supplementary submission in March 2000.

The Commission accepted the request of the First Nation to hold an inquiry into its rejected claim in December 2002. On agreement, Canada continued its review of the First Nation's 2000 submission, commissioning further research and conducting interviews, which were completed in the fall of 2003. The First Nation received a letter rejecting its claim in April 2006.

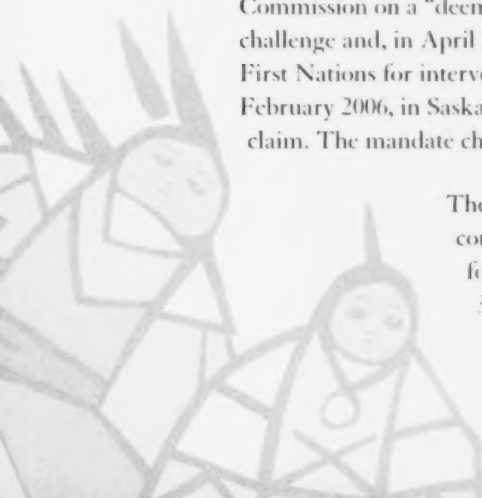
The First Nation elected to proceed with its inquiry. However, activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Red Earth and Shoal Lake Cree Nations

Quality of reserve lands (agriculture), Saskatchewan

In June 2004, the Commission accepted a request for an inquiry by the Red Earth and Shoal Lake Cree Nations into their claims that their right to farming lands under their treaty had not been fulfilled. Their claims at that time had not been expressly rejected, and were accepted by the Commission on a "deemed rejection" basis. Canada responded that it intended to submit a mandate challenge and, in April 2005, did so. The panel denied a request from the British Columbia Treaty 8 First Nations for intervenor status. The oral hearing of the mandate challenge took place in February 2006, in Saskatoon. In December 2006, Canada formally rejected the First Nations' claim. The mandate challenge was thus moot.

The First Nation requested that the Commission resume the inquiry. The community session was held October 16-17, 2007. The oral hearing is planned for May 2008, and the report of the inquiry is to be completed by December 31, 2008.



Roseau River Anishinabe First Nation

1903 surrender, Manitoba

This claim, submitted to Canada in 1982 and rejected in 1986, questions the validity of the 1903 surrender of a portion of the Roseau River reserve. In November 1993, the Commission accepted the request of the First Nation to conduct an inquiry. At a planning conference held in December 1993, the parties agreed that additional research was required, and they jointly engaged an independent contractor under the management of the Commission. On the basis of this research, counsel for the First Nation submitted a legal analysis to Canada. In July 2001, the Minister of Indian Affairs and Northern Development rejected the claim. In September 2001, the Commission accepted a request by the First Nation for an inquiry into this second rejection.

A planning conference was held in April 2002 and, in May 2002, the parties agreed on the legal issues. In July and September 2002, community sessions were held on the Roseau River reserve. In January 2003, terms of reference were finalized for an additional joint research project, and the research report was completed early in 2005. The joint project was presented to the panel by the expert in June 2005, and oral arguments were heard in March 2006 in Winnipeg. The report of the inquiry was released December 6, 2007. The Commission recommended that the claim be accepted for negotiation.

Sandy Bay Ojibway First Nation

Treaty land entitlement, Manitoba

In April 1998, the First Nation requested an inquiry into its rejected claim that non-arable land was included in its treaty land entitlement (TLE), and that additions of land in 1930 and 1970 should not be counted in the TLE calculation. Shortly thereafter, it restated its legal arguments because the original claim had been filed in November 1982 without the benefit of legal counsel. In November 1998, the government challenged the Commission's mandate to inquire into this claim on the basis that the restatement essentially represented a new claim. In June 1999, the panel ruled that the inquiry would proceed.

Planning conferences were held in August and November 2002. During the winter of 2002-2003, a joint working group, made up of representatives of the First Nation, Canada, and the Commission, discussed a payroll analysis of the First Nation. In the spring of 2003, the inquiry was placed in abeyance for a period of time before resuming in October. Planning conferences were held in February, June and September 2004.

In the fall of 2004, Canada proposed splitting the inquiry into two phases and inviting Long Plain First Nation's intervention in the inquiry as an affected party. The panel rejected the phased inquiry request. In December 2004, Long Plain First Nation submitted a motion for intervener status, and Sandy Bay First Nation made submissions on the matter in January 2005. An oral hearing regarding this matter was held in June 2005, as was a site visit.

Oral arguments were heard in June 2006. The report of the inquiry was released September 27, 2007. The Commission recommended that the claim not be accepted for negotiation.

Shuswap Indian Band

1940-acre claim, British Columbia

In September 2007, the Commission accepted the Band's request for an inquiry into its claim that it did not obtain 1940 acres to which it believed it is entitled as a result of reserve allotment in the 1880s. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Shuswap Indian Band

1914 Railway Right of Way, British Columbia

In September 2007, the Commission accepted the Band's request for an inquiry into its claim that it suffered statutory and fiduciary breaches in connection with the granting of a railway right of way in 1914. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Siksika Nation

1910 surrender, Alberta

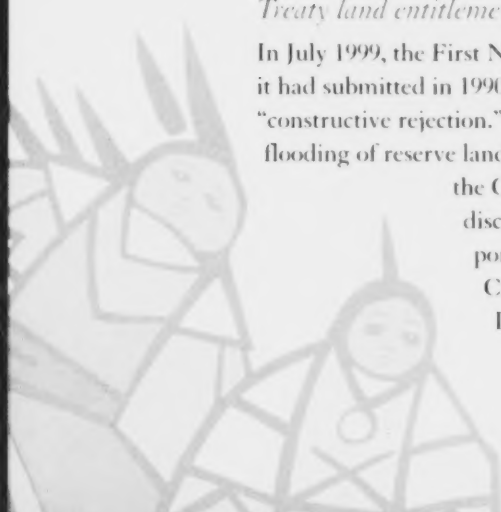
This claim involves alleged irregularities in the surrender vote; the reservation of coal, oil and gas rights from the 1910 land surrender; and the reduction and subsequent discontinuance of perpetual rations from the proceeds of the sale of surrendered lands. The claim was first submitted to the Department of Indian Affairs and Northern Development in 1985. The First Nation and the government conducted a series of cooperative research studies, and the claim was submitted to the Department of Justice, in 1995, for its review.

In January 2002, the Commission agreed to conduct an inquiry into the claim. In March 2002, a planning conference was held at which the parties agreed to begin the initial stages of the inquiry process (that is, document compilation) while Canada finalized its legal review. By agreement of the parties, the inquiry was placed into abeyance in May 2002 while the Commission facilitated Canada's review of the claim. Further legal submissions were made by the First Nation in 2003. A conference call was held in June 2004, and Canada submitted a further research report in February 2005. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Stanjikoming First Nation

Treaty land entitlement, Ontario

In July 1999, the First Nation requested that the Commission conduct an inquiry into a claim it had submitted in 1990, arguing that the federal government's lack of response amounted to a "constructive rejection." The claim involves an alleged shortfall of 1,408 acres of treaty land and flooding of reserve land by hydro development. In April 2000, the First Nation requested that the Commission put the inquiry in abeyance, but that it continue to facilitate discussions. In February 2005, the First Nation requested that the flooding portion of this inquiry be put in abeyance once again, as the First Nation, Canada, and the Province of Ontario agreed to meet to negotiate the matter. In June 2007, Canada accepted the treaty land entitlement issue for



negotiation. At the First Nation's request, the ICC maintained the file in abeyance pending resolution of the land quality issue. However, activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Stó:lō Nation

Douglas reserves, British Columbia

This claim is brought by 14 bands within the Stó:lō Nation, the Aitchelitz, Kwantlen, Kwaw-Kwaw-Apilt, Lakahahmen, Matsqui, Scowlitz, Skowkale, Skwah, Skway, Soowahlie, Squiala, Sumas, Tzechachten and Yakweawwioose Bands. The claim alleges that in 1864, James Douglas, Governor of the Colony of British Columbia, established reserves for the various bands of the Stó:lō Nation, reserves that were subsequently unlawfully reduced, and that when British Columbia entered Confederation in 1871, Canada inherited the duty to rectify this situation. The claim was submitted to Canada in 1988 and rejected in 1997; it was again rejected again in 1999, after a supplementary submission had been made.

In July 2000, the Stó:lō Nation made an initial request for an inquiry, which was confirmed a year later. Scheduling of the first planning conference was postponed pending clarification of the conditions and nature of the parties' participation in the inquiry. Subsequent conference calls did not resolve these issues and, in September 2003, the Stó:lō Nation requested that the inquiry be placed in abeyance. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Sturgeon Lake First Nation

1913 surrender, Saskatchewan

In August 1996, the First Nation requested that the Commission conduct an inquiry into this claim respecting alleged irregularities in the surrender vote of 1913. The inquiry was placed in abeyance in December 1996 while both parties conducted supplementary research. In May 1998, the government advised the First Nation that its review of the claim had disclosed no lawful obligation and in June, the First Nation asked the Commission to resume the inquiry. The inquiry was placed in abeyance again in April 1999, at the First Nation's request. In November 2002, the First Nation asked the Commission to resume the inquiry.

The community session was held in December 2006, at which time the First Nation provided a taped interview of an Elder who had passed away. The interview was in Cree and was translated.

The oral hearing is planned for May 2008, and the report of the inquiry is to be completed by December 31, 2008.

Touchwood Agency Tribal Council

Mismanagement claim – compensation criteria, Alberta

Early in 1998, the Day Star, Fishing Lake, George Gordon, Kawacatoose and Muskowekwan First Nations of the Touchwood Agency Tribal Council collectively submitted a claim to Canada alleging that their assets had been

mismanaged by government agents from 1920 to 1924. This claim was accepted for negotiation in March 1998. Negotiations commenced, but eventually reached an impasse and came to a halt in March 2002.

In August 2003, the First Nations requested an inquiry into the application of compensation criteria. This request was accepted in September 2003. The Commission then attempted to obtain the necessary documentation and a list of issues from both parties, but disagreement regarding disclosure of documentation, the scope of the inquiry, and the Commission's mandate led to an impasse. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Treaty 8 Tribal Association

Consolidated annuity claim, British Columbia

The seven claimant First Nations of the Treaty 8 Tribal Association – Doig River, Blueberry River, Fort Nelson, Halfway River, West Moberly, Saulteau, Dene Tsaa Tse K'Nai (Prophet River) – submitted a claim to Canada in February 1995 for treaty annuities from 1899, the date of Treaty 8, to the date each First Nation adhered to the treaty. In August 2003, the claimants asked the Commission to conduct an inquiry, and the Commission, deeming the claim to be rejected, agreed to their request in November of that year. In March 2006, Canada formally rejected this claim for negotiation. The First Nations requested that the inquiry into their claims begin, and Canada agreed to participate. A planning conference was to be scheduled, however activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Treaty 8 Tribal Association

Treaty land entitlement and land in severalty claims, British Columbia

In August 2003, the Treaty 8 Tribal Association on behalf of the Saulteau First Nation requested that the Commission conduct an inquiry into its claim, submitted in February 1995 and to which Canada had not responded. The First Nation alleges that Canada breached its legal and fiduciary duty by failing to perform its obligations under the land entitlement provision of Treaty 8, and claims a shortfall of 4,898 acres. The First Nation also maintains that a claim to land known as Deadman Creek should be recognized as entitlement under the severalty provision of Treaty 8.

The Saulteau First Nation anticipates that its claims will be accepted for negotiation. Therefore, the Saulteau First Nation has requested that the inquiry into its claims be closed. A brief report was released May 31, 2007.

Tsawwassen First Nation

English Bluffs surrender claim, British Columbia

In May 2005, the Tsawwassen First Nation asked the Commission to conduct an inquiry into this claim, and in June the Commission agreed. The claim relates to the surrenders and sales, in 1957, of two parcels of land at the Tsawwassen Reserve No. 0. The First Nation alleges undue or improper influence, conflict of interest, and breaches of fiduciary duty by Canada in failing to maximize benefits to the First Nation. The claim does not question the validity of the surrenders.



A statement of issues was agreed to at a conference call in January 2006. A planning conference was held in March 2006, but the inquiry was overtaken by the treaty process in which the First Nation is engaged, it being agreed between the First Nation and Canada that the specific claim would be addressed in the comprehensive claims settlement. The inquiry was placed in abeyance in October 2006, pending completion of the treaty process. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

U'mista Cultural Centre

Prohibition of the potlatch, British Columbia

In April 2002, the 'Namgis First Nation, representing itself, the U'mista Cultural Centre, the Nuyumbalees Cultural Centre and 13 other Kwakwaka'wakw First Nations, requested an ICC inquiry, which the Commission accepted in May 2002. The claimants alleged a breach of Canada's fiduciary obligation through *Indian Act* amendments in 1884, 1895, and 1918 that prohibited the potlatch and also through measures taken by the government and its officials in enforcing such legislation, particularly in the case of a potlatch held at Village Island in December 1921. After a planning conference in October 2002 and several subsequent conference calls, the parties came to an agreement on the issues before the Commission in February 2003. At the end of that month, a community session was held at the 'Namgis First Nation and, in March 2003, the Commission initiated discussions with Canada regarding the possibility of considering the claim as a special claim. (Special claims, formerly known as "Claims of a Third Kind," are those claims from First Nations that fall outside the Specific Claims and Comprehensive Claims policies.) By July 2003, the parties agreed on this manner of proceeding. In February 2005, the First Nation revised and submitted its claim as a special claim. The inquiry was placed in abeyance at the request of the First Nation, pending a decision on the special claim. Order in Council P.C. 2007-1789 gave the First Nation the option of requesting that the inquiry cease and a report not be issued. The First Nation exercised this option, the inquiry ceased, the First Nation's documents were returned, and no report will be issued.

Whitefish Lake First Nation

Agricultural benefits pursuant to Treaty 8: compensation criteria, Alberta

A specific claim by the Whitefish Lake First Nation to agricultural benefits under Treaty 8 was accepted by Canada as a claim to contemporary benefits. The First Nation requested that the Commission conduct an inquiry regarding compensation criteria. This request was accepted in September 2003.

Negotiations were subsequently suspended by Canada in February 2004 to permit additional research to be conducted on the subject of agricultural benefits. In March 2004, the Commission accepted an inquiry into a claim of the First Nation for benefits from the time of its adhesion to Treaty 8. The inquiry into compensation criteria for the contemporary claim was deferred.

In March 2005, Canada resumed negotiations with the First Nation on the contemporary claim. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Whitefish Lake First Nation

Agricultural benefits pursuant to Treaty 8; historic claim, Alberta

In March 2004, the Commission accepted the Whitefish Lake First Nation's request to hold an inquiry into its claim for agricultural benefits from the time of its adhesion to Treaty 8. In March 2005, Canada resumed negotiation with the First Nation on the contemporary claim. The inquiry into the claim for historic benefits was put into abeyance. Activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.

Wolf Lake First Nation

Reserve lands, Quebec

One of the few landless First Nations in Canada, Wolf Lake alleges that the federal government has not fulfilled its fiduciary duty or commitment to provide reserve lands. In January 2002, the First Nation requested that the ICC conduct an inquiry and the Commission accepted this request. In March 2002, however, the inquiry was placed in abeyance on the understanding that the Commission would facilitate Canada's review of a revised claim submission.

A series of research meetings, planning conferences and conference calls, chaired by the Commission, was held through 2002, 2003 and into 2004. During this time, the parties refined the scope of the evidence required and the issues in question, and established a joint statement of facts, all of which facilitated the writing of a new legal submission by the First Nation. This submission was provided to Canada in May 2004.

In July 2006, the Minister of Indian Affairs advised Wolf Lake that its reserve creation claim did not disclose an outstanding lawful obligation on the part of the Crown. After meeting with representatives of Canada in October 2006, Wolf Lake decided to revive the inquiry into its rejected claim.

In March 2007, the parties submitted issues for the inquiry. However, activity ceased November 27, 2007, the First Nation was notified, and their documents were returned.



THE ICC'S ACHIEVEMENTS IN 2007-2008

MEDIATION AND FACILITATION

What you'll find in this section:

54 Mediation and Facilitation: What Is Mediation and Facilitation?

Introduction and definitions

55 The Mediation Process

ICC's mediation process

**55 Summary of Specific Claims in Mediation and Facilitation
between April 1, 2007, and March 31, 2008**

Describes each claim in mediation/facilitation at the ICC and lists the ICC's activities over the past year within each file

What Is Mediation and Facilitation?

Mediation is a consensual way of resolving disputes. In this process, a neutral third party, the mediator, assists the parties to reach a settlement that each of them can accept.

Mediation can advance negotiations by:

- narrowing the issues in dispute;
- helping the parties reach an agreed-upon settlement; or
- providing independent advice on a particular issue.

The mediator facilitates discussions by bringing the two sides together to examine the issues in dispute and the particular interests, needs, and concerns of each side. Out of the discussions emerge options for a binding settlement.

Under its mediation mandate, the Indian Claims Commission (ICC) provides broad mediation and facilitation services, not just when a claim has been accepted for negotiation, but at any stage of the claims process. Seventeen years of history and experience demonstrate that the use of the Commission's mediation, facilitation and research/study coordination services by the parties – be it before or after the acceptance of a claim by the Minister of Indian Affairs and Northern Development – greatly increases the chance of a positive outcome. Open discussion amongst the parties, in the presence of a neutral third party, promotes a better understanding and relationship. In this atmosphere, settlements are easier to reach.

The Commission's mediation services can include:

- arranging for and chairing negotiation meetings;
- coordinating joint studies (e.g., loss-of-use studies);
- monitoring the parties' decisions and following up on their undertakings; and
- providing or arranging for mediation on specific issues when the parties have reached an impasse.

The Commission has provided mediation/facilitation services on 53 files since its creation in 1991.

Commission mediation reports can be found on our website at www.indianclaims.ca.

The four stages which make up the Commission's mediation process are illustrated in the chart which follows.



The Mediation Process

Stage 1	Preparation for Mediation
	The Commission reviews the claim being negotiated and brings representatives of the negotiating parties together face to face to discuss the issues and terms of the negotiation and mediation protocol agreements.
Stage 2	Negotiation Process
	The Commission facilitates discussions on compensation, assists the parties by coordinating the gathering of information, including land appraisals and joint loss-of-use studies, and monitors the parties' decisions and undertakings.
Stage 3	Settlement
	When and after the negotiating parties reach an agreement in principle, lawyers for the First Nation and Canada work together to draft a final settlement agreement, which is initialled by the negotiators and ratified by both parties.
Stage 4	Final Mediation Report
	The Commission reports to the federal government, the First Nation and the public on the outcome of the negotiation.

Mediations Completed in 2007-2008

From April 1, 2007, to March 31, 2008, the Commission completed mediations on Fort Pelly Agency [Pelly Haylands Claim Negotiations], George Gordon First Nation [Treaty Land Entitlement Negotiations], Metepenagiag Niskaw Nation [Hosford Lot and Red Bank Reserve 7], Michipicoten First Nation [Pilot Project], Muskoday First Nation Treaty Land Entitlement Negotiations] and Sturgeon Lake First Nation [Treaty Land Entitlement Negotiations].

Reports on the completed mediations will be issued in the 2008-2009 fiscal year.

Summary of Specific Claims in Mediation and Facilitation Between April 1, 2007, and March 31, 2008

This section reports on the Commission's mediation activities in 2007-2008. The First Nation, the title of the claim, and the province in which it is situated, are followed by a brief background of the claim, a description of the issues, and an update on progress made in each of the 27 files during the year.

From April 1, 2007, to March 31, 2008, the Commission completed six mediations.

All of the Commission's reports can be found on our website at www.indianclaims.ca.

Blood Tribe/Kainaiwa

Cattle claim, Alberta

The Blood Tribe/Kainaiwa Nation is located 195 km south of Calgary. The land base consists of two parcels of encompassing 136,264 hectares. The Blood Tribe currently has a population of 10311, of whom 7454 members live on-reserve.

In November 2002, the Indian Claims Commission was asked by the Blood Tribe to facilitate further research on its cattle claim. Following a review of the existing research and reports in 2003, the ICC recommended an independent historical review and analysis based on a renegotiated terms of reference. Over the next several months, the Blood Tribe undertook a review of the research. In early 2004, the ICC was asked to place this matter in abeyance so that the Blood Tribe could focus its efforts and resources on other claims. As of March 31, 2008, the claim remained in abeyance.

Chippewa Tri-Council

Coldwater-Narrows reservation claim, Ontario

The Coldwater-Narrows reservation claim related to the alleged 1836 surrender of a strip of land, 14 miles long, averaging one and one-half miles wide, running from the narrows at Lakes Couchiching and Simcoe, westward to Matchedash Bay, comprising approximately 10,000 acres. The Chippewa Tri-Council, composed of three First Nations (Beausoleil First Nation, Chippewas of Georgina Island First Nation, and Chippewas of Mnjikaning [Rama] First Nation), claimed that the surrender in 1836 was not consistent with the instructions set out in the *Royal Proclamation of 1763*.

Originally submitted to Canada in November 1991, the claim was accepted for negotiation in July 2002, following an inquiry conducted by the Commission into Canada's 1996 rejection of the claim. The ICC has provided facilitation and study coordination services to the table since September 2002.

At the end of the 2007-2008 fiscal year, negotiations continue with the parties focussing on determining an appropriate settlement.

Cote First Nation

Pilot project, Saskatchewan

Saulteaux Chief, Gabriel Cote, was a signatory to Treaty 4 on behalf of his followers, in 1874. The Cote First Nation has a registered population of 3043, of whom 750 live on IR 64, the 8088 hectare area of land adjoining Kamsack, Saskatchewan, which is 16 kilometres west of the Manitoba/Saskatchewan border.

The Cote pilot project relates to a number of transactions involving the First Nation's lands, beginning with the taking of land for a railway in 1903 and ending in a reconstitution of reserve lands in 1963. Brought to the Commission as an inquiry in the mid-1990's, the parties later agreed to work together, with the Commission's facilitation, to discuss and research the many interrelated transactions and issues.

Since 1997, considerable joint research has taken place, with the result that 12 potential claims have been identified. The complexity and interrelatedness of the claims led Cote First Nation and Canada to group the claims into bundles. The first bundle of four surrender claims was submitted, accepted and is currently in negotiation (details below).

The remaining claims have yet to be submitted by the First Nation.

Cote First Nation

1905, 1907, 1913 and 1914 surrender claims, Saskatchewan

Saulteaux Chief, Gabriel Cote, was a signatory to Treaty 4 on behalf of his followers in 1874. The Cote First Nation has a registered population of 3043, of whom 750 live on IR 64; a 8088 hectare area of land adjoining Kamsack, Saskatchewan, which is 16 kilometres west of the Manitoba/Saskatchewan border.

The 1905, 1907, 1913 and 1914 surrender transactions constitute the first group of claims coming out of the Cote First Nation Pilot Project. The four claims were jointly discussed and researched and then submitted by the First Nation to Canada. In April 2006, Canada accepted the 1905, 1907, 1913 and 1914 specific claims for negotiation.

In May 2006, the Indian Claims Commission was asked by Cote First Nation and Canada to act as a facilitator for the negotiations. During the course of the fiscal year, the ICC's mandate at the table was expanded to include the coordination of the loss of use studies. In this role, the Commission acted as the liaison between the negotiating parties and independent consultants retained to complete research and loss-of-use studies, which include forestry loss of use, agriculture loss of use, mines and minerals loss of use, and a current unimproved fair market value land appraisal.

Negotiations and loss of use studies are ongoing as of March 31, 2008.

Cowessess First Nation

Flooding claim, Saskatchewan

Cowessess IR 73, contains 30,781.7 hectares and is located 13 km northwest of Broadview, Saskatchewan. The First Nation population is 3,508, 740 of whom live on reserve.

Originally part of the Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (QVIDA), the Cowessess First Nation was one of a number of First Nations whose lands were lost to recurrent and, in some areas, continuous flooding resulting from the construction in the 1940s of a series of water-control structures under the *Prairie Farm Rehabilitation Act*. When negotiations between Canada and QVIDA broke down in August 2003, the Cowessess First Nation chose to continue negotiations directly with Canada, with the Commission facilitating the negotiations. The Province of Saskatchewan (Saskatchewan Watershed Authority) is also at the table. In January 2007, Cowessess First Nation tabled a settlement proposal to Canada.

At the end of March 2008, the parties were continuing with negotiations.

Fort Pelly Agency (Cote, Keeseekoose and Key First Nations)

Pelly Haylands, Saskatchewan

This claim involves 12,800 acres northeast of Regina, known as the Pelly Haylands. Cote, Keeseekoose and the Key are Treaty Four First Nations with three reserves bordering on the Assiniboine River in the Kamsack area of central Saskatchewan. As of November 2007, the combined population of the three First Nations was 6251, of whom 1693 live on reserve.

The three First Nations joined together as the "Fort Pelly Agency" in 1997 to collectively present their individual claims to a block of land which they alleged had been set apart for them in the early 1890's as a reserve. Submitted to Canada in 1997, the claim was accepted for negotiation in July 2000, with Canada acknowledging that it had breached a lawful obligation by disposing of parts of the Pelly Haylands in 1898 and 1905 without a surrender.

The Commission's facilitation and study coordination services date back to October 2000, and since that time, the First Nations and Canada have completed land appraisals and a number of loss of use studies. The parties began discussing a compensation package in late summer 2004 and by November that same year, a settlement amount had been agreed to at the table. The terms of the settlement agreement were successfully ratified by two of the First Nations in 2005-2006 with the third First Nation successful on its second vote in early 2006-2007. In March 2008, the ICC completed a final report, which is scheduled for release early in 2008. A judicial review of the ratification vote of the third First Nation has been requested.

Fort William First Nation

Pilot project, Ontario

Fort William Indian Reserve No. 52 contains 5815 hectares of land along the north shore of Lake Superior, on the southern edge of the city of Thunder Bay in northwestern Ontario. The registered membership of the band is 1803, of whom 835 live on reserve.

Since 1998, the Commission has been participating in a pilot project to facilitate the resolution of a number of specific claims identified through independent research. The claims involve surrenders and expropriations of reserve land for settlement, railway, mining, and military purposes.

The Rifle Range claim, which involves a parcel of land surrendered in 1907 for a rifle range, was the first of the Fort William First Nation's eight claims to be jointly submitted to Canada. Accepted by Canada for negotiation in mid-2000, an agreement on compensation was reached in 2002 and subsequently ratified in 2006.

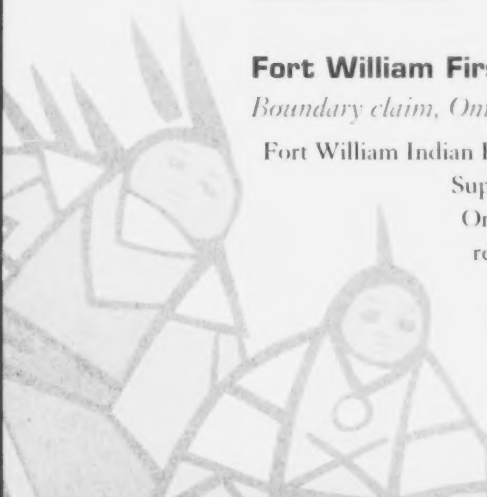
At the end of the 2007-08 fiscal year, the status of the remaining claims was as follows: the boundary claim is in negotiation (see below); the Neebing claim was accepted for negotiation in August 2007. Canada is working on opinions for Loch Lomond (water) claims, Chippewa Park, and mining claims; the additions to reserve process on the hydro claim is ongoing; a claim is unlikely to be submitted respecting the timber; and the First Nation is pursuing the Grand Trunk Pacific Railway claim in the courts.

Fort William First Nation

Boundary claim, Ontario

Fort William Indian Reserve No. 52 contains 5815 hectares of land along the north shore of Lake Superior, on the southern edge of the city of Thunder Bay in northwestern Ontario. The registered membership of the band is 1803, of whom 835 live on reserve.

Fort William First Nation is a signatory to the Robinson Superior Treaty negotiated between the Crown and the Ojibwa along the northern shores of Lake Superior in 1850. In 1852, the First Nation petitioned the Crown,



saying that the reserve as described in the Treaty was not as agreed during the Treaty negotiations, and protested again in 1853 when the reserve was surveyed.

In 1985, the First Nation submitted a claim to Canada and Ontario, alleging that the boundary of the reserve did not reflect the First Nation's understanding of the location and size of the reserve. Canada accepted the claim for negotiation in 1994 but negotiations were suspended in 1996 pending Ontario's decision to join the table. In 2001, Ontario offered to participate in the negotiations but only with regard to specifically limited aspects. In 2002, Canada and Fort William First Nation began bilateral negotiations, including loss-of-use studies, and in 2005 Canada agreed to Ontario's offer of limited participation. The parties began tripartite meetings to develop an approach for completing the negotiations.

The ICC's role during the Canada-Fort William First Nation bilateral negotiations has been to facilitate the negotiations and also to lead the loss of use study process. In this latter role, the Commission acts as the liaison between the negotiating parties and independent consultants hired to complete research and loss-of-use studies, including a land appraisal, forestry, agriculture, mines and minerals loss of use studies, together with a historical research study looking at other land developments. At the conclusion of this past fiscal year, all but one loss of use study had been completed and the parties were working with Ontario to finalize a second land appraisal.

George Gordon First Nation (formerly Gordon First Nation)

Treaty land entitlement, Saskatchewan

George Gordon IR 86, contains 14,438.3 hectares of land and is located 61 kilometres northwest of Fort Qu'Appelle, Saskatchewan. The total band population is 3044, of whom 991, live on reserve. This Cree/Saulteaux First Nation adhered to Treaty 4 in 1874.

Research has determined that George Gordon First Nation did not receive the reserve land to which it was entitled according to the formula set out in the treaty. The claim alleges that the First Nation received a shortfall of reserve land pursuant to the terms of Treaty 4. In March 2004, for the purposes of negotiation - and under the 1998 Historic Treaty Land Entitlement Shortfall Policy - Canada accepted that the George Gordon First Nation had sufficiently established a breach of obligation and a shortfall of 5,376 acres of land.

The ICC has acted as facilitator of the George Gordon First Nation TLE negotiations from their beginning in mid-2004, and also for negotiations at a Treaty Land Entitlement Common Table involving Sturgeon Lake, George Gordon, Muskoday and Pasqua First Nations. The Common Table worked to reach a common approach respecting issues relating to the determination of an adjusted-date-of-first-survey (ADOFS) population. After an exchange of relevant documents and two meetings, held in October and December 2004, the parties were able to agree on eligibility criteria for ADOFS so that each First Nation could proceed with its individual negotiations. The Common Table concluded its work in December 2004.

By the end of March 2007, the George Gordon First Nation TLE negotiating parties, including the Province of Saskatchewan, had come to agreement on most of the settlement issues. Canada made its formal offer to settle on June 14, 2007, and the First Nation accepted the offer by Band Council Resolution on June 18, 2007. The agreement was successfully ratified on February 15, 2008. The George Gordon report is in progress and is scheduled to be released early in 2008.

Lac Seul First Nation

Flooding claim, Ontario

Lac Seul First Nation is located approximately 40 kilometres northwest of Sioux Lookout, in northwestern Ontario. The reserve is composed of three communities - Kejick Bay, Whitefish Bay and Frenchman's Head and is bounded to the north and east by the lake called Lac Seul. Lac Seul First Nation has a total membership of approximately 2829, of whom about 772 live on reserve.

In 1922, Canada, along with the provinces of Manitoba and Ontario, constructed a dam at Ear Falls, the outlet of Lac Seul, to store the waters of the lake for hydroelectric generation. As a result, by the mid-1930s, the average level of Lac Seul had risen approximately three metres, resulting in widespread flooding of the surrounding lands.

Negotiations in 1943 resulted in Lac Seul First Nation receiving some financial compensation from Ontario and Manitoba, however, subsequent research demonstrated that the amount of reserve land that was flooded had been underestimated by approximately 3,000 acres. The First Nation submitted its specific claim to Canada in 1985, and it was accepted for negotiation in 1995. After six years of talks, negotiations were put on hold in 2001 so that Canada could complete a thorough re-evaluation of its legal position with respect to the claim.

In the Spring of 2005, the ICC was asked by the parties to facilitate their talks. Negotiations continue to move ahead and are focussed on determining the number of acres affected by the flooding and a land valuation model.

A new Chief Federal Negotiator was appointed in the summer of 2007, and formal negotiation sessions have resumed.

Metepenagiag Mi'kmaq Nation

Hosford Lot and Indian Reserve 7 claim, New Brunswick

The Red Bank First Nation is also known as the Metepenagiag Mi'kmaq Nation. They have four parcels of land totalling 3,907 hectares, about 22 kilometres west of Newcastle and 160 kilometres northwest of Moncton, New Brunswick. The First Nation has a population of 553 with 387 members resident on reserve.

There are two claims involved in these negotiations: Indian Reserve (IR) 7 consisting of 64 acres purported to have been surrendered in 1904 and the Hosford Lot consisting of 100 acres taken in 1906. The IR 7 claim was negotiated and a settlement amount agreed upon in August 2000. Three ratification votes were subsequently held, none of which were successful. The Hosford Lot claim was accepted in 2001 and a decision was made by the parties to negotiate a settlement to both claims together. Negotiations continued sporadically from 2002 to 2005.

In April 2005, the parties jointly requested ICC facilitation of the Hosford Lot negotiations. The ICC's involvement began at that time and concluded in January 2006 when an unofficial offer was made by Canada and accepted by the First Nation. By April 2007, the settlement agreement was finalized. At a referendum held on June 14, 2007, the ratification vote was successful.

The Metepenagiag Mi'kmaq Nation report is in progress and is scheduled for release early in 2008.



Michipicoten First Nation

Pilot project, Ontario

The main reserve of the Michipicoten First Nation is Gros Cap IR 49, with an area of 3492 hectares on the north shore of Michipicoten Bay in Lake Superior, 4 km west of Wawa, Ontario. Their membership is 752, of whom 56 people reside on reserve. They are descendants of the Ojibway Chiefs who negotiated the Robinson Superior Treaty with the Crown in 1850.

Of the original bundle of potential claims researched and discussed under the pilot project process, six were negotiated and settled, three were resolved through administrative referral, and four resulted in no claim being filed.

The last remaining claim was the boundary claim. Accepted for negotiation by Canada in 2003, and with the ICC's continued help as facilitator and study coordinator, the negotiating parties have concluded joint land appraisals and loss of use studies and reached an informal agreement on compensation. Canada made a formal offer to settle on June 14, 2007, which the First Nation accepted by Band Council Resolution dated June 28, 2007. The settlement agreement was ratified on January 12, 2008.

The Michipicoten First Nation report is in progress and is scheduled for release in 2008.

Missanabie Cree First Nation

Treaty land entitlement, Ontario

The Missanabie Cree First Nation is a distinct group of Mushkegowuk Cree whose traditional territory is centered on Missanabie Lake, Dog Lake and Wabatongushi Lake, about 120 kilometres north of Wawa, Ontario, and within the Chapleau Crown land preserve. This past year, as a result of negotiations on another claim, the First Nation has acquired a land base of 87 hectares. Of the roughly 345 members, 187 currently live on the land.

In 1993, the Missanabie Cree First Nation submitted a claim to Canada alleging that, under the terms of Treaty 9, a reserve should have been set aside for its members. Following Canada's initial review, the First Nation and Canada jointly undertook research into the claim, and in 1999 Canada accepted the claim for negotiation.

In late 2003, the ICC was asked by the parties to act as study coordinator for the loss of use studies including a natural resource study (minerals, forestry and water), a traditional activities study, a mapping project, and loss of use studies covering tourism, recreation and agriculture. With these studies nearing completion in mid-2006, the ICC was also asked to facilitate the negotiation process.

At the end of the 2007-2008 fiscal year, the studies were finalized. The parties continue to work towards a fair and appropriate settlement.

Mississaugas of the New Credit First Nation

Toronto Purchase claim, Ontario

The Mississaugas of the New Credit First Nation has approximately 1785 members, with 846 resident on the 2,392 hectare reserve. The First Nation is located adjacent to Hagersville, Ontario, approximately 32 kilometres southeast of Brantford.

This claim pertains to the Crown's purchase in 1805 of 250,880 acres of land from the River Credit Mississaugas. Through the purchase, the Mississaugas surrendered much of what is now Metropolitan Toronto, including the Toronto Islands.

Submitted in 1986, the claim was rejected by Canada in 1993. In February 1998, the ICC was asked to conduct an inquiry into Canada's decision to reject the claim. During the course of the inquiry, the First Nation revised its allegations and submitted additional research. Canada conducted a legal review of the revised submission and new evidence, and determined that the claim disclosed an outstanding lawful obligation, accepting the claim for negotiation in mid-2002.

The Commission has facilitated these negotiations since May 2003 at the parties' request. As of March 2008, the negotiating parties continue to search for a way to assess the value of the Toronto Purchase lands and the loss of use of those lands and to arrive at a fair and appropriate settlement.

Mohawk Council of Akwesasne

Dundee claim, Ontario

The Mohawk territory called "Akwesasne" is located adjacent to the city of Cornwall, Ontario, and straddles the international boundary of Canada and the United States, the Ontario and Quebec provincial boundaries and the New York state line. On the Canadian side, the elected government is the Mohawk Council of Akwesasne, composed of 12 District Chiefs and a Grand Chief. The community has a registered population of 10,446, of whom approximately 8,433 live on the 4,739 hectares of reserve land on Cornwall Island and other islands in the St Lawrence River.

The claim lands, known as the Tsikaristisere or "Dundee lands," are on the south shore of the St Lawrence River roughly opposite Cornwall. They consist of approximately 20,000 acres in the most westerly portion of the Province of Quebec, in the area now known as the Township of Dundee. Historically, they were part of the land recognized as set apart for the Mohawks of Akwesasne. From the early 1800s, the Dundee lands had been leased out to non-Mohawk settlers. None of the leases were preceded by a surrender.

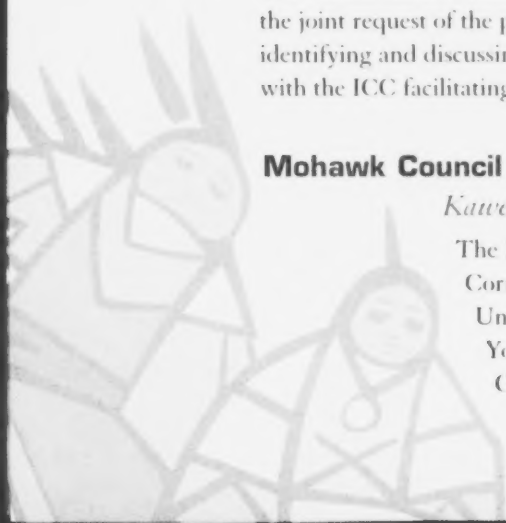
The Mohawk Council of Akwesasne's claim to the Dundee lands was accepted for negotiation in December 2002 on the basis that the Crown breached a pre-surrender fiduciary duty in relation to the 1888 surrender and that the Crown owed an outstanding lawful obligation to the Mohawks of Akwesasne in relation to certain leases not validated by the 1864 *Dundee Act*.

The Indian Claims Commission's involvement as facilitator to the negotiations began in late 2005 at the joint request of the parties. A negotiation protocol was signed and the negotiating parties began identifying and discussing the issues to be negotiated. As of March 31, 2008, negotiations continue with the ICC facilitating the study coordination process for a land appraisal.

Mohawk Council of Akwesasne

Kauwehno:ke claim, Ontario

The Mohawk territory called "Akwesasne" is located adjacent to the city of Cornwall, Ontario, and straddles the international boundary of Canada and the United States, the Ontario and Quebec provincial boundaries and the New York state line. On the Canadian side, the elected government is the Mohawk Council of Akwesasne, composed of 12 District Chiefs and a Grand Chief.



The community has a registered population of 10,446, of whom approximately 8,433 live on the 4,739 hectares of reserve land on Cornwall Island and other islands in the St Lawrence River.

The Kawehnoke claim dates back to the early 1800s when Solomon Chesley became an Indian agent after the War of 1812. As agent, Chesley arranged a 999-year lease of 196 acres on Cornwall Island to himself. The Mohawk Chiefs objected that the lease contravened the Royal Proclamation of 1763. Chesley eventually became Deputy Superintendent General of Indian Affairs and sublet the land to a New Englander named Easterbrook. After the first century of the lease expired, the Government of Canada took Easterbrook to court seeking to terminate the lease. The Supreme Court of Canada concluded the lease was void from the beginning and Easterbrook had no rights to the land nor right to compensation for the improvements on the land. The Mohawk Council of Akwesasne presented a formal claim to Canada in 1995 and Canada agreed to negotiate in 2006. The land was returned to the Mohawk Council of Akwesasne and the negotiations will focus on compensation.

The Grand Chief of the Mohawks of Akwesasne wrote to the Indian Claims Commission (ICC) requesting mediation/facilitation services in May 2007. In June 2007, Canada's negotiator consented to the ICC facilitating the negotiations. A negotiation protocol was signed and the negotiating parties began identifying the issues to be negotiated.

Mohawks of the Bay of Quinte

Culbertson Tract, Ontario

The Mohawks of the Bay of Quinte have a total membership of approximately 7724, with approximately 2093 residing on the Tyendinaga Reserve adjacent to the town of Deseronto and about 10 kilometres east of Belleville, Ontario. The Mohawks have been settled at this location since May 1784.

This claim is based on the disposition in 1836-37 of some 827 acres of land, known as the Culbertson Tract. The tract consists of land within the original Mohawk Tract granted to and reserved for the Six Nations by the Simcoe Deed, also known as Treaty No. 3 ½, in 1793. The basis of the claim is that no surrender of the Culbertson Tract was ever sought by the Crown nor given by the Six Nations, as required by the mandatory provisions of the Simcoe Deed. The claim was submitted to Canada in 1995 and accepted for negotiation in 2003.

In September 2004, the ICC began providing facilitation services to the parties at their joint request. Since that time, the parties have worked to identify the boundaries of the claim lands and discussed various approaches to compensation. Negotiations have been difficult, with community unrest and protests marking the urgency of this settlement. Negotiations continue.

Muscowpetung First Nation

Flooding claim, Saskatchewan

Muscowpetung IR 80, contains 8,849 hectares and is located 31 kilometres west of Fort Qu'Appelle, Saskatchewan. The First Nation's population is 1168, of whom 280 live on reserve.

Originally part of the Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (QVIDA), the Muscowpetung First Nation was one of a number of First Nations

whose lands were lost to recurrent and, in some areas, continuous flooding resulting from the construction in the 1940s of a series of water-control structures under the *Prairie Farm Rehabilitation Act*. When negotiations between Canada and QVIDA broke down in August 2003, the Muscowpetung First Nation chose to resume negotiations with Canada directly. The Commission is at the negotiation table as mediator/facilitator. The Province of Saskatchewan (Saskatchewan Watershed Authority) is also at the table.

Muscowpetung First Nation has completed a number of loss of use studies and other research in assessing past losses. In March 2007, the First Nation presented a settlement proposal to Canada. Over the course of the past fiscal year, the parties have continued to discuss terms for a final settlement agreement.

Muskoday First Nation

Treaty land entitlement, Saskatchewan

Muskoday IR 99, contains 9,686 hectares and is located 19 kilometres southeast of Prince Albert, Saskatchewan. The total band population is 1564, of whom 561 live on reserve.

This Cree/Saulteaux First Nation adhered to Treaty 6 in 1876 under Chief John Smith. Research has determined that Muskoday First Nation did not receive the reserve land to which they were entitled according to the formula set out in the treaty. The claim was submitted to Canada alleging that the First Nation received a shortfall of reserve land pursuant to the terms of Treaty 6. In April 2003, for the purposes of negotiation and under the 1998 Historic Treaty Land Entitlement Shortfall Policy – Canada accepted that the Muskoday First Nation had sufficiently established a breach of obligation and a shortfall of 5,376 acres of land.

Negotiations began in February 2004 with the Province of Saskatchewan also at the table. The Indian Claims Commission has facilitated the Muskoday TLE negotiations since that time, as well as the negotiations of a Treaty Land Entitlement Common Table comprised of Sturgeon Lake, George Gordon, Muskoday and Pasqua First Nations which wound up in late 2004.

Considerable progress was made by the Muskoday First Nation TLE table during 2006-2007, with a tentative settlement reached and negotiators on both sides recommending the agreement for ratification to their principals. The Muskoday First Nation was not successful in ratifying the agreement in March 2007. A second ratification vote on May 23, 2007, was successful.

On January 10, 2008, a signing ceremony took place, attended by the Muskoday First Nation, the federal Minister of Indian Affairs and the Minister of First Nations and Metis Relations for the Province of Saskatchewan.

The report is nearly complete and is scheduled for release early in 2008.

Nekaneet First Nation

Treaty benefits, Saskatchewan

Nekaneet First Nation is located in the Cypress Hills of southwest Saskatchewan, 40 kilometres southeast of Maple Creek. This Cree First Nation was a signatory of Treaty 4 and has a membership of 419, including 173 people who live on reserve. The land base consists of 11,669 hectares in and around the Maple Creek area.

Nekaneet First Nation received reserve land in 1913 which its members commenced farming. Through the years, Nekaneet farmers did not receive a portion of the agricultural assistance – stock, seed, implements – promised them under Treaty 4. In addition, the First Nation did not receive its share of the ammunition and twine benefit promised in Treaty 4.

In February 1987, the Nekaneet First Nation submitted a specific claim to the Minister of Indian Affairs and Northern Development seeking compensation under Treaty 4 for outstanding provisions of agricultural benefits, programs and services, annual payments to band members and damages for failure to provide a reserve at the time the treaty was signed in 1874. The claim was accepted for negotiation by Canada in October 1998.

The Indian Claims Commission has facilitated talks between the negotiating parties since July 2002. Negotiations paused for approximately two years to allow Canada to complete a policy review regarding the modern implementation of treaty benefits relating to the provision of agricultural implements. Since the resumption of negotiations and by working with the help of agricultural economists, Nekaneet First Nation and Canada have been able to agree on a methodology to value the loss of the agricultural benefits.

Over the past year, the parties continued to work together on the terms of a fair and appropriate settlement of this claim and came to an agreement on July 5, 2007. As of March 2008, a tentative ratification vote was set for mid-summer.

Pasqua First Nation

Flooding claim, Saskatchewan

Pasqua IR 79, contains 8960 hectares and is located 16 kilometres west of Fort Qu'Appelle, Saskatchewan. The total band population is 1770, of whom 557 live on reserve.

Originally part of the Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (QVIDA), the Pasqua First Nation was one of a number of First Nations whose lands were lost to recurrent and, in some areas, continuous flooding resulting from the construction in the 1940s of a series of water-control structures under the *Prairie Farm Rehabilitation Act*. When negotiations between Canada and QVIDA broke down in August 2003, the Pasqua First Nation chose to negotiate directly with Canada. The Commission is at the table as mediator/facilitator. The Province of Saskatchewan (Saskatchewan Watershed Authority) is also at the table.

Over the course of the past year, the Commission facilitated a number of negotiation meetings between the parties. Most recently, building on work it has done to assess past losses, Pasqua First Nation presented a settlement proposal to Canada. Since then, the parties have continued to discuss terms for a final settlement agreement.

Pasqua First Nation

Treaty land entitlement claim, Saskatchewan

Pasqua IR 79, contains 8,960 hectares and is located 16 kilometres west of Fort Qu'Appelle, Saskatchewan. The total band population is 1,770, of whom 557 live on reserve.

Pasqua First Nation adhered to Treaty 4 in 1874. Research determined that the First Nation did not receive the reserve land to which it was entitled, according to the formula set out in the treaty. Pasqua First Nation submitted its claim to Canada in 2001, and while the claim was being reviewed by Canada, Pasqua First Nation participated as an observer in the Treaty Land Entitlement Common Table. These discussions, also facilitated by the Commission, resulted in Canada and the Sturgeon Lake, Gordon, Muskoday and Pasqua First Nations agreeing on a common approach to various issues relating to the determination of an adjusted-date-of-first-survey population.

Pasqua's TLE claim was accepted for negotiation in May 2005 and the ICC agreed to facilitate these negotiations at the request of the parties. The Province of Saskatchewan is also at the table.

By the close of the 2006-07 fiscal year, the Pasqua First Nation and Canada had agreed on most of the terms of settlement. Canada made a formal offer of settlement, and the First Nation accepted the offer in June 2007. The date for the ratification vote is set for April 25, 2008.

Sakimay First Nation

Flooding claim, Saskatchewan

Sakimay First Nation's main reserve, IR 74, contains 8,751 hectares and is located 16 km northwest of Broadview, Saskatchewan. The total band population is 1393, 225 of whom live on reserve.

Originally part of the Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (QVIDA), Sakimay First Nation was one of a number of First Nations whose lands were lost to recurrent and, in some areas, continuous flooding resulting from the construction in the 1940s of a series of water-control structures under the *Prairie Farm Rehabilitation Act*. When negotiations between Canada and the larger QVIDA group of First Nation broke down in August 2003, Sakimay chose to continue negotiating its flooding claim together with Ochapowace First Nation and with Piapot First Nation also at the table (Piaopot was at the table with observer status, having submitted a flooding claim which was still under review by Canada).

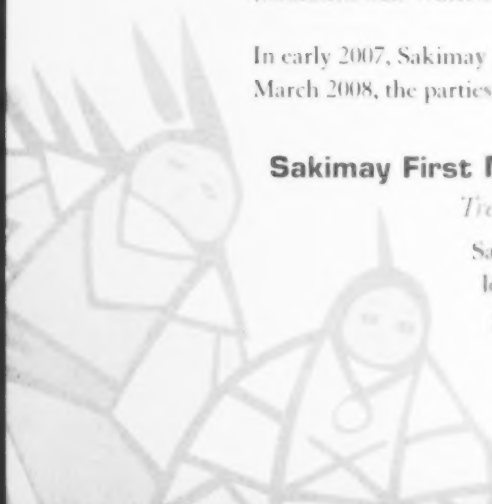
In late spring 2006, Sakimay, Ochapowace and Piapot First Nations participated in a program aimed at organizing the negotiating parties, their issues and negotiation time lines by means of a results-based management approach. Despite the success of this approach, Ochapowace and Piapot First Nations subsequently chose to abandon negotiations in order to pursue their flooding claims by means of a court action against Canada. Sakimay First Nation decided to stay and continue negotiating with Canada directly, facilitated by the Commission. The Province of Saskatchewan (Saskatchewan Watershed Authority) is also at the table.

In early 2007, Sakimay First Nation presented a settlement proposal to Canada. At the end of March 2008, the parties were continuing with negotiations.

Sakimay First Nation

Treaty land entitlement, Saskatchewan

Sakimay First Nation's main reserve, IR 74, contains 8,751 hectares and is located 16 km northwest of Broadview, Saskatchewan. The total band population is 1393, 225 of whom live on reserve.



Sakimay First Nation submitted its TLE claim to Canada in 1997, arguing that the treaty land entitlement owed to them had not been fulfilled. Having received no response to its claim by May 2000, the First Nation requested that the Commission hold an inquiry on the grounds that the delay should be deemed a rejection. When Canada informed the First Nation that its confirming research would likely be completed by December 2000, however, the First Nation chose not to pursue an inquiry.

Canada's confirming research was shared with Sakimay First Nation in January 2002 and its TLE claim was rejected. In July 2003, the First Nation renewed its request for an inquiry, which was accepted in September 2003. The Commission's proposal for a joint research project was accepted by both parties and a report was completed by August 2004. Based on this additional research, the First Nation made a renewed submission to Canada in October 2004. Canada accepted the claim in 2006 and the ICC was asked by the negotiating parties to facilitate the negotiations. The Province of Saskatchewan is also at the table.

A methodology for the settlement of the claim is being discussed. Negotiations are expected to continue.

Siksika Nation

Castle Mountain claim, Alberta

The Siksika Nation (formerly known as the Blackfoot Band) has a reserve of 70,985 hectares located 80 kilometres east of Calgary, Alberta. It has a total registered population of 6327, with about 3514 residents on reserve.

This claim relates to an area of about 68 square kilometres of land at Castle Mountain (located between Banff and Lake Louise) that was surveyed as a timber limit for the Blackfoot people in 1892. The Department of Indian Affairs later concluded that a timber limit in a different location would be preferable, and in November 1908, it returned the land to the Department of the Interior. No replacement timber limit was ever selected for Siksika.

In 1982, Siksika submitted the Castle Mountain specific claim to Canada, and it was partially accepted for negotiation in 1985. In 1993, Canada rescinded its 1985 acceptance of the claim and accepted it on the basis that Canada "has a lawful obligation within the meaning of the Specific Claims Policy to set aside a timber limit as a reserve for the use and benefit of the Siksika Nation."

The ICC came to the negotiation table in mid-2005 as study coordinator, acting as liaison between the negotiating parties and independent consultants hired to complete research and loss-of-use studies including a consolidated land-use study, resource harvesting, mines and minerals, land appraisals, forestry and other land development including tourism and recreation. By the end of March 2008, the consultants' reports were still in progress.

Shxwha:y Village

Schweyey Road claim, British Columbia

Shxwha:y Village (formerly known as the Skway First Nation), IR 5, is located 2 kilometres west of Chilliwack, British Columbia, between the Chilliwack and Fraser Rivers. Shxwha:y Village has 319 members, 59 of whom live on reserve and are part of the Sto:lo Nation.

Accepted for negotiation by Canada in April 2003, this claim concerns the dyke and road on Shxwhay Village Indian Reserve (IR) 5. In its claim submission, the First Nation successfully established that Canada had breached its lawful obligation to the Shxwhay Village First Nation, in that the lands for the dyke and road across IR 5 (4.52 acres) were not lawfully taken, and the First Nation had not been properly compensated for this taking.

Negotiations commenced in the fall of 2003, with the Commission at the table as facilitator. Parties to the negotiation include Shxwhay Village First Nation, Canada, the Province of British Columbia and the City of Chilliwack.

Despite having reached a tentative understanding regarding settlement some time ago, several unresolved issues prevented the parties from concluding the agreement. During the past fiscal year, the ICC has been providing facilitative support to the negotiating parties in an effort to resolve these issues and conclude a fair settlement to the claim.

Sturgeon Lake First Nation

Treaty land entitlement, Saskatchewan

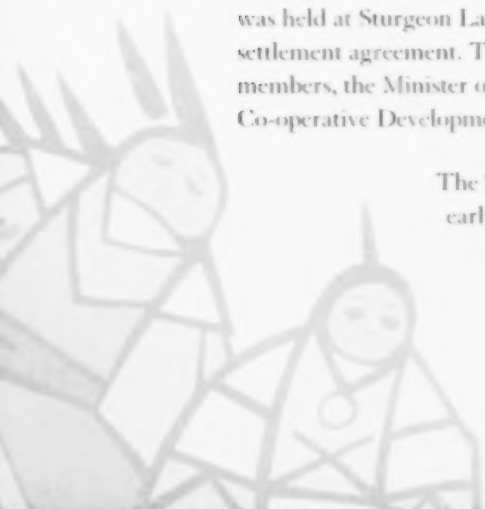
The Sturgeon Lake First Nation is located near Shellbrook, Saskatchewan, about 50 kilometres northwest of Prince Albert. There are approximately 2419 registered members with 1656 residing on the 9209 hectare reserve.

This Cree/Saulteaux First Nation adhered to Treaty 6 on August 23, 1876. Subsequent research determined that they did not receive the reserve land to which they were entitled, according to the formula set out in the treaty. In March 2004, Canada accepted the Sturgeon Lake First Nation's claim that it had breached its lawful obligation in that there is an outstanding treaty land entitlement shortfall of 2,032 acres of land.

Negotiation of the claim began in September 2004 with the Province of Saskatchewan also at the table. The Indian Claims Commission has acted as facilitator of these negotiations, as well as facilitating discussions aimed at reaching a common approach with Canada respecting issues relating to the determination of an adjusted-date-of-first-survey (ADOFS) population at a Treaty Land Entitlement Common Table involving the Sturgeon Lake, Gordon, Muskoday and Pasqua First Nations.

Sturgeon Lake First Nation and Canada agreed on the terms of a settlement agreement, and on January 25, 2007, the First Nation successfully ratified the agreement. On June 19, 2007, a ceremony was held at Sturgeon Lake First Nation to sign a ceremonial document acknowledging the TLE settlement agreement. The Ceremony was attended by the Chief, Council, Elders and community members, the Minister of Indian Affairs and the provincial minister of Regional Economic and Co-operative Development for Saskatchewan.

The Sturgeon Lake First Nation report is in progress and is scheduled for release early in 2008.



CLAIMS ADDRESSED BY THE ICC IN INQUIRIES AND MEDIATIONS CONCLUDED WITH REPORTS

What you'll find in this section...

**70 Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with
Reports as of March 31, 2008**

Table providing information on the status of each claim addressed in inquiries and each mediation the ICC has completed

**81 Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with
Reports Index: Provincial**

Index of all claims addressed in inquiries and mediations concluded with reports, grouped by province

85 Claims Addressed in Inquiries Index: Thematic

Index of all claims addressed in inquiries, grouped by theme

Claims Addressed by the ICC in Inquiries and Mediations Concluded with Reports

This table updates readers on the status of claims for which the Commission has completed its inquiry or mediation activities. In all of the claims listed below, an inquiry or mediation report has been published and is available from our website at www.indianclaims.ca.

The table tracks the progress of each claim through the specific claims process once the ICC has completed its inquiry or mediation/facilitation services.

The first column lists the name of the First Nation and the type or title of the specific claim it brought to the ICC for inquiry or mediation/facilitation. This information is followed by the outcome of the ICC's inquiry or its mediation activities. The next column contains the date of the ICC's report, which is followed by a column containing the date of Canada's response to ICC's recommendation(s). The nature of that response and any settlement information available are also found in the last column.

Claims Addressed by the ICC in Inquiries and Mediations Concluded with Reports as of March 31, 2008

Name of First Nation, Province Type or title of claim Outcome	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
1 Alexis, AB TransAlta Utilities rights of way <i>ICC recommendation to negotiate rejected by INAC</i>	Inquiry March 2003	In July 2005, government rejected recommendations, stating that a lump sum payment was adequate compensation, that there was no duty to advise the First Nation respecting its taxation powers, and that informed consent to the expropriation was not required.
2 Athabasca Chipewyan, AB W.A.C. Bennett Dam and damage to IR 201 <i>ICC recommendation to negotiate rejected by INAC</i>	Inquiry March 1998	In April 2001, government rejected recommendation, disagreeing that it had a fiduciary duty or a duty under Treaty 8 to protect reserve from effects of Bennett Dam caused by BC Hydro, a third party, or to invoke <i>Navigable Waters Protection Act</i> respecting the dam.
3 Athabasca Denesuline, SK Treaty harvesting rights <i>ICC recommendation to negotiate outside specific claims process rejected by INAC. 1995 supplementary report noted failure of negotiations; recommended government recognize treaty rights or provide litigation funding.</i>	Inquiry December 1993 Supplementary report November 1995	In August 1994, government rejected recommendations made in December 1993 report, November 1995 supplementary report acknowledged; no further response.

Name of First Nation, Province Type or title of claim Outcome	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
4 Betsiamites Band, QC Highway 138 <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 2005	In January 2004, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
5 Betsiamites Band, QC Rivière Betsiamites Bridge <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 2005	In January 2004, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
6 Bigstone Cree Nation, AB Treaty land entitlement <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 2000	In October 1998, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
7 Blood Tribe/Kainaiwa, AB 1889 Akers surrender <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry June 1999	In April 1998, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
8 Blood Tribe/Kainaiwa, AB Akers surrender <i>Settled with assistance of Commissioner</i>	Mediation August 2005	In September 2003, claim settled for \$3.55 million in compensation.
9 Blood Tribe/Kainaiwa, AB Big Claim <i>Recommended claim respecting southern boundary be accepted for negotiation and that position on TLE claim be re-evaluated</i>	Inquiry March 2007	Outcome as yet unknown.
10 Blueberry River and Doig River, BC Highway right of way IR 172 <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 2006	In September 2004, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
11 Buffalo River, SK Primrose Lake Air Weapons Range II – loss of commercial and treaty harvesting rights <i>ICC recommendation that part of claim be accepted for negotiation rejected by INAC</i>	Inquiry September 1995	In March 2002, government rejected recommendation, stating: "[C]ompensation for commercial harvesting rights was not based on either Indian status or membership in an Indian Band; rather, it was to be paid to anyone who held a licence on the land which became the Primrose Lake Air Weapons Range."
12 Canoe Lake, SK Primrose Lake Air Weapons Range – breach of treaty and fiduciary obligations <i>ICC recommendation to negotiate accepted by INAC</i>	Inquiry August 1993	In June 1997, claim settled for \$13,412,333 in federal compensation and a requirement that the First Nation purchase between 2,786 hectares and 20,224 hectares of land.
13 Canupawakpa Dakota, MB Turtle Mountain surrender <i>Recommended claim not be accepted, but recommended Canada and the First Nation work together to acquire and properly designate the burial sites; recommendation rejected</i>	Inquiry July 2003	Recommendation rejected June 2007 on ground that it was not within the Specific Claims Policy.

Name of First Nation, Province Type or title of claim Outcome	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
14 Carry the Kettle, SK Cypress Hills <i>Recommended claim not be accepted, but, pursuant to supplementary mandate, recommended government recognize the Carry the Kettle First Nation's historical connection to the Cypress Hills and restore to the Assiniboine people their connection to the territory</i>	Inquiry July 2000	Rejected in January 2001. Government agreed with the Commission's conclusion that the claim did not disclose a lawful obligation on the part of the government under the Specific Claims Policy. The government rejected the Commission's recommendation to restore to the Assiniboine people their connection to the territory.
15 Chippewa Tri-Council, ON Collins Treaty <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 1998	In December 1998, claim settled for \$565,000 in federal compensation.
16 Chippewa Tri-Council, ON Coldwater-Narrows reservation surrender <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 2003	In July 2002, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
17 Chippewas of Kettle and Stony Point, ON 1927 surrender <i>Recommended claim be accepted for negotiation, finding fiduciary duty to have been breached</i>	Inquiry March 1997	No response yet received from government. In 1998, the Supreme Court of Canada affirmed the judgment of the Ontario Court of Appeal finding the surrender valid. The courts expressly did not deal with the fiduciary issue.
18 Chippewas of the Thames, ON Muncey land inquiry <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry December 1994	In January 1995, claim settled for \$5,406,905 in federal compensation.
19 Chippewas of the Thames, ON Clench defalcation <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 2002	In June 2001, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
20 Chippewas of the Thames, ON Clench defalcation <i>Settled with assistance of Commission</i>	Mediation August 2005	In November 2004, claim settled for \$15 million in federal compensation.
21 Cold Lake, AB Primrose Lake Air Weapons Range – breach of treaty and fiduciary obligations <i>ICC recommendation to negotiate accepted by INAC</i>	Inquiry August 1993	In March 2002, claim settled for \$25.5 million in federal compensation.
22 Cowessess, SK QVIDA flooding claim <i>ICC recommendation to negotiate accepted by INAC</i>	Inquiry February 1998	In December 1998, government accepted claim for negotiation.

Name of First Nation, Province Type or title of claim Outcome	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
23 Cowessess, SK 1907 surrender – Phase II <i>ICC recommendation that the portion of IR 74 surrendered in 1907 be accepted for negotiation rejected by INAC</i>	Inquiry March 2001	In March 2002, government rejected recommendation, disagreeing with finding of number of voters present and with interpretation of "majority," but proceeded to phase II of this inquiry as previously agreed.
24 Cowessess, SK 1907 surrender – Phase II <i>Majority recommended that claim not be accepted for negotiation; minority found a fiduciary breach and recommended that claim be accepted; majority recommendation accepted</i>	Inquiry July 2006	In December 2007, government accepted majority recommendation that claim not be accepted for negotiation.
25 Cumberland House, SK IR 100A <i>Recommended that the claim regarding IR 100A be accepted for negotiation</i>	Inquiry March 2005	Outcome as yet unknown.
26 Duncan's, AB 1928 surrender <i>Majority of claim not recommended for negotiation; however, recommended that the surrender of IR 151E be accepted for negotiation</i>	Inquiry September 1999	In June 2001, government rejected recommendation regarding IR 151E made in September 1999 report, stating: "[T]he Commission did not examine the terms of the proposed lease and, as a result, made no finding that the 1923 lease proposal was either more or less advantageous to the First Nation than a surrender."
27 Eel River Bar, NB Eel River Dam <i>Recommended claim not be accepted for negotiation</i>	Inquiry December 1997	Outcome as yet unknown.
28 Esketemic, BC IR 15, 17, and 18 <i>ICC recommendation that the disallowance or reduction of IR 15, 17, and 18 be accepted for negotiation, rejected by INAC</i>	Inquiry November 2001	In June 2005, government rejected recommendation, stating that Canada had no obligation or power to create reserves for the First Nation, and that the Commission's conclusions "are largely premised on findings ... that the First Nation had aboriginal rights and title to the land at issue."
29 Fishing Lake, SK 1907 surrender <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 1997	In August 1996, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
30 Fishing Lake, SK 1907 surrender <i>Settled with assistance of Commission</i>	Mediation March 2002	In August 2001, claim settled for \$34.5 million in federal compensation.
31 Flying Dust, SK Primrose Lake Air Weapons Range II – loss of commercial and treaty harvesting rights <i>ICC recommendation that part of claim be accepted for negotiation, rejected by INAC</i>	Inquiry September 1995	In March 2002, government rejected recommendation, stating: "[C]ompensation for commercial harvesting rights was not based on either Indian status or membership in an Indian Band; rather, it was to be paid to anyone who held a licence on the land which became the Primrose Lake Air Weapons Range."

Name of First Nation, Province Type or title of claim Outcome	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
32 Fort McKay, AB Treaty land entitlement <i>ICC recommendation that government owed outstanding entitlement of 3,815 acres to First Nation, accepted by INAC</i>	Inquiry December 1995	In April 1998, government accepted claim for negotiation.
33 Fort Pelly Agency, SK (Pelly Haylands Claim) <i>Settled with assistance of the Commission</i>	Mediation March 2008	Outcome as yet unknown.
34 Friends of the Michel Society, AB <i>1958 enfranchisement No lawful obligation found, but recommended that government grant special standing to submit specific claims</i>	Inquiry March 1998	In October 2002, government "declined to accept the ICC's recommendation to grant the Friends of the Michel Society special standing to advance specific claims."
35 Gamblers, MB Treaty land entitlement <i>ICC recommendation that outstanding treaty land entitlement, if any, should be based on 1877 date of first survey and that claim not be negotiated, accepted by INAC</i>	Inquiry October 1998	In November 1998, government accepted recommendation.
36 Homalco, BC Aupe IR 6 and 6A – statutory or fiduciary obligation to obtain 80 acres of land from province of BC <i>ICC recommendation to negotiate part of claim, i.e. 10 acres, rejected by INAC</i>	Inquiry December 1995	In December 1997, government rejected recommendation, stating that, as the lands were not alleged to be reserve lands, the Policy does not apply, and that Canada does not "recognize a general duty to protect traditional Indian lands (as distinct from reserve lands) from the actions of others."
37 James Smith, SK Chakastaypasin IR 98 <i>Recommended claim be accepted for negotiation</i>	Inquiry March 2005	Outcome as yet unknown.
38 James Smith, SK IR 100A <i>Recommended that the lawful obligations that arise from Canada's dispositions of IR 100A be accepted for negotiation</i>	Inquiry March 2005	Outcome as yet unknown.
39 James Smith, SK Treaty land entitlement <i>Recommended claim not be accepted for negotiation</i>	Inquiry February 2007	Outcome as yet unknown.
40 Joseph Bighead, SK Primrose Lake Air Weapons Range II – loss of commercial and treaty harvesting rights <i>Recommended claim not be accepted for negotiation</i>	Inquiry September 1995	Outcome as yet unknown.

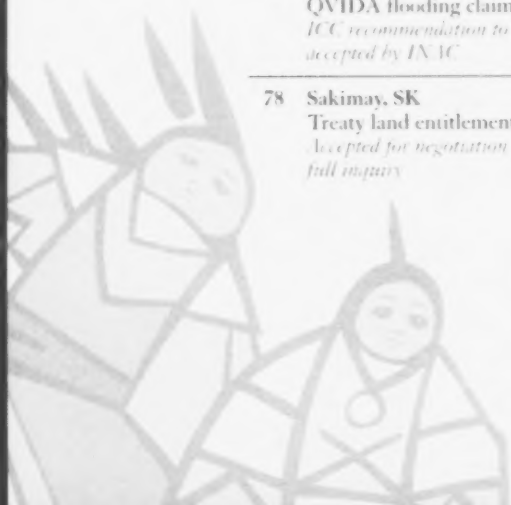
Name of First Nation, Province Type or title of claim <i>Outcome:</i>	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
41 Kalkewistahaw, SK Treaty land entitlement <i>Recommended claim not be accepted for negotiation</i>	Inquiry November 1996	Outcome as yet unknown.
42 Kalkewistahaw, SK 1907 reserve land surrender <i>Recommended claim be accepted for negotiation</i>	Inquiry February 1997	In December 1997, government accepted claim for negotiation.
43 Kalkewistahaw, SK 1907 surrender <i>Settled with assistance of Commission</i>	Mediation February 2003	In November 2002, claim settled for \$94.65 million in federal compensation.
44 Kawacatoose, SK Treaty land entitlement <i>ICC recommendation that government owed a shortfall of 8,576 acres to Band, subject to confirming research, accepted by INAC</i>	Inquiry March 1996	In October 2000, claim settled for \$23 million in federal compensation.
45 Keeseekoowenin, MB 1906 land claim <i>Settled with assistance of Commission</i>	Mediation August 2005	In March 2005, claim settled for \$6,999,900 in compensation.
46 The Key, SK 1909 surrender <i>Recommended claim not be accepted for negotiation</i>	Inquiry March 2000	Outcome as yet unknown.
47 Kluane, YK Kluane Game Sanctuary and Kluane National Park Reserve creation <i>Claim resolved by agreement related to comprehensive claim settlement</i>	Inquiry February 2007	No substantive response from government required.
48 Lac La Ronge, SK Treaty land entitlement <i>Recommended that treaty land entitlement obligation was satisfied, and that any claim to be made on restitutionary or fiduciary grounds should be subject of a separate inquiry</i>	Inquiry March 1996	Recommended that treaty land entitlement obligation was satisfied, and that any claim to be made on restitutionary or fiduciary grounds should be subject of a separate inquiry.
49 Lax Kw'alaams, BC Demand for absolute surrender as precondition to settlement <i>ICC recommendation that Aboriginal interests be excluded from the surrender that was to be a condition of the claim settlement, rejected by INAC</i>	Inquiry June 1994	In December 2001, government rejected recommendations on ground that, as Aboriginal interests were included in appraisals considered in negotiations, they cannot be excluded from settlement discussions; their inclusion is also required to achieve certainty. However, Canada hopes "to move toward settlement" based on "a revised mandate."

	Name of First Nation, Province Type or title of claim <i>Outcome</i>	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
50	Long Plain, MB Loss of use of treaty entitlement land <i>ICC recommendation to negotiate accepted by INAC</i>	Inquiry February 2000	In November 2005, government accepted claim for negotiation.
51	Lower Similkameen, BC Railway right of way <i>Recommended claim for compensation be accepted for negotiation, and steps be taken to ensure status of former R/W as reserve lands</i>	Inquiry February 2008	Outcome as yet unknown.
52	Lucky Man, SK Treaty land entitlement <i>ICC recommendation for further research to establish proper TLE population, accepted by INAC</i>	Inquiry March 1997	In May 1997, government accepted recommendation; government research indicated no TLE shortfall; First Nation is reviewing and conducting its own research.
53	Lucky Man, SK Treaty Land entitlement <i>Recommended claim be accepted for negotiation</i>	Inquiry February 2008	Outcome as yet unknown.
54	Mamaleqala Qwe'Qwa'Sot'Enox, BC McKenna-McBride applications <i>ICC recommendation to negotiate rejected by INAC</i>	Inquiry March 1997	In December 1999, government rejected recommendations, disagreeing with the interpretation of "lawful obligation" in <i>Outstanding Business</i> , and asserting that no fiduciary obligation can exist "in relation to Aboriginal interests in non-reserve lands."
55	Micmacs of Gesgapegiag, QC Pre-Confederation claim to 500-acre island <i>No substantive recommendations made because government agreed to reconsider merits of claim</i>	Inquiry December 1994	In March 1995, government acknowledged receipt of report and advised claim was in abeyance pending outcome of related court case.
56	Mikisew Cree, AB Economic benefits under Treaty 8 <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 1997	In December 1996, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
57	Mississaugas of the New Credit, ON Toronto Purchase <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry June 2003	In July 2002, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
58	Mistawasis, SK 1911, 1917, and 1919 surrenders <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 2002	In September 2001, claim settled for \$16.3 million in federal compensation.



Name of First Nation, Province Type or title of claim <i>Outcomes</i>	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
59 Moose Deer Point, ON Pottawatomi rights <i>ICC recommendation for additional research rejected by INAC</i>	Inquiry March 1999	In March 2001, government rejected recommendations, stating that the claim submission had already been "fully researched."
60 Moosomin, SK 1909 reserve land surrender <i>ICC recommendation to negotiate accepted by INAC</i>	Inquiry March 1997	In December 1997, government accepted claim for negotiation.
61 Moosomin, SK 1909 reserve land surrender <i>Settled with assistance of Commission</i>	Mediation March 2004	In September 2003, claim settled for \$41 million in federal compensation.
62 Muscowpetung, SK QVTA flooding claim <i>ICC recommendation to negotiate accepted by INAC</i>	Inquiry February 1998	In December 1998, government accepted claim for negotiation.
63 Nak'azdli, BC Aht-Leen-Jees IR 5 <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 1996	In January 1996, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
64 'Namgis, BC Cormorant Island <i>ICC recommendation to negotiate rejected by INAC</i>	Inquiry March 1996	In May 2001, government rejected recommendation, disagreeing that any fiduciary obligation arose on the facts of this claim.
65 'Namgis, BC McKenna-McBride applications <i>ICC recommendation to negotiate (not in claim) rejected by INAC</i>	Inquiry February 1997	In December 1999, government rejected recommendation, disagreeing with the interpretation of "lawful obligation" in <i>Outstanding Business</i> and disagreeing that any fiduciary obligation arose on the facts of this claim.
66 Nekaneet, SK Agricultural and other benefits under Treaty 4 <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 1999	In October 1998, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
67 Ochapowace, SK QVTA flooding claim <i>ICC recommendation to negotiate accepted by INAC</i>	Inquiry February 1998	In December 1998, government accepted claim for negotiation.
68 Opaskwayak, MB Streets and lanes claim <i>First Nation withdrew claim during inquiry</i>	Inquiry February 2007	No substantive response from government required.

Name of First Nation, Province Type or title of claim Outcome	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
69 Pasqua, SK QVIDA flooding claim <i>ICC recommendation to negotiate accepted by INAC</i>	Inquiry February 1998	In December 1998, government accepted claim for negotiation.
70 Pasqua, SK Kapaswin townsite <i>Recommended claim not be accepted for negotiation</i>	Inquiry February 2007	Outcome as yet unknown.
71 Peepeekisis, SK File Hills Colony <i>ICC recommendation to negotiate rejected by INAC</i>	Inquiry March 2004	In June 2006, government rejected recommendation.
72 Peguis, MB Treaty land entitlement <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 2001	In June 1998, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.
73 Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (Cowessess, Kahkewistahaw, Muscowpetung, Ochapowace, Pasqua, Piapot, Sakimay), SK Flooding claim <i>Parties unable to come to an agreement, separate negotiations ongoing with Cowessess, Muscowpetung, Pasqua, Sakimay</i>	Mediation December 2005	Outcome as yet unknown.
74 Roseau River Anishinabe, MB Treaty land entitlement <i>Settled with assistance of Commission</i>	Mediation March 1996	In March 1996, claim settled for \$14 million in federal compensation.
75 Roseau River Anishinabe, MB Medical aid <i>ICC recommendation to negotiate rejected by INAC</i>	Inquiry February 2001	In September 2003, government rejected recommendations, stating that medical aid deductions from the trust fund account were permissible, that no treaty promise of medical aid was made or survived, and that no outstanding lawful obligation exists.
76 Roseau River Anishinabe, MB 1903 Surrender <i>Recommended claim be accepted for negotiation</i>	Inquiry September 2007	Outcome as yet unknown.
77 Sakimay, SK QVIDA flooding claim <i>ICC recommendation to negotiate accepted by INAC</i>	Inquiry February 1998	In December 1998, government accepted claim for negotiation.
78 Sakimay, SK Treaty land entitlement <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry April 2007	In September 2006, government accepted claim for negotiation while inquiry underway.



Name of First Nation, Province Type or title of claim <i>Outcome</i>	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
79 Sandy Bay Ojibway, MB Treaty land entitlement <i>Recommended that claim not be accepted for negotiation</i>	Inquiry June 2007	Outcome as yet unknown.
80 Saulteau, BC Treaty land entitlement <i>First Nation requested conclusion of inquiry in anticipation of acceptance of claim</i>	Inquiry April 2007	Outcome as yet unknown.
81 Standing Buffalo, SK QVIDA flooding claim <i>ICC recommendation to negotiate accepted by FNAC</i>	Inquiry February 1998	In December 1998, government accepted claim for negotiation.
82 Standing Buffalo, SK QVIDA flooding claim <i>Settled with assistance of Commission</i>	Mediation March 2004	In March 2003, claim settled for \$3.6 million in compensation and the ability to acquire up to 640 acres of agricultural land to be set apart as reserve land pursuant to Canada's Additions to Reserves Policy.
83 Sturgeon Lake, SK Red Deer Holdings agricultural lease <i>Accepted for negotiation without full inquiry</i>	Inquiry March 1998	In October 1998, claim settled for \$190,000 in federal compensation.
84 Sumas, BC IR 6 railway right of way <i>ICC recommendation to negotiate accepted by FNAC</i>	Inquiry February 1995	In June 2005, government accepted claim for negotiation.
85 Sumas, BC 1919 surrender of IR 7 <i>Recommended joint research to assess fair market value of surrendered land</i>	Inquiry August 1997	In January 1998, government stated it was willing to explore possibility of joint research to determine if evidence exists for a claim.
86 Taku River Tlingit, BC Wenah specific claim <i>Recommended claim be accepted for negotiation</i>	Inquiry March 2006	Outcome as yet unknown.
87 Thunderchild, SK 1908 surrender <i>Settled with assistance of Commission</i>	Mediation March 2004	In September 2003, claim settled for \$53 million in compensation and ability to acquire up to 5,000 acres of land within 15 years to be set apart as a reserve.
88 Touchwood Agency, SK Mismanagement (1920-24) claim <i>Parties unable to come to an agreement; Agency requested ICC inquiry</i>	Mediation August 2005	Outcome as yet unknown.

	Name of First Nation, Province Type or title of claim Outcome	Date and Type of ICC Report	Canada's Response
89	Walpole Island, ON Boblo Island <i>ICC recommendation that First Nation reconfirm its claim under the Comprehensive Claims Policy and that claim not be negotiated, accepted by INAC</i>	Inquiry May 2000	Outcome as yet unknown.
90	Waterhen Lake, SK Primrose Lake Air Weapons Range II – loss of commercial and treaty harvesting rights <i>ICC recommendation to negotiate part of claim, rejected by INAC</i>	Inquiry September 1995	In March 2002, government rejected recommendation, stating: "Compensation for commercial harvesting rights was not based on either Indian status or membership in an Indian Band; rather, it was to be paid to anyone who held a licence on the land which became the Primrose Lake Air Weapons Range."
91	Williams Lake, BC Village site <i>Recommended claim by accepted by negotiation rejected</i>	Inquiry March 2006	In August 2007, government rejected recommendation on ground that pre-emptions were not challenged by Band at the time, and any fiduciary duty was not breached.
92	Young Chipewyan, SK Stoney Knoll IR 107 <i>Recommended that claim not be accepted for negotiation but that further research be undertaken</i>	Inquiry December 1994	Outcome as yet unknown.



Claims Addressed in Inquiries and Mediations Concluded with Reports Index: Provincial

The concluded inquiries and mediations presented in the preceding section are displayed below. They are grouped by province and listed in alphabetical order. Each claim is listed as follows: name of the First Nation, title of the claim and date of ICC's report.

ALBERTA

Alexis First Nation, TransAlta Utilities rights of way, March 2003

Athabasca Chipewyan First Nation, W.A.C. Bennett Dam and damage to Indian Reserve 201, March 1998

Bigstone Cree Nation, Treaty land entitlement, March 2000

Blood Tribe / Kainaiwa, 1889 Akers surrender, June 1999

Blood Tribe / Kainaiwa, Akers surrender [Mediation], August 2005

Blood Tribe / Kainaiwa, Big Claim, March 2007

Cold Lake First Nation, Primrose Lake Air Weapons Range, August 1993

Duncan's First Nation, 1928 surrender, September 1999

Fort McKay First Nation, Treaty land entitlement, December 1995

Friends of the Michel Society, 1958 enfranchisement, March 1998

Mikisew Cree First Nation, Treaty 8 economic benefits, March 1997

Paul Indian Band, Kapasiwin townsite, February 2007

BRITISH COLUMBIA

Blucherry River First Nation and Doig River First Nation, Highway right of way IR 172, March 2006

Esketemc First Nation, Indian Reserves 15, 17, and 18, November 2001

Homalco Indian Band, Aupe Indian Reserves 6 and 6A, December 1995

Lax Kw'alaams Indian Band, Tsimpsean Indian Reserve 2, June 1994

Lower Similkameen Indian Band, Vancouver, Victoria, and Eastern Railway right of way, February 2008

Mamalecxpala Qwe'Qwa'Sot'Enox Band, McKenna-McBride applications, March 1997

Nak'azdli First Nation, Aht-Len-Jees Indian Reserve 5, March 1996

'Namgis First Nation, Cormorant Island, March 1996

'Namgis First Nation, McKenna-McBride applications, February 1997

Saulteau First Nation, Treaty land entitlement and lands in severalty, April 2007

Sumas Band, Indian Reserve 6 railway right of way, February 1995

Sumas Indian Band, 1919 Indian Reserve 7 surrender, August 1997

Taku River Tlingit First Nation, Wenah specific claim, March 2006

Williams Lake Indian Band, Village site, March 2006

MANITOBA

Canupawakpa Dakota First Nation, Turtle Mountain surrender, July 2003

Gamblers First Nation, Treaty land entitlement, October 1998

Kecseckoowenin First Nation, 1906 land claim [Mediation], August 2005

Long Plain First Nation, Loss of use, February 2000

Opaskwayak Cree Nation, Streets and lanes claim, February 2007

Peguis First Nation, Treaty land entitlement, March 2001

Roseau River Anishinabe First Nation, 1903 Surrender, September 2007

Roseau River Anishinabe First Nation, Medical aid, February 2001

Roseau River Anishinabe First Nation, Treaty land entitlement [Mediation], March 1996

Sandy Bay First Nation, Treaty land entitlement, June 2007

NEW BRUNSWICK

Eel River Bar First Nation, Eel River Dam, December 1997

ONTARIO

Chippewa Tri-Council, Coldwater-Narrows reservation surrender, March 2003

Chippewa Tri-Council, Collins Treaty, March 1998

Chippewas of Kettle and Stony Point First Nation, 1927 surrender, March 1997

Chippewas of the Thames First Nation, Clench defalcation, March 2002

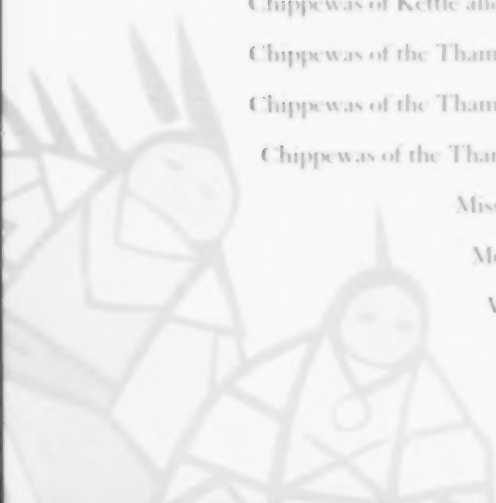
Chippewas of the Thames First Nation, Clench defalcation [Mediation], August 2005

Chippewas of the Thames First Nation, Muncey land inquiry, December 1994

Mississaugas of the New Credit First Nation, Toronto Purchase, June 2003

Moose Deer Point First Nation, Pottawatomi rights, March 1999

Walpole Island First Nation, Boblo Island, May 2000



QUEBEC

Betsiamites Band, Highway 138, March 2005

Betsiamites Band, Rivière Betsiamites Bridge, March 2005

Micmacs of Gesgapegiag First Nation, Horse Island, December 1994

SASKATCHEWAN

Athabasca Denesuline, Treaty harvesting rights, December 1993

Buffalo River First Nation, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Canoe Lake Cree Nation, Primrose Lake Air Weapons Range, August 1993

Carry the Kettle First Nation, Cypress Hills, July 2000

Cowessess First Nation, 1907 surrender, March 2001

Cowessess First Nation, 1907 surrender – Phase II, July 2006

Cowessess First Nation, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Cumberland House Cree Nation, Indian Reserve 100A, March 2005

Fishing Lake First Nation, 1907 surrender, March 1997

Fishing Lake First Nation, 1907 surrender [Mediation], March 2002

Flying Dust First Nation, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Fort Pelly Agency, Pelly Haylands claim [Mediation], March 2008

James Smith Cree Nation, Chakastaypasin Indian Reserve 98, March 2005

James Smith Cree Nation, Indian Reserve 100A, March 2005

James Smith Cree Nation, Treaty land entitlement, February 2007

Joseph Bighead First Nation, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Kahkewistahaw First Nation, 1907 reserve land surrender, February 1997

Kahkewistahaw First Nation, 1907 reserve land surrender [Mediation], January 2003

Kahkewistahaw First Nation, Treaty land entitlement, November 1996

Kawacatoose First Nation, Treaty land entitlement, March 1996

The Key First Nation, 1909 surrender, March 2000

Lac La Ronge Indian Band, Treaty land entitlement, March 1996

Lucky Man Cree Nation, Treaty land entitlement, Phase II Inquiry, February 2008

Lucky Man Cree Nation, Treaty land entitlement, March 1997

Mistawasis First Nation, 1911, 1917 and 1919 surrenders, March 2002

Moosomin First Nation, 1909 reserve land surrender, March 1997

Moosomin First Nation, 1909 reserve land surrender [Mediation], March 2004

Muscowpetung First Nation, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Nekaneet First Nation, Agricultural and other benefits under Treaty 4, March 1999

Ochapowace First Nation, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Pasqua First Nation, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Peepeekisis First Nation, File Hills Colony, March 2004

Qu'Appelle Valley Indian Development Authority (Cowessess First Nation, Kahkewistahaw First Nation, Muscowpetung First Nation, Ochapowace First Nation, Pasqua First Nation, Piapot First Nation, Sakimay First Nation), Flooding [Mediation], December 2005

Sakimay First Nation, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Sakimay First Nation, Treaty land entitlement, February 2007

Standing Buffalo Dakota Nation, Flooding [Mediation], March 2004

Standing Buffalo First Nation, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Sturgeon Lake First Nation, Red Deer Holdings agricultural lease, March 1998

Thunderchild First Nation, 1908 surrender [Mediation], March 2004

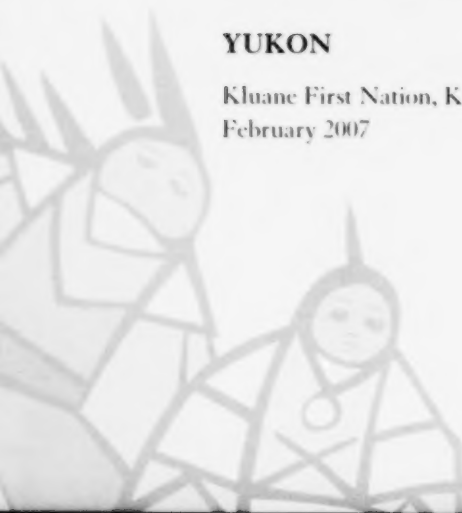
Touchwood Agency (Day Star First Nation, Fishing Lake First Nation, George Gordon First Nation, Kawacatoose First Nation, Muskowekwan First Nation), Mismanagement (1920–24) claim [Mediation], August 2005

Waterhen Lake First Nation, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Young Chipeewyan First Nation, Stoney Knoll Indian Reserve 107, December 1994

YUKON

Kluane First Nation, Kluane Game Sanctuary and Kluane National Park Reserve creation, February 2007



Claims Addressed in Inquiries Index: Thematic

The concluded inquiries presented in the preceding section are displayed below. They are grouped thematically and listed in alphabetical order. Each inquiry is listed as follows: name of the First Nation, province, title of the claim and date of ICC's report.

TREATY RIGHTS

Athabasca Chipewyan First Nation, AB, W.A.C. Bennett Dam and damage to Indian Reserve 201, March 1998

Athabasca Denesuline, SK, Treaty harvesting rights, December 1993

Buffalo River First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Canoe Lake Cree Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range, August 1993

Cold Lake First Nation, AB, Primrose Lake Air Weapons Range, August 1993

Eel River Bar First Nation, NB, Eel River Dam, December 1997

Flying Dust First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Joseph Bighead First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Mikisew Cree First Nation, AB, Treaty 8 economic benefits, March 1997

Moose Deer Point First Nation, ON, Pottawatomi rights, March 1999

Nekaneet First Nation, SK, Agricultural and other benefits under Treaty 4, March 1999

Roseau River Anishinabe First Nation, MB, Medical aid, February 2001

Waterhen Lake First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

FIDUCIARY DUTY

Alexis First Nation, AB, TransAlta Utilities rights of way, March 2003

Athabasca Chipewyan First Nation, AB, W.A.C. Bennett Dam and damage to Indian Reserve 201, March 1998

Buffalo River First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Canoe Lake Cree Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range, August 1993

Canupawakpa Dakota First Nation, MB, Turtle Mountain surrender, July 2003

Chippewas of Kettle and Stony Point First Nation, ON, 1927 surrender, March 1997

Chippewa Tri-Council, ON, Coldwater-Narrows reservation surrender, March 2003

Cold Lake First Nation, AB, Primrose Lake Air Weapons Range, August 1993

Cowessess First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Duncan's First Nation, AB, 1928 surrender, September 1999

Eel River Bar First Nation, NB, Eel River Dam, December 1997

Esketeme First Nation, BC, Indian Reserves 15, 17 and 18, November 2001

Fishing Lake First Nation, SK, 1907 surrender, March 1997

Flying Dust First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Homalco Indian Band, BC, Aupe Indian Reserves 6 and 6A, December 1995

Joseph Bighead First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Kahkewistahaw First Nation, SK, 1907 reserve land surrender, February 1997

The Key First Nation, SK, 1909 surrender, March 2000

Kluane First Nation, YK, Kluane Game Sanctuary and Kluane National Park Reserve creation, February 2007

Lac La Ronge Indian Band, SK, Treaty land entitlement, March 1996

Long Plain First Nation, MB, loss of use, February 2000

Lower Similkameen Indian Band, BC, Vancouver, Victoria and Eastern Railway right of way, February 2008

Mamaleleqala Qwe'Qwa'Sot'Enox Band, BC, McKenna-McBride applications, March 1997

Mississaugas of the New Credit First Nation, ON, Toronto Purchase, June 2003

Mistawasis First Nation, SK, 1911, 1917 and 1919 surrenders, March 2002

Moosomin First Nation, SK, 1909 reserve land surrender, March 1997

Muscowpetung First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

'Namgis First Nation, BC, McKenna-McBride applications, February 1997

Ochapowace First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Pasqua First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Paul Indian Band, AB, Kapasiwin townsite, February 2007

Peeckekisis First Nation, SK, File Hills Colony, March 2004

Roseau River Anishinabe First Nation, MB, 1903 surrender, September 2007

Sakimay First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Standing Buffalo First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Saulteau First Nation, BC, Treaty land entitlement and lands in severalty, April 2007

Sumas Band, BC, Indian Reserve 6 railway right of way, February 1995

Sumas Indian Band, BC, 1919 Indian Reserve 7 surrender, August 1997

Taku River Tlingit First Nation, BC, Wenah specific claim, March 2006

Waterhen Lake First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Williams Lake Indian Band, BC, Village site, March 2006

FLOODING CLAIM

Athabasca Chipewyan First Nation, AB, W.A.C. Bennett Dam and damage to Indian Reserve 201, March 1998

Cowessess First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Eel River Bar First Nation, NB, Eel River Dam, December 1997

Muscowpetung First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Ochapowace First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Pasqua First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Sakimay First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Standing Buffalo First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

MANDATE OF THE ICC

Alexis First Nation, AB, TransAlta Utilities rights of way, March 2003

Athabasca Denesuline, SK, Treaty harvesting rights, December 1993

Buffalo River First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Canupawakpa Dakota First Nation, MB, Turtle Mountain surrender, July 2003

Carry the Kettle First Nation, SK, Cypress Hills, July 2000

Chippewas of the Thames First Nation, ON, Muncey land inquiry, December 1994

Cowessess First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Esketeme First Nation, BC, Indian Reserves 15, 17 and 18, November 2001

Flying Dust First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Friends of the Michel Society, AB, 1958 enfranchisement, March 1998

Joseph Bighead First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

Kluane First Nation, YK, Kluane Game Sanctuary and Kluane National Park Reserve creation, February 2007

Lac La Ronge Indian Band, SK, Treaty land entitlement, March 1996

Lax Kw'alaams Indian Band, BC, Tsimpsean Indian Reserve 2, June 1994

Mamaleleqala Qwe'Qwa'Sot'Enox Band, BC, McKenna-McBride applications, March 1997

Micmacs of Gesgapegiag First Nation, QC, Horse Island, December 1994

Mikisew Cree First Nation, AB, Treaty 8 economic benefits, March 1997

Muscowpetung First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Namgis First Nation, BC, Cormorant Island, March 1996

Namgis First Nation, BC, McKenna-McBride applications, February 1997

Nekaneet First Nation, SK, Agricultural and other benefits under Treaty 4, March 1999

Ochapowace First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Pasqua First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Peepeekisis First Nation, SK, File Hills Colony, March 2004

Sakimay First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Standing Buffalo First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Waterhen Lake First Nation, SK, Primrose Lake Air Weapons Range II, September 1995

MCKENNA-MCBRIDE COMMISSION – BRITISH COLUMBIA

Esketeme First Nation, BC, Indian Reserves 15, 17 and 18, November 2001

Homalco Indian Band, BC, Aupe Indian Reserves 6 and 6A, December 1995

Mamaleleqala Qwe'Qwa'Sot'Enox Band, BC, McKenna-McBride applications, March 1997

Nak'azdli First Nation, BC, Aht-Len-Jees Indian Reserve 5, March 1996

Namgis First Nation, BC, McKenna-McBride applications, February 1997

RIGHTS OF WAY

Alexis First Nation, AB, TransAlta Utilities rights of way, March 2003

Betsiamites Band, QC, Highway 138, March 2005

Betsiamites Band, QC, Rivière Betsiamites Bridge, March 2005

Blueberry River First Nation and Doig River First Nation, BC, Highway right of way IR 172, March 2006

Cowessess First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Eel River Bar First Nation, NB, Eel River Dam, December 1997

Lower Similkameen Indian Band, BC, Vancouver, Victoria and Eastern Railway right of way, February 2008

Mistawasis First Nation, SK, 1911, 1917 and 1919 surrenders, March 2002

Muscowpetung First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Ochapowace First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Pasqua First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Sakimay First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Standing Buffalo First Nation, SK, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority flooding, February 1998

Sumas Band, BC, Indian Reserve 6 railway right of way, February 1995

SPECIFIC CLAIMS POLICY

Alexis First Nation, AB, TransAlta Utilities rights of way, March 2003

Athabasca Denesuline, SK, Treaty harvesting rights, December 1993

Canupawakpa Dakota First Nation, MB, Turtle Mountain surrender, July 2003

Chippewas of the Thames First Nation, ON, Muncey land inquiry, December 1994

Duncan's First Nation, AB, 1928 surrender, September 1999

Esketeme First Nation, BC, Indian Reserves 15, 17 and 18, November 2001

Fishing Lake First Nation, SK, 1907 surrender, March 1997

Friends of the Michel Society, AB, 1958 enfranchisement, March 1998

Homalco Indian Band, BC, Aupe Indian Reserves 6 and 6A, December 1995

Kahkewistahaw First Nation, SK, 1907 reserve land surrender, February 1997

The Key First Nation, SK, 1909 surrender, March 2000

Lax Kw'alaams Indian Band, BC, Tsimpsean Indian Reserve 2, June 1994

Mamaleleqala Qwe'Qwa'Sot'Enox Band, BC, McKenna-McBride applications, March 1997

Micmaes of Gesgapegiag First Nation, QC, Horse Island, December 1994

Mikisew Cree First Nation, AB, Treaty 8 economic benefits, March 1997

Moose Deer Point First Nation, ON, Pottawatomi rights, March 1999

Moosomin First Nation, SK, 1909 reserve land surrender, March 1997

'Namgis First Nation, BC, Cormorant Island, March 1996

'Namgis First Nation, BC, McKenna-McBride applications, February 1997

Nekaneet First Nation, SK, Agricultural and other benefits under Treaty 4, March 1999

Peepeekisis First Nation, SK, File Hills Colony, March 2004

Roseau River Anishinabe First Nation, MB, Medical aid, February 2001

Sturgeon Lake First Nation, SK, Red Deer Holdings agricultural lease, March 1998

Young Chipeewayan First Nation, SK, Stoncy Knoll Indian Reserve 107, December 1994

SURRENDER

Blood Tribe / Kainaiwa, AB, 1889 Akers surrender, June 1999

Blood Tribe / Kainaiwa, AB, Big Claim, March 2007

Canupawakpa Dakota First Nation, MB, Turtle Mountain surrender, July 2003

Chippewa Tri-Council, ON, Coldwater-Narrows reservation surrender, March 2003

Chippewas of Kettle and Stony Point First Nation, ON, 1927 surrender, March 1997

Cowessess First Nation, SK, 1907 surrender, March 2001

Cowessess First Nation, SK, 1907 surrender – Phase II, July 2006

Duncan's First Nation, AB, 1928 surrender, September 1999

Fishing Lake First Nation, SK, 1907 surrender, March 1997

Kahkewistahaw First Nation, SK, 1907 reserve land surrender, February 1997



The Key First Nation, SK, 1909 surrender, March 2000

Mississaugas of the New Credit First Nation, ON, Toronto Purchase, June 2003

Mistawasis First Nation, SK, 1911, 1917 and 1919 surrenders, March 2002

Mooseomin First Nation, SK, 1909 reserve land surrender, March 1997

Nak'azdli First Nation, BC, Aht-Len-Jees Indian Reserve 5, March 1996

Paul Indian Band, AB, Kapasiwin townsite, February 2007

Sumas Indian Band, BC, 1919 Indian Reserve 7 surrender, August 1997

Walpole Island First Nation, ON, Boblo Island, May 2000

TREATY LAND ENTITLEMENT

Bigstone Cree Nation, AB, Treaty land entitlement, March 2000

Blood Tribe / Kainaiwa, AB, Big Claim, March 2007

Fort McKay First Nation, AB, Treaty land entitlement, December 1995

Gamblers First Nation, MB, Treaty land entitlement, October 1998

James Smith Cree Nation, SK, Treaty land entitlement, February 2007

Kahkewistahaw First Nation, SK, Treaty land entitlement, November 1996

Kawacatoose First Nation, SK, Treaty land entitlement, March 1996

Lac La Ronge Indian Band, SK, Treaty land entitlement, March 1996

Long Plain First Nation, MB, Loss of use, February 2000

Lucky Man Cree Nation Phase II, SK, Treaty land entitlement, February 2008

Lucky Man Cree Nation, SK, Treaty land entitlement, March 1997

Peguis First Nation, MB, Treaty land entitlement, March 2001

Sakimay First Nation, SK, Treaty land entitlement, February 2007

Sandy Bay First Nation, MB, Treaty land entitlement, June 2007

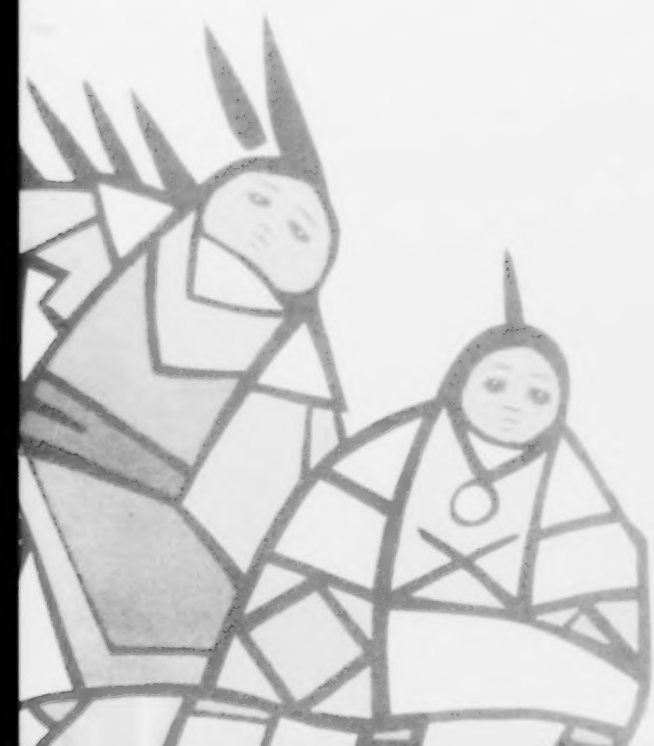
Saulteau First Nation, BC, Treaty land entitlement and lands in severalty, April 2007

OTHER

Chippewa Tri-Council, ON, Collins Treaty, March 1998

Chippewas of the Thames First Nation, ON, Clench defalcation, March 2002

Opaskwayak Cree Nation, MB, Streets and lanes claim, February 2007



THE ICC – WHAT WE DO **(continued)**

What you'll find in this section:

94 Financial Information

Budget, expenditures of the ICC

95 In Fact...

Facts on specific claims at the ICC

96 How to Contact Us

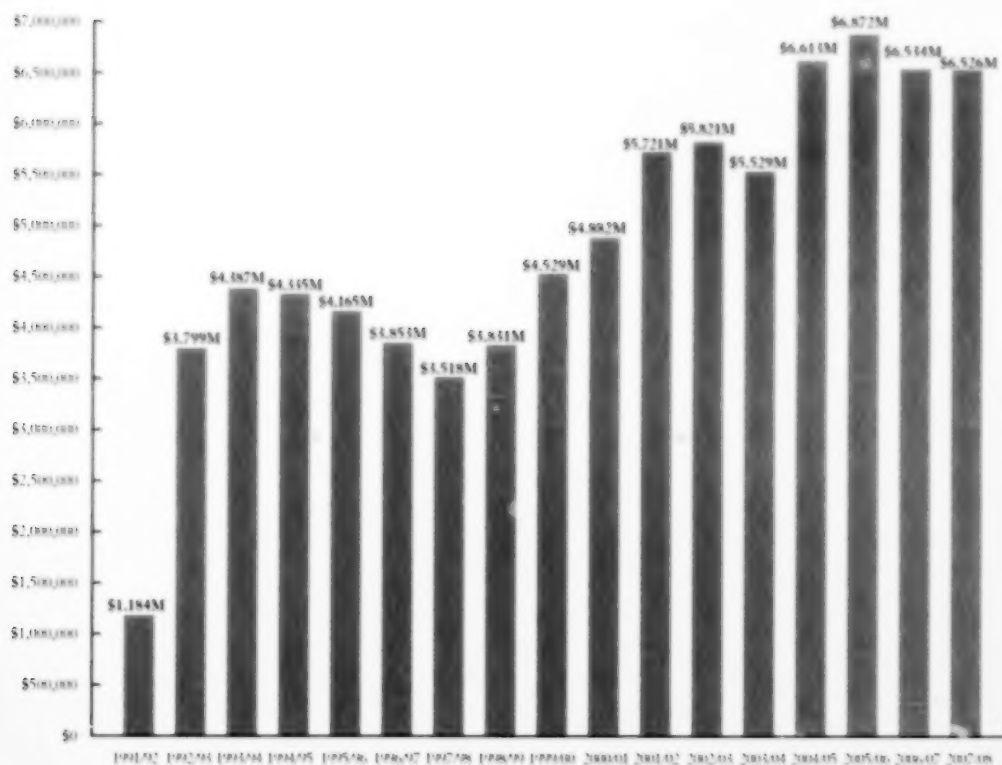
Contact information for the Indian Claims Commission

Financial Information

The Commission strives to ensure that adequate mechanisms and processes are in place to enable it to maintain the high quality and impartiality of its services.

In 2007-2008, the Commission's activities in both inquiries and mediation resulted in expenditures of \$6.678 million. Of this amount, \$4.168 million was for salaries and benefits and \$2.510 million was for other operating costs.

YEARLY EXPENDITURES SYNOPSIS – 1991-2008



In Fact...

Some little known facts about the Indian Claims Commission from the 2007-2008 reporting period:

...**9** First Nation communities were visited , with a total population of 12,061 community members in 3 provinces (inquiries only)

...**5,305** kilometres is the greatest distance travelled by the ICC to reach a First Nation community

...**88** days were spent in mediation/facilitation/negotiation meetings

... ICC Mediation Services were involved in **67** conference calls

...**6** new requests for inquiry were received

...**1** new request for mediation were received

...**78** requests for information were received

...**726** requests for publications were received

...**5** inquiries were completed and 8 were released in 2007-2008, affecting a total of 26,275 First Nations people

...**165,069** website hits were counted

...**350** information kits were distributed



How to Contact Us

FOR MORE INFORMATION

Indian Claims Commission

P.O. Box 1750, Station B

Ottawa, Ontario

K1P 1A2

Website: www.indianclaims.ca

Collect calls will be accepted for all information or publication requests:

Tel: 613-943-2737

Fax: 613-943-0157





